

ron. le corps et l'éc

Le Monde

RETRAITE
ET PRÉVOYANCE

La révolution
des fonds
de pension
(pages 17 à 21)



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16228 - 7 F

SAMEDI 29 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

Chômage : léger recul en février

Le nombre de chômeurs a légèrement reculé en février mais le marché du travail reste atone. p. 36

Des mercenaires américains au Zaïre

Deux « conseillers » américains auprès de la rébellion zaïroise ont trouvé la mort dans l'est du pays. p. 4

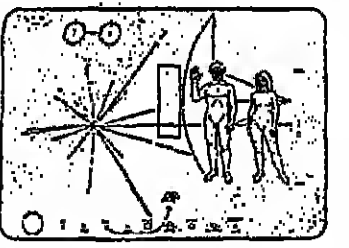
Citroën sans Calvet

Les départs prochains de plusieurs de ses hauts dirigeants, dont Jacques Calvet, le PDG de PSA, plongent Citroën dans l'incertitude. p. 22

Les blouses blanches dans la rue

15 000 internes et chefs de clinique ont manifesté, jeudi 27 mars, à Paris, contre les conventions médicales, dont l'agrément devrait néanmoins être publié au Journal officiel samedi. p. 8, les points de vue p. 14 et notre éditorial p. 15

A 10 milliards de kilomètres



La sonde américaine Pioneer-10, lancée il y a vingt-cinq ans, émet toujours. Mais lundi 31 mars, la NASA va couper le contact avec cet envoyé aux confins du système solaire. p. 24

Un candidat au rachat d'Apple

Le PDG des logiciels Oracle veut réunir des investisseurs pour acheter le constructeur informatique. p. 22

Le coût croissant de l'aide sociale

Les départements s'inquiètent de devoir consacrer plus de 60 % de leurs dépenses de fonctionnement à l'aide sociale. p. 12

Partir loin

Les Français sont de plus en plus attirés par les voyages à l'étranger, même - et surtout - lointains. p. 26

Sarkis, lumineux à Nantes

Le plasticien a installé au Musée des beaux-arts de Nantes une cage de 14 mètres de haut qui joue habilement avec la lumière. p. 28

Abonnement : 3 DM : Antilles-Guyane, 9 F : Autriche, 25 ATS : Belgique, 40 FB : Canada, 2,25 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 850 F CFA : Danemark, 14 DKK : Espagne, 220 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 350 DR : Irlande, 140 G : Italie, 2000 L : Luxembourg, 40 FF : Maroc, 10 DH : Norvège, 14 NOK : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 200 PTE : Réunion, 9 F : Sénégal, 800 F CFA : Suède, 10 SKR : Suisse, 2,10 CHF : Tunisie, 12 Din : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 329 - 7.00 F

Au congrès de Strasbourg, le Front national se dit capable de conquérir le pouvoir

Des dizaines de milliers de personnes s'apprentent à manifester contre l'extrême droite



listes de tous bords. L'écrivain Salman Rushdie, qui est menacé de mort par les intégristes iraniens, a pris la parole pour défendre la libre expression, en expliquant qu'il faut permettre à M. Le Pen d'exprimer ses opinions néfastes et à ceux qui les critiquent. Les élus de droite alsaciens ont prévu de se réunir symboliquement, samedi matin, sur le lieu de l'ancienne synagogue de Strasbourg, incendiée par les nazis pendant l'Occupation. La principale manifestation est organisée l'après-midi par les mouvements antifascistes et antiracistes, avec la participation des partis et des dirigeants de la gauche réunis au sein du Comité de vigilance contre l'extrême droite. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont attendues. Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, qui avait participé le 26 mars à une réunion publique contre l'extrême droite à Strasbourg, a déclaré le lendemain, devant des étudiants, que les manifestations anti-Front national ne sont pas la bonne méthode pour combattre l'influence de ce parti.

Lire pages 6 et 7 et le point de vue de Sami Nair page 14

Homme, femme, « personne » et « politiquement correct »

« C'EST DU CANADIEN, du québécois, du langage des Nations unies, du politiquement correct... Ce n'est pas du français ! » Jacques Toubon, qui a déployé ces derniers jours une inlassable énergie pour faire avaler à des sénateurs réticents son projet de réforme de la cour d'assises, a été exaspéré, mercredi 26 mars, d'être entraîné sur le terrain de la parité hommes-femmes. Sans doute plus sensible à l'air du temps qu'on ne pourrait le croire, la commission des lois du Sénat venait en effet, le matin-même, de passer « un petit quart d'heure », selon Jean-Marie Girault (Rég. et Ind.), rapporteur du projet de loi, à débattre d'un seul mot du texte, « homme », qui figure au bas de la prestation de serment des jurés d'assises - « Vous jurez et promettez [...] de vous décider [...] avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

entrepris au Parti socialiste dans la perspective des prochaines élections législatives, l'ancien garde des sceaux Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine) et Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) avaient suggéré de remplacer, dans ce texte, « à un homme » par « à une femme ou à un homme ». Après en avoir débattu, la commission des lois avait finalement adopté un amendement substituant « une personne » à « un homme ». Refusant de revenir sur « une tradition la plus absolue, qui figure au frontispice de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen », M. Toubon s'en est pris aux « groupes féministes » québécois qui cherchent « systématiquement à remplacer "homme" par "personne" », en précisant qu'il s'agissait-là, à ses yeux, de « l'une des manifestations les plus excessives du "politiquement correct" ». « Pourquoi, dans un texte aussi essentiel pour les droits de l'homme, voudrait-on employer un vocabulaire qui met en cause les droits de l'homme eux-mêmes ? », a-t-il dit.

Dans un hémicycle exclusivement masculin à ce moment précis, les sénateurs ont fait peu de cas de l'indignation du ministre. « Dans un jury, il y a des femmes et, quelquefois, plus de femmes que d'hommes », a souligné Robert Badinter, avant de plaider en faveur de l'amendement socialiste, moins « anonyme », selon lui, que le terme de « personne ». « Jusqu'à la Libération, il fallait être un homme pour être juré », a rappelé Michel Dreyfus-Schmidt pour expliquer l'état du texte en vigueur. « Aujourd'hui, les femmes vont se dire : "Comme d'habitude, on ne s'intéresse qu'aux hommes !" », a-t-il lancé. Personne ne s'est opposé, lors du vote, à l'adoption de l'amendement de la commission des lois.

Jean-Baptiste de Montvalon

PHILIPPE SOLLERS

STUDIO

roman

GALLIMARD

Les sectes, métastases d'un corps social malade

DANS LA COURSE à l'irrationnel, le pire est toujours à venir et le record qu'on croyait bier hors de portée est, dès le lendemain, dépassé. La succession des meurtres, coïncidant ou provoqués, au sein de l'Ordre du Temple solaire - soixante-quatorze morts ou moins de treize mois - obéit à une glorieuse chronologie, exactement calée sur le calendrier astral. A Saint-Casimir (Québec), seuls trois enfants - ou sans délibération - ont pu échapper à ce festin de la mort. Mais à peine les cinq cadavres étaient-ils identifiés et autopsiés que, près de San Diego, dans une luxueuse villa californienne, on retrouvait treize autres corps, rangés et costumés, pour une autre cérémonie macabre aussi impeccable que l'avait été, pendant toute leur vie, ces jeunes victimes.

Si effrayant soit-il, le cumul dans le temps de ces deux suicides collectifs ou devrait pourtant pas étonner. Les experts, qui examinent à la loupe cette nébuleuse ésotérique-mystique, sont toujours frappés par les phénomènes de croisement et de contagion qui traversent tous ces groupes. A la suite des enquêtes sur l'Ordre du Temple solaire, on sait par exemple que Joseph Di Mambro, le « gourou » septuagénaire condamné par la maladie, qui a transformé sa déchéance physique et son charisme déclinant en barbarie meurtrière, avait longuement étudié la chute des Davidiens dans l'autre brasier apocalyptique allumé, en 1993, dans le ranch de Waco, au Texas.

Plus déroutant encore pour les enquêteurs, ces groupes n'ont presque rien de commun, hormis cette familiarité ultime avec le suicide et la mort. Tout séparait les mille désespérés de la Guyana, qui avaient lié leur sort au Temple du Peuple de Jim Jones, avant de périr avec lui en 1978, et les dizaines d'adeptes mystiques de Waco, d'origine adventiste, illuminés par David Koresh. De même, l'Ordre du Temple solaire est-il un groupe initiatique qui plonge ses racines dans les ordres templiers et rosicruciens. La moyenne d'âge y est élevée et le niveau social celui des classes moyennes.

Henri Tincq

Lire la suite page 15 et nos informations page 3

Mise en garde de l'Académie des sciences sur la toxicité du cannabis

DANS UN RAPPORT publié jeudi 27 mars, l'Académie des sciences livre des éléments alarmants sur les « troubles psychiques et comportementaux » dus à la consommation de cannabis et affirme que le contrôle des dérivés du chanvre indien est une « urgence sanitaire ». Le contenu de ce rapport est cependant moins inquiétant que les conclusions qu'en a tirées le secrétariat d'Etat à la recherche, qui parle d'« atteinte à la fonction respiratoire, [...] d'action immunosuppressive [et] d'atteinte des capacités de mémoire et d'apprentissage ». Le secrétaire d'Etat, François d'Aubert, ajoute, dans un entretien au Monde, que la dépendance aux drogues douces n'est donc pas « à l'ordre du jour ». A la séance de clôture de la conférence sur la toxicomanie intraveineuse, Bernard Kouchner et Michèle Barzach, anciens ministres de la santé, ont vivement dénoncé, jeudi, l'utilisation que le gouvernement entend faire de ce rapport.

Lire page 9

Périls russes

CONFRONTÉE à de graves problèmes d'environnement, la Russie s'efforce parfois de les dissimuler. Il en va ainsi des déchets nucléaires enfouis dans la presqu'île de Kola, près des bases navales de Mourmansk. Accusé d'« espionnage », Alexandre Nid-tine, l'homme qui a dénoncé ce péril écologique, reste dans l'attente d'un procès ou d'un oolieu. La Russie est aussi aux prises avec une contestation sociale. La « journée nationale d'action » organisée, jeudi 27 mars, par les syndicats a cependant été un échec.

Lire pages 2 et 13

Carton rouge pour l'arbitre



IL S'AGIT d'une première dans le monde du football. L'arbitre suisse Kurt Röthlisberger a été suspendu à vie par l'Union européenne de football pour avoir « tenté de truquer » le match de Coupe d'Europe Grasshopper Zurich-Auxerre du 30 octobre 1996. Il avait proposé d'intervenir auprès de l'arbitre de cette rencontre.

Lire page 25

International	2	Aujourd'hui	24
France	6	Jour	26
Société	9	Météorologie	27
Carnet	11	Culture	28
Régions	12	Guide culturel	31
Ann. d'écrits	12 et 16	Communication	33
Horizons	13	Abonnements	34
Recherche/Prévoyance	17	Radio-Télévision	34
Entreprises	22	Kiosque	35

هكذا من الرجل

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 29 MARS 1997

RUSSIE La grève générale que les syndicats et les communistes ont déclenchée, jeudi 27 mars, pour protester contre le non-paiement des salaires et des pensions, n'a pas eu le

succès escompté par les organisateurs, qui prévoyaient une « explosion sociale ». • LE MINISTRE DE L'INTERIEUR estime que le nombre des manifestants dans l'ensemble du

pays est resté inférieur à 2 millions, loin des 20 millions de grévistes annoncés par les syndicats. • À TVER, ville industrielle au nord de Moscou, des retraités continuent de bloquer,

chaque mardi depuis juillet 1996, les voies ferrées pour réclamer notamment le versement de leurs arriérés de pensions. • LES INVESTISSEMENTS étrangers restent faibles en

Russie. Les anomalies du système fiscal et l'absence d'état de droit découragent bien des entreprises occidentales de s'installer sur ce marché de 150 millions de consommateurs.

Le Kremlin bénéficie d'un répit après l'échec de la grève générale

A Moscou, la « journée nationale d'action » organisée par les syndicats a été très peu suivie. Seuls quelques milliers de personnes ont manifesté pour réclamer le paiement de leurs salaires et retraites, promis depuis un an par le gouvernement

MOSCOU
de notre correspondant
Le nouveau gouvernement russe a gagné un répit : la journée de grève nationale de jeudi 27 mars contre le non-paiement des salaires et retraites - 11,6 milliards de dollars d'arriérés, selon le dernier chiffre officiel - a peu mobilisé la Russie. Bien entendu, les chiffres des organisateurs et ceux de la police divergent grandement. Les syndicats font état de plus de 4 millions de participants dans le seul Extrême-Orient russe, où le mouvement a été relativement bien suivi. Le ministère de l'Intérieur estime pour sa part le nombre de manifestants dans l'ensemble du pays inférieur à 2 millions. On était loin, en tout cas, des 20 millions de grévistes annoncés par les syndicats.

A Moscou, le mouvement a été un fiasco total : une première manifestation a été annulée après avoir attiré... 28 personnes. Et le cortège qui a manifesté sous les murs du Kremlin n'a réuni que quelques milliers de sympathisants. Expriment son désespoir plutôt que sa colère, un participant brandissait une pancarte : « Peuple de canes et d'esclaves, réveille-toi ! » Même si cette faible mobilisation était prévisible, le pouvoir a tremblé. La capitale russe était to-

talement quadrillée par la police, qui avait mobilisé la bagatelle de 16 000 hommes. A l'approche de la grève, les autorités ont multiplié les mesures pour désamorcer le mouvement, notamment en renvoyant le gouvernement. Dans son fief de Nijni-Novgorod, le nouveau et populaire premier vice-premier ministre, Boris Nemtsov, s'est adressé aux manifestants, leur assurant que le « nouveau cabinet allait mettre fin à la honte du non-paiement des retraites et des salaires », soulignant qu'il n'avait « pu travailler qu'une semaine ».

DES MILLIARDS DISPARUS

Il semble que le nouveau gouvernement jouisse d'un certain crédit auprès des Russes. Mais, par précaution, Viktor Tchernomyrdine, l'impopulaire premier ministre, a promis une fois de plus, jeudi, que les salaires et retraites, non versés depuis six mois, seraient payés, jugeant la situation « inadmissible » et s'étant déclaré à l'avance de tout cœur avec les manifestants, le président Boris Eltsine a signé un oukase demandant des comptes sur l'utilisation de plusieurs milliards de dollars dont les salariés n'ont jamais vu la couleur.

Malgré l'échec relatif du mouvement de jeudi, la grogne ne s'apal-



sera pas si les autorités ne viennent pas à bout de la « crise des paiements ». Et, malgré les promesses répétées, la lumière n'apparaît toujours pas au bout du tunnel. D'abord parce qu'il s'avère que les chiffres faisant état d'une reprise de l'économie russe (0,1 % de croissance du produit intérieur brut en janvier et 1 % en février), encore avancés, jeudi, par

M. Tchernomyrdine, ont été « truqués ». Des économistes mécontents de l'Institut national de statistiques, ont fait savoir que cette croissance miraculeuse était en fait le résultat d'un changement secret du mode de calcul.

Pour les chiffres de 1997, la part de l'économie d'ombre a été réévaluée à la hausse tandis que le chiffre de référence de 1996 n'a pas

été révisé... Non « corrigé », le produit intérieur brut aurait ainsi encore baissé, de 6 %, en janvier.

Quant à l'autre cause de la crise - à savoir « le détournement et le vol » des fonds publics, selon les paroles mêmes d'Anatoli Tchoubaï, premier vice-premier ministre en charge des finances -, c'est un phénomène depuis longtemps identifié. Mais ce constat n'a produit aucun résultat concret. Totalement ignoré par les autorités, un rapport d'une Cour des comptes du Parlement russe, publié par la presse, jette ainsi une lumière crue sur les pratiques en vigueur. On y apprend notamment que le ministère de finances a disposé à sa guise et dans des buts inconnus de 600 millions de dollars. On y confirme que le gouvernement russe a totalement ignoré, encore, pendant des mois un décret du président Eltsine annulant toutes les exonérations de droits de douanes, qui ont coûté au budget au moins 2 milliards de dollars. M. Tchoubaï et M. Nemtsov, les deux « jeunes loups » introduits par Boris Eltsine au gouvernement, vont devoir rapidement mettre fin à ces pratiques. « Une mission suicide », selon Boris Nemtsov.

Jean-Baptiste Naudet

Un premier ministre plus riche que M. Murdoch

PIÈTRE GESTIONNAIRE lorsqu'il s'agit de mettre un terme à la crise des paiements qui gangrène aujourd'hui la Russie, son premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, s'est, semble-t-il, révélé plus habile à faire fructifier son patrimoine personnel. En quatre ans d'exercice à la tête du gouvernement, sa fortune personnelle serait ainsi passée de 28 millions à 5 milliards de dollars (158 millions à 28 milliards de francs).

C'est ce qu'ont affirmé le directeur du FBI, Louis Freeh, et l'ancien directeur de la CIA, John Deutch, lors d'une audition devant la Chambre des représentants sur le thème de « La menace du crime organisé en Russie », le 30 avril 1996.

GROS ACTIONNAIRE DE GAZPROM

Ancien patron du géant du gaz russe Gazprom, en partie privatisé (40 % des actions sont restées aux mains de l'Etat) et dont la valeur est estimée à 80 milliards de dollars (réserves comprises, soit un tiers des réserves mondiales de gaz), M. Tchernomyrdine, qui a conservé un œil sur son ancienne maison, détendrait, dit-on à Moscou, un bon petit paquet d'actions de Gazprom.

Avec un « trésor » de 5 milliards de dollars, au palmarès des grandes fortunes mondiales, l'ancien apparatchik du gaz coiffe le patron de presse Rupert Murdoch (4 milliards de dollars), le milliardaire Ross Perot (2,5 milliards de dollars) et le président de CNN, Ted Turner (1,6 milliards de dollars), selon une estimation établie par Forbes en 1994.

Exaspéré par les rumeurs sur son enrichissement, Viktor Tchernomyrdine avait, au lendemain de sa reconduction à son poste de chef du gouvernement, en juillet 1996, proposé aux députés de la Douma (la Chambre basse du Parlement russe) de faire toute la lumière sur l'état de ses finances. Mais il s'est bien gardé, depuis, de donner suite à sa proposition.

Sophie Shihab

M. Jé.

« Depuis des mois, nous ne mangeons que des pommes de terre au sel ! »

TVER
de notre envoyée spéciale
Sur sa liste des zones de Russie « potentiellement explosives » dressée à la veille de la « journée d'action » du 27 mars, le ministère de l'Intérieur avait placé, à côté du bassin de Koubass où les mines de charbon fer-

REPORTAGE

Les retraitées de Tver s'organisent en groupe d'action pour obtenir le paiement de leurs pensions

ment l'une après l'autre, la ville de Tver avec son demi-million d'habitants. Evguén, étudiant agronome dans cette vieille cité entourée d'usines aux trois quarts désaffectées, s'esclaffe : « Ils ont peur de nos malheureux retraités, c'est la seule explication, car, sinon, nos problèmes sont les mêmes que partout ailleurs ».

Avec deux particularités quand même, dont la combinaison effraie le Kremlin : la situation stratégique de Tver - située entre Moscou et Saint-Petersbourg - ainsi que la proportion très élevée de retraités (30 %). En juillet 1996, quelques dizaines d'entre eux,

désespérant de voir leurs maigres pensions versées avec des mois de retard, ont manifesté sur les voies ferrées qui traversent la ville. Et ils continuent. La police n'a jamais osé disperser ces « panthères grises » - des femmes pour la plupart - qui bloquent tantôt les trains tantôt les voitures sur la « nationale », après leur meeting traditionnel du mardi devant le bâtiment du gouverneur. Drapeaux rouges en tête. Leur dernière « action », le 11 mars, a paralysé le trafic ferroviaire durant cinq heures, malgré le déploiement de forces antérieures et la grogne de milliers d'usagers... dont beaucoup de retraités de leur ville.

« Ces femmes sont soutenues par les communistes, je les reçois tous les mardis, je les connais toutes, je connais l'histoire de chacune, elles sont loin d'être les plus malheureuses ici, mais elles ont trouvé un sens à leur vie, elles forment désormais un club et se téléphonent chaque jour, c'est un mouvement difficile à arrêter », Viktor Issakov, qui tient ce discours, est l'adjoint du gouverneur « démocrate » de la région, élu il y a un an après une lutte serrée contre son prédécesseur « communiste ». Jeudi, il est au côté de son gouverneur, qui tente de parler aux milliers de manifestants qui ont répondu à l'appel des syndicats. Sa voix est couverte par les cris : « Démission !

Démission ! » et il bat en retraite, protégé par d'importantes forces de police.

UN CERTAIN SUCCÈS

Il n'y avait pourtant aucune atmosphère d'émeute dans l'air, même si la manifestation, préparée depuis trois mois, a rassemblé de l'avis général « plus de monde que jadis depuis des années ». Galia, soixante ans, fait partie du Groupe d'initiative des retraitées de Tver. Elle reconnaît que le gouverneur tolérât jusqu'ici leur action pour faire pression sur le Kremlin. Avec un certain succès, selon les critères russes : à la veille de la « journée nationale d'action », Moscou a débloqué pour Tver des sommes qui ont permis de verser les retraites de décembre. Galia déplore cependant que la jeunesse de Tver ne soutienne guère leur mouvement et avoue qu'elle-même touche sa retraite irrégulièrement, car son mari était officier.

Mais, à côté d'elle, Nina, cinquante-huit ans, soupire : elle n'a qu'une retraite « civile », soit l'équivalent de 200 francs mensuels payés avec trois mois de retard. Son fils est épiléptique et sa fille n'est plus rémunérée dans son atelier de confection privé. « Appartenant à un noyau du Sud », elle est au bord des larmes. « Depuis des mois, dit-elle, nous ne mangeons que des pommes de terre au sel.

On n'en peut plus. » Un homme intervient : « L'Occident sait tout ça mais ne dit rien, alors qu'il hurle pour chaque dissident du temps de l'URSS. » Derrière discours d'une femme députée communiste qui veut la démission de Boris Eltsine, derniers applaudissements. Evguén et son groupe d'étudiants sont les seuls jeunes à l'honneur, sur cette partie de la place. Ils ont trouvé le meeting aussi vain et triste qu'ils le prévoyaient, mais sont venus « parce qu'il faut bien que quelqu'un pense à la Russie de demain ». Une discussion s'engage sur les bienfaits et les dangers des révolutions. Pour Evguén, les « panthères grises » sont manipulées. Il s'insurge contre son ami qui veut que la Russie « fasse comme l'Albanie pour que les choses bougent ». Lui-même, quand il aura son diplôme, fera comme son père, un de ces derniers agriculteurs privés à n'avoir pas encore totalement baissé les bras devant les « nouveaux Russes, les nomenklaturistes incompétents » qui se sont appropriés tous les kolkhozes de la région.

« Pareils à tous les bandits qui nous gouvernent », Evguén le « démocrate », son ami « albanais » et un autre, résigné et prêt à s'en remettre aux communistes, s'accordent sans problème sur ce mot de la fin.

Sophie Shihab

L'« instabilité fiscale » et le « vide juridique » freinent les investissements étrangers

DÉCRITÉ parfois comme un des marchés émergents les plus prometteurs de la planète, la Russie peine considérablement à attirer les investisseurs étrangers. Vaste comme un continent, gorgée de ressources et dotée d'un marché potentiel de 150 millions de consommateurs, la Russie, avec ses 3,6 milliards de dollars d'investissements étrangers privés en 1996, fait piètre figure au regard de la petite Hongrie avec ses 2,5 milliards pour une population d'un peu plus de 10 millions d'habitants, sans parler de la Chine (52 milliards) ou des « tigres » asiatiques. Experts, entrepreneurs ou consultants sont unanimes : l'« instabilité fiscale » et l'« absence d'état de droit » constituent les obstacles majeurs à la croissance des investissements en capitaux en Russie.

« La législation fiscale change chaque jour, l'impôt est lourd et arbitraire, les inspecteurs du fisc ont trop de pouvoir », déplore Marianne V., juriste dans un cabinet de consultant installé à Moscou depuis 1992. A l'heure actuelle, toute société qui fait des bénéfices en Russie est taxée de 4 % sur le chiffre d'affaires, de 20 % au titre

de la TVA et de 35 % sur les bénéfices, mais « ni les intérêts sur d'éventuels crédits, ni les frais de promotion, de représentation ou les frais de formation du personnel ne peuvent être déduits », poursuit Marianne, soit « un taux effectif d'imposition de 50 à 80 % pour l'impôt sur les sociétés », renchérit Daniel B., un spécialiste du droit des sociétés.

« L'obligation de déclarations trimestrielles, les pénalités de retard exorbitantes - 0,3 % de la somme due par journée de retard plus une amende -, la non-prise en compte de la bonne foi, les saisies, à la moindre brouille, des comptes des sociétés par la police fiscale sans pratiquement aucune possibilité de recours ; sans oublier les descentes musclées de cette police », ne constituent pas un « environnement favorable » à l'investissement, déplore Alexandre, qui a monté seul en 1993 une petite société du bâtiment à Moscou. Son affaire résiste tant bien que mal, car il a une bonne kycho (protection mafieuse ou du gouvernement).

Un nouveau code fiscal, actuellement soumis à la Douma (la Chambre basse du Parlement), de-

vrait entrer en vigueur en 1998, mais, conçu par des fiscalistes américains et européens, il s'avère « trop complexe et peu adapté à un marché émergent », selon Scott Antel, fiscaliste chez le consultant américain Arthur Andersen à Moscou.

LE DROIT, REFLET DU POUVOIR

Le pire selon Marianne, la juriste, « c'est qu'il n'y a pas de droit, n'existe pas, le droit reflète uniquement le pouvoir de l'administration. Connaître les textes ne sert à rien, l'important, c'est de mener avec chaque bureaucrate une négociation individuelle dont le coût, en temps comme en argent, est totalement apocalyptique ». Elle reconnaît que la plupart des sociétés ont un budget « cadeau ».

Pour Lucien Blanc, qui représente Rhône-Poulenc en Russie, les deux obstacles majeurs à l'arrivée massive d'investissements sont « les impôts et les problèmes de financement, des défauts somme toute liés à la transition », tandis qu'un homme d'affaires britannique déplore lui l'« instabilité à tous les niveaux ». En 1995 par exemple, rappelle-t-il, une loi fut votée sur les sociétés par actions

qui modifiait leur régime juridique. Après « réenregistrement », nombre d'investisseurs étrangers se retrouvèrent soudain minoritaires dans des sociétés où ils avaient pourtant investi plus, le partenaire russe ayant procédé à un élargissement du capital sans crier gare.

Et la corruption ? « Endémique », selon certains, elle n'est « pas plus importante qu'ailleurs », selon d'autres, qui déplorent l'image négative faite à la Russie. Souhaitant conserver l'anonymat, l'homme d'affaires britannique raconte comment s'est déroulée, en 1996, une transaction entre la compagnie américaine qui représente, spécialisée dans la vente de systèmes informatiques, et la société russe Gazprom. « Je suis arrivé à Moscou avec une valise contenant 60 000 dollars en liquide, j'ai franchi la douane sans contrôle, puis je me suis rendu dans un hôtel du centre-ville où rendez-vous avait été pris avec nos interlocuteurs russes. Je leur ai remis la mallette. Le lendemain deux hommes se présentent au bureau de notre société à Moscou. Ils demandent à me voir, me remettent 6 000 dollars en liquide puis repartent en disant :

« Nous avons pensé que ça serait mieux ainsi ». Pressé par ses patrons de faire disparaître l'argent, l'homme est contraint de s'acheter « une montre en or » à 6 000 dollars. « Avec Gazprom, dit-il aujourd'hui, nous avons versé jusqu'à 200 000 dollars de dessous de table ».

Malgré toutes les difficultés, une vingtaine de grosses firmes occidentales ont réussi leur implantation en Russie dans le secteur de la distribution. Ce sont les fabricants de chocolat, Mars ou Cadbury, la firme Coca-Cola - 58 % du marché des boissons non alcoolisées en Russie dès 1995, qui fait tourner dix usines sur tout le territoire -, Philipp Morris, le fabricant de cigarettes ou la chaîne McDonalds entre autres.

Car, quand bien même le pouvoir d'achat du « nouveau Russe » a baissé de 45 % par rapport à celui de l'Homo soviétique de 1991, le dynamisme de l'économie de l'ombre (entre 40 % et 50 %) et le formidable marché de consommateurs que représentent Moscou et Saint-Petersbourg, soit, hautes terres comprises, 18 millions de personnes (la population de l'Australie), font que le marché russe ne

peut être ignoré. Plus riches que le reste du pays, ces deux villes phares et Nijni-Novgorod (troisième ville de Russie, à 450 kilomètres à l'est de Moscou) absorbent 75 % des investissements étrangers.

« Dépêchez-vous d'investir, dans cinq ans, il sera trop tard », a enjoint récemment le maire de Moscou, Iouri Louksov, à un parterre d'entrepreneurs, déplorant la faiblesse des investissements, notamment français (au quinzième rang dans la capitale, au neuvième dans le pays). Il y a une urgence en effet, surtout lorsqu'il apparaît que le montant des investissements étrangers - 3,6 milliards de dollars pour 1996 - est trois fois inférieur à celui des capitaux qui fuient chaque année la Russie, soit 12 milliards de dollars annuels, selon une estimation du ministère russe de l'Intérieur. En cinq ans, 60 milliards de dollars auraient ainsi quitté le pays pour la Suisse, Chypre, l'île de Man ou la Côte d'Azur, soit un peu plus de la moitié des 104 milliards de dollars reçus par la Russie depuis 1992 sous forme d'aide et de crédits.

Marie Jégo

سكنا من الفصل

L'OSCE approuve l'envoi d'une force multinationale en Albanie

Elle pourrait compter jusqu'à 5000 hommes

LA FORCE multinationale pour l'Albanie, dont l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a approuvé l'envoi, jeudi 27 mars, comptera « jusqu'à 5000 hommes », a annoncé à Vienne le représentant de l'Italie. Cette force, dont la mobilisation doit encore être autorisée par l'ONU, aura pour « objectif », a précisé le délégué italien, « de contribuer à un environnement sûr dans la perspective des actions des organisations internationales dans les domaines de l'aide humanitaire, de l'assistance économique et financière, et de la préparation des futures élections ». Elle assurera « la protection des ports, de l'aéroport de Tirana et des principales lignes de communication ainsi que les stocks d'aide humanitaire ».

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont engagé jeudi des discussions, au niveau des experts, sur l'envoi de ce contingent, mais de nouvelles réunions sont nécessaires avant un éventuel feu vert. Des consultations devaient être engagées vendredi entre les ambassadeurs. La force envisagée, qui sera placée sous la direction de l'Italie, serait composée d'Autrichiens, d'Espagnols, de Français, de Grecs et de Portugais. Les États-Unis n'envoient pas de troupes en Albanie, a indiqué, jeudi, le secrétaire d'État Madeleine Albright, en précisant, dans un entretien à la National Public Radio, que Washington estime « qu'il s'agit d'une opération que les Européens peuvent et doivent résoudre d'un point de vue diplomatique, mais aussi à tous les points de vue ».

Les autorités de Tirana ont, pour leur part, réitéré, jeudi, la délégation européenne conduite par le diplomate néerlandais Jan de Marchant et d'Assemblée, leur demande d'aide pour rétablir l'ordre dans le pays. Le premier ministre Bashkim Fino a répété que l'Albanie demandait l'envoi d'une aide humanitaire accompagnée d'une force multinationale afin d'assurer notamment la sécurité dans les

deux principaux ports du pays, Durrës et Vlorë, ainsi que l'acheminement des secours. Le ministre de l'Intérieur, Behlül Ceta, a aussi réitéré, lors de sa rencontre avec la délégation, l'octroi d'urgence d'équipements pour la police, presque totalement dépourvue de tout depuis les pillages qui ont commencé le 28 février.

Le président Sali Berisha devait rencontrer, vendredi, la délégation européenne pour discuter de l'envoi éventuel de cette force de protection des convois humanitaires et du projet d'élections anticipées en juin. M. d'Ansembourg a rapporté que le ministre de la Justice Spartak Ngjela avait proposé de repousser légèrement la date en disant que « juin pourrait être trop tôt, mais qu'octobre serait trop tard ».

Le Comité international de la Croix-Rouge doit de son côté tenter à nouveau vendredi de faire parvenir un convoi dans le sud de l'Albanie malgré les bandits qui écumant les routes.

Dans le sud du pays, une bataille rangée a ainsi opposé, jeudi, les habitants du village de Levan à une bande armée et a fait au moins dix-huit morts, a indiqué la police de la ville voisine de Fier. Selon les forces de l'ordre, des bandits ont tenté d'attaquer le village dans la soirée mais les habitants, eux aussi fortement armés après le pillage généralisé des armées, se sont défendus. La plupart des victimes sont des assaillants.

Le Parlement albanais a d'autre part approuvé jeudi une loi accordant l'amnistie à 800 des quelque 1300 prisonniers qui se sont évadés ces mois-ci des prisons à la fin de la pagaille. La loi d'amnistie réduit aussi les peines des prisonniers les plus lourdement condamnés pour les inciter à regagner leur cellule. Les peines de prison à vie sont ramenées à vingt ans, et les autres peines sont réduites d'un tiers pour les condamnés qui se rendraient avant le 5 avril. (AFP/Reuters)

Biélorussie : « Monsieur le président, donnez-nous la dictature »

IL LES TRAQUERA EN HÉLI-COPTÈRE. Il pourchassera les « profiteurs », les « ennemis des autorités », ceux qui œuvrent sournoisement pour déstabiliser l'économie (plongée dans une crise grave, faute de réformes), ou qui salissent l'image du pays, télé-guidés par l'OTAN ou les États-Unis... Délire paranoïaque ? Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie, a l'intention de surveiller son monde du haut des images, pour renforcer la « discipline ». « Je veux vous prévenir », a-t-il déclaré mercredi 26 mars, lors d'un discours télévisé de trois heures, « mon hélicoptère... volera au-dessus de vos têtes dans les airs presque chaque jour. Je ne préviendrai personne de mes allées et venues ».

M. Loukachenko affirme vouloir ainsi répondre au désir le plus profond des Biélorusses : « Le peuple est en train de dire : Monsieur le président, donnez-nous la dictature, donnez-nous l'époque de Staline », a-t-il déclaré. La Biélorussie avait déjà renoué avec les emblèmes et les manuels d'école soviétiques. Des procès d'opposants, tenus secrets comme à l'époque stalinienne, ont en lieu cette semaine. Mais les choses vont plus loin, a promis mercredi le chef de l'État : le « travail du samedi » doit être rétabli, à commencer par samedi 22 avril, l'anniversaire de Lénine.

Par le passé, l'homme fort de Minsk s'était distingué par ses références à Hitler. En novembre 1995, il déclarait à un journaliste du quotidien allemand Handelsblatt : « Tout ce qui était connecté avec Adolf Hitler en Allemagne n'a pas été mauvais. (...) L'ordre allemand a atteint son apogée sous Hitler. C'est ce qui correspond à notre idée d'une République

présidentielle et du rôle du président ». Élu président en 1994, Alexandre Loukachenko est un ancien instructeur politique de l'armée rouge et un ancien directeur de sovkhos. Ayant remporté en novembre 1996 un référendum sur une nouvelle Constitution, il détient un pouvoir sans partage. Ses relations avec les États-Unis - qui était déjà mauvaises depuis qu'en 1995 la défense anti-aérienne biélorusse avait tué deux Américains en abattant une mongolfière qui participait à une course - se sont récemment détériorées : Washington a suspendu son aide financière et rappelé son ambassadeur pour consultations.

EN FROID AVEC MOSCOU Mais l'isolement d'Alexandre Loukachenko s'est encore accru, cette semaine, lorsque la Russie a protesté, pour la première fois, contre « les persécutions » à l'encontre de ses journalistes envoyés en Biélorussie. Le refroidissement entre Moscou et Minsk, serait, selon des opposants biélorusses, « le résultat de l'antipathie que suscite Loukachenko auprès de certains nouveaux membres du gouvernement russe, dont Boris Nemtsov », le jeune réformateur nommé premier vice-premier ministre. Aussi Alexandre Loukachenko semble-t-il faire marche arrière sur son idée de « fusion » entre les deux Républiques slaves. « Nous n'avons plus personne sur qui compter », a-t-il estimé mercredi, « ils ont commencé à nous étouffer ouvertement : ils nous étouffent à l'Ouest, et malheureusement, quelque peu à l'Est ». Dans son hélicoptère, Alexandre Loukachenko prendra au moins fait.

Natalie Nougayrède

Le suicide collectif de 39 personnes en Californie a été méticuleusement planifié et exécuté

Les membres de la secte conjuguèrent la passion pour Internet et les croyances millénaristes

Une première dans l'histoire des sectes : les 39 personnes, retrouvées mortes, mercredi 26 mars dans une villa proche de San Diego, (Californie), appartenaient à une société informatique et s'adonnaient à des activités confondant univers virtuel et croyances millénaristes. Soigneuse-

ment planifié et exécuté, ce suicide collectif indigne l'Amérique. « C'est à fendre le cœur, écoeurant, odieux », a commenté Bill Clinton.

WASHINGTON de notre correspondant « Nous sommes venus d'un espace lointain et nous avons maintenant quitté les corps que nous revêtions pour notre tâche terrestre, pour retourner vers le monde d'où nous venons, tâche accomplie. Cette distance de l'espace à laquelle nous nous référons est celle que votre littérature appelle le royaume des Cieux ou le royaume de Dieu (...) ». Telles sont quelques-unes des citations des vidéos enregistrées par la secte de la Porte du Ciel, avant le suicide, mercredi 26 à Rancho Santa Fe.

Cette hémionomie a été planifiée et exécutée avec une méticulosité soulignée par la police et les experts médicaux. Le groupe qui s'est suicidé comprend 21 femmes et 18 hommes, la plupart approchant la quarantaine, mais de dix-huit ans à soixante-douze ans. Blancs pour la plupart, mais aussi Noirs, originaires de Californie, du Texas, du Nouveau-Mexique, de Floride, du Colorado, du Minnesota, de l'Utah et du Canada.

Les adeptes de la Porte du Ciel

s'étaient soigneusement préparés à leur « dernier voyage ». Leurs corps ont été retrouvés dans une attitude paisible, couverts d'un linceul de couleur violette. Au pied des lits, des bagages soigneusement faits. Dans les poches des victimes, toutes habillées de noir, un billet de 5 dollars, de la monnaie monnaie, des pièces d'identité et une note, parfois déchirée en morceaux, indiquant les consignes à suivre. La mort est due au mélange d'un barbiturique, le phénobarbital, et de vodka, le tout absorbé avec un peu de pudding.

Brian Blackburne, médecin légiste pour le comté de San Diego, a reconstitué la macabre mise en scène. Les suicides se sont déroulés en trois vagues, sur une période de cinq à six jours : le second groupe a mis de l'ordre et nettoyé après les premiers décès, tâche ensuite accomplie par le troisième groupe. Les deux dernières victimes ont été retrouvées avec un sac en plastique sur la tête. La maison était impeccable, les ordures sorties, ses occupants prêts pour leur rendez-vous cosmique.

Avec qui ? Un objet volant non

identifié (OVNI), lequel arrivait dans le sillage de la comète de Hale-Bopp, qui « frôle » actuellement la planète Terre ! Ce scénario est attesté par les enregistrements vidéo et surtout par la « littérature » dont on peut prendre connaissance sur les deux sites Internet gérés par les adeptes et celui qui est considéré comme leur chef, Marshall Applewhite, appelé « Doe ». Cet homme d'une soixantaine d'années, au regard halluciné et au crâne rasé, promettait à ceux qui le suivaient d'atteindre le « niveau supérieur ».

Les adeptes s'étaient soigneusement préparés à leur « dernier voyage »

« Vous pouvez nous suivre, explique-t-il, mais vous ne pouvez rester ici. La planète Terre va bientôt être recyclée. Votre seule chance de survivre ou d'être évacué est de partir

avec nous. » Sur Internet, une « carte d'embarquement » est proposée sur les sites Heaven's Gate et Higher Source. Des photos de planètes, de comètes et d'étoiles se succèdent, avec cette entrée en matière : « Alerte rouge... Hale-Bopp annonce la fin. » Les responsables de la Porte du Ciel ne sont pas sûrs que le vaisseau spatial sera au rendez-vous, mais le message ajoute : « Nous nous préparons joyeusement à quitter ce monde et à partir avec l'équipage de « 11 » ».

Tout en adoptant un comportement normal, aux yeux de leurs voisins, les occupants de la villa de Rancho Santa Fe avaient conscience qu'ils risquaient des ennuis avec les autorités. Leur message électronique évoque la possibilité pour certains d'être « emprisonnés », voire soumis à des « tortures psychologiques ou physiques » comme ceux de « Waco ». La relation avec le prochain millénaire est enfin établie : « Les clés du ciel sont présentes comme elles l'étaient avec Jésus, il y a 2000 ans » !

Laurent Zecchini

LES BOUTIQUES DES TROIS QUARTIERS

Déco Plaisir.



MODE : Canotier • Catimini • Chacok • Dorothée Bis • Escorpion • Espace Yves Saint Laurent Hommes • Gentleman

Bath Bazaar

Givenchy • Gris Perle

Jo & Camille • Kenzo • Madelios • Marlboro Classics • Oliver Grant • Régina Rubens • Robert Mager • Rodier Femmes

Rodier Hommes • Ronald Fera • Stéphane Kélian • Tehen • Théorème • Vogue Optique • Weill Paris • BEAUTE : Alexandre de Paris • Silver Moon • The Body Shop • BIJOUX : Agatha •

Burma • CADEAUX : J'ai Descendu Dans Mon Jardin • L'Homme Moderne • Nature & Découvertes • LA MAISON : Bath Bazaar • Kitchen Bazaar •



Kitchen Bazaar

LES TROIS QUARTIERS

23, bd de La Madeleine. Paris. Tél : 01 42 97 80 12
Ouverts du lundi au samedi de 10h à 19h.
Métro : Madeleine. Parking : Madeleine.



مكتبة الدليل

Les rebelles zairois et les autorités de Kinshasa acceptent le « principe » de négociations

La date et le lieu des pourparlers restent à fixer

Les deux délégations zairoises, celle du gouvernement de Kinshasa et celle de la rébellion, qui s'étaient rencontrées la veille, pour la première

fois, lors du sommet extraordinaire de l'OUA à Lomé, se sont mises d'accord, jeudi 27 mars, sur le principe d'un cessez-le-feu et le principe de

négociations, selon le texte de la déclaration finale du sommet. Mais ni la date ni le lieu de ces pourparlers n'ont encore été fixés.

LOMÉ
de notre envoyé spécial
L'ouverture de négociations à laquelle se sont engagés les représentants du président Mobutu et ceux

ANALYSE

A Lomé, la crise des Grands Lacs est devenue la guerre civile au Zaïre

de la rébellion dirigée par Laurent-Désiré Kabila est le résultat le plus spectaculaire du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est achevé à Lomé jeudi 27 mars. Malgré les pressions incessantes exercées par le président togolais Eyadéma et les chefs d'Etat nigérien et camerounais, Sani Abacha et Paul Biya, les délégations zairoises n'ont pas réussi à s'entendre sur la date et le lieu de ces négociations, qui devraient cependant s'ouvrir à très court terme. Les modalités devraient être annoncées simultanément à Kinshasa, à Lomé et à New York, au siège de l'ONU. Il semblait en revanche acquis que l'ouverture des pourparlers coïnciderait avec l'application d'un cessez-le-feu.

Ce serait alors appliquer deux des recommandations de la résolution adoptée, la veille, par les chefs d'Etat de l'organe central de l'OUA pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits. En revanche, rien n'indique que les autres points de ce texte, qui en compte dix-huit, soient pris en compte dans un avenir proche. Qu'il s'agisse de l'accès des organisations humanitaires aux réfugiés et aux personnes déplacées, de la mise en place de « corridors » permettant le retour de ceux-ci ou du désarmement des membres des ex-FORCES armées rwandaises et miliciens, responsables du génocide au Rwanda en 1994, aucun engagement, fût-il de principe, n'a été pris. C'est qu'à Lomé la crise des Grands Lacs est devenue la guerre civile au Zaïre, une thèse défendue depuis l'automne 1996 par la rébellion, à laquelle le régime de Kinshasa a commencé à faire droit. Njonjo Nwuwu, député zairois, membre de la délégation de Kinshasa et du Mouvement du peuple pour la révolution (MPR), le parti du maréchal Mobutu, reconnaissait jeudi en public la citoyenneté zairoise de M. Kabila, dans la logique de la pro-

position de « partage du pouvoir » formulée le 25 mars par le MPR. Si les partisans de M. Mobutu continuent de mettre en cause les grandes puissances (les Etats-Unis notamment) et les pays voisins (Rwanda et Ouganda), qui ont « armé la rébellion », l'indéniable soutien que celle-ci a reçu des populations, dans les régions dont elle a pris le contrôle, ont obligé l'autre camp à lui reconnaître le statut d'interlocuteur politique, et pas seulement militaire.

Paradoxalement, cette « zairianisation » du conflit – pour reprendre le terme que le maréchal Mobutu avait créé lorsqu'il avait remis les entreprises à capitaux étrangers à des nationaux, en 1973 – est d'abord une victoire pour les alliés régionaux de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo Zaïre (AFDL). La délégation rwandaise à Lomé a été remarquablement discrète, n'intervenant pas lors de la séance à huis clos, alors qu'elle

Nyangoma, qui combat l'armée burundaise dominée par les tutsis, a été considérablement affaiblie par la perte de ses bases au Zaïre.

Les puissances occidentales, impliquées peu ou prou dans le conflit, se plient elles aussi à la nouvelle donne. Alors qu'il y a deux mois encore des diplomates français dénonçaient vigoureusement « l'agression extérieure » dont était, selon eux, victime le Zaïre, Paris et Washington ont entamé une démarche commune visant à amener chacun de leurs « poulains » (le président Mobutu pour la France et M. Kabila pour les Etats-Unis) à la table des négociations. Ce qui représente pour la France une inflexion considérable de sa position, alors que les Etats-Unis se retrouvent dans une position qui leur est désormais familière : en sympathie avec un groupe qui prétend arriver au pouvoir au terme d'une « guérilla », alors qu'en d'autres temps ils seraient intervenus au côté des régimes en place.

Rendez-vous en Afrique du Sud ?

Les représentants des autorités de Kinshasa et des rebelles zairois se sont mis d'accord, jeudi 27 mars, sur le principe d'un cessez-le-feu et le principe de négociations. C'est ce que souligne la déclaration finale du sommet de l'OUA, réuni la veille dans la capitale togolaise. La date des négociations sera rendue publique après le « retour des délégations » auprès de leurs mandants, précise cette déclaration. Selon des sources concordantes, ces négociations pourraient se tenir en Afrique du Sud, début avril. Les délégués de la rébellion et du pouvoir zairois s'étaient rencontrés pour la première fois, mercredi soir, en marge du sommet, sous l'égide de responsables de l'ONU et de l'OUA. Le département d'Etat américain a souligné, jeudi, « l'importance pour les deux parties de fixer une date et un lieu pour des négociations immédiates ». Il a aussi tenu à souligner « le rôle actif » des Etats-Unis dans la recherche d'une solution au Zaïre et « l'extraordinaire niveau de coopération » entre Paris et Washington sur ce dossier.

avait été fort loquace au sommet franco-africain de Ouagadougou, à la fin de 1996.

C'est que l'offensive des rebelles dans l'est du Zaïre, quel qu'il ait été le degré d'implication du régime aujourd'hui au pouvoir à Kinshasa, a partiellement servi les intérêts de ce dernier. Les dirigeants rwandais (tutsis pour la plupart) estiment que la sécurité de leurs frontières est assurée depuis qu'anciens militaires ou miliciens hutus rwandais ont été éliminés ou dispersés. Et lorsque le major Buyoya, au pouvoir au Burundi depuis le coup d'Etat de juillet 1996, se félicite publiquement de l'« amélioration de la sécurité » dans son pays, tout le monde comprend que la guérilla hutue de Léonard

Mutwa, Meles Zenzawi ou Paul Kagame, qui dirigent désormais l'Ouganda, l'Ethiopie et le Rwanda, ont auparavant bénéficié de l'indulgence dont jouit aujourd'hui M. Kabila de la part de Washington. Les détracteurs de cette attitude n'y voient que des motivations géopolitiques, dont le premier ressort est le « containment » (enlèvement) des deux ennemis jurés de Washington en Afrique, la Libye et le Soudan. En revanche, les promoteurs américains de cette politique font valoir qu'elle permet de se débarrasser de régimes corrompus et incapables de réforme, dont le prototype est celui de M. Mobutu.

Si les négociations annoncées ar-

riveront à leur terme, c'est-à-dire à des élections, il y a de fortes chances pour que l'alliance rebelle s'y présente en position de force. On voit d'ores et déjà qu'elle s'efforce de créer le vide entre elle et ce qui reste du pouvoir personnel de Mobutu Sese Seko. Menaçant le vieil opposant Etienne Tshisekedi de représailles s'il accepte le poste de premier ministre, interdisant les partis dans les zones sous son contrôle, M. Kabila tente d'arriver à un face-à-face entre ses forces et celles du vieux chef d'Etat.

Mais cette « zairianisation » est aussi une trompe-l'œil. Le problème des réfugiés rwandais et burundais au Zaïre demeure. Le refus des forces de l'alliance de les laisser transiter par Kisangani – alors même qu'il semble que la masse des réfugiés se soit affaiblie de la tuelle des « génocidaires » – augure mal des conditions qui leur seront faites pour le retour au Rwanda des survivants de cet interminable exode.

A Lomé même, les signes n'ont pas manqué qui indiquaient une concertation étroite entre les représentants de M. Kabila et ceux de l'actuel régime rwandais, jusqu'à laisser suggérer une forme de tutelle politique. Les diplomates occidentaux qui ont été en contact avec l'alliance estiment que celle-ci est effectivement un regroupement de diverses tendances et que M. Kabila exprime les décisions d'une direction collégiale dont les composantes restent pour l'instant indiscernables.

La communauté internationale devra peser de tout son poids – qu'il s'agisse de l'application du cessez-le-feu, des secours aux réfugiés et déplacés, du respect des droits de l'homme et de l'organisation des élections – pour que les Zaïrois ne soient pas une nouvelle fois les victimes de combats et d'arrangements sur lesquels ils n'auront eu aucune prise. Il faudra également que le premier point de la résolution de Lomé – la convocation d'un sommet sur la région des Grands Lacs – devienne réalité. La crise zairoise peut faire oublier un temps les maux chroniques dont souffre la région. Mais le premier d'entre eux, l'exacerbation de discours racistes, dont certains groupes se servent pour conquérir ou garder à tout prix le pouvoir, reste toujours aussi lourd de menaces.

Thomas Sotinel

Pékin accuse Taïwan et le dalaï-lama de visées « séparatistes »

La visite du dieu-roi à Taïpeh irrite la Chine

PÉKIN, TAIPEH

de nos envoyés spéciaux

Comme prévisible, le régime continental chinois a vigoureusement critiqué le président taïwanais Lee Teng-hui pour avoir accordé, jeudi 27 mars, au dalaï-lama tibétain une audience qui relève, à ses yeux, désormais, d'une « tentative conjointe de diviser la Chine ». Aux avertissements somme toute modérés du ministère des affaires étrangères se sont ajoutés des commentaires de presse plus énergiques accusant le président Lee d'avoir abandonné le principe de la souveraineté chinoise au Tibet, principe auquel souscrivaient ses prédécesseurs, Tchang Kai-shek et son fils Chiang Ching-kuo. Au regard de la Constitution taïwanaise, le Tibet et la Mongolie font en effet toujours partie intégrante du territoire chinois.

En recevant le dalaï-lama, le président Lee achève en tout cas de marginaliser, au sein de son propre régime, les derniers cercles conservateurs d'origine continentale qui défendaient encore cette thèse de l'appartenance du Tibet à la Chine. Au-delà de l'épisode de la visite du chef de l'Eglise tibétaine, c'est surtout cette métamorphose qui alarme Pékin.

M. Lee se voit, en outre, reprocher d'« entretenir de longue date une correspondance personnelle » avec le chef spirituel tibétain en vertu d'un agenda commun. Les milieux bouddhistes taïwanais qui l'ont invité sont coupables, dès lors, d'avoir joué un double jeu pour le compte d'un pouvoir politique enclin au « séparatisme ».

Pour le président Lee, la visite était un moyen habile de raviver un certain intérêt international pour l'île à un moment où celle-ci doit trouver un palliatif à divers revers diplomatiques : le renoncement de l'Afrique du Sud de Nelson Mandela à ses liens avec Taïwan, la volonté de Washington d'apaiser les rapports avec Pékin, tendus dans la crise du détroit de Formose il y a un an, et une certaine timidité générale des Occidentaux devant un régime insulaire qui n'est pas exempt de certaines maladresses dans sa quête de reconnaissances internationales.

Pour sa part, le gouvernement continental a ignoré, dans ses déclarations publiques, les propos conciliants du dieu-roi exilé qui a promis, au début de sa visite dans l'île, qu'il renoncerait au rôle politique qui lui est traditionnellement imparti s'il recevait de Pékin des offres sérieuses de conversations équitables. Si la Chine et le dalaï-lama ont renoué, comme on commence à le soupçonner, des contacts indirects réguliers suspendus dans les années 80, les Chinois ne veulent en aucun cas avoir l'air de « négocier ». Les articles publiés par la presse continentale à ce sujet le montrent clairement, qui accusent M. Lee de s'asseoir sur un pied d'égalité face au leader spirituel perçu par Pékin comme un « vassal ».

Frédéric Bobin et Francis Deron

Deux « conseillers » américains auraient été tués aux côtés des rebelles

Un mystérieux colonel serbe au service des forces gouvernementales

SELON DES SOURCES militaires françaises, deux « conseillers » américains auprès des troupes de Laurent-Désiré Kabila ont trouvé la mort alors qu'ils appuyaient la rébellion dans l'est du Zaïre. Cette double disparition aurait eu lieu, il y a environ trois semaines, au Kivu, avant même que Washington et Paris tentent de faire cause commune pour amener les responsables et les rebelles zairois à engager des négociations.

La présence de « conseillers » américains au Rwanda même et dans les forces hostiles au régime du maréchal Mobutu est un fait connu depuis plusieurs mois (Le Monde du 8 janvier). Il s'agit, la plupart du temps, de soldats de fortune – tous anciens militaires – dont le Pentagone ne cautionne pas officiellement la mission sur place et qui sont recrutés, entraînés et équipés par des sociétés de services spécialisées, aux Etats-Unis, dans la proposition de mercenaires à l'étranger. Ces sociétés ont pignon sur rue. Certaines ont été, par exemple, jusqu'à louer des stands d'exposition au récent Salon de l'aéronautique à Abou Dhabi.

Plusieurs dizaines de ces « conseillers » américains servent auprès des armées rwandaises et de l'Alliance au Zaïre. Selon les services de renseignement français, il existerait « de fortes présomptions » pour estimer que les deux Américains tués au Kivu ont été au-delà de leurs consignes initiales. Ils au-

raient, en effet, trouvé la mort alors qu'ils servaient sur la ligne d'affrontement entre armée zairoise et rébellion. De même source, on considère que ces « conseillers » auraient voulu monter « des coups » sur le terrain sans nécessairement avoir obtenu l'aval de leurs différents employeurs.

Le Figaro du 28 mars rapporte, de son côté, que ce sont les Français qui auraient, avec beaucoup de discrétion, restitué le corps de l'un de ces hommes aux autorités américaines. Une telle discrétion a été « appréciée » à Washington, ajoute le quotidien, et elle pourrait expliquer en partie que les Etats-Unis ont ensuite fait publiquement valoir leur bonne entente avec Paris pour forcer les parties en présence au Zaïre à négocier. Cependant cette interprétation n'est pas confirmée de source militaire française.

Après des forces armées zairoises, restées fidèles au maréchal Mobutu, il existe aussi des mercenaires étrangers, singulièrement des Serbes qui ont armé des avions et des hélicoptères, quelques Marocains et Angolais. La présence de l'un d'entre eux, qui s'est fait appeler « colonel Dominik Yugo », a été détectée durant les derniers jours des combats qui ont, à la mi-mars, marqué la chute de Kisangani. Des témoins ont ensuite relaté qu'il s'était signalé, ainsi que d'autres mercenaires serbes, par des violences exercées à l'encontre des

populations zairoises (Le Monde du 20 mars). Ces mercenaires n'ont pas hésité à torturer des civils, dont deux pasteurs évangéliques, avant l'arrivée des rebelles de M. Kabila.

Les services français ont cherché à identifier le « colonel Dominik Yugo » avec davantage de précision. Il pourrait s'agir – sous un autre pseudonyme – de l'un des Serbes qui ont servi d'intermédiaires lors

de la « mission » que Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, a menée en Bosnie pour faciliter la restitution, en décembre 1995, de deux pilotes français dont l'avion Mirage 2000 avait été abattu, en août, au-dessus de Pale, alors qu'ils effectuaient un raid de bombardement pour l'OTAN.

Jacques Isnard

L'Inde et le Pakistan reprennent leur dialogue difficile

POUR la première fois depuis trois ans, l'Inde et le Pakistan ont repris des discussions visant à régler les contentieux qui pourrissent, depuis l'indépendance, les relations entre les deux grands voisins du sous-continent. Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères pakistanais, Shamsad Ahmed, est arrivé, vendredi 28 mars, à New Delhi, où il s'entretenra, à huis clos et pendant quatre jours, avec son homologue indien, Salman Haider.

La reprise du dialogue est en partie due à un certain dégel des relations indo-pakistantes après le limogement de Benazir Bhutto et son remplacement par Nawaz Sharif, nouveau premier ministre pakistanais. En dépit de l'aspect positif de telles discussions entre deux pays qui se sont déjà affrontés militairement par trois fois en cinquante ans, personne n'attend de résultats

spectaculaires : les observateurs s'accordent à penser que ces négociations risquent, une fois de plus, d'achopper sur l'épineuse question du Cachemire, ce territoire disputé qui est ensanglanté depuis sept ans par une insurrection séparatiste musulmane.

Le Pakistan a toujours tenu à faire du Cachemire une question « internationale » tandis que l'Inde insiste sur l'aspect proprement bilatéral du contentieux. Avant même que ne commencent les discussions de New Delhi, les deux « frères ennemis » ont d'ailleurs tenu à afficher clairement leurs positions.

CONDITIONS

Le président pakistanais, Farooq Leghari, avait ainsi déclaré, mercredi, le problème du Cachemire à la poursuite du dialogue à un plus haut niveau. « Que l'Inde fasse preuve de

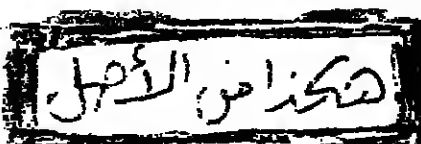
réalisme et manifeste sa volonté d'accorder aux Cachemiris leurs droits à l'autodétermination », avait-il déclaré. Islamabad réclame la tenue d'un référendum, prévue par des résolutions de l'ONU, afin de permettre à la population majoritairement musulmane du Cachemire de se prononcer en faveur de l'Inde ou du Pakistan, le territoire contesté étant pour l'heure divisé entre les deux pays. De son côté, New Delhi a indiqué que les deux pays devraient surseoir à leurs divergences et se concentrer sur la reprise d'échanges économiques. Et continue de refuser d'organiser un référendum, estimant que l'appartenance du Cachemire à l'Union indienne ne peut être remise en cause.

Outre le contentieux historique entre New Delhi et Islamabad – le Cachemire symbolise le traumatisme douloureux de la partition de

l'empire des Indes –, les contraintes de politique intérieure rendent difficile la tâche des négociateurs indiens et pakistanais : de part et d'autre de la frontière, les politiciens des deux pays ne cessent d'agiter le « brûlot » cachemir au nom de l'identité nationale. Et de la sensibilité des électeurs.

Un sondage publié par le magazine indien Outlook indique, cependant, un certain infatigable de l'opinion : 35 % des personnes interrogées souhaitent que les Cachemiris puissent décider de leur avenir. Un chiffre assez remarquable quand on sait la puissance du symbole cachemir dans ce pays pétri de nationalisme. Mais les Indiens savent aussi que si la plupart des Cachemiris musulmans ne veulent plus appartenir à l'Inde, ils ne veulent pas non plus du Pakistan.

Bruno Philip



La tension politique en Haïti se double d'une montée de la violence

La situation de l'île caraïbe est préoccupante : les réformes proposées par le gouvernement se heurtent à l'opposition d'une population dont la situation matérielle est très précaire ; la famine touche plus de 350 000 personnes.

Les députés haïtiens ont repoussé, jeudi 27 mars, une motion de censure contre le premier ministre Rosny Smarsh et son gouvernement. Le texte avait été déposé par un groupe de députés qui accusait le gou-

vernement de ne pas répondre aux aspirations populaires, notamment en faveur d'une baisse du coût de la vie, dont le niveau est insupportable pour la plus grande partie de la population. Malgré le vote fa-

vorable, les parlementaires ont violemment critiqué l'action du gouvernement, lui reprochant un manque d'accompagnement social du programme d'ajustement structurel adopté avec l'appui des bailleurs

de fonds d'Haïti. Alors que les rivalités politiques accroissent la tension, la montée de la violence et de l'insécurité inquiète les autorités et la communauté internationale. Apportant son soutien au président René

Préval, le Canada s'est dit « prêt » à poursuivre son rôle de maintien de la paix jusqu'à la fin décembre, a annoncé, mercredi à Port-au-Prince, le ministre canadien des affaires étrangères, Lloyd Axworthy.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant
« *Advenne que pourra* » : ce slogan, qui sert de cri de ralliement aux « organisations populaires » menant l'assaut contre la politique libérale du gouvernement, résume les périls que court la jeune démocratie haïtienne. Dans un climat alourdi par une nouvelle vague de violence, les autorités doivent faire face à la montée du mécontentement, alimenté par une situation économique qui demeure catastrophique, et aux divisions du « mouvement Lavalas » à un peu plus d'une semaine d'élections législatives partielles et municipales.

Dans la nuit du jeudi 27 mars, la chambre des députés a rejeté par 37 voix contre 29 une motion de censure contre le premier ministre Rosny Smarsh, accusé par le député Jean-Laurent Nelson, porte-parole des contestataires, de « mener le pays à l'effondrement ». Tout en reconnaissant que « les conditions de vie de la population ne se sont pas améliorées », le premier ministre a fait valoir que la politique mise en œuvre par son gouverne-

ment était la seule capable de sortir le pays de l'ornière.

La victoire remportée au Parlement par Rosny Smarsh pourrait n'être que de courte durée si l'organisation politique Lavalas (OPL), le parti qu'il représente au gouvernement, est battue aux élections du 6 avril par la « famille Lavalas », la formation concurrente créée par l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. Alors que *Le Nouvelliste*, le principal quotidien de Port-au-Prince, évoquait récemment le spectre de la Somalie à propos d'une vague d'assassinats, le représentant du secrétaire général des Nations unies en Haïti, Enrique Ter Horst, se veut rassurant, soulignant qu'« en dépit de la remontée de l'insécurité le pays reste politiquement stable ». Le mandat des quelque 1 500 « casques bleus » des Nations unies prend fin le 31 juillet 1997. Mais, comme le note un diplomate, « la communauté internationale, et particulièrement les États-Unis, qui redoutent un nouvel afflux de boat people, ont trop investi en Haïti pour s'en désintéresser brusquement ».

A l'occasion d'une visite de quelques heures à Port-au-Prince, le ministre canadien des affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a confirmé mercredi que son pays était disposé à maintenir un contingent en Haïti jusqu'à la fin de l'année. « En accord, a-t-il précisé, avec le gouvernement haïtien et le Parlement canadien, et sous le parapluie de l'ONU. » Depuis le retrait des troupes américaines qui avaient rétabli l'ex-président Jean-Bertrand Aristide dans ses fonctions en octobre 1994, le Canada fournit le gros des troupes internationales chargées de maintenir un « environnement sûr et stable en Haïti ».

Selon plusieurs responsables politiques, la lutte pour le pouvoir qui divise le mouvement Lavalas n'est pas étrangère à l'éruption de violence, qui a fait plus de cinquante victimes, dont huit policiers, depuis la mi-février. « L'insécurité a été planifiée et certains secteurs du mouvement Lavalas y sont mêlés », a dénoncé Chavannes Jean-Baptiste, leader du Mouvement paysan de Papaye (MPP), la principale

organisation du monde rural, lors du congrès du MPP auquel assistait Gérard Pierre-Charles, le secrétaire général de l'OPL.

Certains, comme le maire de Port-au-Prince, Mano Charlemagne, n'hésitent pas à accuser l'ex-président Aristide. Selon Mano Charlemagne, un ancien chanteur contestataire désormais contesté pour ses méthodes souvent brutales, la « famille Lavalas » financerait les gangs de délinquants de Cité Soleil, l'interminable bidonville d'où est partie la dernière vague de violence.

Jean-Bertrand Aristide a pour sa part durci ses critiques contre le gouvernement. A la mi-mars, lors d'un séminaire organisé pour les cadres de son parti par sa Fondation pour la démocratie, il a affirmé que « l'insécurité était programmée dans le but d'intimider la population et de faire passer le plan néolibéral en calmant ». Mercredi, peu avant le débat sur la motion de censure, un petit avion a survolé Port-au-Prince et largué des tracts réclamant l'instauration du « pouvoir populaire » et la nomination

d'Aristide comme premier ministre. Il peut s'agir d'une provocation, comme l'estiment certains, mais l'ancien président ne fait rien pour dissiper la confusion.

Une situation proche de l'anarchie règne à Cap-Haïtien

Les « organisations populaires » conduites par le Collectif anti-FMI ne cachent pas leurs liens avec Jean-Bertrand Aristide et multiplient menaces à la clé, les appels à la grève générale. Le dernier, mercredi, a été ignoré par la population, mais une semaine plus tôt, les « organisations populaires » ont paralysé Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, où règne une situation proche de l'anarchie, qui a provoqué l'évacuation des observateurs de la mission civile des Nations unies.

« Ce pays ne souffre pas du plan d'ajustement structurel mais plutôt

de son absence de mise en œuvre en raison de l'indécision des uns et du sabotage des autres », résume un diplomate. Dans un récent document, les organisations patronales ont renvoyé dos à dos le gouvernement et le Parlement, critiquant sévèrement « l'indécision et le manque de coordination qui ralentissent l'application des réformes économiques », qui prévoit notamment la privatisation des entreprises publiques et la réduction du nombre des fonctionnaires.

Les six principales centrales syndicales ont pour leur part souligné l'inconséquence des parlementaires qui, après avoir voté le plan de réformes, demandent le départ du gouvernement chargé de l'appliquer. Le fait que les chambres n'aient toujours pas voté le nouveau budget bloque une partie importante de l'aide internationale, alors que la famine s'étend dans le nord-ouest du pays, où elle touche plus de 350 000 personnes selon les propres chiffres du gouvernement.

Jean-Michel Caroit

Le président azerbaïdjanais reçu à Paris

PARIS. À l'issue d'entretiens à Paris, jeudi 27 mars, le président azerbaïdjanais Gueidar Aliyev s'est félicité que la France, comme Bakou, juge « inacceptable » le fait que l'Arménie ait désigné comme premier ministre Robert Rotchian, le « président » du Haut-Karabakh, un territoire qui, au regard du droit international, fait toujours partie de l'Azerbaïdjan. M. Aliyev - présent à Paris pour célébrer le 70^e anniversaire de son « ami » le violoncelliste Mstislav Rostropovitch - a notamment été reçu par Jacques Chirac, avant de s'envoler pour Moscou où, à l'occasion d'un sommet de la CEI (Communauté des États indépendants), il doit s'entretenir, dit-il, avec son homologue américain, Leonid Te-Petrouchev. Moscou vient de faire une « bonne manœuvre » à Bakou en excluant sans l'Azerbaïdjan l'ancien premier ministre de ce pays, Sourat Goussoumov, accusé de coup d'État contre M. Aliyev, et réfugié en Russie. Le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, se rendra la semaine prochaine en Azerbaïdjan, en Arménie et en Turquie.

Le FFS participera aux élections législatives en Algérie

ALGER. Le Front des forces socialistes (FFS), principale formation laïque de l'opposition, a annoncé, jeudi 27 mars, qu'il prendrait part aux élections législatives du 5 juin, tout en se réservant le droit de se retirer de la campagne si les principes démocratiques ne sont pas respectés. La décision a été annoncée à l'issue d'une réunion de la direction du FFS à Alger - où un attentat à l'explosif a fait au moins deux morts et une vingtaine de blessés dans la soirée du 27 mars. « Nous allons participer à des élections qui n'ont pas pour but précis de restaurer la paix (...), mais, si nous boycottons ce scrutin, nous risquons de marginaliser le parti dans le champ politique », a expliqué Seddik Debbali, un responsable du parti. « Chacun pense que ces élections ne mettront pas fin à la violence », a-t-il ajouté. Une trentaine de formations politiques devraient présenter quelque 4 000 candidats aux 380 sièges de député de l'Assemblée nationale, la Chambre basse du nouveau Parlement. - (Reuters)

Adoption du collectif budgétaire italien

ROME. Le gouvernement italien a adopté, jeudi 27 mars, un collectif budgétaire de 15 500 milliards de lire (52,2 milliards de francs), pour limiter le déficit des finances publiques à 3 % du PIB en 1997, une des conditions pour faire partie de l'Union monétaire européenne. Les principales mesures sont une anticipation des taxes sur les sommes provisionnées par les entreprises pour les indemnités de licenciement, le gel de ces indemnités dans le secteur public jusqu'à la fin de l'année, une réduction des budgets des ministères. Les marchés financiers ont bien réagi, mais le patronat et l'opposition, qui demandent une réforme en profondeur du système de protection sociale, ont dénoncé le caractère ponctuel et « comptable » de ces mesures. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **CORÉE DU NORD** : pour la première fois, Pyongyang a demandé officiellement à la Corée du Sud et aux États-Unis de lui promettre une aide alimentaire en échange de son éventuelle participation à des négociations de paix, a annoncé, jeudi 27 mars, un porte-parole du ministère sud-coréen des affaires étrangères. - (AFP)

■ **ISRAËL** : le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a déclaré, vendredi 28 mars, à l'ambassadeur américain Dennis Ross qu'il exigeait du président palestinien, Yasser Arafat, des « actes contre les terroristes », a indiqué la radio publique. M. Ross, dépêché au secours du processus de paix, avait rencontré jeudi M. Arafat à Rabat. Selon le président Bill Clinton, la réunion était « très bonne » et M. Arafat a donné des réponses « encourageantes » à M. Ross. - (AFP)

■ **MONGOLIE** : Cordone Lepage, ministre de l'environnement, a effectué, les 24 et 25 mars, une visite officielle en Mongolie. Elle y a formalisé un protocole d'assistance financière, de 20 millions de francs, pour des projets touchant à l'hydroélectricité et l'environnement. Elle a aussi inauguré un centre culturel français, dans l'attente de l'ouverture formelle d'une ambassade, promise depuis de nombreuses années par Paris à Oulan-Bator. - (Corresp.)

■ **NIGÉRIA** : les cinquante-trois derniers otages de la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Shell, détenus dans le sud du Nigeria par des membres d'une communauté de cette région, ont été libérés jeudi 27 mars, a annoncé un porte-parole de la Shell. - (AFP)

Si vous recherchez cet ordinateur, appelez d'urgence ce numéro.

0 803 804 805*



COMPAQ
A SUIVRE...

Date de l'opération du 26/02 au 30/03/97

مكتبة الدليل

EXTRÊME DROITE Le dixième congrès du Front national devait s'ouvrir, samedi 29 mars, à Strasbourg, ville placée sous haute surveillance de la police. La mobilisation sans pré-

cedent, notamment du monde artistique, contre le parti d'extrême droite devait culminer, dans l'après-midi, avec une manifestation où sont attendues, à l'appel de 130 partis, syn-

dicats, associations, plusieurs dizaines de milliers de personnes venant de France et de l'étranger. ● CONGRÈS sans véritable enjeu stratégique, ce rassemblement verra la réélection du

chef et fondateur du FN, Jean-Marie Le Pen, en présence de dirigeants d'extrême droite européens et de néo-fascistes de la « solution finale ». ● FORTEMENT implanté dans l'élec-

torat populaire, le FN hésite sur le choix de sa stratégie en matière syndicale, à l'approche des élections provinciales de décembre. Plusieurs de ses syndicats ont été interdits.

Le Front national se met « en ordre de bataille » pour les élections

Le dixième congrès du parti de Jean-Marie Le Pen, à Strasbourg du 29 au 31 mars, ne donnera lieu à aucun débat ni à aucun vote significatifs, les dirigeants de l'extrême droite voulant avant tout mobiliser leurs troupes. Mais la protestation antifasciste gêne leurs plans

À CHACUN sa formule. Pour le délégué général du Front national, Bruno Mégret, le dixième congrès de son parti, organisé du 29 au 31 mars à Strasbourg, devrait être « un congrès de combat, de mobilisation pour les campagnes électorales de 1998 ». Pour le secrétaire national aux élus, Jean-Yves Le Gallou, il devrait « marquer un changement de dimension dans la vie du Front national en présentant celui-ci comme une véritable alternative et pas seulement du poil à gratter ».

En fait, le Front national n'a pas cessé d'être mobilisé depuis l'élection présidentielle de 1995. Les 15 % de suffrages recueillis par son chef, Jean-Marie Le Pen, et, surtout, la conquête, un mois après, de trois villes (Toulon, Orange et Marignane) ont galvanisé l'appareil. Rejeté par les partis traditionnels, le Front national s'est posé en parti d'alternance, misant sur « la décomposition » de ces mêmes partis et présidant, avec M. Le Pen, « des circonstances particulières », « la fin vers la France de centaines de milliers d'Algériens du FLN » ou

« une explosion dans les banlieues », qui le porteraient au pouvoir.

Dès janvier 1996, Bruno Mégret, nouvellement nommé au secrétariat général, s'est attelé à une mini-réorganisation de l'appareil (changement de secrétaires départementaux, mise en place de secrétaires régionaux). De son côté, le délégué général a renforcé son travail de formation en direction des élus et des militants pour, selon l'expression du président du Front national, faire du parti « une université permanente ». A l'extérieur, la « bataille des idées » s'est appuyée sur la stratégie de la toile d'araignée : réactivation des cercles, création de nouvelles associations, mise sur pied de syndicats, pénétration dans les organisations existantes. Enfin, avec les mouvements sociaux, le thème de la lutte contre le « mondialisme » a été remis au goût du jour.

● PROJETS DE LOI

Le congrès de Strasbourg, fixé à un an des élections législatives et régionales, entre dans cette logique. « Il s'agit d'une mise en ordre de ba-

taille précoce de l'appareil militant et des candidats pour qu'ils puissent se faire connaître, attaquer l'adversaire et faire passer le programme du Front », explique M. Mégret. « Nous avons déjà trois cents mesures, mais ce programme est assez complexe, nous voulons en tirer un document plus précis, plus concret, facile à comprendre », ajoute M. Gollnisch, qui précise que le congrès rédigera, à partir de celui-ci, des « projets » de loi. L'un concernera la Constitution. Le Front national voudrait en effet y introduire la préférence nationale, une mesure discriminatoire à l'égard des étrangers, ainsi que le référendum d'initiative populaire. D'autres projets de propositions de loi devraient notamment porter sur le code de la nationalité et la famille.

Comme à chaque congrès, les délégués rééliront Jean-Marie Le Pen, seul postulant à la présidence du parti. Ils choisiront ensuite cent représentants au comité central parmi les trois cent quatre-vingt-seize candidats inscrits cette année (il y en avait quatre cent vingt-sept au congrès de Port-Marly en 1994).

Vingt autres seront nommés par M. Le Pen, qui, une fois le comité central constitué, choisira en son sein son bureau politique. Bien que dépourvu de véritable enjeu, ce moment permettra à chacun d'évaluer le poids de chacune des « sensibilités », car il n'existe pas de courants au Front national, et la diffusion de listes de noms est officiellement interdite.

« Un parti est fondé autour d'un projet politique », avance M. Mégret, qui qualifie de « très grave » et de « danger pour la démocratie » le fait

qu'« un projet soit soumis à discussion, comme au RPR ou au PS ». Il soutient qu'alors les électeurs « ne savent plus pour quel projet ils votent ». « Un vrai parti politique se doit de prendre parti clairement. Tout n'est pas discutable », affirme-t-il encore. Ceci explique cela : le congrès de Strasbourg a été précédé de congrès départementaux et régionaux sur cinq mois, tous plus proches de la formation et de l'information que du débat.

Une révision des statuts est également prévue dans l'ordre du jour.

Le RPR critique les manifestations de Strasbourg

André Rossinot, président du Parti radical, a rendu public, jeudi 27 mars à Strasbourg, un manifeste intitulé : *Patriotes, donc Européens*, qui constitue une contribution à la lutte de la majorité contre le Front national. Un rassemblement est par ailleurs organisé, samedi matin à Strasbourg, par l'UDF et le RPR, entre le siège du Parlement européen et le site de l'ancienne synagogue brûlée par les nazis en 1940. Toutefois, au lendemain d'une réunion publique organisée contre le Front national à laquelle il avait participé, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a critiqué, jeudi, l'organisation des diverses manifestations prévues samedi dans la capitale alsacienne.

« Pas la grande réforme que je désirais », reconnaît M. Gollnisch, « mais une adaptation des textes aux pratiques en vigueur depuis quelques années ».

Ainsi, le bureau politique, qui a considérablement grossi (quarante membres, contre dix à la création du parti) et que M. Le Pen se propose d'élargir encore, devrait se voir officiellement doté des fonctions de conseil d'administration qu'il assumait déjà.

Il était également prévu que le congrès rende publique la liste des candidats aux élections législatives et les noms des têtes de liste aux élections régionales. La forte mobilisation et la manifestation prévue samedi dans la capitale alsacienne ont déplacé l'attention vers les opposants au Front national. Aussi celui-ci change-t-il de tactique. « Pourquoi se priver d'une autre occasion médiatique ? », demande Jean-François Jalkh, secrétaire national aux élections. Le Front national apprend, lui aussi, la communication politique.

Christiane Chombeau

Une forte délégation d'invités des extrêmes droites européennes

« LES RELATIONS avec l'étranger sont une des priorités du Front national », explique-t-on sur le site Internet du parti. Pas moins d'une vingtaine de personnes, représentant l'extrême droite la plus dure d'une dizaine de pays européens, ont été invitées au congrès de Strasbourg. C'est, de mémoire de congressiste, la plus forte délégation étrangère.

L'ensemble compose un mélange détonnant de partis dont plusieurs ont des revendications territoriales. Tel est le cas, par exemple, du Vlaams Blok, qui milite pour la disparition de l'Etat belge et rêve de « Grands Pays-Bas », regroupant la Flandre française, la Flandre belge et les Pays-Bas ; de România Mare, qui réclame la création d'une grande Roumanie dans laquelle seraient compris la Moldavie et les territoires du nord de la Bukovine, aujourd'hui en Ukraine ; ou de l'Union patriotique nationale (Finlande), qui réclame le retour de la Carélie, cédée à l'Union soviétique après la seconde guerre mondiale.

Sur la liste des invités, on relève le nom de l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber, président du groupe-culte Nation Europa Verlag, déjà présent au congrès de Nice en 1990, il devrait être accompagné du révisionniste Harald Neubauer. Il y aura aussi Pino Rauti, président du Mouvement sociale-Fiamma tricolore, créé en 1995 après la transformation du MSI (néofasciste), auquel il appartenait, en parti de droite nationale. Son objectif : rassembler les diverses composantes du néofascisme. Le parti de Jan Vlk (République tchèque), le SPR-RSC (Assemblée pour la République-Parti républicain tchèque), demande l'expulsion de tous les Roms, qu'il accuse de constituer une mafia.

● RÔTI DE TSIGANE

Jan Sota, président du Parti nationaliste slovaque, dénonce l'Occident « barbare », qu'il fait « envoyer au diable », et les « traîtres » qui s'en font les suppôts. Violentement anti-Tsigane, il a déclaré un jour qu'il aimait le « rôti de Tsigane » et préconise une politique de discrimination raciale en matière d'emploi, surtout au détriment de la minorité hongroise. Corneliu Vadim Tudor, président du Partidul Romania Mare, est connu pour ses prises de position violemment anti-hongroises et antisémites.

Deux Français ont également été invités au congrès : l'un, Alain Coste, par le Front national, l'autre, Jean-Gilles Malliarakis, par Jean-Marie Le Pen en personne. Tous

deux représentent la Confédération de défense des commerçants et artisans-européenne (CDCAE), dont le secrétaire général, Christian Poucet, est actuellement incarcéré pour « menace de mort contre un magistrat » et pour détention d'armes. Ces invitations témoignent d'un rapprochement entre une organisation en pleine crise et un parti qui veut renouer avec son électorat d'origine.

Proche de M. Poucet, M. Coste est actuellement président régional de la CDCAE pour le Languedoc-Roussillon. Il a été condamné en octobre 1995 à six mois de prison ferme et six mois avec sursis à la suite d'une attaque contre une étude d'habitat à Montpellier. M. Malliarakis, membre du comité de rédaction du *Légitime*, organe de la CDCAE, assistait, parmi les journalistes, aux vœux de M. Le Pen, en janvier, au siège du Front national. Ce nostalgique de Mussolini appartenait aux groupuscules les plus radicaux de l'extrême droite avant de fréquenter le mouvement idées-action d'Alain Madelin.

Ch. Ch.

« Mégretistes », « gollnischiens » et « légitimistes »



M. Le Pen hésite sur le choix de sa stratégie syndicale

politique, Pierre Descaves, responsable des « cercles », ancien dirigeant du syndicat patronal SNPMI, ne croit ni à l'entrisme, ni au « changement de l'intérieur ». Comme d'autres, il pense qu'« un besoin n'est pas converti par les États-majors syndicaux ». « Il n'est pas question que nos syndicalistes baissent les bras », déclare, de son côté, Philippe Olivier, délégué national au développement, qui annonce « la création de sections d'entreprises » là où les syndicats FN sont interdits ou ne peuvent se créer. Il y ajoute une intensification des distributions de tracts aux portes des usines « menacées par les délocalisations et par le mondialisme ».

● À VISAGE MASQUÉ

M. Mégret, pour qui « la présence du Front dans les milieux professionnels est une des priorités », menace les syndicats traditionnels : « S'ils ne veulent pas de nous à visage découvert, ils nous auront à visage masqué jusqu'à leurs instances dirigeantes ».

Ce débat est d'autant plus d'actualité au « Paquebot », le siège du Front national, que le parti hésite sur sa stratégie pour les élections provinciales de décembre. Antic-panique quelque peu, Jean-Michel Du-

bois, au nom de la Fédération nationale entreprise moderne et libertés (FNEML) qu'il préside, le 20 février, lors d'une réunion publique, appelé l'assistance à se mobiliser. L'appel a été ponctué d'un tonitruant « salariés, artisans, commerçants, petits patrons, même combat ». Avant lui, Samuel Maréchal, au nom du Cercle national des travailleurs syndiqués, avait déclaré que « le Front national soutiendra directement ou indirectement des listes » aux prud'hommes. « L'enjeu est de taille, la participation y étant faible, nous pouvons créer un véritable tremblement de terre syndical et social », avait-il ajouté.

Reste que la participation aux élections dans les deux collèges et chacune de leurs cinq sections, comme l'a laissé entendre un temps M. Dubois, nécessite quelques milliers de candidats. Ses ambitions sont redevenues plus modestes. D'autant qu'il désire également se lancer dans les élections pour les chambres de commerce. Cette fois, la délégation générale attend la décision de M. Le Pen sur la stratégie à adopter — candidats FN ou sous-marins — pour véritablement prendre le dossier en main.

Ch. Ch.

Une galaxie de syndicats et d'associations

- Front national de la police : interdit par le tribunal d'Evry (Essonne). Appel.
- Force nationale transports en commun : créé après l'autodissolution du FN-RATP. Interdit par le tribunal de Nanterre. Le FN-TC a perdu un premier procès sur sa représentativité. Il a fait appel. Sa qualité de syndicat n'est pas reconnue.
- Force nationale des transports lyonnais : a gagné un procès sur sa qualification de syndicat mais a perdu celui sur sa représentativité. Appel.
- Force nationale pénitentiaire : créé après le refus du tribunal de Montpellier de reconnaître la qualité de syndicat au Front national pénitentiaire. Interdit à son tour. Appel.
- Fédération nationale entreprise moderne et libertés : comprend plusieurs coordinations : artisans et commerçants, PME, professions libérales et de services, agriculteurs, etc.
- Coordination syndicale de professionnels de santé-Force nationale santé : née de la fusion

du cercle national des corps de santé et de la coordination nationale des professions de santé. Non reconnue.

- Mouvement pour un enseignement national : fédère les professeurs et enseignants.
- Renouveau étudiant : syndicat étudiant du FNJ.
- Les cercles : Cercle national des combattants ; des préretraités et retraités ; des femmes d'Europe ; des handicapés ; de défense de la nature et de l'animal ; des agriculteurs de France ; des antistes protestantes ; des rapatriés ; de la presse nationale ; des juifs de France ; de défense des automobilistes ; des taxis ; de la banque ; des travailleurs syndiqués et cercle chasse-pêche-nature.
- Les associations : Association nationale pour le droit et les libertés ; ASIREP (suppression de l'impôt sur le revenu) ; Association de défense des intérêts des Antilles françaises ; Mission auprès de la vie associative ; Ligue pour la vie ; ICAF-social ; Front anti-chômage ; Fraternité française ; Cercle européen des arts et des spectacles ; Rassemblement national corse.

هكذا من الضمير

PARAIT QUE PENDANT TROIS JOURS
ON VA MANGER DE LA CHOUROUTE
EN BOÎTE !



Salman Rushdie se joint aux écrivains qui défendent le cosmopolitisme

STRASBOURG

Programmer un débat public intitulé « Cosmopolites de tous les pays, encore un effort ! » à la veille du congrès du Front national est « un hasard qui tombe bien », explique l'écrivain antillais Édouard Glissant, vice-président du Parlement international des écrivains (PIE). Cette organisation, créée en 1993 et présidée par Salman Rushdie, défend les auteurs persécutés. Ses rencontres, prévues du 26 au 28 mars à Strasbourg, bien avant de savoir qu'elles coïncideraient avec le congrès du parti français qui combat le cosmopolitisme, ont pris un relief particulier.

Le débat public, qui devait avoir lieu à l'Opéra du Rhin le 28 mars au soir, est entré tout naturellement dans le copieux programme de débats et de spectacles lancés par le collectif Cultures et Libertés pour réagir contre le Front national. Plusieurs des auteurs réunis à Strasbourg par le PIE devaient y prendre la parole aux côtés de Salman Rushdie et d'Édouard Glissant : les Algériens Rachid Boudjedra et Assia Djebar, le Sud-Africain Breyten Breytenbach, le Nigérian prix Nobel de littérature Wole Soyinka.

Des écrivains d'origine africaine, de leur vie ou de leur liberté le seul droit d'écrire, c'est-à-dire aussi notre liberté de lire, observe le Parlement international des écrivains. Faisant allusion aux attaques des maires d'extrême droite contre les bibliothèques de leurs villes, il dénonce : « En France même, des listes de livres circulent. Pour être mis à l'index, un mot suffit : mondialisme, cosmopolitisme, un nom juif, un conte arabe. »

Dans le cadre du programme Cultures et Libertés, le cinéma Odyssée propose un cycle « Racismes d'hier et d'aujourd'hui », avec des films de Francesco Rosi ou

de Rainer W. Fassbinder. C'est là que le Parlement international des écrivains a projeté, le 26 mars, le superbe film *Bashu, le petit étranger* de l'iranien Bahram Beyzai. Ce réalisateur est accueilli en résidence par la municipalité de Strasbourg, membre du réseau des « villes-refuges » mis sur pied par le PIE. Un appartement et une bourse sont ainsi accordés par une vingtaine de cités européennes à des artistes menacés.

DEVENIR D'INSOULENCE

Aujourd'hui, dans le monde, « l'identité est la question fondamentale des sociétés, outre celle de la survie », analyse Édouard Glissant. A ses yeux, la ligne de partage s'établit entre ceux qui rêvent d'une identité « fermée sur soi » et ceux qui défendent, au contraire, une vi-

Un appel d'intellectuels et d'artistes

A l'initiative de la *Revue de littérature générale*, des éditions POL et du groupe de rock Kat Onoma, un millier de personnes ont déjà signé une pétition « contre le congrès du Front national ». Elle demande au maire de Strasbourg de « refuser la tenue » de ce congrès et « aux politiques d'engager des poursuites contre le FN chaque fois qu'il y a lieu de le faire et de remettre en cause son statut de parti bénéficiant d'un financement public ». Parmi les premiers signataires, Henri Cartier-Bresson, Jacques Derrida, les artistes de variétés Alain Bashung, Françoise Hardy, Noir Désir, le cinéaste Raoul Ruiz, le photographe Josef Koudelka, les écrivains Valère Novarina, Anne Portugal, Denis Roche.

« ouverte aux autres ». « Tout le travail du Parlement international des écrivains concerne la lutte et l'aide apportée aux auteurs menacés, massacrés. En France, on ne peut plus aller nulle part sans rencontrer le racisme. A Strasbourg cette semaine, il se trouve que ces problèmes entrent en résonance », observe l'écrivain antillais. Le romancier Salman Rushdie estime que la liberté d'expression doit être accordée « même à M. Le Pen ». « On ne peut interdire le fascisme en interdisant un parti. Il faut permettre à M. Le Pen d'exprimer ses opinions négatives », a-t-il dit, mais aussi, a-t-il ajouté, « aux écrivains de les critiquer ».

A ses yeux, la littérature doit être « inutile, innocente », car c'est ce qui dérange les pouvoirs politiques : « Les Mille et Une Nuits sont interdites dans plusieurs pays arabes ». L'écrivain a « cet immense privilège d'être libre, de n'appartenir à personne », dit encore Salman Rushdie. Rachid Boudjedra plaide aussi pour une littérature « insolente, porteuse de plaisir », celle-là même que « les intégristes pourchassent ».

Le meurtre d'écrivains est devenu un nouveau modèle de terroisme international, estime le PIE : « En Algérie, le seul fait d'être réputé écrivain suffit pour figurer sur les listes noires des commandos islamistes, quel que soit le contenu de ses écrits. » A une autre échelle, la politique des maires Front national contre les bibliothèques est l'une des facettes de ces atteintes actuelles aux libertés de création : « Ce que nous désignons encore sous le terme de censure recouvre désormais une réalité beaucoup plus large. » Le Parlement international des écrivains vient d'ouvrir un bureau à Barcelone pour analyser ces nouveaux visages des interdits.

Catherine Bédarida

Ras l'Front, le Manifeste et SOS-Racisme vivent différemment leur combat anti-FN

TOUTES LES TROIS, elles se sont à Strasbourg. A côté des institutions centennaires ou presque (la Ligue des droits de l'homme, le MRAP), la main des pères de SOS-Racisme, le triangle rouge de Ras l'Front et les tee-shirts colorés du Manifeste contre le Front national défilent en gros cortège, samedi 29 mars, dans la capitale alsacienne. Pour Ras l'Front ou le Manifeste, Strasbourg, c'est « la » manifestation : un défilé symbolique contre le FN, cet ennemi qui, comme leur nom l'indique, a présidé à leur création. Pour SOS aussi, convaincu que, « dans un combat aussi profond, il y a de la place pour tout le monde ».

Au début des années 90, SOS, avec ses concerts, avait fait de l'antiracisme un mouvement de masse. Mais, tout à coup, « on comprend que la présence du FN s'inscrit dans la durée, et non dans l'événement », explique Eric Omond, porte-parole du Manifeste. Ras l'Front et le Manifeste jettent un regard critique sur « l'ongélisme puéril » du combat antiraciste des années 80. Aux fêtes de SOS, ils opposent un discours politique.

Chaque organisation tient le sien. Ras l'Front, dès mars 1990, voit dans le FN un parti fasciste, contre lequel il faut lutter sur le terrain, pied à pied. Le Manifeste, au contraire, s'il reconnaît aujourd'hui que « le FN est en voie de fascisation », se sent plus proche des analyses de Pierre-André Taguieff sur le « national-populisme ». Fondée par des proches de la Ligue communiste révolution-

naire (LCR), Ras l'Front, qui ne compte ni président ni porte-parole, se constitue en réseau. Parrainé par des personnalités représentant l'ensemble des sensibilités de la gauche, extrême gauche exceptée, le Manifeste, lui, est créé en septembre 1990 par Jean-Christophe Cambadélis, alors député de Paris, aujourd'hui membre du secrétariat national du PS.

Les élections municipales de 1995, puis le choc de Vitrolles, en février 1997, poussent Ras l'Front et le Manifeste aux avant-postes de la lutte. Ras l'Front « maille » le territoire. Pas d'adresse à Paris (juste une boîte postale), mais 90 comités d'une trentaine de personnes. « Pas de ligne politique », juste un journal, *Ras l'Front*, passé en six mois de 4 500 exemplaires à 15 000 numéros vendus.

MARÉE BASSE

Le Manifeste développe la thématique, reprise aujourd'hui par Lionel Jospin, selon laquelle il a « des partenaires à gauche, des adversaires à droite et des ennemis à l'extrême droite ». Les échecs électoraux de la gauche, en 1993 et 1994, s'accompagnent de ce que M. Cambadélis appelle « la marée basse de l'antifascisme ». Le Manifeste descend à « quelques centaines » en 1994. Aujourd'hui, la machine est relancée et il revendique 1 500 adhésions, dont 80 % sont au PS, et une quarantaine de collectifs départementaux.

La lutte contre le FN n'était pas l'objet original de la création de SOS-Racisme. En 1984, les trois an-

cieux trotskystes - Julien Dray, Harlem Désir, Didier François - se plaçaient exclusivement sur le terrain de l'antiracisme. Fraternelle, métissée, soucieuse de réunir jeunes immigrés et « petits blancs », elle cotocodait luttant sur les terrains juridique et politique. Soutenu par l'Elysée, parrainé par de nombreuses personnalités, SOS-Racisme devint vite la coqueluche des médias.

Treize ans plus tard, ce succès et le compagnonnage poussé avec la gauche socialiste poussent SOS. L'indéniable notoriété suscite la jalousie et se transforme parfois en handicap. Parant d'échec, certains lui mettraient volontiers sur le dos la progression de la xénophobie, voire la montée du FN. « C'est ridicule », explique Delphine Batho, vice-présidente de l'association. Nous assumons notre histoire. Mais nous avons aussi beaucoup changé, dans notre méthode de militantisme comme dans nos choix stratégiques. C'est dans les banlieues que se trouvent, d'après l'association, une bonne partie des 15 000 adhérents revendiqués.

L'association doit aussi faire face aux accusations de « trahison » proférées à son encontre pendant le mouvement des sans-papiers. En février, elle a opéré son retour dans le mouvement des pétitionnaires contre le projet de loi Debré. Aujourd'hui, elle tente d'affirmer son second train pour Strasbourg.

Ariane Chemin, Nathaniel Herzberg et Michel Noblecourt

Des citoyens portent plainte contre Catherine Mègret

MARSEILLE

de notre correspondant régional
C'est sous la forme d'une lettre « personnelle et confidentielle » que l'affaire se présente. Elle commence ainsi : « Vous avez accepté le principe d'une coopération à une action judiciaire à l'encontre de Catherine Mègret pour les propos inacceptables qu'elle ne conteste pas avoir tenus à un journaliste oïlémond et reproduits dans les pages du Monde le 26 février 1997. » L'article du Monde est joint. Suit une explication détaillée des risques pris en participant à cette démarche - « Vous devez savoir que l'ongie juridique n'est pas garantie dans son résultat » - et de la nécessité de verser une consignation « qui est en moyenne de l'ordre de 1 000 à 1 500 francs » pour ester en justice dans ces conditions.

Le lecteur convaincu peut alors envisager de participer à ce geste militant en retournant le formulaire prévu, en complétant « la citation directe », en l'adressant à un huissier nommé désigné (avec un chèque d'acompte) et en notant que la date de première audience est fixée au 30 avril au tribunal correctionnel d'Alx. « Votre présence n'est pas obligatoire, mais souhaitable », précise la lettre.

Les quelque quatre-vingts personnes qui se sont engagées personnellement dans cette démarche collective sont averties, et le premier but des initiateurs est atteint : que des citoyens « s'approprient une citation en justice » pour diffamation raciale. Chaque matin, l'huissier de Berre s'en va remettre des citations directes au maire de Vitrolles en sa mairie, puis qu'elle n'a pas d'autre adresse dans la commune. Cela a fini par l'agacer : le 26 mars, M^{me} Mègret a publié un communiqué dénonçant « la machination dont elle est l'objet de la part d'un collectif de circonstance téléguidé par les sectateurs de la pensée unique qui cherchent à l'assigner pour des propos dont l'esprit a été déformé ».

Lors d'une conférence de presse tenue le 3 mars, Bruno Mègret avait désavoué les extraits publiés en France « après traduction de l'allemand vers le français », mais il avait authentifié les propos de sa femme rapportés par *Le Monde* : ceux-ci provenaient en effet de la version française de l'entretien, que nous avait confiée le journaliste du *Berliner Zeitung*.

Michel Samson

« Attention ! Idées dangereuses, sonnez l'alarme ! »

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
An Palais des congrès de Strasbourg, des hommes et des femmes discutent à l'entrée, s'embrassent,

REPORTAGE

Dans les rues, l'effervescence des derniers préparatifs

s'échangeant des cartes. Les taxis attendent, les arbres sont en fleur, le congrès de l'Union européenne de géosciences vient de s'achever. Sur la pelouse, des fleurs noires, en tissu, ont éclos. A un arbre, un homme et une femme en carton sont enchaînés et on lit l'inscription suivante : « Si pour toi, la vie n'est pas comme pour moi, une fenêtre ouverte sur le monde, ne m'impose

pas l'obscurité de tes volets fermés ! » Près des marches, des silhouettes humaines, taillées dans la cendre, reposent sur un bûcher. Des livres ont été jetés sous un grillage et souillés de peinture. Plus loin, une carcasse de voiture a laissé germer des tentacules en carton-pâte, « la fleur du mal qui pousse sous les climats de haine ».

Depuis leur hôtel, les congressistes Front national auront cent mètres à parcourir pour gagner le Palais des congrès. A l'entrée, ils devront marcher sur deux immenses lettres tracées sur le bitume : F « comme fasciste » et N « comme nazi ». Autour, dans les rues et les boulevards, des panneaux publicitaires proclament : « Liberté, égalité, fraternité » en arabe, en hébreu, en français, en chinois, en anglais, en espagnol. Pendant trois jours, les congressistes vivront là. Ils ne sortiront pas. Les premières har-

dières de sécurité ont été disposées. Depuis jeudi matin, les étudiants écornent d'un ruban noir les plaques des rues de la ville. Des employés municipaux ont cru que c'était interdit et se sont mis à décoller les adhésifs, il a fallu passer plusieurs coups de téléphone à la mairie pour lever le quiproquo. Dans le jardin de l'Ecole des arts décoratifs, une exposition retrace l'histoire des affiches antifascistes et l'on y voit notamment celle de John Hearfield, Madrid, 1936, *Na Pasaran I*, représentant le couteau des balonnettes pointés sous le bec de deux vautours. Des étudiants parlent des « quartiers », évoquent le risque d'une poussée de violences « des mecs des cités ».

Peut-être pas, si la fête est réussie. Car Strasbourg s'appête à l'effervescence. Une centaine de rendez-vous et des heures de musique et de cinéma, de conférences et de

polémiques, de bals populaires et de lectures. Des paroles, du théâtre, des gags, des pique-niques ou des jeûnes de prières. Des dizaines de milliers de signatures, de badges, d'affiches, de dessins pour dire qu'on aime, qu'on veut plus de démocratie. Dans les beaux quartiers comme dans les faubourgs, à l'Opéra comme à la « Laiterie », le lieu alternatif rock.

MÉNAGE DE PRINTEMPS

« Attention ! Idées dangereuses, sonnez l'alarme ! », demande un tract distribué à quinze mille exemplaires. Au verso figure le mode d'emploi pour se fabriquer « en deux, trois minutes » un sifflet en découpant une lamelle de métal dans une boîte de soda. « Le modèle est inventé par les enfants du Kenya », précise le tract. Déjà, des étudiants ont fabriqué, jour et nuit, cinq mille sifflets pour tinter le

mouvement de Belgrade, samedi, le jour de la manif. « Apportez balais brosse et désinfectants, le 1^{er} avril au Palais des congrès, pour l'Ostérite » - le grand ménage de printemps - appelle un autre tract qui a su détourner une solide tradition alsacienne. Un étudiant voudrait faire des affiches destinées aux quartiers à forte proportion d'électeurs du Front national.

Il y écrit toutes les mesures antisociales contenues dans le programme de ce parti, « en particulier la suppression de la sécurité sociale, ça leur ferait peut-être ouvrir les yeux ». Partout dans la ville, des affiches présentent le visage de Le Pen sous cette phrase : « La démocratie héberge un étranger à la démocratie. Faut-il le dénoncer ? » Un vieil homme vient voir des jeunes, un dessin à la main, ridiculisant Le Pen. Il explique qu'à l'âge de quatorze ans, on lui a aussi re-

proché de ne pas avoir assez bien articulé les paroles d'un hymne devant un préfet. Il raconte comment deux de ses copains ont dénoncé leurs parents parce qu'ils ne voulaient pas que ces derniers rejoignent « l'organisation », « celle qui nous permettait de faire de la musique, du sport, ben oui ! la jeunesse hitlérienne ».

Il raconte et il est en colère « contre les vieux », en tout cas certains, dont il a décelé les regards d'hostilité lors du défilé contre la loi Debré à Strasbourg : « Ils étaient comme moi à cette époque et ils n'ont toujours pas compris. » Il peste aussi contre le temps : « Quand ceux de notre âge ne seront plus là pour témoigner, j'espère que Le Pen ou ses successeurs ne feront pas ce qu'ils veulent. » Les jeunes écoutent et repartent « coller ».

Dominique Le Guilledoux

Étirez

VOUS.

Notre cabine Club Europe vous offre un siège plus large que jamais.

CLUB EUROPE

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

سكان الدنيا

Le plafond des dépenses électorales devrait être abaissé de 20 %

LA COMMISSION des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 27 mars, deux propositions de loi de son président, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), précisant la législation sur le financement des campagnes électorales. La commission a voté deux amendements du RPR et de l'UDF, réduisant de un an à six mois la période sur laquelle porte le contrôle des comptes des candidats. La période dite « suspecte » pour les élections législatives de mars 1998 commencera donc en septembre. La commission a également abaissé de 20 % le plafond des dépenses électorales pour les députés - actuellement environ 350 000 francs - « en raison du raccourcissement de la période couverte par le compte de campagne ». M. Mazeaud a fait voter le même abaissement de 20 % pour les élections européennes. Le plafond sera de 45 millions de francs au lieu de 56 millions de francs par liste. La commission a également voté un amendement ramenant de trois mois à un mois l'interdiction de l'affichage en dehors des panneaux électoraux dans les communes.

DÉPÊCHES

■ **PROVINS** : Robert Chevalier (RPR), premier adjoint au maire, a été élu, jeudi 27 mars, maire de Provins (Seine-et-Marne) à la suite de la démission, « pour raisons familiales », d'Alain Peyrefitte, soixante et onze ans, sénateur de Seine-et-Marne, après trente-deux années de mandats. Comme cadeau d'adieu, M. Peyrefitte a reçu un bouquet de trente-deux ans.

■ **LA RÉUNION** : le budget du conseil régional de la Réunion, déjà repoussé à trois reprises (Le Monde du 1^{er} janvier), a été adopté, jeudi 27 mars, par 27 voix et 18 abstentions. Satisfait de ce vote, la présidente du conseil, Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, s'est elle-même abstenue en raison de l'introduction de quatre amendements qui, estime-t-elle, ne sont pas « du domaine de compétence de la région ».

■ **CONJONCTURE** : la production industrielle a diminué de 1,2 % en janvier (-1 % hors énergie et agroalimentaire), selon l'indicateur publié, vendredi 28 mars, par l'Insee. Sur un an, la production est en hausse de 1,6 %. Cette rechute, enregistrée en janvier, confirme que la croissance de l'économie française devrait être peu dynamique au cours du premier semestre de 1997.

■ **TERMITES** : les députés n'ont entendu, jeudi 27 mars, le dispositif de lutte contre les termites, déjà adopté par le Sénat. La lutte antitermite sera ainsi organisée « par les pouvoirs publics ». L'Assemblée a décidé d'instaurer une « obligation de déclaration assortie de sanctions » qui ne s'appliquera que dans les communes où s'impose une surveillance particulière. Les députés ont également décidé que « le vendeur ou professionnel ne pourra s'exonérer de la garantie de vice caché, sauf à fournir un état parasitaire de moins de deux mois ».

■ **ADMINISTRATION** : l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 27 mars, en deuxième lecture, le projet de loi sur l'amélioration des relations entre les administrations et le public, qui vise à simplifier la procédure de traitement des demandes du public par les administrations, modifier la saisine du médiateur de la République et créer des « maisons du service public », regroupant en un même lieu des services de l'Etat ou des collectivités locales.

■ **CONTRÔLE** : le bureau du Sénat a autorisé, jeudi 27 mars, la mise sous contrôle judiciaire du sénateur UDF d'Ille-et-Vilaine Marcel Daunay, mis en examen, début février, par un juge d'instruction rennais pour abus de confiance, faux et usage de faux, dans une affaire de remboursements fictifs de frais professionnels ou de représentation. Si le contrôle judiciaire n'est pas respecté, une mise en détention éventuelle fera l'objet d'un nouvel examen du bureau.

■ **ARGENTÉUIL** : le budget présenté par le maire d'Argenteuil (Val-d'Oise), Roger Ouvrard (PCF), rejeté, lundi 24 mars, en raison du vote négatif des socialistes, a été adopté jeudi, ceux-ci ayant finalement voté les recettes sans prendre part au vote des dépenses. Manuel Valls, premier secrétaire départemental du PS et rival de Robert Hue (PCF) aux législatives, a expliqué qu'il ne pouvait pas « alimenter la crise politique de la crise financière ».

■ **ALGERIE** : les députés ont adopté, jeudi 27 mars, une proposition de loi, déjà votée au Sénat, qui prévoit de reporter à juin 2000 le prochain renouvellement des quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie pour des questions de sécurité. L'élection devait normalement avoir lieu en juin.

Le ministre des affaires sociales devrait agréer les conventions médicales ce week-end

La manifestation des internes a mobilisé près de quinze mille personnes à Paris

Ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot a déclaré, vendredi 28 mars, sur France 2, avant de recevoir une délégation des internes et

des chefs de clinique, que l'agrément des conventions médicales « est prêt » et qu'il n'est pas question « d'enterrer » ces conventions. L'agrément

devait être publié au Journal officiel samedi. La manifestation des internes et chefs de clinique a rassemblé quinze mille personnes à Paris, jeudi.

DU HAUT de sa colonne, place de la Bastille, le Génie de la liberté a observé la scène avec amusement. Un interne dansant, nu, à ses pieds ! Cinq heures plus tard, l'allégorie de la Nation, sur la place du même nom, contemple deux carabins juchés, nus, sur une motoboyette qui se fraye un difficile passage au milieu du sit in des « blouses blanches ». Euclides en médecine, internes et chefs de clinique n'ont pas failli à leur réputation : la manifestation nationale, organisée jeudi 27 mars à Paris, avec l'appui des trois syndicats médicaux hostiles au plan luppé (CSMF, FMF, SML), a été un joli succès.

Pour le nombre, puisqu'ils étaient environ quinze mille (dix mille selon la police et vingt-cinq mille selon les organisateurs), et pour l'ambiance, mais pas pour la mobilisation des autres professions de santé. Les manifestants n'ont obtenu ni la participation des médecins libéraux, qui étaient environ deux cents, ni celle, pourtant annoncée, des praticiens de la Coordination médicale hospitalière (CMH), qui ont jugé que la défense de l'hôpital public n'était pas assez affirmée, et qui préfèrent organiser leur propre journée d'action, le 3 avril.

BERNARD DERRÉ DANS LE DÉFILE

Les internes n'ont pas obtenu, non plus, ce qu'ils exigeaient au début de la manifestation : être reçus, le soir même, par le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot. Ce n'est qu'après la manifestation que le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a accepté de recevoir une délégation des internes et chefs de clinique. Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a accepté de recevoir une délégation des internes et chefs de clinique.

Les responsables des internes et des chefs de clinique et le patron de la CSMF, Claude Maffioli, étaient au coude à coude. Rien de plus normal. Dinorino Cabrera, président du très libéral Syndicat

des médecins libéraux (SML), tenait le bras de Jean-Claude Mallet, ancien président (FO) de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Daniel Le Scornet, président de la Fédération des mutuelles de France (FMF), proche de la CGT, a un moment croisé Bernard Derré (RPR), ancien ministre de la coopération d'Edouard Balladur, venu, en tant que chef de service hospitalier, « soutenir [ses] internes ». Après avoir symboliquement enterré les conventions médicales devant le cimetière du

Père-Lachaise, dont les lourdes portes avaient été fermées, le cortège s'est dirigé vers la place de la Nation.

Inscrit sur de nombreuses blouses, le slogan « Noël sans scanner, Pâques ou cimetière » résumait bien la crainte générale, celle d'un changement insidieux du système de santé, qui conduira tôt ou tard au « rationnement des soins ». Psychiatre hospitalier dans l'Essonne, la foi en l'hôpital public chevillée au corps, Rachel affirme que l'on prépare à bas bruit « l'eugénisme

du soin » et « le démantèlement de la Sécurité sociale, au profit des assurances privées ». François, chef de clinique en urologie à Paris, estime que « c'est tout l'esprit, toute la philosophie de notre métier qui risque de changer » et qu'« il faudrait aussi informer les gens en amont ». Le matin même, racontait-il, il a passé « un quart d'heure à expliquer à un de [ses] patients qu'un bon de transport pour rentrer chez lui en taxi n'était pas nécessaire ».

Alors qu'ils occupaient encore la place de la Nation en début de soirée, M. Barrot a fait savoir qu'il recevrait leur délégation, le lendemain, à 10 heures. Le ministre leur a confirmé, vendredi, au cours de cette réunion, que les futurs médecins libéraux seront associés à la mise en place de la réforme et à la négociation des textes ultérieurs, mais il leur a surtout annoncé que l'arrêt d'agrément des conventions serait publié, sauf imprévu, au Journal officiel de samedi. Après l'annonce de M. Barrot, le mouvement aura bien du mal à ressusciter au lendemain du week-end pascal.

Jean-Michel Bezat

L'ordre des médecins critique le gouvernement

Le Conseil national de l'ordre des médecins a déclaré, jeudi 27 mars, que les « versements d'honoraires, selon des modalités à caractère collectif » prévus par les conventions médicales signées le 12 mars par les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de médecins, sont « en contradiction » avec le code de la déontologie médicale. Dans un communiqué, il rappelle que, selon l'article 69 de ce code, « l'exercice de la médecine est personnel : chaque médecin est responsable de ses décisions et de ses actes ».

Le versement d'honoraires, prévu en cas de dérapage des dépenses par les deux conventions (généralistes et spécialistes), « pénalise tous les médecins, même si une "individualisation" d'un calcul bien complexe en atténue quelque peu la portée », affirme le conseil de l'ordre, dans un avis remis au ministre des affaires sociales, Jacques Barrot. Il demande au ministre de « différer l'application d'un mécanisme d'allure répressive ».

Travail de deuil du chiraquisme pour Emmanuel Todd

LES CLUBS ont de la tendresse pour Emmanuel Todd. Depuis l'entrée de Jacques Chirac à l'Elysée en mai 1995, il est impossible d'ignorer ce jeune anthropologue qui fut considéré comme le maître de l'antipensée unique. La Fondation Saint-Simon (plutôt balladurienne) lui avait donné l'occasion de théoriser la victoire possible du président du RPR ; feu le club Phares et Balises (chiraquien « de gauche ») lui permit de convoquer des chances. Le maire de Paris, alors au plus bas des sondages. Mercredi 26 mars, c'était au tour du Club Valmy (franchement séguiniste) d'ouvrir ses portes à celui qui, est devenu un « opposant radical » au gouvernement.

Invité devant un cénacle d'une cinquantaine de personnes, dont un préfet en exercice et quelques hauts fonctionnaires, M. Todd a présenté le résultat de son « travail de deuil » du chiraquisme. Il est aussi sévère, aujourd'hui qu'il a paru y croire hier. Peu d'aveux de son propre cabotage médiatique, il semble se défer de tout engagement - celui de la campagne présidentielle ne le remplit pas de fierté - pour privilégier un rôle d'observateur, voire d'oracle, puisqu'il parle de « prédictions ».

Selon lui, « Chirac n'est pas à la hauteur » et « il est en train de faire la preuve de son incapacité », car il n'a « ni intelligence ni caractère ». Si le chef de l'Etat juge parfois l'actualité à travers le prisme de « ses » maires corréziens, M. Todd fait de même à l'aide d'un paysan charentais. Se demandant pourquoi le président ne renvoie pas son premier ministre, celui-ci répond :

« Certes, Juppé est nul, mais sans Juppé, Chirac est perdu car il ne pense rien ».

Ainsi, après la « prédiction » de la chute du système soviétique, en 1976, après celle de la victoire de Jacques Chirac, Emmanuel Todd prédit l'échec de la monnaie unique, le retour d'un imaginaire type 1789 et genre « conflit de classes qui n'est pas propice à la victimisation de l'immigration ». Même s'il ne l'entend pas au sens marxiste, cette renaissance du conflit de classes, dans son esprit, n'est pas favorable au « Front national. Lui qui, dans sa jeunesse, fut communiste, voit la progression du « club du PIGF » et souligne que « ce qui est significatif sur le plan politique, c'est Giscard, ce n'est pas Violot ».

L'analyse de fond d'Emmanuel Todd, on la retrouve chez Denis Tillinac, condamnation du chef de l'Etat en moins, évidemment. L'écrivain corrézien et chiraquien affirme, dans Paris-Match (édition du 3 avril), avoir dit au président que « nous sommes dans une situation objectivement pré-révolutionnaire » et que « la France connaît un malaise comparable à la période qui a précédé mai 68 ». Pythie préposée à la défense du chef de l'Etat, Denis Tillinac assure que « Chirac est celui qui présente le mieux l'évolution fantasmagorique du monde moderne ». Pour sa part, il prédit « un grand lessivage, comme en 1958 ou en 1968 ». Son conseil : « Il est temps de relire Marx pour essayer d'analyser la nouvelle lutte des classes ».

Olivier Biffaud

Les sénateurs reviennent sur l'obligation de motivation en cour d'assises

JACQUES TOUBON ne gardera pas un souvenir impérissable des derniers jours passés au Palais du Luxembourg. Les sénateurs, qui examinent en première lecture le projet de réforme de la cour d'assises, n'ont certes pas touché au principe même du texte - qui vise à instaurer, pour la première fois en France, un double degré de juridiction en matière criminelle -, mais ils n'ont pas hésité à s'attaquer à plusieurs dispositions-clés de la réforme. Après trois jours d'un débat qui doit se poursuivre les 16 et 17 avril, au retour des vacances parlementaires, le curseur est très nettement à leur avantage.

Coup sur coup, mercredi 26 et jeudi 27 mars, le garde des sceaux a assisté à la suppression de deux dispositions qui semblaient lui tenir particulièrement à cœur. Mercredi, les sénateurs se sont prononcés à l'unanimité en faveur du maintien à vingt-trois ans de la limite d'âge des jurés. M. Toubon, qui souhaitait l'abaisser à dix-huit ans en vue de « resserrer le lien entre la justice et le peuple citoyen », n'a pas même tenté de proposer sous forme d'amendements les propositions de repli qu'il avait formulées la veille : celles-ci, qui consistaient à fixer la limite d'âge à vingt et un ans et à prévoir que les plus jeunes jurés puissent demander à être dispensés de leur devoir civique, n'ont

reçu ni écho favorable qu'auprès du groupe communiste, républicain et citoyen.

Fort de ce premier succès, les sénateurs se sont employés, jeudi, à réduire à sa plus simple expression l'obligation faite aux jurés de motiver leurs décisions, qui était censée répondre au souci exprimé par M. Toubon d'instituer « une véritable transparence de la justice criminelle ». En première lecture, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, l'examen de cette disposition a montré les difficultés à mettre en œuvre cette exigence de motivation s'agissant de magistrats d'un jour, dont le vote, secret, repose sur le principe de l'immunité. Face à cette contradiction, les députés avaient légèrement atténué la portée de la mesure en inscrivant dans le texte le principe d'une « mise en forme des raisons », qui devait être un « résumé des arguments » ayant amené le jury à prendre sa décision.

PARTIE D'ÉCHECS EN DEUX TEMPS

Les sénateurs sont allés bien plus loin. Sous la houlette de son président, Jacques Larché (Rép. et Ind.), et de son rapporteur, Marie Girault (Rép. et Ind.), la commission des lois avait préconisé de s'en tenir à un simple « questionnement » du jury sur les éléments de preuve. « Ce mécanisme

ne me paraît pas satisfaisant, car il a pour conséquence pratique de supprimer, de fait, la motivation. Je ne peux donc pas l'accepter », avait déclaré, mardi, le garde des sceaux. Quarante-huit heures plus tard, le Sénat a adopté, sous forme d'un amendement du gouvernement, le principe du questionnement. « Le garde des sceaux a donc accepté la suppression de la motivation », concluait abruptement, dans les couloirs, M. Larché.

De fait, au Palais du Luxembourg, on prenait un certain plaisir, jeudi soir, à commenter le déroulement des débats. Une brève partie d'échecs en deux temps : M. Toubon renonce, d'entrée de jeu, à la « motivation différée » - le texte adopté par l'Assemblée nationale, qui prévoyait que dans des affaires complexes les « raisons » pourraient être fournies quinze jours après la condamnation, était jugé « inacceptable » au Sénat. Ce faisant, le ministre de la justice conforte les arguments de ceux qui, à l'instar de M. Girault, militent contre toute motivation « littéraire », car celle-ci devient de moins en moins praticable faute d'un délai suffisant à compter de la décision sur la culpabilité. « C'est, au sens le plus véritable de ce mot, un compromis », a affirmé M. Toubon en séance.

Jean-Baptiste Montvalon

Quelle place encore pour l'Europe?

Songez au monde de demain. Que visez-vous ? Les Etats-Unis, dominant au niveau économique et stratégique ? La montée en puissance de l'Asie ? Le retour en scène de la Russie ?

A votre avis, quelle place y occupe l'Europe ? Vitelle son déclin culturel, économique et stratégique ?

C'est parce qu'il porte un vif intérêt à toutes ces questions que le Philip Morris Institute, un comité d'experts indépendant basé à Bruxelles, a créé en 1995 un concours de rédaction d'articles, le « Prix Europe du Philip Morris Institute ».

Lors de sa première édition, 2.136 personnes originaires de 67 pays nous ont pris au mot et ont disserté sur le thème « Quelle Europe pour le prochain millénaire ? » Peter Sutherland a décerné le premier Prix Europe

du Philip Morris Institute en novembre 1996.

Cette année, nous avons lancé notre concours sur le thème « Quelle place encore pour l'Europe ? » Un jury composé d'éminents journalistes décernera trois prix : le Prix Europe du Philip Morris Institute, d'une valeur de 15.000 ECU, et deux autres récompenses de respectivement 6.000 et 4.000 ECU. Il pourra également décider d'attribuer un prix spécial de 5.000 ECU à la meilleure contribution d'un jeune auteur (18-28 ans).

La date limite de dépôt des synopses a été fixée au 16 mai 1997. Seuls les articles originaux et inédits seront acceptés. Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à prendre contact avec le Philip Morris Institute à l'adresse indiquée ci-dessous.



THE PHILIP MORRIS INSTITUTE
EUROPE PRIZE

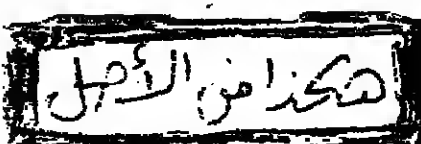
MEMBRES DU JURY

MIGUEL ANGEL AGUILAR - chroniqueur, El País - ALBERTO CAVALLARI - chroniqueur, La Repubblica - ROBERT DONAHUE - journaliste, rubrique « Opinion », International Herald Tribune - JOSEF JOFFE - rédacteur en chef, rubrique « Europe », Süddeutsche Zeitung - BEN KNAPEN - ancien rédacteur en chef, NRC Handelsblad - PHILIPPE LEMAITRE - correspondant européen, Le Monde - GILES MERRITT - chroniqueur, The Philip Morris Institute - MIJTA MERSUL - rédacteur en chef, DELO Daily - CHRISTINE OCKRENT - rédactrice adjointe, France 2 et vice-présidente, Radio BFM - JOHN PRETENDERIS - rédacteur politique, TO VIMA - CHRISTOPHER REDMAN - rédacteur, Time International - MATS SVENGBORS - rédacteur en chef, Svenska Dagbladet - FRANÇOISE VAN DE MOORTIEL - ancienne rédactrice en chef, RTBF

THE PHILIP MORRIS INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY RESEARCH ASBL

6, RUE DES PATRIOTES, B-1000 BRUXELLES, BELGIQUE

TEL: (32-2) 732 88 30 FAX: (32-2) 732 84 49 E-MAIL: 106173.1627@compuserve.com



ociales devrait agréer
cales ce week-end

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 29 MARS 1997

TOXICOMANIE La publication, jeudi 27 mars, d'un rapport de l'Académie des sciences sur le cannabis a déclenché une controverse. ● L'ETUDE, commandée par François

d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, décrit les mécanismes d'action du cannabis dans le cerveau. Elle conclut que sa toxicité est « faible » mais « ne peut être considérée

comme dénuée de conséquences (...) sur la santé ». La controverse de la teneur en principe actif des résines et des herbes en circulation relèverait ainsi de l'urgence sanitaire.

● INVITÉS de la 8^e Conférence internationale sur la réduction des risques chez les toxicomanes, Bernard Kouchner et Michèle Barzach ont protesté contre la teneur de ces ré-

sultats, évoquant une manœuvre politicienne. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, M. d'Aubert assure que la question de la dépénalisation n'est « pas à l'ordre du jour ».

L'Académie des sciences met en garde contre la toxicité du cannabis

Un rapport officiel estime que le contrôle sur les dérivés du chanvre indien en circulation représente « une urgence sanitaire ». Michèle Barzach et Bernard Kouchner, anciens ministres de la santé, critiquent son contenu et s'interrogent sur l'opportunité de sa publication

COINCIDENCE ? Jeudi 27 mars, à l'heure où la 8^e Conférence internationale sur la réduction des risques clôturait ses travaux, un communiqué de presse du secrétariat d'Etat à la recherche annonçait que François d'Aubert avait rendu publics les conclusions d'un rapport de l'Académie des sciences sur les « aspects moléculaires, cellulaires et physiologiques des effets du cannabis ». « L'usage de la marijuana entraîne toute une série d'effets toxiques à plus ou moins long terme : une atteinte de la fonction respiratoire, des modifications de la pression artérielle, une action immunosuppressive et une atteinte des capacités de mémoire et d'apprentissage », résume ce communiqué. Dans l'enceinte de la conférence, les conclusions du rapport déclenchaient un véritable « tir de barrage », en particulier de la part de deux anciens ministres de la santé, Michèle Barzach et Bernard Kouchner.

L'analyse des études et travaux disponibles, effectuée par vingt-trois experts placés sous la responsabilité du secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, François Gros, est essentiellement d'ordre

technique et fait, avec prudence, le point des connaissances sur les modifications induites par le tétrahydrocannabinol (THC, principe actif du cannabis) dans le système nerveux central. L'Académie régitte que son « seul espace de validité » scientifique concerne « le cannabis à teneur habituelle (3 %) en THC » et conclut que « le contrôle de la nature et des concentrations en THC des produits qui circulent représente sans aucun doute une urgence sanitaire ».

« Il ne serait pas conforme à l'objectivité scientifique de passer sous silence le fait que, pour certains auteurs, les cannabinoïdes présentent aussi des effets potentiellement bénéfiques en thérapeutique », précise l'Académie, qui renvoie à l'éditorial du *New England Journal of Medicine* du 30 janvier (*Le Monde* du 31 janvier) et n'exclut pas l'hypothèse de la mise au point de nouvelles substances thérapeutiques.

L'Académie observe que, « si la dépendance au cannabis semble modeste », l'apparition de « nouvelles espèces, dites "cannabis rouge", pouvant contenir jusqu'à 20 % de THC, pourrait induire une

tout autre conclusion ». Plus loin, les scientifiques assurent que « le cannabis entraîne des troubles psychiques et comportementaux aigus et chroniques ». Ils se sont aussi livrés à un bref exercice de synthèse des enquêtes épidémiologiques récentes sur les consommations de drogues dans le pays pour constater « une indiscutable corrélation (qui ne permet pas de conclure à une étiologie) entre consommation de drogue et instabilité caractérisée, état de stress, tentative suicidaire et contexte familial difficile ».

« VÉRITÉ SUSPECTE »

Préparée dans la plus grande confidentialité depuis près d'une année, remaniée à la demande de M. d'Aubert pour, de l'aveu même des auteurs, « faire plus spécifiquement le point sur les aspects moléculaires et cellulaires des effets du cannabis et sur sa toxicité », l'étude dévoilée dans *L'Express* (daté 27 mars) par le secrétaire d'Etat à la recherche ne devait être divulguée que lors d'une conférence de presse prévue le 2 avril.

A peine alertés de la teneur du rapport, deux anciens ministres de la santé invités pour la clôture de

la conférence internationale sur la réduction des risques (*lire ci-dessous*) ont vivement protesté. « Une vérité scientifique qui n'est que française est une vérité suspecte », s'est exclamé Bernard Kouchner. A ses côtés, Michèle Barzach a jugé que le moment de la publication ne répondait « sans doute pas complètement au hasard » et elle a dénoncé « des affirmations dangereuses » et « un drôle de comportement à l'égard de notre curiosité scientifique sur la toxicomanie ». Le nom du professeur Gabriel Nahas, célèbre pour ses recherches sur les dangers du cannabis et connu pour avoir l'oreille de l'Elysée sur des questions, était sur toutes les lèvres.

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville du gouvernement Balladur, également invitée, ne s'est quant à

elle pas risquée à commenter l'événement. Sous son ministère, le débat autour du statut légal du cannabis et de son usage avait resurgi lors des travaux d'une commission présidée par le professeur Roger Henrion. Cette dernière avait proposé, à une voix de majorité, une dépénalisation expérimentale de la consommation de cannabis. Une proposition bien vite oubliée.

Pourquoi les pouvoirs publics ont-ils pris le risque de relancer aujourd'hui le débat sur les dérivés du chanvre indien, au moment précis où l'on discutait d'une autre « urgence sanitaire », à savoir la prise en charge des toxicomanes utilisant la voie veineuse ? En préambule du rapport, il est précisé que François d'Aubert, « constatant l'ampleur de la consommation de cannabis par les

jeunes et soucieux d'en apprécier les risques en matière de toxicomanie », avait saisi l'Académie. D'autres interprétations circulent. Après le départ de M^{me} Veil et sous l'impulsion de Jacques Chirac, un nouveau conflit s'est noué autour de la question de la dépénalisation. Un feuilleton diplomatique à rebondissements oppose, depuis des mois, la France aux Pays-Bas. D'autre part, la présentation du plan triennal gouvernemental de lutte contre la drogue est imminente. Coïncidences ? Certains spécialistes avouent leur scepticisme. Ils craignent que la diffusion de ce rapport, à un moment où le cannabis n'était plus au centre des préoccupations dans le pays, ne mine encore plus un terrain déjà politiquement sensible.

Laurence Folléa

François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche « La dépénalisation n'est pas à l'ordre du jour »

« En quoi le secrétaire d'Etat à la recherche peut-il être concerné par les effets pathologiques de la consommation de cannabis ?

— L'an dernier, peu de temps après ma prise de fonctions, j'ai estimé que les débats autour de la drogue souffraient d'un manque d'éléments scientifiques, que ces débats étaient beaucoup trop passionnels. Or la science dans ce domaine avance, grâce, notamment, à la biologie moléculaire et aux neurosciences, et il est trop peu fait état de ces acquis. Les éléments scientifiques sont soit occultés, soit diabolisés, soit caricaturés.

« C'est pourquoi j'ai demandé à l'Académie des sciences de faire le point sur ce thème, en précisant aux académiciens que leur intervention devait se limiter aux effets cellulaires, moléculaires et physiologiques de la consommation de cannabis. Je n'ai pas voulu associer l'Académie à des décisions qui pourraient être prises dans le champ politique.

« Ce n'était donc pas, comme certains le pensent, une demande formulée par l'Elysée dans le but de disposer d'un rapport qui permettrait de repousser

les demandes sur la dépénalisation de la consommation de cannabis ?

— En aucune façon. C'est à mon initiative que ce rapport a été rédigé. J'avais bien évidemment tenu informé le premier ministre de cette démarche. Il n'y a rien de machiavélique dans tout cela. J'ai voulu faire le point des connaissances pour que tous ceux qui participent aux débats sur le cannabis et ceux, éducateurs et parents, qui se préoccupent des problèmes de drogue, disposent ainsi d'éléments scientifiques, objectifs et incontestables. Par ailleurs, ce rapport va nous permettre de développer de nouveaux programmes de recherche.

« Déjà, pourtant, certains spécialistes ou certains responsables politiques estiment que le rapport de l'Académie des sciences et la présentation qui en est faite ne sont pas objectifs. Que leur répondez-vous ?

— La bibliographie sur laquelle se fondent les auteurs comporte plus de cent références et les experts qui ont été consultés sont de tous horizons. C'est un travail d'une grande honnêteté, comptant celui de la commission Henrion, qui était plutôt de l'ordre du forum.

C'est la première fois que nous disposons d'un tel travail de synthèse scientifique, qui passe au crible de l'analyse les recherches conduites sur une trentaine d'années. Il est important de savoir que le cannabis, au-delà de ses effets neurologiques, peut avoir des effets immunosuppresseurs et cancérogènes.

« Quelle est votre position quant à l'usage du cannabis à des fins thérapeutiques ?

— Il faut bien comprendre quels sont les mécanismes d'action du principe actif du cannabis et en quoi on pourrait ici disposer de nouveaux principes thérapeutiques. Mais c'est une escroquerie que de dire que le cannabis en tant que tel est un médicament. Il est très critique de prendre en otage les malades qui souffrent pour défendre la cause de la dépénalisation de l'usage ou de la libéralisation de la consommation de cette drogue. Aucun des arguments défendus par les tenants de ces thèses ne me semble convaincant. Pour le gouvernement, la question de la dépénalisation n'est pas à l'ordre du jour.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Une « urgence » à traiter au niveau européen

Voici les principales conclusions du rapport de l'Académie des sciences :

● **Toxicité.** La toxicité générale du cannabis (indépendamment des effets proprement neurologiques et psychotropes) est relativement bien connue. Bien que faible, elle ne peut être considérée comme dénuée de conséquences à plus ou moins long terme sur la santé. Outre ses effets sur le comportement, le cannabis induit et potentialise la pathologie habituelle due à l'inhalation des goudrons et des irritants bronchiques volatils, à l'image du tabac ; il a un potentiel immunotoxique et, bien que ce point ne soit pas admis par tous, il exerce certains effets sur le développement du fœtus. (...)

Le cannabis à forte teneur en THC peut induire une toxicité géorale (et comportementale) beaucoup plus élevée. (...) Le contrôle de la nature et des concentrations en THC des produits qui circulent représente sans aucun doute une urgence sanitaire (...) qui devrait être traitée au niveau de l'Union européenne.

Les résultats acquis ont mis en évidence que la consommation de cannabis provoquait une diminution du débit sanguin cérébral et une altération du métabolisme du glucose (...). Ces résultats té-

moinent d'un désordre global du fonctionnement cérébral.

● **Dépendance.** (...) Le principe actif du cannabis partage, avec maintes autres drogues, la capacité de faciliter ce que les neurophysiologistes dénomment l'« auto-stimulation de récompense » à la faveur d'une empreinte au niveau du système dopaminergique. (...) L'empressement à la transmission de l'information, en revanche, il n'a pas été possible, jusqu'à présent, de mettre en évidence des effets moléculaires à long terme liés à ces effets d'empreinte. S'il est vrai qu'on n'observe que très rarement des processus d'« escalade » du cannabis vers les drogues dites dures, en revanche, d'après les données épidémiologiques, la toxicomanie du cannabis est souvent associée à une consommation accrue de tabac et d'alcool.

● **Recherches.** De nouvelles voies de recherche ainsi que l'étude des « effets aigus et à long terme du cannabis, au niveau neuronal » doivent être « fortement encouragées ». (...) Pour s'en tenir aux seuls aspects moléculaires, cellulaires et physiologiques des effets liés à la consommation de cannabis, il apparaît évident aux auteurs de ce rapport que l'on est à peine entré dans une première phase exploratoire. Il serait donc indispensable qu'un programme de recherches concertées, s'inspirant des recommandations présentes, apporte les éclairages complémentaires sur ce problème majeur de notre société.

Le bilan encourageant de la politique de « réduction des risques »

« J'AI CONSTATÉ le conservatisme du corps médical et l'influence considérable de la faculté de médecine. Ce sont les généralistes qui ont fait bouger les choses. » Quatre ans après avoir réussi à imposer une nouvelle politique d'aide aux toxicomanes, Simone Veil a estimé, jeudi 27 mars, qu'en matière de toxicomanie « l'idée de culpabilisation, de morale [est] extrêmement difficile à combattre ». S'exprimant lors de la clôture de la 8^e Conférence internationale sur la réduction des risques liés aux drogues, organisée à Paris par Médecins du monde, la Mutualité française et Aides, M^{me} Veil a fustigé, avec Michèle Barzach et Bernard Kouchner, les résistances du monde médical à un concept aujourd'hui consensuel et dont le bénéfice commence à se faire sentir en France.

Depuis la mise en vente libre des seringues, en mai 1987, les programmes d'échanges de matériel d'injection sont passés de 36 en 1994 à 65 en 1996, les distributeurs automatiques de 20 à 89, et les lieux dits « de contact » de 12 à 30. Actuellement, près de 40 000 héroïnomes bénéficient de traitements de substitution : méthadone (environ 5 000 personnes) ou buprénorphine haut dosage (32 000 patients sous Subutex au 19 mars).

Le bilan sanitaire est encourageant. Le nombre des consultants

dans les centres spécialisés a été multiplié par deux en cinq ans, les overdoses ont nettement diminué ces deux dernières années, et la prévalence de l'infection par le virus du sida chez les toxicomanes hébergés en centre de soins est passée de 21,1 % fin 1993 à 11,8 % fin 1995. « Cette politique doit être poursuivie, car le problème des bébés B et C est devant nous », a assuré Françoise de Veyrinas, présidente de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie.

Les mentalités ont évolué. Le toxicomane est progressivement passé du statut de délinquant à celui — toujours controversé — de malade, mais les professionnels français de la réduction des risques restent modestes, et militants. Le docteur Jean Carpentier, récemment chargé par les autorités sanitaires de motiver ses confrères généralistes à la réduction des risques, a mis en garde : « Il ne faut pas s'imaginer que la méthadone, c'est la pénicilline de la toxicomanie », a-t-il lancé. Selon lui, « il faudra certainement affiner et élargir le panel des produits ».

Seul couac au milieu d'un concert consensuel, une étude épidémiologique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) aboutirait à des résultats peu concluants sur les bénéfices de la méthadone. Présentées par Françoise Facy

(unité 302 de l'Inserm), ses conclusions — partiellement rendues publiques lors de la conférence — ont provoqué des remous parmi les cliniciens. Le traitement des fiches de 3 357 patients remplies par les centres autorisés à délivrer de la méthadone montre « une amélioration statistiquement satisfaisante au bout d'un an », mais aussi des « évolutions non favorables » concernant notamment les risques de contamination par voie sanguine et sexuelle.

EXPERIENCES ÉTRANGÈRES

Des usages d'alcool et de tranquillisants qui n'existaient pas à l'entrée dans le programme ont aussi été mis en évidence. Pour les cliniciens, de tels résultats, d'ordre purement statistique, readraient mal compte de l'impact réel de la méthadone. C'est sans doute pourquoi la publication complète de l'étude, pourtant remise dans sa totalité à la direction générale de la santé en décembre 1996 et, depuis, envoyée à toutes les directions régionales des affaires sanitaires et sociales, a été différée.

« Plus les patients sont sous méthadone, moins ils sont sous benzodiazépines », remarquait pour sa part le docteur William Lowenstein (centre Monte-Cristo, hôpital Laconec, Paris). Les équipes du programme méthadone de Médecins du monde à Bayonne et du centre hospitalier de la Côte

basque ont, elles aussi, montré, à l'aide d'une échelle de mesure américaine du « degré de dépendance » et d'un « tableau d'évaluation assistée de la qualité de la vie », une « amélioration globale significative de la prise en charge médicale des toxicomanes infectés par le VIH » (10 % sous thérapie antirétrovirale à l'entrée, 90 % dix-huit mois plus tard).

Les étrangers présents à Paris avaient l'air d'être à mille lieues de ces débats. Les délégations venues de l'étranger ont décrié l'aggravation de la situation sanitaire dans leurs pays. Le docteur américain Charles S. Grob (centre médical Harbor-UCLA, Los Angeles) a présenté les résultats du premier essai humain « ecstasy contre placebo », randomisé et en double aveugle, approuvé par la Food and Drug Administration. Le représentant de l'office fédéral suisse de la santé publique, Philippe Lehmann, a raconté comment son gouvernement conduit une évaluation des principales stratégies possibles en matière de lutte contre les toxicomanes. La commission fédérale des experts suisses a retenu le maintien des « quatre piliers » de la politique suisse (répression/contrôle, prévention, traitement et réduction des risques) et ajouté une option : la dépénalisation de la consommation de drogues.

L. F.

CHALLENGES

Le guide du premier emploi

Les salaires d'embauche

Cahier placements

Tout sur l'héritage

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأمل

Bernard Tapie continue de nier toute intention de fraude fiscale dans l'affaire du « Phocéa »

En première instance, en mai 1996, il avait été condamné à six mois de prison ferme

Extrait de sa cellule de la maison d'arrêt de la Santé, Bernard Tapie a comparu, jeudi 27 mars, devant la neuvième chambre de la cour d'appel

de Paris, présidée par Christine Thén, dans l'affaire du « Phocéa ». En première instance, l'ancien député (RL) et ministre avait été condamné

à dix-huit mois d'emprisonnement, dont six mois de prison ferme, pour fraude fiscale. M. Tapie continue à nier toute intention de fraude.

EXTRAIT DE SA CELLULE DE LA MAISON D'ARRÊT DE LA SANTÉ, à Paris, il est arrivé furtivement, sans menottes, pressé par les gendarmes. Puis, il a vu une lampe de Coca Light et regardé son épouse au deuxième rang. La neuvième chambre de la cour d'appel de Paris a fait le tri: jeudi 27 et vendredi 28 mars, examen de la fraude fiscale. Mercredi 2, jeudi 3 et vendredi 4 avril, abus de biens sociaux et banqueroute. La cour juge en appel Bernard Tapie dans l'affaire de son yacht, le Phocéa.

Christine Thén, la présidente, lit le casier judiciaire du prévenu: dégradations de matériel, liquidation judiciaire, outrage à agents dépositaires de la force publique, corruption active, subornation de témoin, abus de biens sociaux... Depuis le 3 février, M. Tapie purge une peine définitive de huit mois de prison ferme pour l'affaire du match truqué VA-OM. En première instance, le volet fiscal de l'affaire du Phocéa lui a valu dix-huit mois d'emprisonnement, dont six mois de prison ferme.

Sur plainte de l'administration fiscale, l'ancien député (RL) des Bouches-du-Rhône a été mis en examen, puis condamné le 31 mai 1996, pour avoir frauduleusement soustrait au paiement de l'impôt 12 471 832 francs, en ayant minoré de plus de 21 millions de francs ses

revenus de 1989 à 1991. La justice estime qu'il a utilisé quasi exclusivement à des fins personnelles le comptable quatre-mâts de 74 mètres du navigateur Alain Colas, racheté en mai 1982, et artificiellement créé des déficits au sein de la société ACT (Alain Colas Tahiti), chargée de commercialiser l'activité du yacht, afin de payer moins d'impôt.

La présidente, qui se perd un temps dans les millions - Bernard Tapie déclare avoir gagné 152 millions de francs en 1989 plus-values comprises, 49 millions en 1990 et 3,6 millions en 1991 -, plonge dans la nébuleuse des sociétés du groupe Tapie, examen désormais récurrent dans les procès de l'homme d'affaires. ACT, qui avait pour seule activité commerciale la location du yacht, appartenait presque à 100 % à FIBT, l'une de ses sociétés « personnelles » en nom collectif.

En première instance, le tribunal a estimé que les prestations de location étaient sous-facturées, inférieures au prix du marché de la location de plaisance. ACT, censée rentabiliser le navire, n'a jamais enregistré que des pertes d'exploitation. Elle aurait donc été sciemment « vampirisée » par Bernard Tapie, qui engageait pourtant 68 millions de francs d'investisse-

ments, par le biais de FIBT et d'un recours à l'emprunt, dans la rénovation et l'aménagement de ce navire de haut luxe qualifié par l'accusation de « résidence secondaire pour milliardaire ».

« Je risquais d'aggraver mon cas, déclare Bernard Tapie, mais je ne suis d'accord en rien avec cette manière de voir. » Et l'ancien député des Bouches-du-Rhône de donner ses explications: plutôt qu'une entreprise rentable, le Phocéa était un « objet de promotion du groupe ». Si Bernard Tapie en était le bénéficiaire quasi exclusif, c'est avant tout, déclare-t-il, parce que le yacht était « trop sportif pour la location et trop cher pour les sportifs ».

PAS DE « PLAN MACHIAVÉLIQUE »

A nouveau tribunal, Bernard Tapie s'agitte, souffle, rumine, prend sa tête entre les mains. « Je n'ai jamais participé de toute ma vie à un schéma fiscal (...). Si j'avais vraiment voulu frauder, vous pensez que je n'aurais pas d'autres moyens? Non? Mh, mon tort, c'est d'avoir gardé un pavillon français, alors que j'aurais pu, comme tout le monde, utiliser le loi Pons, toucher des subventions et mettre un équipage et un pavillon étrangers. » Et, fort de l'argument patriotique: « Je ne dis pas que je ne suis pas en faute. Sûre-

ment, il y a quelque chose... Mais qu'on ne me dise pas qu'il y a de moi part un plan machiavélique, c'est stupide. On fait de moi un fraudeur fiscal professionnel! »

La présidente revient alors sur les conditions d'utilisation du Phocéa au bénéfice quasi exclusif de l'homme d'affaires. « Je ne m'en souviens que cinq semaines par an, ma femme avec ses amies, une semaine, en célibataires. » C'est un dialogue de sourds, note la présidente. Vous vous considérez toujours comme un client parmi d'autres? Et la cour d'évoquer le luxe du navire, entre marine « de commerce » et marine « de plaisance ».

On apprend de la bouche de Bernard Tapie que, actuellement à quai à Antibes, le yacht aurait trouvé acheteur pour une reprise à hauteur de 40 millions de francs. « Et la suite de l'armateur? », demande la présidente, évoquant la place réservée et occupée sur le bateau par les époux Tapie. « C'est tellement loin de la réalité! La suite royale de l'armateur... Vous savez, le Phocéa, il n'était jamais dans les ports où l'on voit de riches armateurs. Ah! bien sûr, c'était tellement plus confortable que là où l'habite actuellement... »

Jean-Michel Dumay

Dialogue de sourds à la cour d'assises des Yvelines

Une Marocaine accusée du meurtre de son mari qui avait pris une seconde épouse a tenté de raconter son humiliation

SI JUGER c'est comprendre, la cour d'assises des Yvelines semble plongée, depuis le 26 mars, dans un océan de perplexité. L'accusation résume l'affaire de façon simpliste et



PROCES

à Elancourt (Yvelines), parce qu'il voulait vivre au pays avec la seconde femme qu'il venait d'épouser (Le Monde du 27 mars). Si les faits ne sont pas contestés, le mobile paraît cependant difficile à saisir. Chacun s'explique abondamment, mais aux difficultés résultant d'une traduction de l'arabe nécessairement approximative s'ajoute un autre phénomène: même en français, les mots n'ont pas toujours le même sens des deux côtés de la Méditerranée. Ils peuvent recouvrir des concepts culturellement si différents que l'ou assiste à un dialogue de sourds, qui atteste des sommets lorsque la volonté de comprendre cède la place à un paternalisme condescendant.

L'adieu, laborieusement, progresse. Bekkaye Hadri, le frère de la victime, donne son opinion: « Mon frère m'avait expliqué qu'il comptait aller au Maroc avec sa femme et les enfants de moins de dix-huit ans. Mais sa femme a refusé, alors il a voulu se marier au Maroc. » Puis, il ajoute: « Hanifa a tué à cause de la nouvelle femme et pour les biens qui allaient lui échapper. » Cet aspect financier provoque aussitôt une foule de questions. Bekkaye Hadri doit expliquer qu'au Maroc, en cas de décès du mari, les femmes se partagent un huitième des biens, le reste allant aux enfants.

« SA PLACE DE MÈRE » On parle aussi de la répudiation et la cour découvre que ce procédé de séparation peut coûter beaucoup plus cher qu'un divorce à l'euro-péenne. « Le mari installe son ancienne femme dans une maison, commente Bekkaye Hadri. Il paie pour elle et pour la maison et il va vivre dans une autre maison. » Toute à sa curiosité, la présidente, Suzanne Müller, veut savoir si la jeune seconde épouse de Mimoun est jolée. Bekkaye Hadri baisse la tête et, mortifié, murmure qu'il n'a pas regardé. L'interprète veut venir à son secours pour tenter d'expliquer qu'un homme bieu élevé ne dévisage pas la femme de son frère, mais la présidente s'étonne:

« Pourquoi? On n'a pas le droit de regarder les femmes? » Et les débats se poursuivent, avec leur cortège de maladroites et d'idées reçues.

Le psychiatre ramène la cour vers une meilleure approche du dossier. Il parle de jalousie, un mot qui n'a pas été prononcé par Hanifa, précisant que « la jalousie, elle pouvait en faire son affaire, mais [qu'on] a touché à sa position de mère et que son place de mère s'effondrait ». Cette analyse semble correspondre aux sentiments exprimés par Hanifa: « Cela ne me faisait rien qu'il se remarie. Je serais restée en France avec les enfants et elle au Maroc. »

« TOI PARTIR, BARBÈS »

D'une voix étrangement paisible, elle raconte que le 8 juillet 1993, quand Mimoun revient du Maroc sans prévenir, il lui a aussitôt parlé de sa nouvelle épouse. Il lui dit qu'elle est belle et veut lui montrer des photos. « Il m'agacait, je lui ai dit que ça ne m'intéressait pas », précise Hanifa. Mais le ton monte: « Il m'a dit: il faut que tu sortes de la maison pour qu'elle puisse venir ici. J'ai refusé. Il m'a frappée. » Puis, les trois mots sont lâchés, trois mots si graves que l'interprète se refuse à les mettre en forme. Il les traduit littéralement, dans l'ordre: « Toi, partir, Barbès ». En clair, il lui dit que sa place est avec les prostituées. « J'ai pris le mortuaire, j'ai donné deux coups. Il m'a donné un coup de couteau. J'ai pris un couteau, j'ai frappé parotus et je cris. »

Hanifa se tait, puis se tourne vers l'interprète, qui traduit: « Je suis la seule à avoir frappé. Aucun de mes fils n'a touché la main sur son père. » Cette phrase est manifestement destinée à lever la doute qui pèse sur la rumeur par Mijstapha, vingt-sept ans, et Miloud, vingt-deux ans, témoins de la scène. Ils sont parvenus de recel de cadavre car ils ont ensuite jeté le corps à la Seine.

L'avocat général, Georges Butor, s'accroche à une préméditation, qui semble pourtant de moins en moins crédible. Il insiste sur les conséquences patrimoniales du mariage de Mimoun, mais Hanifa n'a plus rien à dire. Ses pensées sont ailleurs: « Lors d'une suspension d'audience, on l'a laissé embrasser ses six enfants. La plupart sont mariés, mais Hanifa leur a désigné Malika, la plus jeune, encore lycéenne, en leur lançant cette recommandation: « Ne lo faites jamais pleurer. »

Verdict vendredi 28 mars.

Maurice Peyrot

His Royal Highness, prince of Wales, in Seine-Saint-Denis

SOUS LES SIFFLETS et les huées, la main garde ses automatismes princiers, et, grande dame, se lève pour saluer la foule. Chevalière au petit doigt, demi-sourire étonné aux lèvres, le prince Charles remet en place sa cravate, pour droit comme un fil à plomb, avant de s'engouffrer dans la banque alimentaire de Chy-sous-Bois. Il est, ce jeudi 27 mars, de visite en Seine-Saint-Denis en compagnie d'Eric Raoult, ministre à la Ville et à l'Intégration et député du département. Tout en prétendant au trône d'Angleterre, le prince de Galles trouve le temps de présider Business in the community, une association de redynamisation des quartiers en difficulté.

Les petits du primaire, réquisitionnés pour l'occasion, ont été soigneusement disposés le long du trottoir, un bon mètre devant les habitants de la cité Anatole-France. Il n'empêche, l'ambiance n'est pas à la fête. Au pied des tours grises, c'est une foule de gens, une centaine de personnes se sont rassemblées. « C'est rare, autant de monde, sauf quand il y a des bussonnades », remarque un jeune homme en survêtement rayé blanc et bleu. Montrait du doigt les policiers perchés sur le toit des immeubles, son acolyte ajoute: « Ça aussi, c'est rare. D'habitude, c'est nous qui sommes là-haut... »

Une question parcourt l'assistance. Mais qu'est-ce qu'il vient donc faire ici? « C'est bizarre quand même, s'interroge Burak, dix-sept

ans. C'est la misère, y'a rien ici, rien à voir, rien à faire, y'a que des sacs à sable... » Il vient voir ça, quand même, rigole Redouane en désignant une tour d'un mouvement de tête désagréable. « Ça fait dix-sept ans, mais c'est pas la tour Eiffel! » Nadira, qui empêche tant bien que mal sa petite Sarah de s'échapper, explique que, comme ses voisins, elle a reçu la visite d'un prospectus de la mairie, mais que les enfants « croient que c'était un poisson d'avril ». Elle a raté « Les Feux de l'Amour » à la télé, mais elle est contente: « qu'il vienne voir où il vit, par rapport à lui ». Elle pense que « ça lui fera un choc sur le coup » mais qu'il « oubliera vite ».

« ON TRAVAILLE, LES ENFANTS, IL ARRIVE » Pour Arnaud, instituteur de CM2, personne n'est dupe. Même les petits ont saisi que le prince Charles venait « constater comment vivent les pauvres en France ». « C'est les Français qui deviennent s'indigner aux pauvres français, s'énervent Burak. On n'est pas des affamés! » Un paparazzi, monstre photographique en bandoulière, se perche au-dessus de l'entrée de la banque alimentaire. Amine, qui a bien tenté de faire son service et veut s'engager dans la gendarmerie, « hallucine ». « C'est surréaliste quand même, tout ça... Du bluff, un coup de pub pour Roule. Le week-end dernier, il a fait le nettoyage de printemps à côté, cité des Bosquets, Caroline Lepage, Balladur et Simone Weil sont passés, aussi, avant. On en a marre d'espérer. On

nous fait des promesses, on nous donne pas notre chance, pas de boulot. »

Placé au milieu d'un essaim bourdonnant de journalistes et d'officiels, l'altiste royale poursuit à Aulnay-sous-Bois son bûcherage social. Au Gros Saulx, cité HLM réhabilitée, il s'essaye même au bain de foule, dans une cuvette qui affleure tout ce que le Royaume-Uni compte de correspondants de presse en France. « Il n'y a pas école, aujourd'hui? », interroge, en français, le prince, candide. « On a fermé! », s'efforcent les jeunes. Du balcon de l'appartement témoin, Charles salue la foule. Dix minutes plus tard, il est arrivé à Dugny, prêt à se passionner pour le travail d'une association œuvrant dans le soutien scolaire et l'alphabétisation. Les élèves, mères et enfants, sont sur leur trente et un, le visage cramoisi d'être restés enfermés, sur injonction policière, pendant deux heures dans les misérables locaux de l'association. « On travaille, les enfants, il arrive », s'efforce le maire.

Le prince, qui a du métier, regarde les cahiers, fait lire les plus petits, boit goulamment son thé à la menthe, dit qu'il adore le Maroc, où il a d'ailleurs passé ses dernières vacances, et signe des autographes. Et Eric Raoult, pour faire l'harmonie, de prendre une maman, sa petite fille et Sa Majesté en photo avec l'instamatic familial.

Pascal Krémer

QUI OSE LÉGITIMER LA TORTURE ?

La Cour suprême israélienne a osé justifier le 15 novembre 1996 les « pressions physiques légères », et même « augmentées », exercées à l'encontre des Palestiniens, confirmant une jurisprudence ancienne (commission de l'enquête, La Pierre et l'Oliver, Union Générale des Étudiants Palestiniens, 1987). Jamais encore la plus haute juridiction d'un État n'avait ainsi légitimé la TORTURE, définie dans les textes internationaux comme des « traitements cruels, inhumains et dégradants ».

De surcroît, des médecins israéliens sont associés à la pratique des interrogatoires afin d'éviter d'embarrassants décès de détenus palestiniens (voir article intitulé « Torture sous contrôle médical en Israël » dans Le Monde Diplomatique de janvier 1997 mentionnant un rapport « oublié » d'Amnesty International en date du 14 août 1996).

Nos gouvernements et les médias ont peu ou pas réagi à ces informations. Sans doute leur paraît-il indécemment dénoncer, dans ce cas précis, une cruauté que ne peut justifier la recherche de la sécurité.

Les associations et personnes soussignées expriment publiquement leur condamnation de la torture, « médicalement assistée » ou non, préjugée par l'État israélien et appellent tous ceux qui partagent leur indignation à signer cet appel.

15 février 1997

Premiers signataires: Association Médicale Franco-Palestinière (comité de l'Oise), Association de Solidarité Franco-Arabe, C.I.C.U.P., Comité de Vigilance pour une Paix Réelle en Proche-Orient, Evry-Palestine, Justice et Paix en Palestine, La Pierre et l'Oliver, Union Générale des Étudiants Palestiniens, Regroupement communiste. M. Abbaoui, H. Alleg, B. Amiel, F. Amiri, G. Amal, E. Barbaraz, M. Beaurillard, G. Berthe, M. Bigot, Y. Billal, L. Bolo, D. Bonnard-Lemotte, J.P. Bouchard, Y. Boussamah, L. Boucadi, M. Bruck, A. Brucet, A. Buerini, M. Bustin, Claude Chastagnier, G. Clancy, R. S. Corvill, M. Crimé, M. De Silva, F. Daumas, R. Dovesio, F. Della Sudda, B. Destroux, L.J. Duclos, A. El-Mohammi, F. Fimessat, C. Filion, B. Fischer, J. Gaillet, F. Gairaud, J.P. Garguier, B. Godard, M. Gonnard, Z. Gonor, A. Grin-Jeanne, M. Grunwald, B. Jolan, M. Justamand, M. Kafat, M.F. Kahn, H. Kori, A. Larocque, J. Larocque, J.P. Lecoq, P. Lescur, M. Lloret, M.T. Llorca, M. Marville, M.T. Martin, A. Mazon, R. Massard, A. Michel, G. Montaron, P. Mony, C. Pata, D. Pellerin, S. Paris, M. Lenoir-Pellier, M. Pellouet, J.P. Pennier, A. Porada, P. Prie, G. Raboui, G. Salem, M. Salhi, J. Sanchez, M.C. Schang, H. Serre, G. Skandani, A. Sohier, Y. Sohier, D. Tamin, A. Toyen, F. Tuffet, L. Tuffet, M. Throine, M. Toudat, N. Verma, P. Vianna, J.C. Voillaume, L. de Wangen, S. de Wangen.

Envoyer signature et chèque pour compléter les frais de publication à: Justice et Paix en Palestine - 43, bd Auguste Blanqui - 75013 PARIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA VIENNE
- Direction des Relations avec les Collectivités Locales et du Cadre de Vie -
Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie
PRÉFECTURE DE LA CHARENTE
- Direction des Actions Interministérielles -
Bureau de l'Environnement
PROJET D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION D'UN LABORATOIRE SOUTERRAIN À LA CHAPELLE BATON (VIENNE)
PROLONGATION DE LA DURÉE DES ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES

Par arrêté interpréfectoral en date du 9 janvier 1997, des enquêtes publiques conjointes ont été ouvertes pendant 60 jours, du 3 février 1997 au 3 avril 1997 inclus portant sur les cinq demandes présentées par l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) en vue de l'installation et l'exploitation d'un laboratoire souterrain destiné à étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à stocker les déchets radioactifs sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-BATON, au lieu-dit « Chez Landoussin », canton de CHARENTON-LE-PONT, département de la Vienne, en ce qui concerne:

- l'autorisation d'installation et d'exploitation dudit laboratoire;
- l'autorisation de réaliser des installations, ouvrages, travaux, activités soumis à la loi sur l'eau;
- la délivrance du permis de construire des bâtiments nécessaires au projet;
- la déclaration d'utilité publique de l'opération;
- la détermination des propriétaires et la délimitation des immeubles à acquérir en vue de la réalisation du projet.

Par décision de la commission d'enquête en date du 21 mars 1997, la durée de ces enquêtes est prolongée de 9 jours, soit jusqu'au VENDREDI 11 AVRIL 1997 INCLUS.

Cette décision est affichée dans les mairies, les sous-préfectures et préfectures concernées.

M. Bayrou conforte le rôle des IUT dans la réforme de l'Université

INVITÉ à clore les assises nationales des Instituts universitaires de technologie (IUT), qui se sont tenues, jeudi 27 mars, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne à Paris, François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé que les IUT seraient « le socle de la grande voie technologique » qui doit être réalisée dans le cadre de la réforme de l'université.

« Une partie de la crise que nous vivons aujourd'hui et une partie des problèmes d'orientation rencontrés à l'entrée de l'enseignement supérieur proviennent de l'absence d'une voie technologique reconnue », a expliqué M. Bayrou devant un parterre d'universitaires, d'étudiants et de représentants d'entreprise.

Dans le même amphithéâtre, le 18 juin 1996, lors de son discours présentant les conclusions des États généraux de l'université, le ministre avait déjà insisté sur la nécessité de construire une voie technologique sans détruire les succès des IUT, qui accueillent cette année 108 000 étudiants. Si, aujourd'hui, il conforte la position de ces instituts à l'occasion de leur trentième anniversaire, il concède que « d'autres questions restent à

Sandrine Blanchard

هكذا من الفصل

Dialogue de sourds à la
pour d'assises des Yvelines

Une M...
à l'acte de...

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a achevé, jeudi 27 mars, l'examen du projet de loi d'orientation sur la cohésion sociale. Ce texte doit être discuté en séance publique du 15 au 17 avril. De nombreux amendements ont été adoptés, notamment pour

améliorer le financement de la lutte contre l'exclusion par le chiffre d'affaires d'EDF-GDF.

DE MÉMOIRE d'administrateur de l'Assemblée nationale, c'est du jamais vu à ce stade du parcours d'un texte. Près de quatre cents amendements ont été déposés lors des deux journées d'examen du projet de loi d'orientation sur la cohésion sociale par la commission des affaires sociales et celle de la production et des échanges, consultée pour avis, mercredi 26 et jeudi 27 mars. La discipline de groupe, la solidarité de la majorité, les réserves du rapporteur du projet, Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire), rien n'a résisté devant la volonté des députés d'inscrire ce texte selon leur « vision de terrain de la misère », selon l'expression de Denis Jacquat (UDF, Moselle).

Jeudi matin, cette agitation a culminé avec l'adoption par la commission des affaires sociales d'un amendement présenté par l'ancien président de Médecins sans frontières, Claude Mahneret (UDF, Allier), finançant la lutte contre l'exclusion par un prélèvement de 1 % sur le chiffre d'affaires d'EDF-GDF. Ce prélèvement, qui

représente une somme annuelle de 2,3 milliards de francs, existe déjà dans les faits. Il a été institué par la loi du 8 avril 1946 pour assurer l'indemnisation des anciens actionnaires des sociétés d'électricité et de gaz, nationalisées par ce texte. Cette indemnisation a pris fin le 1^{er} juin 1996 sans qu'EDF-GDF cesse d'en répercuter les effets sur les factures des abonnés.

Lors de l'élaboration de l'avant-projet de loi contre l'exclusion, le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence avait imaginé affecter ce prélèvement, qui n'a plus d'objet précis, au financement de mesures plus audacieuses. Cette proposition, qui figurait dans le texte remis par le cabinet de Xavier Emmanuelli au premier ministre (Le Monde du 23 juillet), avait été balayée lors de la réunion interministérielle du mois d'août. Succédant à l'opposition de Matignon, mais aussi celles d'EDF-GDF et du patronat, elle avait en revanche immédiatement provoqué l'intérêt des associations de solidarité, inquiètes du manque de moyens consacrés à la lutte contre la grande pauvreté.

Jeudi matin, ce reflux de l'avant-projet est pourtant revenu grâce à au successeur de Xavier Emmanuelli à la présidence de MSF. Et il a été adopté grâce à l'alliance des membres de l'UDF présents avec ceux du PS, contre l'avis du rapporteur et des autres membres du RPR. « Il ne s'agit pas d'une manœuvre ambiguë », tempérait Denis Jacquat. Nous avons simplement cherché à montrer que les financements ne sont plus proportionnés à l'augmentation des difficultés des gens. Le texte avait été prévu, à l'origine, pour faire face à l'exclusion de certaines catégories de personnes, comme les sans-domicile fixe. La plupart des amendements adoptés ne se contentent pas de cet objectif initial mais prennent en compte le fait que la pauvreté est aujourd'hui beaucoup plus large. »

La commission des affaires sociales a également supprimé trois des cinq articles portant sur le dispositif de lutte contre l'illettrisme. Les députés, comme le Conseil d'Etat, ont estimé que la plupart

des mesures adoptées dans ce domaine étaient d'ordre réglementaire et non législatif.

Mercrredi soir, la commission avait adopté un amendement de Charles Gheerbrandt (UDF, Pas-de-Calais) invitant l'ensemble des acteurs locaux à agir préalablement pour prévenir tout jugement d'exclusion. Le juge ou pourrait prendre de décision qu'après la réunion d'une « commission de prévention des expulsions », qui réunirait la famille expulsable et ses créanciers ainsi que les représentants d'entreprises publiques, d'organismes logeurs, des banques, des associations compétentes et le maire de la commune de résidence. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) a fait adopter un amendement qui permettrait aux assurés privés d'emploi de moins de soixante ans ayant déjà cotisé quarante ans à l'assurance-vieillesse de percevoir leur retraite « à taux plein ». Le gouvernement devrait proposer une mesure allant dans ce sens lors des discussions en séance publique.

Jerôme Fenoglio

Le 28 mars 1993, parait Michel WIEBER. Il est toujours près de nous.

Messe anniversaire - Une messe sera célébrée à la mémoire du président Georges POMPIDOU, en l'église de Saint-Louis-en-l'Île, à Paris, le mercredi 2 avril 1997, à 9 heures.

Ses amis et anciens collaborateurs sont invités à y participer.

Association Georges-Pompidou, 28, rue des Cloistres, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-76-49. Fax : 01-42-76-76-85.

Communications diverses - Mercredi 2 avril 1997, à 20 h 30 : en avant-première « Un rabbin dans la cité ». Rencontre avec Gilles Benheim, à l'occasion de la parution de son livre aux éditions Calmann-Lévy.

Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochefort, 75009 Paris. Miroir Cédex. Réservations : 01-49-95-95-92 (PAF).

Soutenances de thèse - Henry Pétier a soutenu sa thèse de doctorat en histoire de l'art : « Pierre Restany : chronique d'une vie », le 21 février 1997, à l'université Paul-Valéry-Montpellier-III. Le jury, composé de M^{rs} Berthelette, directeur de thèse, et de M^{rs} Brunet et Pissot, a décerné la mention Très Honorable.

M. René Guy Guérin a soutenu avec succès, le samedi 22 mars 1997, une thèse de doctorat intitulée : « L'Astrolabe au XVIII^e siècle. Étude sur la pratique des horoscopes, notamment à travers ceux du Roi-Soleil (1638-1715) » et a été déclaré digne du titre de docteur de l'École pratique des hautes études, sciences religieuses, avec la mention : Très Honorable avec éloges du jury.

CARNET DU MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05 Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-94 ou 38-42 Télécopieur : 01-42-17-21-36 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F Abonnés et actionnaires : 85 F Thèmes étudiants : 65 F Les lignes en capitales grasses sont classées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

An Journal officiel du jeudi 27 mars sont publiés : Apprentissage : un arrêté

fixant les conditions d'attribution du titre de maître d'apprentissage confirmé.

Accords internationaux : une loi autorisant la ratification d'une convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique; une loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 complétant la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces; en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne.

Médecine : un arrêté fixant le nombre de postes mis aux concours de l'internat en médecine, par zone géographique et discipline au titre de l'année universitaire 1997-1998.

Agriculture : un décret modifiant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Agriculture.

Un prélèvement sur le chiffre d'affaires d'EDF-GDF servirait à financer la lutte contre l'exclusion

Près de quatre cents amendements au projet de loi sur la cohésion sociale déposés en commission

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a achevé, jeudi 27 mars, l'examen du projet de loi d'orientation sur la cohésion sociale. Ce texte doit être discuté en séance publique du 15 au 17 avril. De nombreux amendements ont été adoptés, notamment pour

améliorer le financement de la lutte contre l'exclusion par le chiffre d'affaires d'EDF-GDF.

DE MÉMOIRE d'administrateur de l'Assemblée nationale, c'est du jamais vu à ce stade du parcours d'un texte. Près de quatre cents amendements ont été déposés lors des deux journées d'examen du projet de loi d'orientation sur la cohésion sociale par la commission des affaires sociales et celle de la production et des échanges, consultée pour avis, mercredi 26 et jeudi 27 mars. La discipline de groupe, la solidarité de la majorité, les réserves du rapporteur du projet, Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire), rien n'a résisté devant la volonté des députés d'inscrire ce texte selon leur « vision de terrain de la misère », selon l'expression de Denis Jacquat (UDF, Moselle).

Jeudi matin, cette agitation a culminé avec l'adoption par la commission des affaires sociales d'un amendement présenté par l'ancien président de Médecins sans frontières, Claude Mahneret (UDF, Allier), finançant la lutte contre l'exclusion par un prélèvement de 1 % sur le chiffre d'affaires d'EDF-GDF. Ce prélèvement, qui

représente une somme annuelle de 2,3 milliards de francs, existe déjà dans les faits. Il a été institué par la loi du 8 avril 1946 pour assurer l'indemnisation des anciens actionnaires des sociétés d'électricité et de gaz, nationalisées par ce texte. Cette indemnisation a pris fin le 1^{er} juin 1996 sans qu'EDF-GDF cesse d'en répercuter les effets sur les factures des abonnés.

Lors de l'élaboration de l'avant-projet de loi contre l'exclusion, le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence avait imaginé affecter ce prélèvement, qui n'a plus d'objet précis, au financement de mesures plus audacieuses. Cette proposition, qui figurait dans le texte remis par le cabinet de Xavier Emmanuelli au premier ministre (Le Monde du 23 juillet), avait été balayée lors de la réunion interministérielle du mois d'août. Succédant à l'opposition de Matignon, mais aussi celles d'EDF-GDF et du patronat, elle avait en revanche immédiatement provoqué l'intérêt des associations de solidarité, inquiètes du manque de moyens consacrés à la lutte contre la grande pauvreté.

Jeudi matin, ce reflux de l'avant-projet est pourtant revenu grâce à au successeur de Xavier Emmanuelli à la présidence de MSF. Et il a été adopté grâce à l'alliance des membres de l'UDF présents avec ceux du PS, contre l'avis du rapporteur et des autres membres du RPR. « Il ne s'agit pas d'une manœuvre ambiguë », tempérait Denis Jacquat. Nous avons simplement cherché à montrer que les financements ne sont plus proportionnés à l'augmentation des difficultés des gens. Le texte avait été prévu, à l'origine, pour faire face à l'exclusion de certaines catégories de personnes, comme les sans-domicile fixe. La plupart des amendements adoptés ne se contentent pas de cet objectif initial mais prennent en compte le fait que la pauvreté est aujourd'hui beaucoup plus large. »

La commission des affaires sociales a également supprimé trois des cinq articles portant sur le dispositif de lutte contre l'illettrisme. Les députés, comme le Conseil d'Etat, ont estimé que la plupart

des mesures adoptées dans ce domaine étaient d'ordre réglementaire et non législatif.

Mercrredi soir, la commission avait adopté un amendement de Charles Gheerbrandt (UDF, Pas-de-Calais) invitant l'ensemble des acteurs locaux à agir préalablement pour prévenir tout jugement d'exclusion. Le juge ou pourrait prendre de décision qu'après la réunion d'une « commission de prévention des expulsions », qui réunirait la famille expulsable et ses créanciers ainsi que les représentants d'entreprises publiques, d'organismes logeurs, des banques, des associations compétentes et le maire de la commune de résidence. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) a fait adopter un amendement qui permettrait aux assurés privés d'emploi de moins de soixante ans ayant déjà cotisé quarante ans à l'assurance-vieillesse de percevoir leur retraite « à taux plein ». Le gouvernement devrait proposer une mesure allant dans ce sens lors des discussions en séance publique.

Jerôme Fenoglio

Le 28 mars 1993, parait Michel WIEBER. Il est toujours près de nous.

Messe anniversaire - Une messe sera célébrée à la mémoire du président Georges POMPIDOU, en l'église de Saint-Louis-en-l'Île, à Paris, le mercredi 2 avril 1997, à 9 heures.

Ses amis et anciens collaborateurs sont invités à y participer.

Association Georges-Pompidou, 28, rue des Cloistres, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-76-49. Fax : 01-42-76-76-85.

Communications diverses - Mercredi 2 avril 1997, à 20 h 30 : en avant-première « Un rabbin dans la cité ». Rencontre avec Gilles Benheim, à l'occasion de la parution de son livre aux éditions Calmann-Lévy.

Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochefort, 75009 Paris. Miroir Cédex. Réservations : 01-49-95-95-92 (PAF).

Soutenances de thèse - Henry Pétier a soutenu sa thèse de doctorat en histoire de l'art : « Pierre Restany : chronique d'une vie », le 21 février 1997, à l'université Paul-Valéry-Montpellier-III. Le jury, composé de M^{rs} Berthelette, directeur de thèse, et de M^{rs} Brunet et Pissot, a décerné la mention Très Honorable.

M. René Guy Guérin a soutenu avec succès, le samedi 22 mars 1997, une thèse de doctorat intitulée : « L'Astrolabe au XVIII^e siècle. Étude sur la pratique des horoscopes, notamment à travers ceux du Roi-Soleil (1638-1715) » et a été déclaré digne du titre de docteur de l'École pratique des hautes études, sciences religieuses, avec la mention : Très Honorable avec éloges du jury.

CARNET DU MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05 Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-94 ou 38-42 Télécopieur : 01-42-17-21-36 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F Abonnés et actionnaires : 85 F Thèmes étudiants : 65 F Les lignes en capitales grasses sont classées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

An Journal officiel du jeudi 27 mars sont publiés : Apprentissage : un arrêté

fixant les conditions d'attribution du titre de maître d'apprentissage confirmé.

Accords internationaux : une loi autorisant la ratification d'une convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique; une loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 complétant la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces; en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne.

Médecine : un arrêté fixant le nombre de postes mis aux concours de l'internat en médecine, par zone géographique et discipline au titre de l'année universitaire 1997-1998.

Agriculture : un décret modifiant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Agriculture.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 29 MARS 1997 / 11

Michel Mouillot à nouveau mis en examen pour « corruption »

L'ANCIEN MAIRE de Cannes Michel Mouillot a été mis en examen, jeudi 27 mars, pour « corruption passive, recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence » par le docteur des juges d'instruction de Grasse, Philippe Allenda, dans le cadre de l'enquête sur l'opération de réhabilitation du Palm Beach. M. Mouillot est soupçonné d'avoir touché de l'argent pour favoriser le projet de la Compagnie générale des eaux (CGE). Il a reconnu avoir reçu de la part d'un conseil en immobilier, ancien cadre de la CGE, Jean-François Bourdaloue, 170 000 francs prélevés sur des fonds privés. Ce dernier a été mis en examen mercredi 26 mars. Cet argent aurait servi à financer la campagne pour les législatives de 1993. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le procureur général près la Cour de cassation, Jean-François Burgelin, a dénoncé, jeudi 27 mars, « le recours excessif au droit pénal » dans le domaine de la vie des affaires. Au cours d'un petit-déjeuner de presse, il a regretté que la culture du juge soit « fort éloignée de la vie de l'entreprise » : il « est inamovible, il est sans souci des fins de mois, il n'a pas de responsabilité personnelle quant à ses décisions et il se rapproche de plus en plus du fonctionnaire », a-t-il déclaré. Interrogé sur la prescription de l'abus de biens sociaux, M. Burgelin a proposé de porter le délai de prescription de tous les délits à cinq ou six ans.

■ UNIVERSITÉS : le Snesup (FSU) demande des moyens supplémentaires pour la réforme universitaire dans une lettre ouverte adressée au ministre de l'Éducation nationale, jeudi 27 mars. Le syndicat estime que l'échec en premier cycle « ne se réduit pas à des problèmes d'orientation » et souhaite une limitation des effectifs en cours et en travaux dirigés, ainsi qu'un plan de création de 5 000 enseignants-chercheurs par an.

■ RACISME : le MRAP et la LICRA ont porté plainte, mercredi 26 mars, contre le journal de rue Le Révéreux, pour « injure, diffamation et provocation à la haine raciale ». Depuis la coddannation de son fondateur, George Mathis, pour injure (Le Monde du 21 novembre 1996), Le Révéreux a réitéré ses attaques virulentes à l'égard des juifs et des francs-maçons.

■ IMMIGRATION : trente-six ressortissants roumains en situation irrégulière ont été reconduits vers Bucarest, jeudi 27 mars, à bord d'un vol charter affrété par le ministère de l'Intérieur. C'est la trente-neuvième reconduite collective organisée depuis l'arrivée de Jean-Louis Debré Place Beauvau.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

M^{me} Sylvette Alamichel, son épouse, Ses enfants, Et tous ses proches, ont la grande douleur de faire part du décès de

Claude ALAMICHEL, ancien élève de l'École polytechnique, docteur en sciences, directeur de recherche au CNRS,

le 26 mars 1997, à l'âge de soixante-deux ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 2 avril, à 11 heures, en l'église du Saint-Esprit, square du Clos-de-Villaine, à Massy (Essonne).

Selon sa volonté, l'incinération aura lieu dans l'intimité.

8, allée Elan-Triplet, 91300 Massy.

Monique Altieri, son épouse, Mady et Jean-Pierre Carli, Simone Dor, ses sœurs et beaux-frères, avec leurs enfants et petits-enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Baptiste ALTIERI, ancien militaire à la com, officier de la Légion d'honneur, survenu le 20 mars 1997,

130, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

M. et M^{me} Sylvain Anroix et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Wieser et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 26 mars 1997, de leur père et grand-père.

Louis AUROUX, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, ancien élève de l'ENA, docteur en droit, inspecteur général honoraire des postes, ancien directeur de l'ENS PTT.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale.

31, avenue Lombard, 92260 Fontenay-aux-Roses. M. et M^{me} Alain-Lovain, 78690 Les Essarts-le-Roi.

Son sourire était doux, et ses yeux pétillaient.

Benjamin

Il s'était fait cinq ans, et la vie l'a quitté.

Pensez à lui. Pensez à nous.

Familles Degna, Tudari, Baillanques-Breux.

Il a plu à Dieu de rappeler à Lui, dans sa quatre-vingt-huitième année, le 27 mars 1997,

M^{me} Jean DELANNE, née Marie-Louise JULIEN.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6^e, le mercredi 2 avril, à 9 heures.

De la part de : André et Nicole Delanne, ses enfants, Et de toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes mais des prières et des masses, selon sa volonté.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Jacqueline Beaulieu-Lalande, sa femme, Emmanuelle Lalande, Lise Beaulieu, Jean-Pierre Bloc, Sylvie Niderman, Guy Girard, ses enfants,

Antoine, Etienne, Fanny, ses petits-enfants,

Hélène et Pierre Gros et leurs enfants, ses frères, belle-sœur et neveux,

Marie Goulet, Anne et Jean Belot, Yann et Thomas, Micheline Delenne, ses amis, ont la peine de faire part du décès de

Jacques LALANDE, comédien.

(Jacques Lalande, élève de Charles Dullin, a participé à l'écriture du TNP et du TEP. Il a joué de nombreuses fois sous la direction d'Antoine Vitez et de Laurent Terzieff.)

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 avril 1997, à 12 h 15, au crématorium du Père-Lachaise, entrée Gambetta-Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue d'Enghien, 75010 Paris.

M. et M^{me} François Weill, M. et M^{me} Alain Wolf, M. Michel Wolf, ses enfants,

Jonathan, Timothée, Sarah, Bertrand, Agnès, Benoît et Fanny, ses petits-enfants,

Alexis, son arrière-petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Colette WOLF, née OLLINGER,

survenue le 25 mars 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon sa volonté, son corps a été donné à la science.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès - Vingt ans après sa mort, vous souvenez-vous de

Pierre LADHUIE, premier alto solo à l'Opéra de Paris.

Jérôme et Christian Ladhuié, 13, rue Duroc, 75017 Paris. Tél. : 01-42-93-15-29.

Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

Eugène IONESCO,

un office religieux est célébré dans la plus stricte intimité ce vendredi saint, 28 mars 1997, au cimetière du Montparnasse.

Priez pour lui.

Le 28 mars 1993, parait Michel WIEBER. Il est toujours près de nous.

Messe anniversaire - Une messe sera célébrée à la mémoire du président Georges POMPIDOU, en l'église de Saint-Louis-en-l'Île, à Paris, le mercredi 2 avril 1997, à 9 heures.

Ses amis et anciens collaborateurs sont invités à y participer.

Association Georges-Pompidou, 28, rue des Cloistres, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-76-49. Fax : 01-42-76-76-85.

Communications diverses - Mercredi 2 avril 1997, à 20 h 30 : en avant-première « Un rabbin dans la cité ». Rencontre avec Gilles Benheim, à l'occasion de la parution de son livre aux éditions Calmann-Lévy.

Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochefort, 75009 Paris. Miroir Cédex. Réservations : 01-49-95-95-92 (PAF).

Soutenances de thèse - Henry Pétier a soutenu sa thèse de doctorat en histoire de l'art : « Pierre Restany : chronique d'une vie », le 21 février 1997, à l'université Paul-Valéry-Montpellier-III. Le jury, composé de M^{rs} Berthelette, directeur de thèse, et de M^{rs} Brunet et Pissot, a décerné la mention Très Honorable.

M. René Guy Guérin a soutenu avec succès, le samedi 22 mars 1997, une thèse de doctorat intitulée : « L'Astrolabe au XVIII^e siècle. Étude sur la pratique des horoscopes, notamment à travers ceux du Roi-Soleil (1638-1715) » et a été déclaré digne du titre de docteur de l'École pratique des hautes études, sciences religieuses, avec la mention : Très Honorable avec éloges du jury.

CARNET DU MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05 Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-94 ou 38-42 Télécopieur : 01-42-17-21-36 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F Abonnés et actionnaires : 85 F Thèmes étudiants : 65 F Les lignes en capitales grasses sont classées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

An Journal officiel du jeudi 27 mars sont publiés : Apprentissage : un arrêté

fixant les conditions d'attribution du titre de maître d'apprentissage confirmé.

Accords internationaux : une loi autorisant la ratification d'une convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique; une loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 complétant la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces; en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne.

Médecine : un arrêté fixant le nombre de postes mis aux concours de l'internat en médecine, par zone géographique et discipline au titre de l'année universitaire 1997-1998.

Agriculture : un décret modifiant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Agriculture.

مكتبة العالم

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 29 MARS 1997

BUDGET Les collectivités locales (communes, départements, régions) sont dans l'obligation légale d'adopter d'ici au 30 mars leur budget pour 1997. ● LES DÉPARTEMENTS, depuis

la mise en œuvre de la décentralisation, sont responsables de l'aide sociale. Après la création du revenu minimum d'insertion (RMI) en 1988, dont les conseils généraux assument

le volet insertion, les dépenses d'aide sociale n'ont cessé d'augmenter. ● L'ASSOCIATION des présidents de conseils généraux (APCG) s'apprête à publier une étude qui indique que de-

puis 1995 les dépenses sociales dépassent 60 % du budget de fonctionnement des départements. ● SELON LE GROUPE d'étude et de réflexion interrégional (GERI), le département de

l'Indre, marqué par une forte population âgée, fait partie de ceux où les dépenses sociales ont connu une véritable explosion, avec une augmentation de plus de 91 % depuis 1988.

L'aide sociale dépasse 60 % des charges de fonctionnement des départements

Les conseils généraux consacrent une part croissante de leurs finances à des prestations qui se sont multipliées avec la création du volet insertion du RMI, l'aide à l'enfance, aux handicapés et l'allocation dépendance des personnes âgées. Mais les collectivités tentent de contenir la progression

CHATEAUBOUX

de notre envoyé spécial
Dans l'Indre, les plus de soixante ans sont deux fois plus nombreux que dans le reste de la France : 28 % de la population du département. Les plus de soixante-quinze ans repré-

REPORTAGE

L'Indre compte deux fois plus de personnes âgées que dans le reste de la France

sentent, eux, 11 %. Dans les petites communes rurales, le nombre des retraités dépasse celui des actifs. Les finances du département se ressentent de cette démographie singulière : « L'opinion a l'impression que les budgets sociaux sont toujours trop importants », explique Roger Birtégue, vice-président (div. droite) du conseil général de l'Indre. Néanmoins lorsque les actions sociales sont analysées point par point, c'est l'unanimité. Il n'y a pas de bagarres politiques.

L'explosion des dépenses sociales du conseil général a commencé dans la seconde partie des années 80, avec les nouveaux transferts de charge de la décentralisation. L'aide aux personnes âgées et aux handicapés mobilise 65 % du budget de l'action sociale (328 millions de francs en 1996), loin devant l'aide à l'enfance (21 %). Elle génère plus de 3 500 emplois.

L'« humanisation » des établissements a d'abord été conduite. Comme celle de l'hospice des Grands Chênes. « Ces maisons faisaient peine à voir. On a fait un travail considérable

pour rénover tout cela », explique Roger Birtégue. L'âge moyen d'entrée en maison de retraite se situe à présent autour de quatre-vingt-trois ans. « Autrefois, on y entra à soixante-cinq ans en parfait état de santé, maintenant, c'est à la dernière minute... » Il faut alors une structure médicalisée.

Le maintien à domicile des personnes âgées est une pratique ancienne dans l'Indre. Il y a vingt-cinq ans, il passait d'abord par l'amélioration de l'habitat rural. « Le maintien à domicile a été lancé très tôt par les associations familiales avant qu'il ne soit géré par les collectivités locales », explique Robert Taillebourg, vice-président de la maison de retraite des

Grands Chênes. Jusqu'en 1995, un millier de personnes âgées ont perçu l'allocation compensatrice, permettant de recruter une aide à domicile. Durant deux ans, l'Indre, en compagnie de onze autres départements pilotes, a expérimenté la prestation dépendance, dont les décrets d'application sont toujours attendus. Au lieu de toucher un chèque, la personne âgée bénéficie de prestations en nature, dont le montant peut aller jusqu'à 4 000 francs mensuels. Le nouveau système, c'est la certitude qu'une aide, qui peut être un membre de la famille, a été embauchée. 220 à 250 équivalents-emplois auraient été ainsi créés. En dix-huit

mois, le département a engagé 12,5 millions de francs dans l'opération.

Tout le milieu rural bénéficie du maintien à domicile. « Ici un emploi à mi-temps, c'est un foyer qui reste », constate Robert Taillebourg. Dans le canton de Bellême, les Benichons au cœur fidèle, longtemps partis nombreux travailler à Paris, sont revenus au pays pour la retraite. Une quarantaine d'aides ménagères tournent. Les trois boulangers sont toujours là. La population active a repris le des-

sus. L'obligation pour le département de prendre en charge le volet insertion du RMI, soit 14 millions de francs,

en 1996, pèse sur son budget. Ils sont 2 500 RMIstes dans l'Indre, « dispersés, peu mobiles, peu qualifiés », précise Catherine Lhéritier, directrice de l'action sociale. « On ne peut pas proposer un stage dans chaque commune », ajoute M. Birtégue, qui s'inquiète du « vieillissement » des allocataires. « Certains s'imaginent qu'ils vivront mieux en ville. Ils vivent un peu plus le milieu rural ». Un responsable est encore plus net : « Châteauboux est devenu un parking social ». La mise en place du RMI a permis aussi de découvrir à la campagne des hommes seuls, proches de la cinquantaine, des « vieux garçons », restés parfois avec leurs pa-

rents. « Ceux-là, il faut les emmener vers la retraite avec le RMI. Les femmes s'en sortent mieux, elles peuvent faire du maintien à domicile », observe encore M. Taillebourg.

La crise aujourd'hui se répercute davantage dans les budgets sociaux. Les revenus des personnes âgées s'effritent. Les juges « sortent » de plus en plus d'enfants du milieu familial pour les placer dans des familles d'accueil, à la charge des départements. D'autres urgences sociales se font plus pressantes : la protection de l'enfance, la prévention dans les quartiers difficiles par exemple.

QUESTION DE COMPÉTENCE

Quelle collectivité doit alors s'investir en priorité ? Le département ou la commune ? Dans les quartiers en difficulté, quel est le plus « compétent » en matière d'action sociale ? « La commune est un échelon plus pertinent. Les grandes villes étoffent leurs centres sociaux, des équipes de professionnels se constituent dans des communes suburbaines », remarque Patrick Baillard, de la direction des services sociaux du Loiret. « L'action sociale devrait relever de l'agglomération, autour de centres sociaux intercommunaux », précise une élue socialiste d'Orléans. Un phénomène s'observe en effet : des familles quittent le lieu où elles habitent pour aller s'installer dans la commune voisine où les aides sociales sont plus nombreuses. « Il y a une espèce de fuite... Certaines municipalités ne sont pas mécontentes que les pauvres s'en aillent », ajoute l'élue orléanaise.

Jean-Louis Andreami

Régis Guyotat

REPRODUCTION INTERDITE

Des disparités considérables selon la population

A 87 %, les personnes interrogées par l'Institut Ipsos dans un récent sondage sur la décentralisation (Le Monde du 4 mars) souhaitent que le rôle des collectivités locales soit renforcé dans le domaine de l'aide sociale. Questionnée par le même institut, les élus départementaux n'étaient que 56 %, contre 44 %, à souhaiter une telle évolution.

Ce décalage est à la fois révélateur et prévisible. La décentralisation a confié aux départements la charge de l'aide sociale : apparemment, les conseils généraux se sont plutôt bien acquittés de leur tâche, à en croire les réponses de leurs administrés. Mais le succès a son revers. Le poids de la crise, accompagné de nouveaux transferts de responsabilités, en particulier le volet insertion du RMI depuis sa création en 1988, fait désormais de l'aide sociale un poste très lourd pour les budgets départementaux : en 1995, selon les chiffres définitifs que s'apprête à publier l'Association des présidents de conseils généraux (APCG), « les dépenses [brutes] d'aide sociale des départements ont repré-

senté 82 milliards de francs, dépassant pour la première fois la barre des 60 % des dépenses de fonctionnement, du fait de l'accroissement des dépenses liées à la lutte contre l'exclusion ». Même si, « pour la première fois depuis 1990, le rythme de progression (...) amorce une décélération avec un taux de progression de 5 %, contre 6 à 8 % les six années précédentes, cette tendance ne s'est pas inversée depuis, les dépenses d'aide sociale continuant à augmenter plus vite que les autres.

L'APCG précise encore que les dépenses directement liées à l'exclusion connaissent des rythmes d'augmentation supérieurs à 10 %. Le RMI représente aujourd'hui 5 % des dépenses d'action sociale des départements. A l'inverse, la part consacrée aux personnes âgées a diminué ces dernières années, pour atteindre 16 % des dépenses d'aide sociale. Mais la mise en place de l'allocation dépendance pour les personnes âgées, en 1997, va faire remonter ce pourcentage.

Une autre enquête de l'APCG, portant cette fois

sur les budgets 1997 de 64 départements, indique que les dépenses de gestion des départements continuent à augmenter plus vite que leurs recettes, à cause de l'augmentation des dépenses d'aide sociale (+ 3,04 %) et des charges de personnel (+ 3 % également). Cette enquête montre aussi que les dépenses d'aide sociale progressent de 4,66 % d'une année sur l'autre dans les départements peuplés de plus de 500 000 habitants et seulement de 0,58 % dans les départements de moins de 500 000 habitants. Cette différence, considérable, confirme que l'urgence sociale se situe essentiellement en ville. Elle explique en partie les débats ou les désaccords entre des maires de grandes villes - astreints à participer aux dépenses d'aide sociale des départements - et des conseils généraux, qui fixent, selon leurs propres critères, des priorités qui ne sont pas forcément celles des grandes villes.

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

SAINT GEORGES DE DIDONNE

Saint Georges de Didonne
Charente-Maritime.
Station Touristique du Sud-Ouest.
Classée 5 à 10 000 habitants

recrute d'urgence par voie de mutation :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cadre d'emploi des Attachés Territoriaux

Poste à pourvoir rapidement

Profil :

- Solide expérience sur un poste similaire.
- Formation supérieure juridique et financière.
- Compétences en matière d'organisation et de management.

Missions :

- Mobiliser les services à partir des orientations définies par les élus, cadrer, coordonner et suivre tous les projets de développement.
- Elaborer les Budgets et mettre en place des procédures de contrôle de gestion.

Date limite de dépôt des candidatures : 15 avril 1997

Candidature : lettre manuscrite et curriculum-vitae à adresser à :
Monsieur le Député-Maire, Hôtel de Ville,
17110 ST-GEORGES DE DIDONNE
Tél. 05.46.06.17.80 ou 05.46.05.07.27

Directeur de la communication (H/F)

La Ville
d'Épernay,
capitale
du Champagne,
recherche
son

Missions :
Sous l'autorité du Directeur de Cabinet, vous dirigerez une équipe de 3 personnes pour assurer l'information des élus et la mise en valeur des projets de l'équipe municipale auprès de la population. Vous mettrez à profit votre esprit d'initiative pour impulser des idées nouvelles en matière de communication et de relations publiques.

Profil :
• formation supérieure (Bac +3 mini), expérience souhaitée,
• disponibilité, sens politique, goût du travail en équipe,
• rigueur, organisation, bonnes capacités relationnelles et rédactionnelles.
Les candidatures (lettre manuscrite + CV) sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du Cabinet,
Mairie d'Épernay
2, rue de Reims, 51200 EPERNAY

LES ULIS

VILLE DES ULIS
(Essonne) 27 000 habitants

recrute
un Secrétaire Général Adjoint
Poste à pourvoir au 1^{er} mai 1997

Missions :
Membre de l'équipe de Direction Générale, il sera chargé sous l'autorité du Secrétaire Général, d'animer et de coordonner :
• les activités culturelles (Centre culturel - Cinéma - Médiathèque - Maisons pour Tous)
• les relations internationales
• le soutien à la vie associative et à la démocratie locale
• le développement des activités en faveur de l'insertion et de la formation professionnelle.

Profil :
• Diplômé de l'enseignement supérieur
• Fonctionnaire du cadre d'emploi des attachés territoriaux
• Expérience souhaitée dans ces domaines d'activités
• Bonne connaissance des procédures budgétaires
• Qualités d'analyse et de synthèse, rigueur et esprit d'initiative
• Aptitude relationnelle et aptitude à l'encadrement.

Conditions :
• Détachement sur un emploi fonctionnel.
• Régime indemnitaire.

Adresser candidature manuscrite, CV et photo, avant le 13 avril 1997 à :
Monsieur le Secrétaire-Maire - Service des Ressources Humaines
BP 43 - 91942 LES ULIS

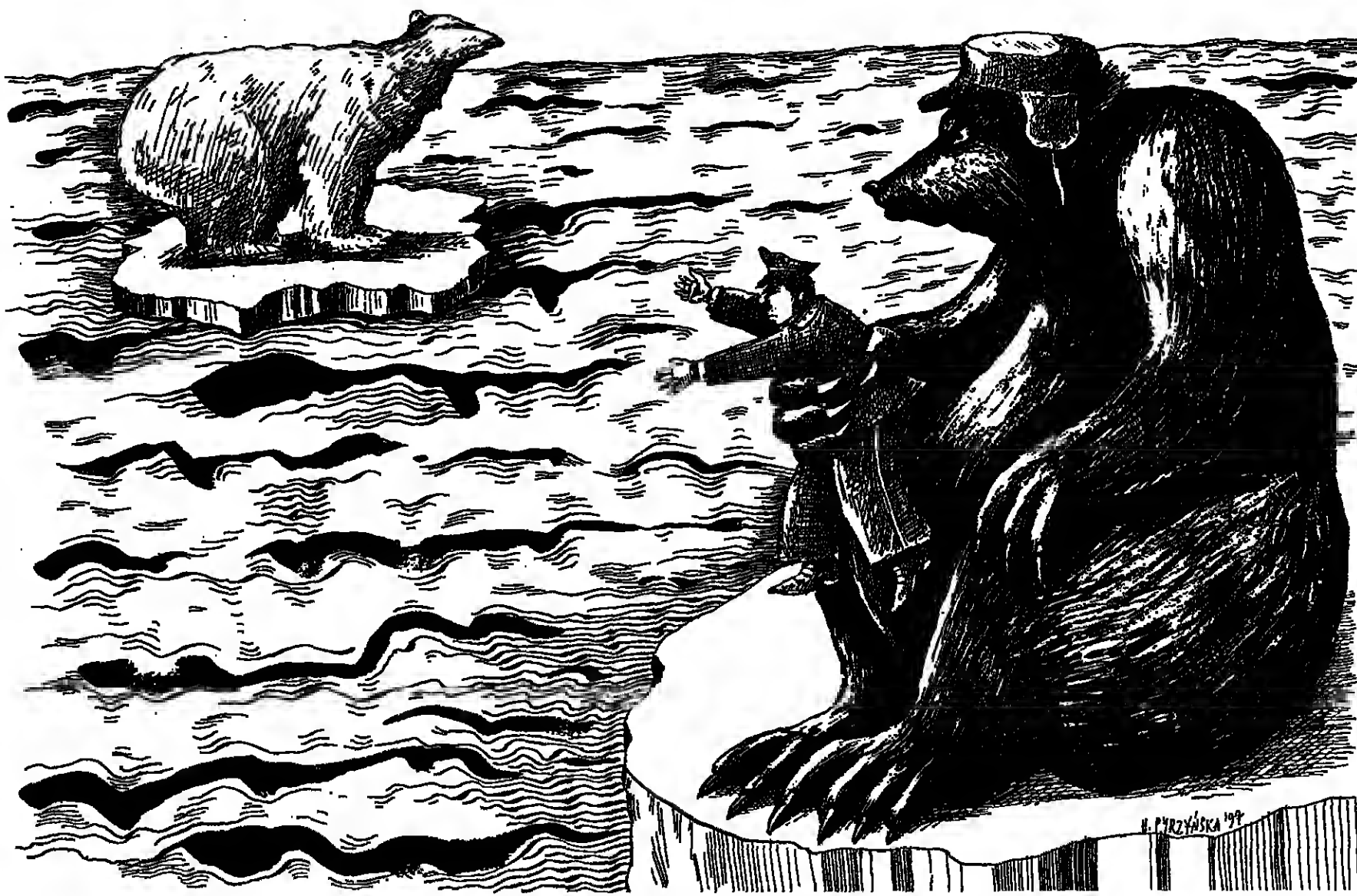
Retrouvez "Le Monde des Initiatives Locales" en page 16

هكذا من الضمير

HORIZONS

ENQUÊTE

L'affaire Nikitine



Pour avoir livré à une association écologiste norvégienne des « secrets d'Etat » sur les sources de contamination nucléaire des anciens sous-marins atomiques russes, Alexandre Nikitine a été inculpé de trahison et emprisonné. Grâce à la pression internationale, cet ancien officier de marine d'origine ukrainienne a été libéré. Mais il est toujours dans l'attente d'un procès ou d'un non-lieu

LORSQU'ILS ont sonné à sa porte, ce soir du 6 octobre 1995, Alexandre Konstantinovich Nikitine ne se doutait pas que, comme le disent aujourd'hui ses défenseurs, « le sort de la démocratie en Russie » serait en jeu. Il était 21 heures. Cet ancien officier de la marine soviétique s'attendait à une visite, mais pas à un rendez-vous avec le destin. Il ne savait pas qu'on dirait bientôt « l'affaire Nikitine », comme on dit « l'affaire Dreyfus ». Sa femme, Tatiana Tchernova, fille de l'amiral Tchernov (ce détail allait avoir son importance), s'occupait des affaires de la maison. Sa fille, Ioulia, dix-huit ans, lisait dans sa chambre.

Jusqu'à ce moment-là, Alexandre, quarante-quatre ans, n'avait rien remarqué d'étrange. Celui qui se définit comme « un homme ordinaire pris dans des événements extraordinaires » n'avait pas vu que des voitures le suivaient. Il n'avait pas remarqué les bruits étranges de sa ligne de téléphone. « Comme tout homme normal, je ne faisais pas attention », explique cet homme aux yeux bleus, au regard doux, à la moustache soignée. Aujourd'hui en liberté surveillée (il n'a pas le droit de quitter Saint-Petersbourg), dans l'attente d'un procès ou d'un non-lieu, Alexandre Nikitine s'aperçoit que son appartement est fouillé, qu'il est suivi et écouté. Sa femme est harcelée. Même s'il est innocent, « ils ne me laisseront plus jamais tranquille », dit-il.

En octobre 1992, Alexandre Nikitine avait démissionné de son poste de responsable de la sécurité des installations nucléaires au ministère de la défense. Cet ingénieur, qui avait servi pendant onze ans dans la flotte des sous-marins atomiques de la mer du Nord, jugeait que sa tâche était devenue impossible, faute de financement. Et, citoyen russe, mais ukrainien d'origine, il craignait que les tensions entre la Russie et une Ukraine nouvellement indépendante ne mènent à une guerre entre ses pays d'origine et son pays d'adoption. « Ils ont fait la guerre pour la Tchétchénie, demain ils pourraient se battre pour la Crimée », lâche-t-il.

Début 1995, Alexandre avait accepté de travailler comme expert pour l'association écologiste norvégienne Bellona sur « la flotte russe du Nord et les sources de contamination nucléaire », un sujet qu'il connaissait bien. Même si ce travail ne payait pas beaucoup, il passionnait Alexandre. Et les autorités russes, civiles ou militaires, semblaient heureuses de voir que ces travaux allaient sans doute attirer les crédits internationaux nécessaires pour éliminer les sous-marins nucléaires hors service qui s'entassaient, menaçant le Nord russe et la Norvège d'une catastrophe qui pourrait être plus grave que celle de Tchernobyl. Alexandre Nikitine avait présenté ses travaux au commandant-adjoint de la flotte du Nord, et même au commandant-adjoint de la marine russe, l'amiral Viktor Topilin.

Mais quand, ce 6 octobre, Alexandre a ouvert la porte de son petit appartement, situé dans un quartier industriel de la banlieue de Saint-Petersbourg, il y avait beaucoup de monde sur le palier. Six hommes qu'il n'avait jamais vus auparavant. Ils ont tendu leurs cartes : Federalni Sloujba Bezopasnosti (FSB). C'est-à-dire Service fédéral de sécurité, le nouveau nom de la police politique russe, anciennement connue sous le nom de KGB. Les hommes des « organes » lui ont montré une feuille. « C'était un ordre de fouille. J'étais tellement choqué que je ne l'ai pas lu jusqu'à la fin », raconte Alexandre. Il leur a demandé ce qu'ils cherchaient. « Drogue, armes, argent », ont-ils laconiquement répondu.

Les hommes du FSB ont pris les économies que Nikitine, comme la plupart des Russes, conservait chez lui et en devises : 2 000 dollars (10 000 francs). Puis ils ont saisi des documents liés au rapport de Bellona, rempli un procès-verbal, avant de lui « proposer » de « l'accompagner » au siège local du FSB. Il était 23 h 30. Encadré de trois hommes en gris, il est parti à l'arrière d'une Lada. Au siège du FSB, ils l'ont questionné jusqu'à 4 heures du matin. « C'était comme dans un film, se souvient Alexandre. C'était la nuit. Dans le

bureau, il y avait, sur un mur, le portrait de Lénine et, sur un autre, celui de Dzerjinski, le fondateur de la police politique soviétique. L'enquêteur du FSB, un certain Madimenko, avait la tête de l'empereur », poursuit Alexandre.

« Alors, on parle quelle langue : russe ou ukrainien ? », lui demanda l'enquêteur du FSB. Puis l'interrogatoire a porté sur sa vie privée, sur ses activités pour Bellona. Nikitine a tout expliqué. Depuis le début, le FSB était au courant de son travail. A Mourmansk, la base de la flotte de la mer du Nord, il avait parlé aux gens du « service ». Il était même heureux de ces contacts. « Je me disais que, si on tombait sur quelque chose qu'ils pensaient être un secret, ils nous le feraient savoir », dit-il.

Alexandre pensait qu'il s'agissait

qu'il était suivi dans la rue, que son téléphone fonctionnait mal. Le FSB lui avait confisqué son passeport. Le piège se refermait. Lorsque, pour la seconde fois, la sonnette a retenti à une heure inhabituelle (il était 7 heures du matin ce 6 février 1996), Alexandre Nikitine a « tout de suite compris qu'il se passait quelque chose d'anormal ». Il a immédiatement reconnu un des hommes du 6 octobre. Les employés du FSB ont insisté pour « l'accompagner » à une convocation sans préavis, à 8 heures du matin. Quand sa femme a voulu prévenir les parents, « nous nous sommes aperçus que le téléphone était coupé, et j'ai compris que c'était grave », raconte Nikitine. Mais les hommes du FSB ont calé sa femme : « Ne vous inquiétez pas. Il revient dans une heure. » Une heure qui allait durer

« Avant, je ne croyais pas qu'on pouvait mourir pour une idée. Je pensais que c'était dans les films, un truc de propagande. Mais, aujourd'hui, je serais prêt »

d'un malentendu. « Je croyais que je pouvais leur expliquer ce qui n'était pas clair pour eux », se souvient-il. Le FSB jugeait que le rapport de Bellona contenait des « secrets d'Etat » et lui demandait d'en valider les informations. Nikitine répondait tranquillement, paragraphe par paragraphe. Tout était public, disponible sur Internet, tout avait été rédigé à partir de « sources ouvertes » : un article du quotidien moscovite la Nezavisimaja Gazeta, des livres publiés en Russie, parfois à des dizaines de milliers d'exemplaires, sur les accidents dans les sous-marins nucléaires.

En quatre mois, entre le 6 octobre 1995 et la date fatidique du 6 février 1996, Alexandre s'est rendu six fois, comme « témoin », au siège du FSB de Saint-Petersbourg. Maintenant, il remarquait

dix mois et huit jours. Alexandre est parti à l'arrière d'une Volga jusqu'au numéro 4 de la rue Litvina, le siège du FSB de Saint-Petersbourg. Dans le bureau habituel, « ils m'ont montré un papier. C'était incroyable. En lisant, je n'arrivais pas à réaliser », dit Alexandre Nikitine. En vertu de l'article 64 du code pénal soviétique alors en vigueur, cet ex-officier était inculpé de « trahison », d'avoir livré des secrets d'Etat à une puissance étrangère. Et la peine maximale, c'était la mort.

Quatre heures plus tard, l'enquêteur du FSB est revenu avec un mandat d'arrêt. Les gardes l'ont transféré dans une cellule où se trouvait un autre prisonnier, dans la prison du KGB, située dans le même immeuble et connue sous le nom de « Isolateur ». Le sol était en béton. Au robinet, l'eau était gla-

cial. De la petite fenêtre, il ne pouvait voir qu'un morceau de ciel. Il faisait froid, « dix degrés peut-être », se souvient Alexandre. Il avait faim. Son codétenu a partagé un morceau de pain noir. Alexandre s'est mis à réfléchir. Avait-il fait, écrit quelque chose qu'il ne fallait pas ? Commis une erreur ? Il avait beau tout retourner dans sa tête, il n'arrivait pas à comprendre. « Peut-être, se disait-il, ai-je violé une loi sans m'en rendre compte ? Mais comment et laquelle ? »

Pendant des heures, des jours, des semaines, des mois, rythmés par de maigres repas, il s'arrivait plus à dormir, pensant sans cesse à sa mystérieuse faute. Puis, raconte-t-il, « j'ai compris qu'il fallait arrêter, sinon j'allais devenir fou ». Il dormait tout habillé avec deux pantalons. Il avait froid, il avait faim. Le repas de midi, de l'eau chaude où nageait de la betterave, avait été baptisé par les prisonniers « le sang d'un fic ». Celui du soir, des pommes de terre avec des petits bouts de hareng, s'appelait « la tombe ».

Un jour, son codétenu a fait une crise de jalousie : Catherine De-neuve exigeait la libération de Nikitine. Alexandre a été frappé par la réaction de l'opinion internationale, notamment en France. « J'ai même reçu une lettre de Jacques Chirac, se souvient-il. Ces réactions m'ont beaucoup aidé moralement, pour comprendre que je n'étais pas coupable, que le FSB perdait le jeu. »

CAR le FSB perdait. Le 27 mars 1996, la Cour constitutionnelle de Russie reconnaissait son droit de choisir un avocat alors que le FSB voulait lui imposer le sien. En juin, la Cour suprême de Russie décidait que Nikitine devait être jugé par une cour civile, et non pas militaire comme le voulaient le FSB et le parquet. Pourtant, malgré des appels successifs, Alexandre restait en prison. En août, il devenait le premier prisonnier d'opinion en Russie reconnu par Amnesty In-

ternational, qui n'avait adopté personne dans ce pays depuis le Prix Nobel soviétique Alexandre Sakharov. En septembre, Alexandre apprenait une triste nouvelle : son beau-frère, Dimitri Tchernov, ancien adjoint sur un sous-marin nucléaire soviétique, était mort, à trente-huit ans, d'une leucémie. Irradié par le moteur nucléaire défectueux du sous-marin. Le 14 décembre 1996, lorsqu'il a été libéré, Alexandre ne s'y attendait pas : c'était la première fois dans toute l'histoire de la Russie qu'un prisonnier accusé de trahison retrouvait la liberté avant son jugement.

Pourquoi l'affaire Nikitine ? Parce que celui qui a initié les poursuites, l'actuel commandant de la flotte du Nord et chantre de l'OTAN, l'amiral Ierofiev, est accusé, devant la justice, par son prédécesseur, l'amiral Tchernov, d'être responsable du naufrage, en 1989, du sous-marin Kamsomolsk. Et que l'amiral Tchernov n'est autre que le beau-père de Nikitine. Parce que, à Saint-Petersbourg, les responsables du FSB sont des anciens membres du KGB spécialisés dans la répression des dissidents. Parce qu'au niveau national l'ex-KGB, auquel Boris Eltsine a redonné ses pouvoirs d'enquête, d'arrestation, de détention, a voulu prouver son utilité après le désastre tchétchène et tente de retrouver sa puissance. Parce qu'Alexandre Nikitine réunit beaucoup des défauts qui attisent la haine de ceux dont le fonds de commerce est le nationalisme, la xénophobie et l'antisémitisme : il est un Ukrainien qui travaillait pour des Occidentaux et il est défendu par un avocat juif.

Même si aujourd'hui Nikitine est libre, sa lutte n'est pas finie. Le FSB veut un procès, une condamnation, ne serait-ce que pour justifier les dix mois de prison. Iouri Schmidt, l'avocat d'Alexandre Nikitine, pense que « le pouvoir se dirige vers une solution de compromis » pour sauver la face : Alexandre serait reconnu coupable d'avoir diffusé, par inadvertance, des secrets d'Etat, mais pas de trahison. Il serait condamné à

la peine qu'il a déjà effectuée, afin de justifier l'affaire tout en arrêtant le scandale international.

Mais, s'inquiète Iouri Schmidt, Alexandre Nikitine pourrait aussi faire les frais de la lutte entre les tendances « dures » et « libérales » au sein du pouvoir russe. Ou d'un regain de tension dans les relations internationales, notamment à l'occasion de l'extension de l'OTAN à l'Est, qui coïncide avec la toile de fond de l'affaire. « Le destin des droits de l'homme et de la démocratie en Russie dépend de la façon dont l'affaire Nikitine sera réglée », estime l'avocat.

BORIS POUSTINTSEV, ex-dissident soviétique, président du Comité de soutien de Nikitine, s'inquiète. Comme avant, la population russe, apeurée, désinformée par la télévision, n'a pas réagi. « Comme du temps soviétique, Nikitine n'a été libéré que grâce à la pression internationale », dit cet homme de soixante ans, dont cinq ans de camp pour avoir manifesté en 1956 contre la répression soviétique à Budapest. « Je ne pensais pas qu'il existait une telle peur dans notre société », s'étonne Alexandre Nikitine. Ses amis n'osent plus lui téléphoner. Sa voisine du dessous, avec laquelle il entretenait des relations amicales depuis trente-cinq ans, fait semblant de ne plus le voir quand elle le croise. Pourtant, Alexandre Nikitine n'a pas peur. Il l'acceptera même pas une condamnation « de principe ». Il est prêt à « [se] battre jusqu'au bout ». « Avant, dit-il, je ne croyais pas qu'on pouvait mourir pour une idée. Je pensais que c'était dans les films, un truc de propagande. Mais, aujourd'hui, je serais prêt. » La nuit de sa libération, pour la première fois depuis longtemps, Alexandre Nikitine a rêvé. De la mer du Nord, évidemment. « C'était étrange, dit-il les yeux embrouillés, j'ai rêvé de sous-marins nucléaires et d'ours polaires. »

Jean-Baptiste Naudet
Dessin : Hania Przytycka

سكان من الأهل

Les internes entre la révolte et la raison Qui faut-il croire ?

par Yves Pus

SPONTANÉE, émotionnelle, parfois chaotique, la révolte des internes, externes et chefs de clinique des hôpitaux a pris tout le monde de court. Le gouvernement d'abord, qui après avoir obtenu à l'arraché, et dans une relative discrétion, la signature par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et deux syndicats « représentatifs » de deux conventions médicales séparées – l'une pour les généralistes, l'autre pour les spécialistes – ne soupçonnait pas que le feu couvait sous la brasse hospitalière. Les « observateurs » de la vie sociale et politique, dont les commentaires vont de l'incompréhension à l'agacement, souvent teintés d'une ironie narquoise. Mais aussi et surtout les principaux intéressés, qui, voici quelques semaines encore, ignoraient, pour l'immense majorité d'entre eux, l'existence même des conventions qu'ils combattent aujourd'hui avec tant d'opacité.

Comment expliquer dès lors ce brutal embrasement de l'hôpital public ? Deux pistes au moins : le conflit de générations et le déficit d'information et de formation des jeunes praticiens en matière économique.

En dépit du soutien de circonstance apporté aux grévistes par plusieurs syndicats de médecins libéraux installés, qui révent tout naturellement de prendre leur revanche sur les syndicats signataires des conventions et de récupérer la cote des blouses blanches pour remettre en question la notion même de maîtrise des dépenses de santé, autour de laquelle s'articule l'ensemble du « plan Juppé », il est inexact de réduire le mouvement des internes à un combat catégoriel de futurs praticiens libéraux.

En se prononçant sans ambiguïté, dès le début du conflit, en faveur d'une véritable maîtrise médicalisée

des dépenses de santé, notamment grâce à la mise en place progressive de filières de soins et la généralisation des règles de « bonne prescription » – les fameuses références médicales opposables (RMO) –, les internes, externes et chefs de clinique ont montré qu'ils avaient au contraire pleinement conscience de la nécessité d'une réforme en profondeur de notre système de santé.

Le mouvement actuel s'apparente moins à une remise en question globale du plan Juppé qu'à un combat entre les anciens et les modernes.

D'un côté, les héritiers de l'« âge d'or », cette époque pas si lointaine où il suffisait à un jeune médecin de poser sa plaque sous un porche pour voir affluer patients, honoraires et notoriété. De l'autre, la génération des médecins de la crise, contemporains de l'« horreur économique » et issus de catégories professionnelles de plus en plus diversifiées. Car les filles et fils d'ouvriers, d'employés ou de cadres moyens, mais aussi les enfants des banlieues et de l'immigration sont de plus en plus nombreux sur les bancs des facultés de médecine et dans les rangs des manifestants. D'où une conception de leur mission et de leur place dans la société sensiblement différente de celle de leurs aînés.

Eprouvés par la longueur et la dureté de leurs études, au cours desquelles ombre d'entre eux sont contraints d'exercer une activité salariée pour subvenir à leurs besoins, ils remettent en cause le traditionnel sado-masochisme en blouse blanche qui a fait les beaux jours de la médecine hospitalière. Là où leurs prédécesseurs acceptaient sans broncher des conditions de travail et de rémunération pourtant inacceptables, les vivants comme une espèce d'épreuve initiatrice dans l'attente d'un avenir qui s'annonçait radieux, les jeunes médecins aspirent aujourd'hui à des conditions de travail

plus « ordinaires », même s'ils ont choisi, pour des raisons stratégiques au demeurant discutables, de ne pas placer cette fois leurs revendications sur ce terrain.

En rejetant un seul et unique aspect des conventions récemment signées : la notion de sanctions et de versements en cas de dépassement des objectifs prévisionnels de dépenses, les grévistes n'entendent donc pas, contrairement à ce qu'affirme MM. Barot et Juppé, remettre en cause l'ensemble de la

Il est inexact de réduire ce mouvement à un combat catégoriel de futurs praticiens libéraux

réforme. Ils redoutent d'être mis en joue à l'issue de leur cursus après avoir « donné » cinq à dix ans de leur vie à l'hôpital public. Ils contestent l'utilisation systématique du bâton sans que celle de la carotte soit jamais envisagée. Ce qui les exaspère, c'est qu'on puisse mettre en doute leur esprit de responsabilité.

Le mot est lâché : internes, externes et chefs de clinique seraient des jeunes gens certes respectables, mais au mieux irresponsables, au pire manipulés. Si la plupart d'entre eux n'avaient jamais lu, voici quelques semaines encore, les conventions contestées, à qui la faute ? Peut-on démentir leur reproche cette ignorance quand on connaît le rythme de travail d'un étudiant en médecine ou d'un jeune médecin hospitalier ? Il est vrai que ce rôle d'information aurait pu et dû être joué par leurs représentants syndicaux. Hélas, la représentativité de

ces derniers n'avait d'égale que la tiédeur de leurs prises de position. Même si ce sont eux qui ont, à leur corps défendant, mis le feu aux poudres en déposant un préavis de grève exigeant une prolongation du moratoire exonérant les jeunes installés de tout versement.

Ignorants, les grévistes l'étaient donc hier encore. Mais aujourd'hui tous ont lu, relu et patiemment décortiqué les textes des conventions. Et contrairement aux insinuations paternalistes de M. Juppé, ils les ont parfaitement comprises. Cet effort d'information et d'analyse mené en quelques jours de grève est d'autant plus remarquable que les grévistes viennent de loin : la sensibilisation et la formation aux enjeux économiques de la santé brillent par son absence au programme des facultés. Surchargés de travail, les futurs médecins sont tenus à l'écart, tout au long de leurs études, des réalités du système de soins. Il est facile d'ironiser sur le « retard au démarrage » des jeunes grévistes alors que le contenu des conventions était débattu depuis plus d'un an. L'essentiel est que ce retard soit désormais comblé.

Jamais les débats, qu'ils soient spontanés ou organisés à l'initiative d'organisations étudiantes, n'ont été aussi nombreux et aussi féconds dans les hôpitaux et les facultés françaises, où l'on assiste depuis quelques semaines à un renouveau des débats sans précédent. Internes, externes, chefs de clinique, mais aussi personnels hospitaliers paramédicaux se parlent, s'interpellent et s'interrogent mutuellement sur l'avenir de notre système de soins. La santé des Français est plus que jamais entre leurs mains. A condition que les pouvoirs publics consentent, une fois n'est pas coutume, à les écouter.

Yves Pus est externe à l'hôpital Lariboisière (Paris).

Pour une autre politique de l'immigration

par Sami Nair

LA question de l'immigration restera un enjeu politique central dans les années à venir. La xénophobie du Front national, le conservatisme de la droite, la prudence de la gauche font que ce « problème » semble être aujourd'hui sans solution. Pourtant, les chiffres sont là pour montrer à quel point la réalité est aux antipodes des fantasmes : depuis 1975, le nombre des étrangers n'a cessé de baisser en France. L'immigration légalement installée ne pose pas de problème spécifique : ce qui est central aujourd'hui, c'est en réalité la gestion des flux migratoires. Il est donc impératif de séparer ces deux dimensions, tout en les traitant ensemble. L'intégration doit relever d'une politique sociale commune à l'ensemble de la population française, la gestion des flux renvoie aux relations extérieures de l'État et notamment à sa politique de coopération. Une grande politique d'intégration devrait reposer sur quelques principes simples et impliquer des changements radicaux dans les lois actuelles.

Tout d'abord, si, en raison de la crise économique et sociale, le contrôle doit continuer de s'exercer aux frontières sur l'entrée et le séjour de ceux qui n'ont pas vocation à s'installer durablement (touristes, étudiants, travailleurs saisonniers et temporaires, stagiaires), il doit cependant se réaliser dans le respect absolu des droits de l'homme. Cela implique une révision, dans la loi du 24 août 1993, des conditions d'arrestation, de détention et d'expulsion qui favorisent aujourd'hui l'arbitraire de la police.

Ensuite, la loi Méhaignerie du 22 juillet 1993 réformant la nationalité doit être abrogée car elle va à l'encontre de l'objectif d'intégration des jeunes nés sur le sol français. Le rétablissement du droit du sol doit être la priorité du gouvernement. En ce qui concerne la naturalisation, il faut réviser la proposition du PS de créer la possibilité d'un recours en cas de refus d'octroi de la nationalité pour les personnes qui remplissent manifestement les conditions exigées.

Les dispositions de la loi Pasqua

du 24 août 1993 sur la maîtrise de l'immigration doivent être modifiées de telle sorte que les situations inhumaines et absurdes soient définitivement réglées. Il ne suffit donc pas de s'en tenir aux régularisations temporaires proposées par le texte de M. Debré.

En suivant la voie ouverte par le collège des médiateurs, il faut accorder un titre de résidence (dix ans) renouvelable de plein droit aux personnes ayant vocation à devenir français, à celles présentes en France depuis plus de quinze ans, aux déboutés du droit d'asile dont le retour au pays mettrait la vie en danger. Les étudiants en cours d'études universitaires reconnues et les personnes suivant un traitement médical doivent pouvoir bénéficier

de l'autre dimension de la politique d'immigration : la mise en place d'une véritable coopération pour maîtriser, organiser et orienter les flux migratoires. Il n'est plus possible de gérer l'immigration du simple point de vue du pays d'accueil en optant pour une politique faussement accueillante. C'est le principal reproche que l'on peut faire au texte préparatoire du PS « Pour une nouvelle politique de l'immigration et de l'intégration » : celui-ci continue de se placer dans une optique traditionnelle de gestion de l'immigration. Toutes les belles mesures proposées sont en quelque sorte hypothéquées par des points aveugles qui confirment la confusion systématique entre nécessité de l'intégration en France et

autres plus importants de la société française. On doit donc se défaire des problèmes élaborés dans les années 60 et 70 pour gérer les transferts de population d'aujourd'hui. En réalité, le défi actuel consiste à se servir des flux migratoires pour stabiliser les populations dans leur pays d'origine.

Pour cela, il convient d'abord d'identifier les principaux points de départ (certains pays d'Afrique noire, d'Asie, du Moyen-Orient – Turquie – et de la Méditerranée – Maghreb) et d'engager une grande concertation avec ces pays pour contrôler les flux de population. Ensuite, il faut prendre conscience que les flux changent : ce ne sont plus seulement les pauvres qui émigrent, mais de plus en plus des couches sociales formées et souvent socialement pourvues. Pour éviter d'entrer dans une logique de « pillage » des élites des pays pauvres, ces flux doivent être organisés en fonction non seulement des intérêts de la France mais aussi de ceux des pays de départ. Il faut donc mettre en place une politique systématique de contrat de travail et d'alternance, afin d'obliger les bénéficiaires à retourner chez eux au bout d'une période fixée à l'avance. A partir du moment où l'état d'origine s'engage à favoriser la réinsertion de ses émigrés, une part de leur salaire devrait leur être versée chez eux. Cette politique concertée de réception de main-d'œuvre aux fins de formation et de transferts financiers peut jouer un rôle-clé dans la création d'opportunités d'investissement et donc pour le développement.

La politique de développement avec les pays d'origine est absolument nécessaire : elle vise autant à rendre socialement acceptable le retour dans le pays d'origine, à légitimer des flux migratoires nécessaires et planifiés par des gouvernements responsables, qu'à créer les conditions d'intégration dans la citoyenneté française de ceux qui y aspirent et y ont droit.

La politique de développement avec les pays d'origine est absolument nécessaire : elle vise autant à rendre socialement acceptable le retour dans le pays d'origine, à légitimer des flux migratoires nécessaires et planifiés par des gouvernements responsables, qu'à créer les conditions d'intégration dans la citoyenneté française de ceux qui y aspirent et y ont droit.

Sami Nair est professeur de science politique à l'université Paris-VIII.

temps et notre énergie sans compter depuis des années pour apprendre et faire un des métiers les plus nobles et les plus utiles au monde : réparer ou tout au moins soulager les maux de l'homme.

Malgré notre haute qualification, notre mobilité, notre formation continue, nous sommes, nous internes, dans une inquiétude profonde

Malgré notre haute qualification, malgré notre mobilité, malgré notre formation continue, nous sommes dans une inquiétude profonde. Alors que les besoins médicaux et chirurgicaux existent de plus en plus, alors que l'État nous demandera une compétence de plus en plus grande et que la menace de procédure judiciaire sera de plus en plus présente, les propositions qui nous sont faites aujourd'hui vont à l'opposé de notre idéal. Il nous sera demandé, lorsque nous arriverons sur le marché du travail, de limiter notre activité afin, bien évidemment, que les dépenses de santé publique restent dans l'enveloppe qui a été décidée sans tenir compte des aménagements à réaliser.

Comment pourrait-on encore vouloir devenir médecin si, à l'arrivée, il n'est proposé qu'un contrat d'exercice fonctionnaire d'origine et de nos familles. Pour assurer notre formation, nous sommes déplacés de ville en ville et d'hôpital en hôpital tous les six mois. Aujourd'hui, nous sommes à Paris, ayant laissé femme et enfants à Angers, Montpellier, Nancy ou Nantes. Demain, nous retournerons dans notre ville de faculté comme chef de clinique puis nous nous installerons. Nous ne savons pas encore où. Quelque part en France, là où il y aura des possibilités d'exercer si elles existent toujours.

La formation continue, nous la pratiquons depuis toujours. Il n'y a pas d'années où nous ne sommes en séminaires pour nous mettre à niveau et intégrer les nouvelles données scientifiques. Nous savons manier la souris de notre ordinateur pour communiquer avec le monde scientifique et médical national et mondial. Le maniement d'une langue étrangère, en particulier l'anglais, est pour nous indispensable. Nous lisons et analysons tous les jours des revues scientifiques qui dans 95 % des cas sont écrites en anglais.

Ainsi, nous avons donné notre

cipes républicains et au maintien de l'indépendance de la presse. Dans de nombreuses commissions, au conseil supérieur des NMPP, au Conseil économique et social, dans les organisations professionnelles, elle a, toujours avec force, défendu les intérêts de l'écrit et sa place dans l'univers des médias.

Le Groupement se doit de rappeler aussi la part importante que La Dépêche du Midi, comme d'ailleurs tous ses confrères, a prise dans la formation démocratique de l'opinion publique ainsi que dans la constitution d'un vaste réseau de correspondants à travers la France, réseau essentiel pour une circulation libre et totale des nouvelles, et sans lequel les entreprises de communication écrite et audiovisuelle ne connaîtraient rien de ce qui se passe sur notre territoire. Une carrière exemplaire au service de la presse écrite ne saurait être tenue par de basses manœuvres et de fausses accusations, quelles qu'en soient les origines, privées, politiques ou médiatiques.

Jean Baudin
secrétaire général
du Groupement
des grands régionaux

Péril sur le système



مكتبة الأمل

Le Monde des INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

ville de  (Calais et Marne)
50 000 habitants,
à 30 km de Paris
et 10 min de Calais

recrute son
**DIRECTEUR DU
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE(H/F)**

Axe majeur de la politique municipale, le développement économique est un élément stratégique du développement urbain. La Ville s'est dotée d'une direction réunissant des compétences diverses et complémentaires.

A la tête de sept personnes, vous aurez à promouvoir les potentialités économiques de la Ville (commercialisation des Z.A.C., implantation d'activité en Zone Franche Urbaine, animation du Forum économique, création des structures intercommunales de développement économique, revitalisation du commerce de centre-ville et du commerce de proximité).

Sous l'autorité directe du Secrétaire Général, travaillant en étroite collaboration avec le développement urbain et le développement social, vous aurez à gérer au quotidien les relations avec l'ensemble des acteurs privés et institutionnels.

Appartenant à la fonction publique territoriale, vous disposez d'une solide expérience de management d'équipe, de conduite de projet, de mise en œuvre des plans de communication. Bénéficiant d'une formation économique supérieure, votre réussite reposera sur un sens rigoureux de l'organisation, une grande disponibilité, une ouverture d'esprit vous permettant d'assurer des relations partenariales avec le monde de l'entreprise et de vous intégrer parfaitement au sein d'une organisation transversale.

Merci d'adresser votre candidature et CV + photo à Monsieur le Député-Maire, Hôtel de Ville, BP 227, 77108 MEAUX cedex.

VILLE DE GRENOBLE (Isère)
recherche
Un Directeur d'Office du Tourisme
"4 étoiles"

Le Directeur d'Office du Tourisme est le responsable de l'ensemble des activités touristiques de la Ville de Grenoble. Il assure la gestion administrative, financière et technique de l'Office du Tourisme. Il est le représentant de la Ville de Grenoble auprès des partenaires touristiques et des collectivités locales. Il est responsable de la mise en œuvre des politiques touristiques de la Ville de Grenoble.

FORMATION

- Etudes supérieures, spécialisées dans le domaine du tourisme et expérience professionnelle.
- Anglais indispensable, italien apprécié.
- Connaissances dans les métiers de la montagne.

Forchette rémunération selon convention collective.

Candidatures :
Merci d'adresser curriculum vitae détaillé et lettre de motivation avant le 21 avril 1997 en précisant la référence au :
Secrétaire Général
Hôtel de Ville - BP 1064
11, boulevard Jean Pain - 38021 Grenoble Cedex 01

PUBLICITE DE CONCOURS


Les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes de Haute Provence et de la Haute Corse organisent le concours de :

REDACTEUR
spécialité "ADMINISTRATION GENERALE"
Alpes de Haute Provence : 20 postes
Haute Corse : 16 postes

Dates des épreuves écrites :
25 et 26 SEPTEMBRE 1997

Dossiers à retirer du 1er AVRIL au 31 MAI 1997 au plus tard aux adresses suivantes :

- CENTRE DE GESTION DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
31, rue Frédéric Mistral - 04130 VOLX
Tél. 04.92.70.13.02 / Fax : 04.92.70.13.01
- CENTRE DE GESTION DE LA HAUTE CORSE
1, rue Luc de Caubianca - 20200 BASTIA
Tél. 04.95.32.33.65 / Fax : 04.95.31.10.75

 **CONSEIL
REGIONAL
DE BOURGOGNE** recrute de toute urgence son :

**DIRECTEUR DU PLAN ET DE
L'AMENAGEMENT REGIONAL**


Fonctionnaire de catégorie A dynamique, de formation supérieure, si possible polyvalente, vous possédez une solide expérience dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'action régionale. Vous connaissez le monde de l'administration territoriale, vous êtes intéressé par son évolution et avez de réelles aptitudes à la négociation, à la communication et à la conduite d'une équipe.

Vous serez en charge :

- La Direction du plan et de l'aménagement régional. Vous animerez une équipe de 19 personnes réparties en quatre services (Infrastructures et transports, Aménagement du territoire, Agriculture et développement rural, Tourisme).
- Rattaché au Directeur Général des Services, vous exercerez sous son autorité une fonction d'animateur et de coordinateur de la planification régionale en prenant en considération la transversalité nécessaire des actions conduites dans les différents domaines d'intervention de la Région.

En liaison étroite avec l'ensemble des services de la Région, vous serez responsable de la mise en œuvre de la politique régionale de développement et d'aménagement du territoire. Vous serez également responsable de la mise en œuvre de la politique régionale de développement et d'aménagement du territoire.

Merci d'adresser votre candidature et CV avant le 11 avril 1997 à M. le Président du Conseil Régional, 11 mail Albert 1^{er}, 80 000 Amiens.


 **Rédacteur en chef,
responsable des éditions**
Mission communication réf. MC

Rédacteur en chef d'Agir en Picardie (trimestriel tiré à plus de 700 000 ex.), vous êtes responsable des éditions du Conseil Régional (ligne rédactionnelle, réalisation). Une expérience confirmée dans la presse écrite vous a familiarisé avec les techniques de management ainsi qu'avec la chaîne de fabrication.

Formé(e) à la PAO (XPress) et passionné(e) par les évolutions de la presse institutionnelle, vous êtes diplômé(e) d'une école de journalisme ou d'une filière universitaire équivalente. Etre titulaire de la fonction publique territoriale sera un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV avant le 11 avril à M. le Président du Conseil Régional, 11 mail Albert 1^{er}, 80 000 Amiens.

Gestionnaires et Financiers

 **recherche par
mutation ou
détachement
2 ATTACHÉS**

**Juriste, spécialiste des
marchés publics**
Direction des affaires juridiques réf. DAJ

Aux côtés du responsable du service «marchés», vous assurez la gestion des marchés publics (300 marchés traités en 1996, plus de 450 prévus en 1997). Par vos compétences juridiques et une expérience confirmée dans le domaine concerné (3 ans minimum), vous garantissez la pertinence des montages des différentes opérations, leur conformité au regard de la réglementation et de la législation en matière de marchés publics. Vous assurez également le conseil auprès des autres directions.

De formation supérieure en droit (DEA, DESS...), vous êtes initié à la bureautique.

Correspondant financier
Direction des finances réf. DF

Correspondant financier auprès de la direction de la formation professionnelle, vous conseillez techniquement les chargés de mission et le correspondant budgétaire, notamment dans la préparation et l'exécution d'un budget de 420 ME. Votre rôle consiste également à concevoir des outils permettant d'optimiser la gestion des finances régionales et le respect des procédures.

De formation supérieure (économie, droit, AES, gestion), vous maîtrisez parfaitement les finances publiques et les outils bureautiques sous environnement Windows. La connaissance du milieu de la formation continue et de l'apprentissage serait un plus apprécié.

Merci d'adresser votre candidature et CV + photo à Monsieur le Président du Conseil Régional, 11 mail Albert 1^{er}, 80 000 Amiens.

**syndicat intercommunal pour le schéma directeur
de l'agglomération rouen-elbeuf**
(66 communes - 500 000 habitants) recrute

**un ECONOMISTE -
URBANISTE**

qui aura en charge de concevoir et réaliser des études prospectives sur le développement économique et l'aménagement sur l'aire du Schéma Directeur.

Le profil :

- De formation supérieure (DESS Economie-Aménagement - diplôme d'ingénieur).
- Expérience significative dans le domaine du développement économique des collectivités locales et de la macro-économie.
- Connaissance du droit de l'urbanisme.

Poste à pourvoir immédiatement.
Pour tout renseignement : Line BONMARTEL - tél. : 02.35.52.68.44
Merci d'adresser une lettre de candidature, CV et photo avant le 10 avril 1997 à :

→ Monsieur le Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL
POUR LE SCHEMA DIRECTEUR DE L'AGGLOMERATION ROUEN-ELBEUF
32, rue de l'Avalasse - 76000 ROUEN

Pour tous renseignements concernant cette rubrique,
contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

هكذا من الأفضل

Le Monde

RETRAITE ET PRÉVOYANCE

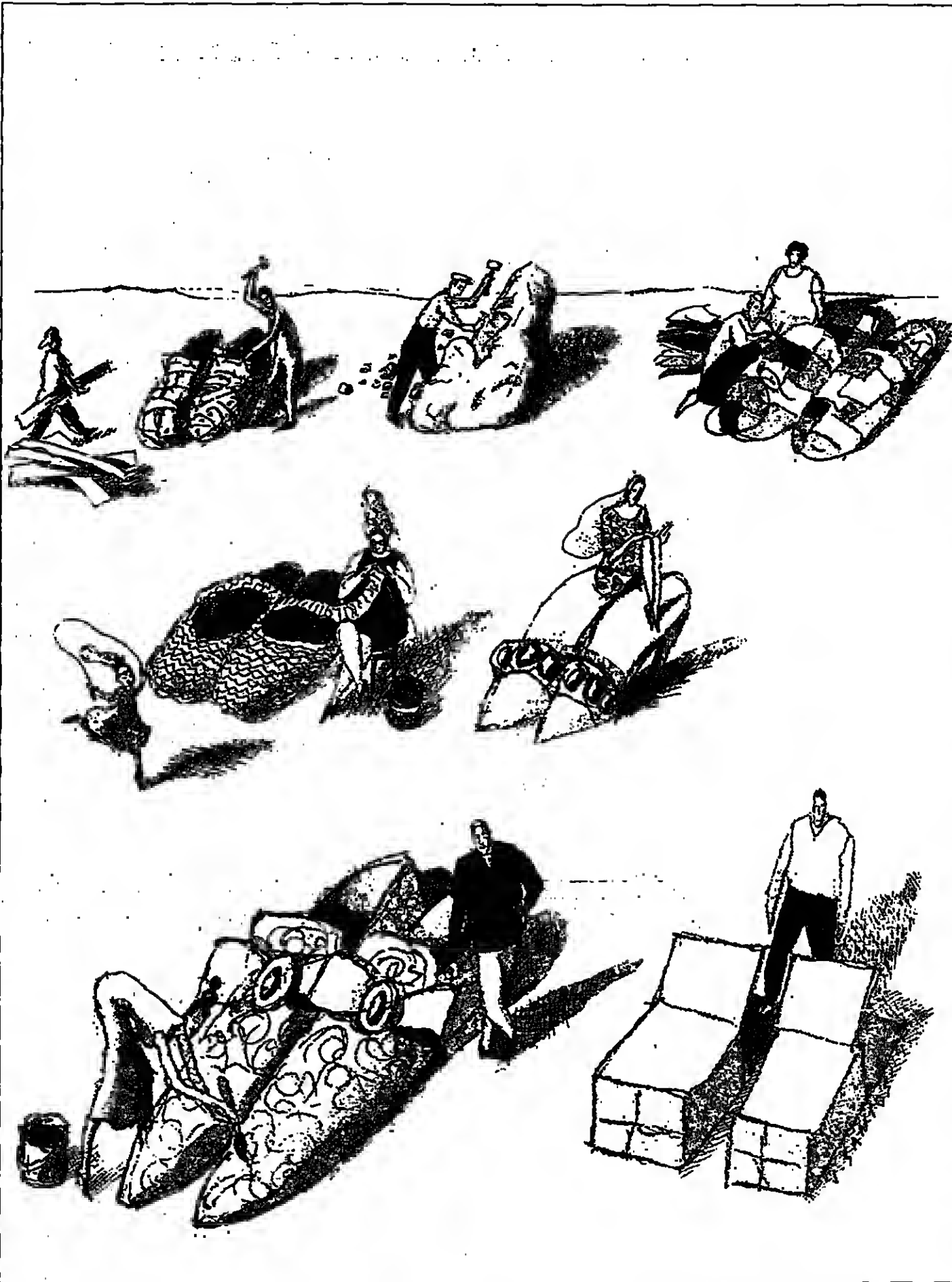
Un remède pas la panacée

L'ADOPTION définitive par le Parlement de la loi instaurant des plans d'épargne-retraite constitue un moment charnière de la longue histoire de la protection sociale française. Mis en place depuis de nombreuses années dans la plupart des pays développés, les fonds de pension ont longtemps fait, en France, figure d'Arlequin. Il est vrai que le système français de retraite par répartition est loin d'avoir démerité. Depuis le début des années 90, le régime de l'assurance-vieillesse et les deux principaux régimes complémentaires - l'Arco et l'Agirc - ont su s'adapter aux évolutions économiques et démographiques. Il n'en reste pas moins que les difficultés qu'ils rencontrent sont structurelles. Et ce sens, un troisième « pilier » au système de retraite est apparu nécessaire à la majorité parlementaire et, si l'on croit les sondages, utile à une grande partie des Français.

Ces fonds de pension constituent-ils pour autant la panacée ? Certainement pas. Si les entreprises se disent intéressées, elles restent, pour le moment, extrêmement prudentes, attendant la publication des décrets et la consultation de leurs syndicats pour ouvrir ce dossier. Certains employeurs et certains syndicats font remarquer que, en favorisant les salariés qui ont une carrière complète et des revenus relativement élevés et non ceux qui vivent dans une situation précaire et dont le ombre risque de s'accroître, ce nouvel outil va élargir la « fracture sociale ». Il ne règle pas non plus l'épineux problème - politique et économique - des régimes spéciaux de retraite, qui versent chaque année 230 milliards de francs de prestations-vieillesse, soit une masse équivalente au tiers du total des allocations servies par les régimes de retraite des salariés.

Par ailleurs, la création des fonds de pension ne constitue qu'un volet de la réforme de la protection sociale mise en œuvre depuis 1993. Or la « révolte » des internes des hôpitaux nous rappelle qu'elle est loin de faire l'unanimité. C'est parce que ces sujets sont au cœur de l'évolution de la société française que *Le Monde* s'est associé au Forum Prévoyance Entreprise organisé par le groupe Altédia les 2, 3 et 4 avril au Carrousel du Louvre, à Paris.

Frédéric Lemaître



« Les fonds de pension ne sont pas contraires à la solidarité »

Le plaidoyer de François Ewald, directeur des affaires publiques de la Fédération des sociétés d'assurances

LA « SOCIÉTÉ ASSURANTIELLE » ? C'est sous cette formule que François Ewald, directeur des affaires publiques de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), désigne une évolution profonde de la société depuis la fin du XIX^e siècle. Philosophe, ancien assistant de Michel Foucault au Collège de France, directeur de recherche au CNRS, il estime que l'adoption de la proposition de loi sur les plans d'épargne-retraite (PER) marque « une rupture de plusieurs titres ». Depuis 1945, « tous les risques sociaux liés à la personne relèvent d'institutions sociales publiques ou parapubliques, extérieures au marché », alors que « les risques de biens relèvent de l'assurance ».

La loi Thomas, qui porte désormais le nom du député (UDF, Vosges) qui a porté ce projet de PER, « met fin à ce Yalta ». Elle introduit aussi, selon lui, « un principe de réalité dans l'analyse du risque social » : les Français évaluent désormais le problème des retraites à sa juste dimension, y compris les électeurs de gauche, qui sont désormais majoritaires (58 %) à juger « souhaitable » un système d'épargne vo-

lontaire, selon un récent sondage de la Sofres pour la FFSA. De plus, estime M. Ewald, avec les fonds de pension, la retraite ne représente plus une charge pour l'économie, mais « un accélérateur ». Enfin - ce n'est pas le moindre de ses enseignements, selon lui -, cette réforme prouve que « l'on peut

de l'entreprise, le salarié pourra adhérer à un fonds d'épargne-retraite. Paradoxalement, « cela va renforcer le paritarisme », assure-t-il, les syndicats associés à la gestion des fonds étant alors contraints de gérer la demande des salariés - et même de l'exprimer en leur nom. « Cela va recréer de la demande sociale, af-

« Il faut maintenant imaginer le partage du risque indépendamment du salariat », même si l'« on ne reviendra pas sur la société assurantienne », car les risques se multiplient et ils changent de forme, voire d'échelle

réformer la société française sans craindre le grand soir ».

Mais un des points les plus importants réside, selon lui, dans le caractère facultatif des PER. Contrairement aux autres dispositifs de la protection sociale, les fonds de pension « affranchissent le salarié du tutelage de la représentation syndicale et paritaire », même s'il n'y a pas d'accord patronat-syndicats au sein

de l'entreprise. Loin de détruire le paritarisme, la réforme peut aider à sa régénération.

« Les fonds de pension sont compatibles avec la doctrine originelle de la solidarité, qui est de ne pas externaliser ses problèmes sur les autres », ajoute-t-il. Dans une approche très libérale, être solidaire c'est être responsable, c'est-à-dire ne pas être dépendant d'autrui. De ce point de

vue, l'épargne-retraite permet de ne pas reporter toute la charge à venir du financement des pensions sur les générations à venir. Un basculement est en train de s'opérer. Mais, « depuis la fin du XIX^e siècle, le contrat social s'est construit sur le partage du risque », estime M. Ewald. C'est pourquoi l'on a socialisé l'assurance.

Quand on avance dans le XX^e siècle, « dès qu'il y a un problème, on en fait un risque que l'on socialise » : 1898, avec la loi sur les accidents du travail, est une date capitale. 1910 marque la loi sur les retraites, 1930 la généralisation des assurances sociales aux salariés et 1945 les ordonnances sur la Sécurité sociale, qui devient un droit du citoyen. L'évolution de la prise en charge du risque ne fait alors que refléter la construction d'un certain modèle d'emploi. « Le grand enjeu, c'est de construire un statut du salarié », explique M. Ewald : le salarié échappe alors « une subordination contre une protection ».

Ces protections collectives commencent à marquer des signes de faiblesse : le délitement de la protection sociale

suit celle d'une certaine forme de travail : la montée de la précarité submerge le modèle keynésien (plein emploi, emploi à vie).

« Il faut maintenant imaginer le partage du risque indépendamment du salariat », estime François Ewald. Même si l'« on ne reviendra pas sur la société assurantienne », car les risques se multiplient et ils changent de forme, voire d'échelle. Au XIX^e et au XX^e siècles, « on a été obsédé par les accidents », note-t-il. En cette fin de XX^e siècle, c'est la catastrophe, le « risque sériel » que l'on redoute, illustré par le sang contaminé, la maladie de Creutzfeldt-Jakob, et plus récemment par l'amiante. Pendant le XX^e siècle, analyse M. Ewald, « il y avait un accord au sein de la société : le risque était acceptable à partir du moment où il était indemnisable ». Les temps ont changé, et « un rééquilibrage entre indemnisation et prévention » va s'opérer au profit de la seconde au cours du siècle prochain. Le mouvement est lancé. Il en veut pour preuve le fait qu'on parle moins de l'aléa thérapeutique (réparation d'une erreur médicale lourde indépendamment de sa cause) que de la

La protection sociale s'adapte

Le système classique de retraite est mis à mal dans le contexte démographique et social actuel. p. 18

Les syndicats opposés au tout-financier

Divisés sur la loi Thomas, les centrales aimeraient associer les organismes paritaires à la gestion des nouveaux produits. p. 18

Les entreprises restent prudentes

La loi sur les plans d'épargne-retraite ne suscite pas l'enthousiasme des patrons, qui attendent la publication des décrets pour discuter. p. 19

Une souscription à l'échelle de la famille

La où l'épargne classique ne suffit pas, un « fonds de solidarité familiale » pourrait prendre le relais. p. 19

Les critiques d'un sociologue

« Les parlementaires français n'ont pas tiré les conséquences des expériences étrangères », estime, dans un entretien, Emmanuel Reynaud. p. 20

Les Amériques sont déjà conquises

Après le Chili et l'Argentine, le Mexique adoptera l'épargne-retraite en juillet. p. 20

Une concurrence nouvelle pour l'assurance-vie

La forme de placement préférée des Français est menacée par les fonds d'épargne-retraite. p. 21

Jean-Michel Bezat

هكذا من العمل

L'inévitable évolution de la protection sociale

La loi sur les plans d'épargne-retraite marque une étape décisive de l'adaptation du système de retraite, mis à mal par le vieillissement de la population et la hausse du chômage

Les dépenses consacrées à la protection sociale n'ont cessé de progresser depuis la création du système mis en place en 1945. L'évolution démographique, qui a conduit à un vieillissement de la population, et la

progression du chômage ont entraîné un déséquilibre structurel entre cotisants - de moins en moins nombreux - et bénéficiaires des prestations - en nombre croissant. Face à cette évolution et aux inquié-

tudes qui en découlent, des systèmes de prévoyance individuelle ont vu le jour, en témoignent le succès de l'assurance-vie. Dans ce contexte, la loi sur les plans d'épargne-retraite (PER), adoptée définitivement par

le Parlement le 20 février, marque une étape importante dans l'évolution du système de retraite français, même si certains experts ne lui prédisent pas un avenir flamboyant, du moins à court terme.

Les syndicats veulent éviter une gestion purement financière

LE MOT est du président de la République : la protection sociale est devenue une pièce essentielle du « patrimoine » national. Les injures du temps ont, certes, mis à mal ce système fondé sur la solidarité entre jeunes et personnes âgées, malades et bien-portants, salariés et chômeurs, célibataires et familles nombreuses. Il ne s'en est pas moins développé régulièrement depuis 1945 au point de représenter, fin 1995, avec ses 2 414 milliards de francs, plus d'un tiers en moyenne (36 %) du revenu disponible brut des ménages et 31,5 % de la richesse nationale créée cette année-là.

Dans un monde où le besoin d'assurance ressent par les individus progresse en même temps que la précarité et l'incertitude du lendemain, l'effort de la collectivité, financé aux deux tiers (65,6 % en 1995) par des cotisations assises sur les revenus du travail, ne s'est jamais relâché, comme en témoignent les dernières statistiques du ministère des affaires sociales (*Les Comptes de la protection sociale, 1990-1995*, La Documentation française).

PROGRESSION DES DÉPENSES

Entre 1990 et 1995, les dépenses ont progressé de plus de 6 % par an, puis de 2,9 % en 1994 et de 4 % en 1995, soit beaucoup plus que le produit intérieur brut. Par grands « risques », la progression a été contrastée, mais, qu'il s'agisse de la santé (759 milliards en 1995), des aides aux familles (350 milliards), de la politique de l'emploi (163 milliards) ou du RMI, le rythme de progression de ces dépenses est resté soutenu. Les recettes n'ont pas suivi les dépenses. Si les mutations économiques de ces dernières an-



Les dépenses en faveur des retraités représentent le premier poste du budget de la protection sociale, loin devant la santé et le chômage. Il est vrai que les cotisations de retraite assurent les revenus de 11 millions de personnes.

nées n'ont pas entamé les capacités d'intervention de l'État-providence - amortissant la crise, selon les uns, accentuant le ralentissement économique pour les autres -, cette intervention s'est faite en partie à crédit. À partir de 1992, les comptes de la protection sociale (tous régimes confondus) se sont dégradés pour afficher, fin 1996, un déficit cumulé de plus de 300 milliards de francs. Cette dette a obligé le gouvernement de M. Juppé à créer, début 1996, une Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), chargée de prendre en charge cet énorme passif.

Mais, dans l'ensemble de ces dépenses sociales, la part des régimes de retraite obligatoires et des préretraites (979 milliards de francs en

1995) reste prépondérante. Leurs dépenses ont augmenté de 5 % en moyenne depuis 1990, et de 7,3 % pour les seules caisses complémentaires. Le régime général des salariés

et les deux grands régimes complémentaires - l'Arrco pour l'ensemble des salariés et l'Agirc pour les cadres - traversent la période la plus difficile de leur histoire. N'en déplaise à ceux qui affirment que ces régimes par répartition n'ont pas su s'adapter, les réformes entreprises depuis 1993 montrent que les salariés ont consenti des efforts considérables qui pèsent lourdement sur le niveau des pensions futures : « réforme Balladur » d'août 1993 allongeant la durée de cotisation et modifiant le mode de calcul des pensions dans un sens moins favorable ; renchérissement de l'achat des points dans les régimes complémentaires, etc.

De tous les risques - outre le chômage, bien sûr -, c'est la retraite qui est perçue avec le plus d'inquiétude par les Français, pourtant attachés au système par répartition. Neuf salariés sur dix se disent « inquiets », à des degrés divers, sur le montant des pensions dans les dix à quinze ans qui viennent, indique un sondage réalisé en février 1997 par la Sofres pour le compte de la Fédération française des sociétés d'assurances.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la prévoyance individuelle se soit développée, comme en témoigne l'envoie de l'assurance-vie au cours de ces dix dernières années (2 400 milliards de francs d'encours actuellement) et le gonflement du taux d'épargne des ménages ces dernières années.

L'adhésion de principe au fonds de pension, sous réserve d'inventaire, traduit la même inquiétude. Si les sympathisants de droite sont très majoritairement favorables à un système d'épargne volontaire en vue de la retraite (83 %), les salariés plus enclins à voter à gauche y sont favorables à 58 % (contre 39 %), révèle le même sondage. Adoptée définitivement par le Parlement le 20 février, validée par le Conseil constitutionnel le 21 mars, la proposition de loi sur les plans d'épargne-retraite (PER) marque donc une étape importante dans l'évolution du système de retraite. Même si certains experts ne lui prédisent pas un avenir flamboyant, du moins à court terme.

Jean-Michel Bezat

Le PER, un système « à la française »

LA LOI THOMAS sur les plans d'épargne-retraite (PER), qui crée un troisième étage de retraite par capitalisation, complète le système par répartition. Facultatif, il s'adresse aux quatorze millions de salariés du privé. Ces PER seront créés après accord patronal-syndicats dans une entreprise ou une branche professionnelle. Faute d'accord après six mois de négociations, le chef d'entreprise pourra pro-

poser directement aux salariés de cotiser à un plan. En l'absence de proposition de son employeur un an après l'entrée en vigueur de la loi, un salarié pourra adhérer à un fonds existant.

L'employeur pourra abonder le PER en versant jusqu'à quatre fois les sommes cotisées par le salarié. Il sera exonéré de cotisations sociales sur ses versements jusqu'à 85 % du plafond de la Sécurité sociale (soit 140 000 francs par an). Le salarié pourra, lui, déduire ses cotisations de son revenu imposable dans la limite de 5 % de son revenu brut ou de 20 % du plafond de la « Sécurité » (soit 33 000 francs par an). Il aura aussi le droit de transférer ses droits d'un plan à un autre, une fois au cours de sa vie, et après un délai minimum de dix ans. Ces plans « ne peuvent s'engager à servir des pres-

tations définies », précise la loi (par exemple un certain pourcentage du dernier salaire). À la retraite, le salarié touchera une rente viagère, calculée sur la base de ses versements et des performances financières du fonds où il aura cotisé.

La rente sera soumise à l'impôt sur le revenu et pourra être reversée après son décès à son conjoint ou bien à ses enfants mineurs ou invalides. Toutefois, le souscripteur devra prendre une contre-assurance décès s'il veut qu'un descendant en ligne directe puisse avoir droit à son PER si lui-même meurt avant la retraite. Le retraité aura la possibilité de récupérer jusqu'à 20 % des sommes versées sous forme de capital plafonné à 75 % du plafond de la Sécurité sociale (soit 123 000 francs).

J.-M.B.

Les avantages des régimes spéciaux

Les régimes de retraite des salariés en 1993			
Régime	Salaires bruts liquidables moyen hors primes en francs	Taux de retraite moyen	Donnée de référence (francs/an)
EDF-GDF	1 200 000	85 %	138
BANQUE DE FRANCE	1 200 000	90 %	140
RATP	1 200 000	72 %	144
EX-PTT	1 200 000	87 %	140
FONCTIONNAIRES	1 200 000	80 %	136
SNCF	1 200 000	78 %	137
OUVRIERS DE L'ÉTAT	1 200 000	64 %	128
MARINS	1 200 000	66 %	119
SALARIÉS DU PRIVÉ	1 200 000	47 %	97
CNRA	1 200 000	65 %	118
MINEURS	1 200 000	30 %	96
SALARIÉS AGRICOLES	14 997	16 %	40

LES RÉGIMES SPÉCIAUX de retraite constituent, en France, un sujet politiquement explosif et jusqu'ici économiquement mal connu. D'où l'intérêt de l'ouvrage *Le Financement des systèmes de retraite spéciaux : une approche internationale* que Stéphane Hamayon et Michel Rouquès viennent de publier aux éditions Aspe. Comme le montrent les graphiques, les pensions versées par les régimes spéciaux sont souvent supérieures à celles du privé. Ces différences s'expliquent par divers facteurs. Contrairement aux fonctionnaires, de nombreux retraités du privé ont eu une carrière incomplète, ce qui pèse bien évidemment sur leur retraite. Mais à ces différences structurelles s'en ajoutent d'autres : les conditions d'attribution des pensions sont plus avantageuses dans le secteur public en raison d'un âge de départ à la retraite parfois plus précoce. Enfin,

notent les auteurs, les pensions de réversion versées par les régimes spéciaux sont accordées sans condition d'âge ni de ressources. Conclusion : « au fil du temps, la réforme des retraites, qui touche essentiellement les salariés du secteur privé, va se traduire par une amplification des écarts entre les rentes attribuées par les régimes de droit commun et les pensions allouées par le régime des fonctionnaires ».

Alors que la dégradation des rapports démographiques va se traduire par un allongement des charges de retraite des régimes spéciaux, la deuxième partie de l'ouvrage montre que les autres pays européens ont résolu le problème en mettant en place des régimes de droit commun pour les nouveaux salariés. En échange, les États ont accepté de verser une aide substantielle pour le maintien des droits acquis des anciens cotisants.

La revue *Social actualité* du mois de mars 1997 fait le point sur le positionnement de la CFDT. La centrale tient d'abord à rappeler que les fonds de pension créés ne règlent en rien l'avenir des retraités et qu'ils ne vont pas non plus dynamiser l'économie. « Les PER n'accroissent pas l'épargne, ils la déplacent », précise-t-elle. Le point jugé le plus négatif est le caractère facultatif de ces PER. « Dans un système facultatif, seuls les salariés les plus élevés y adhéreront », estime La CFDT.

La CFDT demande « un système d'épargne à finalités multiples » (pour l'acquisition d'une habitation, un projet de formation, les études des enfants, un congé sabbatique...). Si les salariés disposent d'une capacité d'épargne, la CFDT propose de « l'organiser au niveau de la branche », afin de ne pas exclure les salariés des PME-PMI. Face à l'assaut des compagnies d'assurances, mutuelles et institutions de prévoyance qui vont proposer des PER, la CFDT conseille à ses administrateurs de ne pas se détourner de leur vocation première, qui est d'assurer la pérennité des régimes complémentaires de répartition (Arrco, Agirc). Ensuite, estimant qu'il serait grave d'« assister à la multiplication d'institutions gestionnaires », la CFDT incite « les caisses [de retraite] à se regrouper, à s'associer pour proposer aux populations qui pourraient être intéressées un produit commun, coassuré, pourquoi pas entre elles ? ».

À la CFE-CGC, on réfléchit aussi sur « un produit labélisable » qui pourrait être distribué par les caisses de retraite. Dans le cadre des négociations qui doivent s'ouvrir dans les entreprises, la centrale des cadres compte obtenir, de la part des entrepreneurs ou des directeurs, « des systèmes collectifs obligatoires », afin d'éliminer les risques de discrimination entre salariés.

Alain Beuve-Méry

Retraite, Prévoyance, Mutualité, Épargne



Participation, intéressement, plans d'épargne d'entreprise, PEP, indemnités de fin de carrière, contrats collectifs de retraite à cotisations ou à prestations définies, depuis 30 ans le Groupe Médéric répond aux attentes des entreprises et de leurs salariés.



Avec EXPAR, fonds collectif patrimonial de retraite supplémentaire, le Groupe Médéric innove encore. Régime par capitalisation, EXPAR permet aux entreprises de compléter la couverture retraite d'une partie ou de la totalité de leurs salariés, en alliant souplesse, performance et sécurité.

GROUPÉ MÉDÉRIC

L'AVENIR AVEC CONFIANCE

MÉDÉRIC PRÉVOYANCE • MÉDÉRIC ASSURANCES

29/31, rue Médéric - 75832 PARIS cedex 17 - Tél. : 01 40 33 34 56 - Fax : 01 43 80 86 31

مكتبة الأمل

Les entreprises restent prudentes face à l'épargne-retraite

La plupart semblent se satisfaire des PEE

Réclamée par les entreprises, la loi sur les plans d'épargne-retraite, dite loi Thomas, ne semble pas, pour l'instant, susciter un grand enthousiasme sur le

terrain. La plupart des directions attendent la publication des décrets pour se prononcer et ouvrir d'éventuelles négociations.

LES ENTREPRISES vont-elles se précipiter pour créer un plan d'épargne-retraite (PER) ? Si l'est évidemment trop tôt pour répondre de manière définitive, cinq semaines après l'adoption définitive de la loi et plusieurs mois avant la publication des décrets, la prudence semble l'emporter sur l'enthousiasme. « Nous étudions le dossier. Il est trop tôt pour répondre », expliquent les dirigeants de L'Oréal, de la Générale des eaux, des Ciments français.

D'autres sont plus directs : « C'est un produit qui correspond à une demande des assurés », observe, laconiquement, Robert Pistre, directeur général adjoint de Saint-Gobain. Le groupe est ravi de son plan d'épargne-retraite instauré il y a dix ans. « Nous allons mettre en place un plan d'épargne-retraite car un certain nombre de cadres nous le demandent, mais nous continuerons de réserver l'abandonnement au plan d'épargne-retraite placé en actions Saint-Gobain », précise-t-il.

L'EXEMPLE RHÔNE-POULENC

Réflexion similaire à la Lyonnaise des eaux. Si Jean-Marie Pujol, directeur à la direction des ressources humaines, juge le PER « intéressant pour les PME », la Lyonnaise des eaux n'entend pas revenir sur les deux systèmes existant dans l'entreprise : le régime par capitalisation mis en place en 1988, qui est alimenté par des versements de la seule direction et les plans d'épargne-retraite des différentes sociétés du groupe dont les fonds sont versés dans un fonds commun de placement placé en actions de la Lyonnaise des eaux. « Le PER est un bon outil, mais il ne comporte pas de dispositif tel qu'il nous incite à remettre en cause ce que l'on a aujourd'hui », estime Jean-Marie Pujol. Ce spécialiste remarque par ailleurs que « les calculs montrent que, pour un franc de retraite par an, il faut avoir cotisé environ 20 francs. Pour avoir une retraite intéressante au moment de la retraite, il faut avoir effectué des versements importants durant une longue période, ce qui est difficile à envisager dans la conjoncture de l'emploi actuelle ».

L'attitude de Rhône-Poulenc est révélatrice : cette entreprise vient, après neuf mois de négociations, de signer un accord important sur l'intéressement et le plan d'épargne-retraite qui fait l'impasse sur les fonds de pension. Actuellement, Rhône-Poulenc dispose d'un inté-

ressement calculé sur les résultats du groupe et d'un intéressement par société défini en fonction de « facteurs de progrès ». Cet argent peut être placé dans un plan d'épargne d'entreprise abondé à 145 % (avec un plafond) et investi en actions Rhône-Poulenc.

En 1997, au titre de cet intéressement groupe, chaque salarié a perçu environ 3 300 francs, une somme que l'abandonnement porte à 8 000 francs. Or la direction souhaitait décentraliser l'intéressement, favoriser une épargne long terme diversifiée et hiérarchiser l'abandonnement en fonction du salaire. Au terme de neuf mois de négociations, l'accord prévoit la disparition de l'intéressement groupe mais également la garantie que chaque salarié ne pourra percevoir, au titre de l'accord d'intéressement négocié dans sa société, une somme inférieure à ce qu'aurait représenté l'intéressement groupe. Celui-ci restera calculé durant trois ans. Si le PER est maintenu, l'entreprise crée un fonds commun de placement qui ne sera pas investi qu'en actions Rhône-Poulenc mais qui sera abondé à 300 %, dans la limite de 1 800 francs versés par le salarié et 145 % au-delà, dans la limite du plafond de la Sécurité sociale. Les fonds placés dans ce FCP seront bloqués durant huit ans (contre cinq ans pour le PER).

Pourquoi Rhône-Poulenc n'a-t-il pas pris en compte la loi Thomas ? Si Maurice Gadrey, directeur des relations sociales, explique que les négociations ont dû commencer dès 1996 parce que l'accord d'intéressement venait à échéance, il admet qu'« il faut être vigilant avec la culture profonde d'une entreprise. Les salariés sont habitués au plan d'épargne-retraite et il faut reconnaître que cet outil présente de nombreux avantages », commente-t-il.

Raymond Soubie, président d'Altévia, spécialiste de ces questions et organisateur d'un forum sur ce thème début avril, observe que « les entreprises qui disposent d'un PER en sont satisfaites car les déductions fiscales sont conséquentes et peuvent être placées en actions de la société. Les entreprises vont-elles choisir de créer ou d'abandonner un plan d'épargne-retraite plutôt que le PER ? Elles seront d'autant plus portées à le faire que les salariés le leur demandent ».

A ce sujet, les syndicats risquent de devoir gérer une contradiction. D'un côté, ils n'ont pas porté de jugements très positifs sur la loi Thomas. De l'autre, il n'ont pas intérêt à

Le fonds de solidarité familiale, une formule originale de prévoyance

Un projet misant sur les liens parentaux pourrait offrir une solution de rechange aux mécanismes d'épargne classiques devenus insuffisants dans un contexte économique difficile

s'y opposer dans les entreprises.

André Thomas, actuaire et conseiller national du président de la Fédération nationale du bâtiment, estime « avoir rarement vu une loi aussi importante être étudiée avec aussi peu de technicité. Ni le calendrier ni les relations entre les branches et les entreprises ne nous paraissent claires. Pourra-t-il y avoir des accords d'entreprise dérogatoires à un éventuel accord de branche ? ».

D'autres s'insurgent contre le fait même d'imposer des négociations. « C'est absurde. Nous sommes tout à fait favorables à l'instauration d'un fonds d'épargne-retraite comme le prévoit la loi, mais nous n'avons pas d'instance de négociation au niveau du groupe et nous envisageons difficilement de négocier le même PER dans nos dizaines de sociétés. Même un accord de branche ne nous satisfait pas car nous dépendons de sept champs d'activité différents », remarque la direction d'un grand groupe industriel.

Même attendue, la loi aura visiblement du mal à s'imposer.

Frédéric Lemaître

QUAND les solidarités collectives manifestent des signes d'essoufflement, les solidarités de proximité reprennent de la vigueur. La famille reste le premier lieu où s'exerce cette solidarité (argent, services), dont des études de plus en plus fouillées commencent à mesurer l'importance. Partant de cette analyse, un groupe de réflexion soutenu par Banque directe (groupe Paribas), où figure notamment Pierre Guillea, président d'honneur de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), vient de rendre public un projet de « fonds de solidarité familiale ».

Les membres d'une même famille, sur la base du volontariat, peuvent affecter des sommes d'argent de façon définitive à un fonds familial, d'une durée de vie illimitée, par une souscription initiale, puis par des versements et des cotisations annuels. L'objectif de ce fonds, dont l'actif de départ doit être d'au moins 50 000 francs, est de permettre à ses souscripteurs de faire face à certains aléas de la vie. Au moment de sa consti-

tution, les adhérents définissent les aléas de la vie qui peuvent donner droit, pour l'un d'eux, au versement d'une aide : perte d'emploi, invalidité, dépendance des personnes âgées, complément de retraite, scolarité d'un enfant en cas de chômage des parents, etc.

C'est le gérant, désigné par les souscripteurs et révocable par eux (au sein des tribunaux), qui juge du bien-fondé de l'attribution d'une aide à tel ou tel membre de la famille. Elle ne peut pas, en l'état actuel du projet, dépasser l'équivalent d'un SMIC pendant douze mois (60 000 francs). Les actifs du fonds sont gérés par des banques ou des compagnies d'assurances, mais « conformément au comportement de "bon père de famille" », précisent les promoteurs du projet, qui ont demandé aux pouvoirs publics que les sommes versées et les revenus générés par ces fonds soient exonérés d'impôt.

« Le fonds de solidarité familiale répond à une demande implicite et virtuelle considérable, à la mesure des réseaux de solidarité que le chômage a suscités dans les profon-

deurs de la société française », analyse Armand Braun, président de la Société internationale de caissiers de syndicat, qui cooçait des projets innovants.

« Nous avons affaire à une profonde modification des anticipations des Français : beaucoup de personnes pensent qu'elles ne pourront plus, pour faire face à leurs responsabilités familiales, compter sur une épargne générée par leur travail et sont donc à la recherche de nouveaux dispositifs ».

Ce projet de fonds de solidarité familiale a reçu un accueil très favorable du président de la République, le 10 octobre 1996, lors du congrès des Aînés ruraux. A l'occasion de la dernière conférence de la famille, réunie le 17 mars à Matignol, Alain Juppé a annoncé la mise à l'étude de ce projet. Ses promoteurs souhaitent que le Parlement s'en saisisse prochainement, et le Sénat pourrait élaborer une proposition de loi qui introduirait un élément original dans le système français de prévoyance.

J.-M. B.

AXA Patrimoine

3 profils qui correspondent au votre

AXA Patrimoine est une gamme de trois Fonds Communs de Placement performants* pour gérer votre patrimoine selon vos objectifs de gestion. Vous pouvez choisir entre la Sécurité, l'Équilibre et la Vitalité.

En choisissant les FCP AXA Patrimoine :

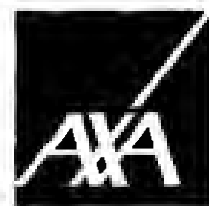
- vous profitez de la puissance et de l'expertise du 1^{er} gestionnaire d'actifs au monde (Groupe AXA-UAP)
- vous bénéficiez d'une allocation d'actifs dynamique réalisée par les gestionnaires d'AXA
- vous êtes libérés de tous soucis de gestion avec un risque maîtrisé
- vous choisissez une gestion en franchise d'impôt, les arbitrages réalisés au sein des FCP n'ayant pas d'incidences fiscales
- vous bénéficiez d'un conseil et d'un service privilégié

Pour souscrire dès aujourd'hui ou

obtenir plus de renseignements :

Téléphone : 01 40 75 73 90

Télécopie : 01 40 75 73 18



ASSET MANAGEMENT

Allez-y nous nous engageons

*Source Micropal au 31/12/1996 sur un an : AXA Patrimoine Vitalité + 15,5%, AXA Patrimoine Équilibre + 15%, AXA Patrimoine Sécurité + 4%.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part une documentation sur Axa Patrimoine

Nom Prénom

Adresse

Code Postal

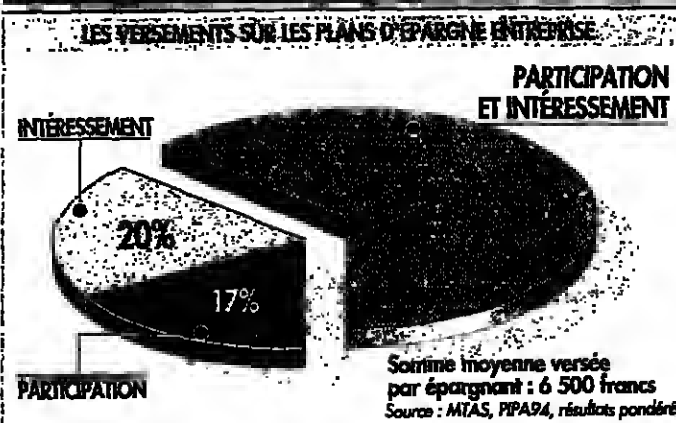
Tél. Dom.

Tél. Bur.

A compléter et renvoyer à Axa Asset Management, Service des Placements, 16, avenue Matignon, 75008 Paris.

Les versements demeurent modestes

9 milliards de francs versés



LES PLANS d'épargne-retraite peuvent-ils espérer drainer une épargne importante ? Si les montants élevés de l'assurance-vie font rêver certains, les sommes drainées par l'épargne salariale invitent à plus de modestie. Fin 1993, près de 9 800 entreprises employant 2,5 millions de salariés étaient couvertes par un accord d'intéressement. Au total, elles ne représentent que 15,1 % des salariés concernés. Même si ce chiffre peut paraître modeste, l'intéressement versé au titre de 1993 s'élève à près de 8 milliards de francs.

A cette même date, 15 000 entreprises employant 4,5 millions de salariés étaient couvertes par un accord de participation. Elles

représentent 1,7 % des entreprises et occupent 27,2 % des salariés potentiellement concernés par le dispositif. Au total, la participation des salariés s'est élevée à 16 milliards de francs.

Largement issus de ces deux dispositifs, les plans d'épargne-retraite concernaient en 1993, plus de 5 700 entreprises, employant 2,5 millions de salariés et représentant près de 30 % des salariés couverts par un accord d'intéressement ou par la participation. Sur ces 2,5 millions de salariés, près de 1,4 million ont effectivement placé de l'argent sur leur PEE. Selon le ministère du travail, le versement moyen par épargnant s'est élevé à 6 500 francs, ce qui représente 2,6 % de la masse salariale.

هكذا من الأهل

Emmanuel Reynaud, sociologue à l'Institut de recherches économiques et sociales « Les parlementaires français n'ont pas tiré les conséquences des expériences étrangères »

Dans un entretien au Monde, Emmanuel Reynaud, sociologue à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), critique la loi Thomas, qui vise à créer

les plans d'épargne-retraite. Selon lui, le système des exonérations de cotisation dont vont bénéficier les entreprises risque de pénaliser le système de retraite

par répartition. Globalement, Emmanuel Reynaud reproche à la loi Thomas de n'avoir pas assez pris en compte les intérêts des bénéficiaires.

« Que pensez-vous de la loi créant les plans d'épargne-retraite ?

— Elle passe à côté des problèmes que pose la retraite en France. Même si le débat a duré cinq ou six ans, il a surtout été centré autour des fournisseurs de produits de retraite, c'est-à-dire des banques et assureurs. C'est ainsi que la question de la sortie en rente ou en capital n'a jamais été abordée du point de vue des bénéficiaires ni de la cohésion de l'ensemble du système.

— Néanmoins, personne ne nie plus que les régimes obligatoires par répartition sont menacés.

— Les régimes par répartition font face à une évolution économique et démographique qui les oblige à s'adapter. Ils ne sont pas menacés, mais le rendement à venir de ces régimes sera moins favorable qu'il ne l'a été. Quel que soit le mode de financement, la perspective de verser des retraites de plus en plus longues alors que la durée de cotisation est de plus en plus courte pose un problème d'équilibre.

— Quels problèmes pose la loi ?

— Premier point : l'exonération de l'abandonnement de l'employeur est fondamentale. La logique de l'exonération est telle qu'on en arrive à une logique de subvention. Comme la protection sociale en France est financée par des cotisations sociales, exonérer un revenu salarial de cotisations revient à priver les dispositifs financés par les cotisations de sommes équivalentes. Les exemples étrangers montrent que la capitalisation s'adresse à des populations réduites : les plus favorisées par rapport au marché du travail. Alors que l'on s'achemine vers des carrières flexibles et une augmentation de la précarité, la collectivité va subventionner les salariés qui ont le moins besoin des pouvoirs publics pour prendre en charge leur retraite. En revanche, un des problèmes que vont devoir affronter les salariés est la précarité accrue et le passage de plus en plus fréquent d'une entreprise à l'autre. Or ces salariés, comme ceux qui occupent un emploi dit atypique, sont mieux couverts par le régime général ou par la répartition que par des fonds de pension, qui n'impliquent aucune solidarité.

— Est-il impossible d'associer capitalisation et solidarité ?

— Non, pas du tout. Prenez les régimes de la fonction publique

comme le CREF ou la Préfon. Il y a une certaine forme de solidarité entre les participants puisque la pension n'est pas seulement fonction du rendement des placements sur les marchés financiers. Il y a un pot commun entre les participants, quels que soient leur âge, leur revenu ou le type d'emploi qu'ils exercent. Quand un système instaure une certaine solidarité, le fonds est investi sur les marchés financiers, mais le niveau de la retraite dépend non seulement des rendements des placements, mais aussi des caractéristiques du régime et des choix des gestionnaires. Par exemple, lors du krach financier d'octobre 1987, certains systèmes avaient mis en place des mécanismes pour lisser ces accidents de parcours.

La loi reporte le risque sur le salarié, car les régimes mis en place ne sont pas à prestations définies

— Quelles leçons tirer des fonds de pension étrangers ?

— Que les parlementaires, à la différence des assureurs, ne savent pas ce qui se passe au-delà de nos frontières. Contrairement à ce que l'on croit, les régimes de base sont des régimes par répartition dans tous les pays développés. Dans la plupart des pays industrialisés, même les États-Unis, la majorité des pensions sont payées en répartition. Deuxième point : historiquement, la plupart des régimes sont à prestations définies. En Grande-Bretagne, les pensions, qui sont souvent des régimes d'entreprise, représentent un sixième du dernier salaire par année d'affiliation. C'est cette formule qui détermine le niveau des pensions, et non les marchés financiers. Comme le complément est versé par l'employeur, c'est lui qui assume la prise de risque sur les marchés. Dans les années 70, les entreprises ont dû verser des milliards de livres pour équilibrer leur régime. Cela n'a plus été nécessaire dans les années 80 et 90. Il est intéressant de noter que les syndicats britanniques ne considèrent pas les régimes à prestations définies comme des

fonds de pension et qu'ils s'opposent à les transformer en régimes à cotisations définies pour ne pas dépendre de la Bourse.

— En France, la loi reporte le risque sur le salarié, car les régimes mis en place ne sont pas à prestations définies. Il se fera peut-être « gruger » par le gestionnaire du fonds, soit parce qu'il prendra une commission importante ou soit parce qu'il sera un mauvais gestionnaire, soit surtout parce que sa pension dépendra du rendement des placements en direct, alors que ce n'est pas le cas au Royaume-Uni. Dans le monde, les régimes à prestations définies sont prépondérants, mais, depuis dix ans, les régimes à cotisations définies progressent, ce qui indique que le risque est reporté sur les salariés.

— Y a-t-il d'autres distinctions entre les fonds de pension que la cotisation ou la prestation définie ?

— Bien entendu. Prenez le cas du Royaume-Uni ou des Pays-Bas. Ces deux pays ont choisi des options différentes. Au Royaume-Uni, la solidarité est réduite aux salariés stables des entreprises qui ont un fonds de pension. Une des raisons de la richesse des fonds de pension britanniques vient des licenciements massifs opérés par l'industrie dans les années 80. Les salariés licenciés avaient des droits non indexés sur l'inflation. Ainsi, un salarié de trente-cinq ans licencié après dix ans d'ancienneté touchera à soixante-cinq ans, un système de son dernier salaire, quelle que soit l'inflation durant les trente années qui se sont écoulées. Le *Financial Times* estime que ce système constitue une des principales « arnaques » commises par les entreprises britanniques.

— Aux Pays-Bas, les fonds de pension sont des régimes de branche dont la logique est proche de celle des conventions collectives étendues à la française. Les régimes couvrent tous les salariés d'une branche et sont gérés paritaires, alors qu'en Grande-Bretagne les syndicats n'ont jamais obtenu de s'engager dans des conseils de surveillance.

— En France, quelle peut être la motivation d'un employeur à créer un fonds de pension ?

— Il peut le faire pour stabiliser la main-d'œuvre. C'est donc une logique de gestion du personnel. Toute la difficulté de pays comme la France ou l'Italie vient de ce qu'ils sont pris à contre-pied par

la situation peu favorable du marché du travail. D'où la nécessité de subventionner ces systèmes. Autre raison : le changement des rapports de force entre les actionnaires et le management. Depuis 1994, les fonds de pension américains sont obligés d'exercer leurs droits de vote à l'étranger. Le patronat français a ressenti cette intrusion étrangère comme une menace à l'égard des participations croisées et espère pouvoir contrebalancer leur pouvoir grâce aux fonds de pension.

— Le troisième argument, celui des capitaux propres, est un faux argument, car les entreprises françaises se financent peu sur les marchés financiers, contrairement à leurs concurrents britanniques.

— Est-il vrai qu'un placement en actions est, à long terme, plus rentable ?

— Dans les régimes à cotisations définies, il faut distinguer deux périodes : celle de la constitution de l'épargne et celle de sa restitution. Au cours de la première, on accumule un stock. Au cours de la seconde, on vend ce stock pour réaliser des actifs. La loi Thomas a institué un seuil maximal d'obligations qu'un fonds peut détenir. C'est absurde. Si vous avez entre vingt et trente ans, cela vaut la peine d'avoir 100 % d'actions. Avec l'âge, il faut au contraire voir des actifs de moins en moins volatils. Pour la première période, on ne peut pas prendre le cours des actions comme la seule référence, car il faut imaginer un portefeuille diversifié. Au cours de la période de restitution, il faut acheter une rente viagère pour transformer votre stock en revenu. Or cela est indexé en obligations. On ne peut donc pas calculer la rentabilité d'un régime par capitalisation uniquement par le cours des actions.

— J'ajoute qu'en Grande-Bretagne certains spécialistes s'inquiètent, car les portefeuilles des fonds de pension ont une nature équivalente, quelle que soit la maturité du fonds. C'est bien entendu la compétition entre les performances des gestionnaires qui explique que la répartition des actifs n'est pas corrélée à la maturité du fonds. En France, le discours libéral cache une réalité plus complexe, puisque les gestionnaires ne pourront être changés qu'au bout de cinq ans.

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

Les fonds de pension se généralisent sur le continent américain

Le Mexique inaugurera la formule cet été

A PARTIR du 1^{er} juillet, tous les travailleurs mexicains auront obligatoirement un compte d'épargne-retraite particulier et pourront choisir le fonds de pension privé de leur choix. Une aubaine pour les dix-sept compagnies privées mexicaines ayant reçu l'agrément gouvernemental, qui se battent pour conquérir une part des 5 milliards de dollars appartenant aux onze millions de salariés mexicains à avoir cotisé au système de retraite public. Le montant des sommes gérées devrait s'élever à 25 milliards de dollars d'ici à l'an 2000.

La première année, les compagnies de retraite devront investir dans des obligations émises par les banques ou l'Etat, garantissant une rémunération supérieure à l'inflation. Dans un second temps seulement, elles pourront demander l'autorisation de créer de nouveaux fonds, investis en actions et obligations privées mexicaines, sans garantie de rendement.

DÉMARCHAGE À DOMICILE

Comme il n'existe donc pas de différence fondamentale entre les produits, les compagnies ont un recours massif à la publicité ainsi qu'au démarchage à domicile ou dans les entreprises. Les compagnies, selon l'agence Bloomberg, font du porte-à-porte dans des quartiers où les banques ne se sont jamais établies pour expliquer des concepts financiers à des travailleurs qui n'ont jamais possédé de compte-chèque.

Le Mexique suit le modèle chilien, qui a introduit des fonds de pension privés gérant actuellement 30 milliards de dollars. Les actifs sont composés pour 42 % d'obligations d'Etat, 30 % sont investis dans les entreprises chiliennes et 25 % dans des établissements financiers. Les Argentins ont pour leur part 5,3 milliards de dollars, dont 48 % en obligations d'Etat, 19 % en actions et 14 % en dépôts à terme.

La part que les fonds de pension doivent consacrer aux actions est l'objet d'un débat : d'un côté, les actions sont les produits les plus rentables à long terme et sont donc à conseiller aux jeunes épargnants. De l'autre, les obligations, notamment d'Etat, garantissent un capital, sont moins soumises aux aléas des marchés financiers. Dans leur réglementation, les Etats souhaitent protéger les futurs retraités et veulent aussi favoriser leur propre économie, en faisant financer par les retraités leurs déficits publics et les entreprises nationales, prospérant bien souvent les

actions et obligations étrangères sous prétexte qu'elles font courir un risque de change excessif.

Les Américains, de façon évidente, choisissent actuellement la performance. Actuellement, 60 % des fonds sont investis en actions, contre 45 % seulement en 1990. Les salariés américains ont cependant droit à deux retraites, une première équivalente à un certain pourcentage du dernier salaire, une seconde qui dépend de la performance de l'épargne-retraite constituée par le salarié. « Les salariés ont une retraite de base qui leur permet de toucher environ 50 % de leur dernier salaire », indique-t-on par exemple chez Gillette.

L'EXEMPLE GILLETTE

S'y ajoute un plan d'épargne-retraite, sur lequel les salariés peuvent verser jusqu'à 15 % de leur salaire. Ces sommes peuvent être placées librement sur douze fonds gérés par Fidelity, dont un est constitué exclusivement d'actions Gillette. La firme de Boston abonde les versements des salariés de 50 %, dans certaines limites, mais en versant exclusivement des actions Gillette.

« Les ouvriers qui partent à la retraite actuellement doublent leur dernier salaire. Ils touchent 50 % en retraite, et l'épargne constituée sur un plan leur permet de toucher deux ou trois fois leur retraite », précise l'entreprise. Explication : les salariés ont, selon la direction, investi 75 % de leur épargne en actions Gillette, lesquelles ont été multipliées par douze depuis dix ans. « Nous avons fait trois fois mieux que le Dow Jones », se réjouit-on dans l'entreprise.

C'est toutefois un risque du système. Les salariés ont tendance à investir une part de plus en plus importante de leur retraite en actions de leur propre compagnie et ne sont pas tenus de respecter la règle prudentielle imposée aux fonds d'investissement traditionnels qui n'ont pas le droit d'investir plus de 10 % de leurs actifs sur une seule société. Selon l'agence Bloomberg citant le département du travail américain, des entreprises comme Tele-Communications Inc., Archer Daniels Midland Co. ou Huntington Bancshares Inc. ont plus de 96 % de leur fonds de pension investis dans leur propre entreprise. L'épargne accumulée s'envolerait en fumée si par malheur l'entreprise venait à faire faillite.

Arnaud Leparmentier (avec l'agence Bloomberg)

Les retraités sans retraite de Texaco

NEW YORK

de notre correspondant

Pour Richard Lundwall, la vie a été particulièrement ingrate ces derniers temps. Ses déboires ont commencé par un banal *downsizing*, comme l'industrie américaine en connaît tant depuis quelques années. Cette fois, c'était son tour : coordinateur des services du personnel au département financier de Texaco, au siège social de la compagnie pétrolière, dans l'Etat de New York, on lui annonça, la veille de Noël 1995, sans autre forme de cérémonie, qu'à cinquante-cinq ans et après trente ans de bons et loyaux services et de vacances sacrifiées, sa carrière se terminerait six mois plus tard. En attendant, on lui trouverait un bureau au département des relations publiques.

Comment une société peut-elle sanctionner des gens qui ne travaillent plus pour elle ? En supprimant la seule forme de revenus ou de prestations qu'elle continue à leur fournir

Un malheur ne venant jamais seul, une insuffisance rénale le contraignit à se faire opérer d'urgence. C'est alors, racontera-t-il plus tard au *New York Times*, qu'en ruminant son amertume et en rêvant de vengeance, il se souvint qu'il possédait, quelque part dans un tiroir, l'enregistrement sur cassette audio de réunions de travail auxquelles il avait participé en 1994. Selon lui, la cassette pourrait intéresser la justice. L'affaire devait coûter, des mois plus tard,

176 millions de dollars à Texaco. Mais, d'une certaine manière, elle coûta encore plus cher à Richard Lundwall, qui la paya de sa retraite.

Texaco était alors poursuivie pour discrimination raciale par plusieurs employés noirs. Dans la cassette, plusieurs responsables de la société évoquaient ce problème, et deux d'entre eux se laissaient aller à des propos racistes. Deux autres, dont M. Lundwall, proposaient de détruire des documents potentiellement embarrassants pour la compagnie s'ils étaient saisis par la justice. Après de longues hésitations, Richard Lundwall remit la cassette aux avocats des plaignants en octobre 1996.

Transmise aux médias par les avocats, la cassette fit l'effet d'une bombe et poussa Texaco à négocier un règlement à l'amiable avec ses employés noirs. Sous la pression, Texaco suspendit l'un des participants à la réunion et en licencia un autre. Les deux cadres restants, Richard Lundwall et Robert Ulrich, étaient, depuis, partis à la retraite. Comment une société peut-elle sanctionner des gens qui ne travaillent plus pour elle ? En supprimant la seule forme de revenus ou de prestations qu'elle continue à leur fournir : leur pension et leur assurance-maladie.

Aux Etats-Unis, c'est possible puisque, dans le cas de M. Lundwall et Ulrich, c'était Texaco qui finançait leur retraite et leur assurance-maladie : Richard Lundwall se retrouva donc non seulement poursuivi, lui aussi, pour obstruction de la justice (pour avoir proposé de détruire des documents) mais définitivement privé de la majeure partie de sa retraite — le maximum que Texaco pouvait légalement lui retirer — et contraint de se reposer sur l'assurance-maladie de sa femme. En liberté provisoire, il risque un maximum de dix ans de prison. « Est-ce que je pense que c'est injuste ? Evidemment ! », s'est-il écrié, jeudi 20 mars, lors d'une comparution devant le tribunal. Il plaide non coupable.

Sylvie Kauffmann

Pour une protection collective efficace...

Pour vous, salariés, plus de sécurité !
Pour votre entreprise, plus d'efficacité !
Spécialiste de la protection collective, **UNIVERS MUTUALITE**, la Mutuelle "Entreprises" du Groupe Unl Mutualité, développe des solutions innovantes en parfaite harmonie avec vos intérêts propres et ceux de votre entreprise.

Nos contrats associent Santé - Prévoyance - Retraite complémentaire. Choisir **UNIVERS MUTUALITE**, c'est pour votre entreprise des coûts minimisés ; et pour vous l'assurance d'une couverture optimisée vous offrant l'accès à de nombreux services :
— tiers payant mutualiste, télétransmission des décomptes Sécurité Sociale entre votre caisse de Sécurité Sociale et votre Mutuelle,
— accès aux centres de soins mutualisés...

RENDEZ-VOUS AU STAND N°1 DU "FORUM PREVOYANCE ENTREPRISES"

Esprit et gestion mutualistes, solutions résolument sur mesure...
Avec **UNIVERS MUTUALITE**, vous êtes assurés de bénéficier d'une protection collective efficace.
Contactez dès aujourd'hui votre Conseiller **UNIVERS MUTUALITE** pour une étude personnalisée au : 01 49 95 77 29
22, rue d'Aumale - 75439 Paris cedex 09

UNIVERS MUTUALITE
LES EXPERTS CONSEILS ENTREPRISES
SANTÉ - PREVOYANCE - RETRAITE

هكذا من الأهل

L'assurance-vie voit poindre la concurrence de l'épargne-retraite

Cette forme de placement reste, de loin, la préférée des Français pour le long terme. Mais son succès est menacé par la baisse des rendements et la création des fonds de pension

Après plus de dix années de croissance euphorique, l'assurance-vie se porte toujours bien (+10 % de croissance globale en 1996), mais commence à donner quelques signes d'essoufflement. L'année der-

nière a, notamment, été marquée par un recul sensible de l'ouverture de nouveaux contrats. Si l'assurance-vie reste sans conteste le placement à long terme préféré des Français, son succès est affecté à la

fois par la baisse des rendements obligataires, une certaine saturation des épargnants, les menaces sur les avantages fiscaux et la création de fonds de pension. En

érosion lente, mais constante (il devrait s'établir en 1996 autour de 6,6 % net), le rendement de l'assurance-vie demeure largement supérieur à l'inflation mais perd de sa force d'attraction. Enfin, même si la plupart des assureurs se veulent se-

reins, rien ne permet d'affirmer que les fonds de pension n'entameront pas une part non négligeable du marché de la retraite par capitalisation, jusqu'alors quasi-monopole de l'assurance-vie.

yeux, plutôt un complément qu'un substitut à l'assurance-vie, rien ne permet d'affirmer que les fonds de pension n'entameront pas, à terme, une part non négligeable du marché de la retraite par capitalisation jusqu'alors quasi-monopole de l'assurance-vie.

AVEC PLUS de 471 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1996, soit une progression de 10 % par rapport à l'année précédente, l'assurance-vie semble toujours avoir le vent en poupe. Mais les apparences sont parfois trompeuses. Cette croissance globale masque en réalité une évolution contrastée du marché qui pousse à s'interroger sur l'état de santé réel de ce placement fétiche des Français, menacé, qu'on le veuille ou non, par la création des fonds de pen-

des transferts de fonds consécutifs à la baisse générale des taux - plus particulièrement à celle du livret A - ainsi qu'au durcissement de la fiscalité des sicy de capitalisation. Mais cet effet conjoncturel s'est rapidement estompé, laissant affleurer une réalité beaucoup moins rose : la baisse réelle de 30 %, sur l'ensemble de l'année, du nombre de nouveaux contrats ouverts.

Certes, cette décline doit être relativisée et apparaît avant tout comme la conséquence purement mécanique d'un double phéno-

mène. D'une part, l'allongement de la durée fiscale des contrats de six à huit ans décidé en 1990, repousse l'échéance d'un certain nombre d'entre eux à l'horizon de 1998. Ce qui constitue un important manque à gagner au niveau des nouvelles souscriptions, dans la mesure où une partie non négligeable des sommes capitalisées sur des supports arrivant à terme sont réinvesties sur de nouveaux contrats.

Par ailleurs, l'annonce, en 1995, de la suppression de la réduction fiscale à l'entrée pour la plupart des contrats, exception faite des formules à primes périodiques, a eu pour effet un gonflement sans précédent de l'achat de ce type de contrats, qui s'est traduit sur l'ensemble de l'année par une récolte aussi exceptionnelle que temporaire (6,1 millions de nouvelles souscriptions au total, dont la moitié de primes périodiques, contre 5,5 millions en 1994).

Cependant, cette baisse reflète également une évolution structurelle de fond. « Incontestablement, après plusieurs années de rattrapage, l'assurance-vie a atteint un palier et entre dans une phase de maturité », constate Hélène Milhiet, responsable de la stratégie à la CNP (Caisse nationale de prévoyance), l'un des principaux acteurs du marché à travers les réseaux des caisses d'épargne, de la Poste et du Trésor. Désormais, la progression ne sera plus à deux chiffres, mais devrait plutôt s'établir autour d'une moyenne de 5 % à 6 % par an. Ebranlée par les diverses menaces fiscales qui n'ont plané sur elle l'an dernier et par la suppression progressive de la réduction d'impôt à l'entrée (25 % des versements annuels dans la limite de 4 000 francs plus 1 000 francs par enfant à charge) dont bénéficiaient encore, jusqu'en septembre 1996, de nombreux contrats, l'assurance-vie jouit toujours auprès des épargnants de sa réputation, justifiée, d'ailleurs, d'ailleurs, d'ailleurs.

sion et la baisse des rendements obligataires.

L'année 1996 a été marquée par une exceptionnelle croissance au premier semestre (+22 %), puis par une décélération sensible au cours des six derniers mois. Le second semestre se traduit globalement par une légère progression de 0,5 %, mais, au quatrième trimestre, la baisse de 10 % a été brutale, même si elle se compare à un quatrième trimestre 1995 particulièrement dynamique, comme le souligne la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA).

Cette évolution heurtée tient, pour l'essentiel, aux mouvements massifs d'épargne enregistrés au début de l'année dernière sur des contrats déjà existants. L'assurance-vie, comme les plans d'épargne-logement d'ailleurs, et, dans une moindre mesure, les plans d'épargne populaire, a largement bénéficié en début d'année

pour ce faire, elles disposent, dans la plupart des cas, d'un compartiment francs souvent majoritaire (55 % des engagements globaux des multisupports sont en francs, contre 35 % de valeurs mobilières et 10 % d'immobilier) permettant de se replier en cas de perturbation des marchés financiers.

PILOTAGE AUTOMATIQUE Mieux, la plupart des sociétés qui commercialisent ces produits proposent des formules de pilotage automatique. Le contractant détermine, au départ, un profil de gestion (« sécurité », « équilibre », « dynamique »), puis laisse ensuite carte blanche au gestionnaire, qui est censé assurer les arbitrages nécessaires afin de limiter le risque. « Il faut préserver l'assurance-vie en l'actualisant par un toilettage opportun. En particulier en encourageant le déplacement d'une partie des encours gérés vers la Bourse », affirmait récemment Gérard Athias, président de l'AFER (Association française d'épargne et de retraite). L'avenir de l'assurance-vie, en ces temps de baisse du marché obligataire, se trouve sans doute du côté des multisupports.

Les contrats multisupports gagnent encore du terrain

ENCORE TRÈS MARGINAUX il y a quelques années, les contrats multisupports, favorisés par le dynamisme de la Bourse, connaissent depuis quelque temps un succès qui ne se dément pas. Avec une collecte nouvelle de près de 70 milliards de francs en 1996, en progression de 60 % par rapport à l'année précédente, ces formules ont représenté, l'an dernier, 20 % des adhésions nouvelles.

Certes, les contrats en francs, plus de 80 % du marché en termes de stock, restent largement majoritaires. Assortis d'un rendement minimum garanti (75 % du TME, taux moyen des emprunts d'Etat, pour les contrats de huit ans, et 60 % de ce même TME pour les contrats de plus de huit ans) auquel s'ajoute, chaque année, la participation aux bénéfices, ces contrats demeurent, dans l'esprit de la plupart des souscripteurs, synonymes de sécurité. Mais leurs rendements baissent.

Les contrats multisupports sont plus risqués car, comme leur nom l'indique, ils sont investis sur différents marchés boursiers et évoluent en fonction de leurs rendements. En pratique, les nouvelles générations de multisupports cherchent à jouer sur les deux tableaux, rendements et sécurité. Et,

support à ce jour ne permet à la fois une gestion d'actifs en suspension d'impôts pendant huit ans, tout en se transformant, au-delà de cette période de détention obligatoire, en l'équivalent d'un compte à vue rémunéré défiscalisé et exonéré de droits de succession », souligne Thierry Chovelon, gestionnaire de patrimoine chez Indosuez.

Avec ses 2 550 milliards de francs d'encours (près du quart de l'épargne financière des Français), l'assurance-vie apparaît surtout, aujourd'hui, comme le produit d'épargne de long terme le mieux connu (45 % des ménages déclarent un contrat de ce type) et le mieux diffusé. La part de marché des réseaux bancaires coïncide avec la part des nouveaux contrats avoisine maintenant les 70 %, et l'activité de la bancassurance dans ce secteur a encore progressé l'an dernier de 17 % (les caisses d'épargne enregistrant à elles seules 30 % de croissance, et l'ensemble des réseaux de la CNP, 20 %). « Ceux qui parlent de saturation du marché vont un peu vite en besogne, remarque en souriant un

assureur. Mais il est indéniable que la donne change. » Loin de s'effondrer, la forteresse assurance-vie ne s'en fissure pas moins. Trois failles principales méritent tout particulièrement l'attention.

Désormais, la progression du marché devrait s'établir autour d'une moyenne de 5 % à 6 % par an

Les rendements, tout d'abord. En érosion lente, mais constante (ils perdent un demi-point par an en moyenne depuis 1994 et devraient s'établir, en 1996, autour de 6,6 % net), les résultats de l'assurance-vie demeurent toujours largement supérieurs à l'inflation (ils dégagent environ 5 % de plus), mais perdent de leur force d'attraction. D'où la tentation, pour certaines compagnies, de doper leurs résultats et de prendre quelques libertés avec les règles en matière de risques. Certains assureurs prennent des engagements en matière de performances qu'ils ne pourront tenir qu'en se fragilisant financièrement et en bafoyant les règles de prudence de la profession qui les obligent à respecter une marge de solvabilité minimale (calculée à partir des fonds propres rapportés aux engagements vis-à-vis de l'assuré) de 4 % pour les contrats en francs (1 % pour les multisupports). « On a tendance à faire passer l'avantage fiscal de ce produit avant toutes les autres règles, notamment civiles », souligne Jean-Philippe Mabru, avocat du Cabinet Francis Lefebvre, spécialiste du droit du patrimoine. Or l'utilisation parfois abusive de l'assurance-vie comme outil de transmission commence à irriter sérieusement notaires et tribunaux civils, et cela pourrait bien un jour lui être fatal.

Laurence Delain

EPARGNE-RETRAITE

Aux interrogations actuelles sur les retraites, l'AFER apporte depuis plus de 20 ans des réponses chiffrées :

6,84 % NET

Taux de rémunération du Fonds Afer en francs en 1996, soit plus de 5 points au-dessus de l'inflation

529 282 adhérents

ont choisi l'AFER au 31 décembre 1996

112,7 milliards de francs d'épargne gérée

au 31 décembre 1996 dans le Fonds Afer

7,1 milliards de francs de bénéfice

répartis entre les adhérents en 1996

Pour recevoir gratuitement un dossier d'information détaillé sur le Compte à Versements et Retraits Libres de l'AFER, renvoyez dès aujourd'hui le Bon ci-contre ou appelez le :

APPEL GRATUIT
N° Vert 0 800 400 249

afer

DÉLÉGATION RÉGIONALE

Merci d'adresser le Bon ci-contre à :
SINAIFER - 87, rue Saint-Lazare, 75431 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris : 01 53 20 21 50
SINAIFER SNC - Courtage d'assurance au capital de 250 000 F - R.C.S. PARIS B 339 881 310

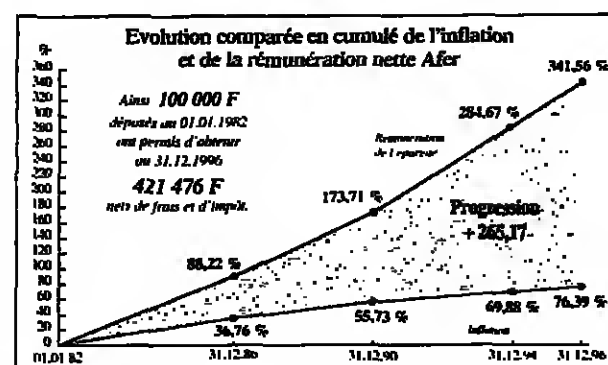
L. D.

L'AFER a de nouveau enregistré en 1996 (l'année de ses 20 ans) une importante croissance, tant en ce qui concerne le nombre de ses adhérents que le montant de l'épargne nouvelle. Une telle continuité dans le succès démontre que la formule de l'AFER répond parfaitement aux besoins des épargnants.

Les atouts de l'AFER sont maintenant bien connus :

- Transparence de la gestion et sincérité des taux annoncés, qui sont le reflet des bénéfices financiers distribués à 100 % aux adhérents.
 - Liberté totale des retraits et des versements.
 - Sécurité d'un "effet de cliques" qui assure la progression de votre placement sans aucun risque de régression, pour le fonds Afer en francs.
 - Sécurité apportée par la puissance des compagnies Abcille-Vie* (Commercial Union) et Société d'Épargne Viagère* (Suez) qui gèrent les fonds confiés, sous le contrôle des représentants de l'association.
- Enfin, le Compte AFER bénéficie des avantages fiscaux de l'assurance-vie : exonération des droits de succession et de l'imposition sur les plus-values, dans la plupart des cas.

* Entreprises régies par le Code des Assurances



BON pour un DOSSIER D'INFORMATION GRATUIT

à renvoyer à : SINAIFER
87, rue Saint-Lazare, 75431 PARIS CEDEX 09

Veuillez m'adresser sans aucun engagement de ma part votre Dossier d'Information gratuit sur le Compte à Versements et Retraits Libres de l'AFER.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : N° _____ Rue _____
Ville : _____
Tél. professionnel : _____ Tél. domicile : _____

Conformément à la loi sur l'assurance et l'assurance-vie, vous pouvez demander à l'AFER, sans aucun engagement de votre part, de vous adresser un dossier d'information gratuit sur le Compte à Versements et Retraits Libres de l'AFER.

مكتبة الدليل

INFORMATIQUE Larry Ellison, le PDG de l'éditeur américain de logiciels Oracle, a entrepris de réunir un groupe d'investisseurs avec lequel il envisage de prendre le

contrôle du constructeur d'ordinateurs personnels Apple, évalué à 2,3 milliards de dollars. ● CE BALLOON D'ESSAI ne peut que faire réfléchir les actionnaires d'Apple, dont le

puissant fonds de retraite Calpers, irrités par la situation financière et la gestion du constructeur. ● LA DIRECTION d'Apple sera totalement renouvelée si M. Ellison prend le

contrôle du constructeur. Il envisage de placer Steve Jobs, le cofondateur d'Apple, au conseil d'administration. ● LA REPRISE d'Apple permettrait à M. Ellison de constituer un

pôle capable de contrebalancer l'hégémonie de Microsoft sur les ordinateurs personnels. ● PLUSIEURS OFFRES de rachat d'Apple ont été rejetées ces dernières années.

Le patron d'Oracle veut racheter Apple pour contrer Microsoft

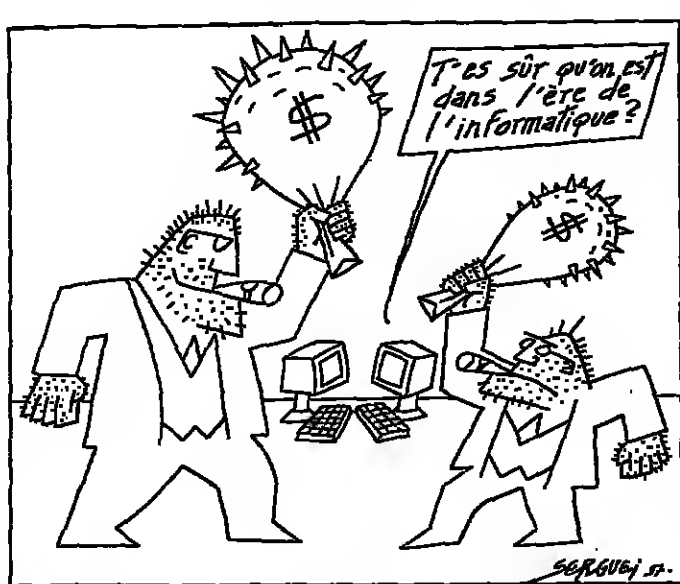
Larry Ellison, PDG de la société américaine de logiciels, veut réunir un groupe d'investisseurs pour reprendre le constructeur de micro-ordinateurs. Apple, qui s'attend à une chute de 20 % de ses ventes cette année, vient d'annoncer la suppression d'un tiers de ses effectifs

LA JOURNÉE du 1^{er} avril promet d'être chaude pour la direction d'Apple. Ce jour-là, face aux investisseurs institutionnels présents à son capital, dont le très puissant fonds de retraite californien Calpers, elle devra se livrer à une séance d'explications sur les piètres performances du constructeur informatique américain.

L'exercice n'aura rien d'aisé. Il le sera d'autant moins que ces investisseurs institutionnels auront tous à l'esprit la proposition que vient de formuler Larry Ellison, le PDG de l'éditeur américain de logiciels Oracle : ce dernier a affirmé qu'il est en train de réunir autour de lui un groupe d'investisseurs avec lequel il envisage de prendre le contrôle d'Apple.

Certes, M. Ellison, qui affirme agir à titre personnel et non au nom de la compagnie qu'il dirige, a souligné qu'il n'a pas encore décidé s'il allait effectivement lancer cette offre de rachat. « Je prendrai une décision dans quelques semaines », a-t-il déclaré au journal californien *San Jose Mercury News*, qui a fait sa « une » sur cette information jeudi 27 mars.

Mais les chiffres avancés par M. Ellison ne peuvent que faire réfléchir les actionnaires d'Apple, qui, au cours des trois derniers mois, ont vu l'action du groupe plonger de 26 % à environ 16 dollars. Le conseil d'administration d'Apple vient d'être classé par le



magazine *Fortune* comme l'un des vingt-cinq plus mauvais des Etats-Unis, Calpers plaçant, quant à lui, la firme de Cupertino parmi les dix groupes les moins rentables dans lesquels il a investi.

MOMENT-CLÉ Qualifiant lui-même sa proposition de « ballon d'essai auprès des actionnaires majoritaires » d'Apple, M. Ellison indique qu'il souhaite racheter les parts du constructeur au cours officiel, en payant 60 % des titres en liquide

et 40 % avec des actions du nouvel Apple qu'il contrôlerait. Apple, dont le cours a progressé jeudi 27 mars de 11 %, à 18 dollars, vaut aujourd'hui 2,3 milliards de dollars.

« Je pense qu'Apple peut être sauvé. Je pense qu'Apple doit être sauvé », assure M. Ellison, qui a déjà été tenté par un rapprochement entre Oracle et Apple mais a dû y renoncer : les actionnaires de son entreprise s'y sont opposés. Sa proposition intervient en tout état de cause à un moment-clé, la

situation d'Apple s'étant encore dégradée. Le fabricant des ordinateurs personnels Macintosh, qui avait donné l'impression de se redresser à l'automne dernier, a vu ses ventes reculer et ses comptes redevenir déficitaires pendant le trimestre achevé le 31 décembre 1996 (120 millions de dollars de pertes nettes). L'entreprise a déjà prévu que le trimestre en cours serait financièrement désastreux et que ses ventes chuteraient à 7,5 milliards de dollars cette année (exercice clos fin septembre 1997), contre 9,3 milliards de dollars un an plus tôt. Elle vient d'annoncer de nouvelles suppressions d'emplois (4 100 sur 13 000), ainsi que l'abandon d'activités considérées comme non essentielles.

MANQUE D'EXPERIENCE La direction d'Apple, et tout particulièrement le PDG, Gilbert Amelio, sont très critiqués. Calpers a récemment estimé que le manque d'expérience de l'équipe dirigeante dans l'informatique « désavantage sérieusement » Apple.

M. Ellison ne cache pas que, s'il prend le contrôle du constructeur, il changera la totalité de sa direction. Il envisage de placer Steve Jobs, le cofondateur d'Apple, dont il est très proche, au conseil d'administration. M. Jobs est revenu chez Apple - à temps partiel - au début de l'année en tant que conseiller de M. Amelio. Ce retour

a fait suite au rachat de sa société, Next, et de son logiciel d'exploitation par Apple.

S'il lui reconnaît des capacités financières - ses parts dans Oracle sont évaluées à plus de 6 milliards de dollars - et si certains d'entre eux soulignent que le moment ne serait pas mal choisi pour acheter Apple, car M. Amelio a déjà fait le « sale boulot », les

cialisés dans les logiciels gérant des bases de données, s'est en effet donné pour objectif de tenter de remettre en cause la suprématie de Microsoft, le numéro un mondial. Or Apple et son système d'exploitation constituent la seule alternative actuelle aux logiciels de la firme de Bill Gates.

M. Ellison a d'ailleurs indiqué au *San Jose Mercury News* que, s'il

L'Etat va ramener à 17 % sa part dans Bull

L'Etat français va ramener de 30,3 % à environ 17 % sa part dans le capital du constructeur informatique Bull, privatisé le 19 février. L'Etat se situera ainsi à peu près au même niveau que les trois autres principaux actionnaires, France Télécom, le japonais NEC et l'américain Motorola. L'opération prendra la forme d'une vente en Bourse. Elle aura lieu « dans les délais les plus courts » selon Bull, qui évoque la mi-avril.

Le gouvernement se refuse à toute indication sur le calendrier. Bull a renoué avec les bénéfices qu'en 1995, après 20 milliards de francs de pertes en cinq ans. L'Etat, qui a apporté 7 milliards au constructeur, pourrait récupérer au moins 400 millions de francs. Bull compte demander son passage du marché au comptant à celui du règlement mensuel à la Bourse de Paris. Le groupe envisage aussi de troquer le nom de Compagnie des Machines Bull pour celui de Bull Systems and Services d'ici à fin 2000.

analystes semblent malgré tout rester dubitatifs sur l'initiative de M. Ellison.

Même si M. Ellison affirme officiellement agir indépendamment de sa propre entreprise, le rachat d'Apple aurait cependant un lien évident avec Oracle. Sans la bourse de son PDG, l'éditeur, spé-

repreneur Apple, il souhaiterait promouvoir un Macintosh dépollu et non marché, à 750 dollars, conçu pour fonctionner en réseau selon le principe du Network Computer (NC, ou ordinateur de réseau), autour duquel il a réussi à réunir quelques grands noms de l'informatique, dont IBM.

L'objectif, avec ce concept de NC, est de déplacer l'intelligence « des ordinateurs personnels vers les serveurs », ces ordinateurs qui gèrent les réseaux et dans lesquels les logiciels de gestion de bases de données - ceux d'Oracle - particulièrement - jouent un rôle central. Avec Apple et ses machines, Oracle renforcerait son poids.

Reste maintenant à connaître la réaction des actionnaires d'Apple. Calpers a d'ores et déjà souligné qu'il étudiera la proposition de M. Ellison. Plusieurs offres ont été rejetées par le passé : celle d'IBM en 1995 et celle d'un autre constructeur américain d'ordinateurs, Sun, début 1996.

Le prix proposé par Sun (35 dollars par action) n'avait alors pas convaincu. Compte tenu de l'évolution de la compagnie et de leur irritation, grandissante, la position des actionnaires d'Apple ne sera peut-être, cette fois, plus aussi radicale.

Pascal Galinier et Virginie Malingre

Philippe Le Cœur

Citroën dans l'incertitude de « l'après-Calvet »

UN AN après le départ de Jean-Yves Helmer, alors numéro deux du groupe PSA, un autre cadre dirigeant s'apprête à quitter le constructeur automobile. Paul-Marie Chavanne, directeur général adjoint d'Automobiles Citroën, rejoindra à la mi-avril Stratifacrom pour y prendre la direction générale aux côtés d'Henri Lachmann. Cet inspecteur des finances de quarante-cinq ans n'aura passé que quatre ans au sein de PSA. Recruté en 1992 par Jacques Calvet, président du directoire du groupe, M. Chavanne semblait alors promis à un bel avenir. Directeur général adjoint de PSA pendant deux ans, il avait rejoint Citroën en 1994 pour y prendre la responsabilité des ressources humaines, des finances et de la production.

Dans cette entreprise à la forte culture, il n'a pas réussi à s'imposer aux deux autres DGA, Claude Satinet, chez Citroën depuis vingt-quatre ans, et Luc Epron, venu de Peugeot. Ambitieux, il a trouvé chez Stratifacrom la perspective de devenir enfin numéro un. M. Lachmann, ex-délicatessen avec ses actionnaires, était justement en

quête d'un bras droit susceptible de lui succéder. Dans les six prochains mois, Citroën va donc successivement perdre son vice-président, Xavier Rarcher, qui doit partir à la retraite le 2 avril, un de ses trois DGA et surtout son président, Jacques Calvet, qui doit lui-même prendre sa retraite de PSA au plus tard en septembre. Cette série de départs risque de plonger à nouveau Citroën dans l'incertitude sur son avenir.

UNE MARQUE D'APPOINT

Tout au long de son règne, M. Calvet a apporté une attention particulière à la marque aux chevrons, dont il souhaitait préserver la nature de constructeur généraliste, à égalité avec Peugeot. Une gageure qu'il n'a pas complètement tenue : depuis sa nomination à la tête de PSA, en 1984, Citroën n'a gagné de l'argent que sur cinq exercices, dont le dernier en 1994. Sa part de marché en France est revenue de 16 % en 1980 à 12,1 % en 1996. En Europe, Citroën ne parvient pas à dépasser 5 %.

En revanche, les quelques 840 000 véhicules produits en 1996 par la firme consti-

tuent un apport vital pour le groupe PSA. Dans une industrie toujours en quête de réductions des coûts, la stratégie de double marque, menée par Jacques Calvet, a permis à PSA de mener ses propres économies d'échelle. Mais les rôles ont été intégralement partagés : Citroën a pu apparaître comme la marque d'appoint. Sa gamme a été renouvelée avec un temps de retard sur celle de Peugeot, alors même que c'est Citroën qui supportait l'essentiel des investissements communs, comme les usines de moteurs et de boîtes de vitesses.

Ce déséquilibre est à l'origine de la mauvaise santé financière persistante de Citroën : la firme doit supporter un endettement de 16 à 20 milliards de francs, « dont l'essentiel vis à vis d'Automobiles Peugeot », confie un cadre dirigeant de la maison. Ce qui représente chaque année une charge financière d'environ 720 millions de francs par an.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux, dans l'entreprise, qui redoutent que le successeur désigné de M. Calvet, Jean-Martin Folz, ne remette en cause le positionne-

ment de généraliste de Citroën. Une hypothèse totalement écartée dans l'entourage du président : « M. Folz partage complètement les choix stratégiques de M. Calvet ». Pourtant, le patron de PSA reconnaît désormais qu'une plus grande différenciation des voitures sera nécessaire pour assurer l'avenir des deux marques, en concurrence directe avec des modèles très similaires, à l'image de la Citroën Saxo et de la Peugeot 106. Un phénomène de clonage qui a atteint son summum avec le lancement des monospaces Peugeot 806 et Citroën Evasion.

« Dès le prochain restylage, nos monospaces seront plus fortement différenciés », affirmait M. Calvet voici quelques mois. De là à imaginer que Peugeot devienne une marque plus haut de gamme et Citroën une marque plus populaire, il n'y a qu'un pas. Mais ces interrogations devront attendre le départ de M. Calvet pour être levées. M. Folz s'est imposé un mutisme absolu jusqu'à son arrivée aux commandes de PSA.

Pascal Galinier et Virginie Malingre

Philippe Le Cœur

Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports

« L'Etat subventionnera quarante lignes aériennes à faible fréquentation »

« A partir du 1^{er} avril, la concurrence sera totale sur le marché européen du transport aérien. Quel rôle reste à l'Etat ? »

Il ne s'agit pas d'une dérégulation, mais d'une libéralisation, créatrice de richesses, permettant l'accès de toutes les compagnies au marché. Et la liberté, c'est tout sauf la jungle. Je vois cinq responsabilités importantes de l'Etat dans ce nouveau paysage. Sur un plan général, fixer et faire respecter les règles du jeu ; sur le plan politique, mettre en œuvre quatre priorités : l'aménagement du territoire, les questions de sécurité et de sûreté, la politique aéronautique et l'environnement.

- Vous aviez déjà tenté de mettre en place un système de sanctions, mais sans succès. Pourquoi ?

- J'ai été choquée, dans le passé, par le non-respect des règles de bonne conduite, notamment des créneaux horaires, par certaines compagnies. J'avais donc préparé un projet de décret sur lequel le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur d'un texte législatif. Estimant

qu'il revient à la puissance publique de répartir ces biens rares que sont les capacités de l'espace aérien et des aéroports, et d'imposer le respect de leurs règles d'utilisation, j'ai mis en chantier un projet de loi instaurant ce pouvoir de sanction, applicable également à l'utilisation non réglementaire des avions bruyants et au non-respect des obligations de service public. Il sera prochainement discuté au Parlement.

- L'ouverture du ciel européen conduira-t-elle à une forte augmentation du trafic ?

- Actuellement, un Français sur cinq prend l'avion, contre deux habitants sur cinq aux Etats-Unis. Même si les données économiques et culturelles ne sont pas les mêmes de part et d'autre de l'Atlantique, la marge de progression est réelle. Les prévisions portent sur une augmentation régulière du trafic aérien de l'ordre de 6 % par an en Europe. Mais il n'y aura pas de « big bang ».

L'ensemble des aéroports français sont concernés par cette augmentation. Les taux de croissance les plus forts se constatent surtout en

province, et je m'en réjouis pour l'équilibre du territoire.

- Les aéroports parisiens absorberont-ils ce surcroît de trafic ?

- Le projet de création du site de Beauvilliers apportera à terme le complément de capacité nécessaire. Dans l'immédiat, le décret d'utilité publique concernant l'aménagement maîtrisé de l'aéroport de Roissy vise d'être signé. Nous avons tenu, Bernard Pons et moi-même, à y associer un second décret créant l'institution indépendante pour la mesure et le contrôle des nuisances sonores. Cet organisme veillera au respect des engagements pris par les différents acteurs du transport aérien dans le cadre d'un « contrat de maîtrise des nuisances sonores ».

- La libéralisation ne risque-t-elle pas de renforcer les déséquilibres entre les différentes parties du territoire ?

- Il ne s'agit pas de laisser tomber les destinations à faible fréquentation. Nous avons identifié quarante lignes éligibles à des subventions de fonctionnement. Ce système de pé-

riodisation fait aussi partie du modèle français, que j'ai à cœur de défendre à Bruxelles. Selon cette procédure, des obligations de service public sont définies par les collectivités locales, qui, après un appel d'offres, choisissent la compagnie qui demande la subvention la moins importante. A partir du 1^{er} avril, les compagnies européennes pourront y prétendre dans les mêmes conditions. Ce système fait jouer la concurrence de manière transparente et présente indiscutablement des aspects vertueux pour l'utilisation de l'argent public. Ainsi, dix lignes éligibles sont exploitées sans subvention.

- Ne craignez-vous pas une dérive en matière de sécurité, à l'image des Etats-Unis, et un accroissement des nuisances ?

- Notre situation n'a rien à voir avec celle des Etats-Unis. J'étais là-bas lors de la présentation du rapport du vice-président américain Al Gore sur la sûreté aérienne. Les Américains perçoivent aujourd'hui comme une nouveauté l'intégration du coût de la sécurité dans le prix d'un billet. En France, le bud-

get de la sécurité civile continue à augmenter régulièrement - de 8 % cette année - afin de financer les nouveaux équipements de contrôle. En matière d'environnement, nous avons choisi, dès 1996, d'augmenter de 20 % la taxe sur le bruit qui sert à financer l'insonorisation des logements autour des aéroports. De même, les avions les plus bruyants paient aujourd'hui plus cher la redevance d'atterrissage.

- La privatisation d'Air France pourra-t-elle avoir lieu avant les législatives de 1998, comme le souhaite son PDG ?

- La privatisation d'Air France est inscrite dans la loi de 1993 et dans les engagements de la France à l'égard de la Commission européenne. Elle sera le couronnement du plan de redressement d'Air France et lui permettra, avec une nouvelle capacité d'investissement, d'envisager l'avenir plus sereinement, dans la continuité de l'action que mène Christian Blanc.

» Mais il faut que la fusion entre Air France et Air France Europe (l'ex-Air Inter) soit réalisée avant de

lancer la privatisation. Par ailleurs, le marché doit être prêt à absorber les titres Air France : pour cela, les comptes de la compagnie doivent inspirer confiance. Toute la question est de savoir si un semestre y suffira. C'est au vu de ce redressement que nous nous prononcerons sur le calendrier définitif.

- L'Etat doit-il garder une participation dans le capital d'Air France une fois privatisée, comme il en est question dans le schéma à l'étude ?

- Je pense, à titre personnel, que l'Etat doit garder une participation dans le capital d'Air France, compte tenu du caractère stratégique de son activité. Je pense également qu'une part significative du capital devra revenir à son personnel. A l'étranger, les privatisations se sont toujours faites en plusieurs étapes : regardez British Airways ou Lufthansa. Il faut dire que les marchés financiers sont très prudents en matière de transport aérien.

Propos recueillis par Virginie Malingre et Anne-Marie Rocco

هكذا من الضحك

Les banques améliorent leurs résultats mais leurs problèmes structurels persistent

Le mouvement de concentration dans le secteur va devoir s'accélérer

L'horizon s'éclaircit pour les banques françaises, avec une légère reprise de la demande de crédit, des marchés financiers bien orientés et des pro-

visions moins lourdes. Mais elles restent confrontées à une concurrence effrénée, menée tambour battant par les réseaux mutualistes.

Cela pèse lourdement sur leurs marges, tandis que la consolidation du secteur reste à l'ordre du jour.

« LA CRISE conjoncturelle est en fin de course, mais pas les problèmes structurels. Nous sommes encore en surcapacité. » Ce constat de Lucien Douroux, le directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole, résume bien la situation des banques françaises à la fin de 1996. Elles n'ont plus à supporter de provisions exorbitantes liées à leurs engagements immobiliers et à l'envolée des dépôts de bilan de petites et moyennes entreprises. Leur produit net bancaire, qui mesure leur chiffre d'affaires, recommence à progresser. Pour « trois vieilles » - la BNP, la Société générale et le Crédit lyonnais - il est tiré par les bonnes performances de leurs activités de marché et de leurs réseaux internationaux, et, pour les mutualistes, par un solide dynamisme commercial en France. Le Crédit mutuel, les Banques populaires ou encore les Caisses d'épargne affichent tous une progression de leur part du marché des crédits en France. Celles de la BNP et du Crédit lyonnais s'effritent en revanche, la Société générale plus agressive sur le plan commercial résiste bien. Le Crédit agricole continue également sa progression, mais dans une moindre mesure compte tenu de son poids sur le marché. Sans l'effet du rachat d'Indosuez, son produit net bancaire ne progresserait que de 1,5 %.

RENDREMENTS INSUFFISANTS

Au total, les résultats nets des banques affichent donc de solides progressions. Et ce malgré le passage de provisions significatives pour faire face au coût du passage à l'euro, à divers coûts de restructuration ou pour renforcer leur fonds propres, pour risques bancaires généraux.

Les problèmes structurels des banques sont toutefois encore devant elles. Il suffit de regarder leur niveau de rendement sur fonds propres pour s'en convaincre. Alors que tous les banquiers reconnaissent que leur secteur connaît une réelle embellie, ils sont rares à afficher un rendement supérieur à 10 %, et loin des 15 à 20 % des banques anglaises. Seul, le groupe Paribas franchit cette barre avec un rendement de 12 %, qui lui permet d'effacer l'année noire de 1995. La Société générale atteint 8,7 %, la BNP, 7,4 % et le CCF est à 9 %. « Ce n'est pas si loin des grandes banques suisses ou ol-

En milliards de francs	PRODUIT NET BANCAIRE			DOTATIONS AUX PROVISIONS				
	73,8	▲ +17,7%	26,2	+7,7%	12,0	▼ -2,9%	7,5	+13,7%
	44,5	▲ +27%	9,5	+13,3%	5,7	▼ -2,1%	0,202	ns
	43,1	▲ +9,2%	11,5	+13,0%	4,8	◀ 0%	4,544	+19%
	39,5	▲ +4,8%	10,8	+14,1%	3,8	▼ -31,4%	3,856	+11,6%
	28,8	▲ +10,1%	13,2	+18,4%	5,6	▲ +12,0%	4,359	ns
	27,6	▲ +4,9%	5,5	+26,3%	0,4	▲ +21,5%	1,810	+11,1%
	22,0	▲ +6,5%	7,2	+11,3%	3,4	▲ +0,1%	1,944	+36,3%
	19,8	▲ +4,3%	6,8	+6,8%	1,3	◀ 0%	2,089	+27,6%
	17,1	▲ +3,4%	4,8	+0,5%	2,2	▼ -8,9%	0,847	+35,6%
	9,7	▲ +7,1%	2,9	+16,6%	0,7	▲ +3,4%	1,373	+11,6%

(1) Cives Indisponz

ns = non

lemandes », commente Marc Viénot, le président de la Société générale.

Les mutualistes, plus riches en capitaux, ne s'en sortent pas mieux. Le groupe des Banques populaires affiche un rendement sur fonds propres de 8,2 % et le Crédit agricole - premier bénéficiaire du secteur en valeur absolue - de 7,2 %. Le Crédit mutuel se situe lui à 5 %. La lanterne rouge reste le réseau Ecureuil, à 2,8 %.

Ces rendements limités reflètent la concurrence très forte entre banques sur le marché français. De fait, tous les établissements ont encore constaté en 1996 un effritement de leurs marges. Le redémarrage de leur activité de crédit et la bonne tenue de l'épargne ne se traduisent donc pas pleinement dans leurs résultats. « D'autant », se plaint Lucien Douroux, que le niveau élevé des taux administrés, fixés par l'Etat, renchérit le coût des ressources des banques. » En revanche, leur gestion serrée des effectifs et des coûts commence à payer. Ce sont les mutualistes qui affichent les meilleures performances en termes de frais généraux, avec les coefficients d'exploitation les plus bas du secteur, tandis que, dans les

« mauvais élèves », se retrouvent le CIC, le Crédit lyonnais et les Caisses d'épargne.

Pour alléger ces pressions concurrentielles, les banquiers rêvent donc secrètement d'une réduction de capacité dans le secteur. Mais sans se faire d'illusions. Marc Viénot a beau réclamer le démantèlement du lyonnais, les banquiers savent que l'établissement présidé par Jean Peyrelevade survivra et que la disparition d'acteurs - sans mineurs comme Pallas Stern - est difficile. Au mieux, ils attendent de nouvelles opérations de consolidation, en particulier autour de CIC, toujours à vendre en un seul bloc, et du groupe Crédit national-BFCE à la recherche d'un partenaire.

Le Crédit agricole et la Société générale, qui ont engagé le mouvement de restructuration du secteur bancaire, en reprenant respectivement Indosuez et le Crédit du Nord, s'arrêteront-ils là ? La banque verte n'a guère besoin de renforcer son réseau national mais va, comme prévu, entrer en 1998 dans le capital de la Banque Sofinco, la filiale de Suez spécialisée dans le crédit à la consommation. Elle pourrait également chercher à renforcer sa présence aux

Etats-Unis sur les marchés de capitaux. Quant à la Société générale, malgré le rachat du Crédit du Nord, elle n'écartera pas la possibilité de regarder le dossier CIC. Ses dirigeants reconnaissent surtout qu'il serait « cohérent » de s'aller à une autre banque française « comme Paribas » ou de se renforcer dans certains métiers spécialisés.

Candidat déçu au rachat du Crédit du Nord, Jacques Delmas-Marsalet, le président du groupe Banques populaires, met, lui, plutôt en avant les mérites de la croissance interne ou de l'acquisition d'agences, voire de petites banques locales, pour développer son réseau national. Pour les autres activités, comme le traitement informatique, la fabrication de produits d'assurance ou le crédit à la consommation, où la notion de taille critique est plus significative, il joue la carte de la sous-traitance ou du partenariat.

D'autres réseaux pourraient en revanche montrer plus d'appétit pour la croissance externe. Le Crédit mutuel, fort de 46 milliards de francs de fonds propres, n'écartera pas cette possibilité, même s'il n'est pas candidat au rachat en bloc du CIC. Et les Caisses d'épargne se présentent toujours comme « une composante forte d'un secteur bancaire et financier en recomposition ». « Il est évident qu'elles y jouent un rôle actif, il s'agit là d'une perception tout à fait nouvelle », affirme même René Barbeyre, le président du directeur des caisses d'épargne. Sans oublier la BNP, qui même si son président n'aime pas « les plots réchouffés », devrait tout de même regarder de nouveau le dossier CIC.

Sophie Fay

Deutsche Morgan Grenfell va chercher un actionnaire pour le Crédit foncier

LES ÉQUIPES du Crédit foncier viennent d'apporter la preuve que le combat qu'elles livrent depuis six mois pour refuser la liquidation de leur maison n'était pas si dénué de sens. Donné pour mortboud, après des pertes de près de 10,7 milliards de francs en 1995, condamné à disparaître en juillet 1996 par le ministère de l'économie, le Crédit foncier a annoncé, jeudi 27 mars, un bénéfice de 553 millions de francs. Ce résultat peut être considéré comme une performance tant les conditions de d'exploitation ont été difficiles. Malgré une mobilisation des personnels qui ne s'est pas relâchée, allant même jusqu'à l'occupation des locaux et la séquestration du gouverneur, l'institution est parvenue à augmenter sa production de prêts à l'habitat dans le secteur concurrentiel de 54 % à 9,5 milliards de francs, contre 6,1 l'année précédente. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,2 milliards de francs, contre 2,1 milliards en 1995, soit une hausse de 4 % environ compte tenu d'une réduction de 9,6 % des frais généraux.

La ténacité et le dynamisme des personnels du Crédit foncier ne suffisent cependant pas à effacer les problèmes structurels de l'institution. Depuis un an maintenant, elle vit hors-la-loi puisqu'elle n'a plus de fonds propres et ne respecte donc pas les règles pruden-

tielles de la profession (ratio Cooke). La situation ne devait durer que le temps de mettre en place le plan Arthus qui prévoyait la cession de l'encours des prêts d'accession à la propriété au Crédit immobilier de France et la création d'une Caisse nationale de Crédit Foncier, chargée de gérer l'extinction de ses autres activités. Tout comme ne devait durer que quelques mois le portage par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat des titres Crédit foncier. Le recul du gouvernement face à l'opposition des salariés a remis en cause cet ordonnancement et plongé le CFF dans une situation qui ne peut s'éterniser.

RESTRUCTURATION ENGAGÉE

Le conseil d'administration, qui s'est réuni jeudi 27 mars en fin d'après-midi, a approuvé le mandat donné à la banque d'affaires Deutsche Morgan Grenfell pour trouver un acquéreur. Le 13 mars, à l'issue de sa mission de conciliation, Philippe Rouvillois avait reconnu les atouts du Crédit foncier tout en prévenant qu'il ne pouvait poursuivre « durablement son exploitation sans fonds propres ni occupation de référence ». Bercy lui faisait écho en précisant qu'« afin de donner le maximum de chances à cette recherche », il importait que soit « poursuivie sans tarder la restructuration en profondeur de l'éta-

blissement déjà engagé ». Le gouverneur Jérôme Meyssonnier avait lui-même toujours cité les trois conditions d'une viabilité du Foncier : une recapitalisation - estimée entre 1,5 milliard et 2 milliards de francs - un adossement solide et une restructuration.

Cette dernière est déjà engagée : à ce jour 430 départs en pré-retraite sont acquis sur 650 employés pouvant être concernés par cette mesure et la direction réfléchit à la mise en place de temps partiel ; l'abandon de certaines activités comme la promotion immobilière est décidé.

L'adossement pourrait se révéler plus difficile, les atterrissements du gouvernement et la capacité de mobilisation des personnels pouvant décourager les investisseurs malgré une situation financière assainie. Le mandat confié à Deutsche Morgan Grenfell ne précise certes pas de durée. Mais M. Rouvillois a pnsé les barres : « Il convient de veiller à ce que la durée de cette étape de recherche soit suffisante pour lui donner toutes chances de succès, sans pour autant prélever une situation dont chacun mesure aujourd'hui le caractère nécessairement transitoire ». Faute de quoi, les pouvoirs publics pourraient envisager une solution radicale.

Babette Stern

Les marchés américains craignent toujours la surchauffe de l'économie

Jeudi 27 mars, le Dow Jones a cédé 2,04 %

Alors qu'ils avaient initialement bien réagi à l'annonce, mardi 25 mars, du relèvement d'un quart de point du principal taux directeur de la banque centrale des Etats-Unis, les marchés financiers américains ont plongé jeudi 27 mars. L'indice Dow Jones des valeurs vendues de la Bourse de New York s'est inscrit en clôture en baisse de 2,04 % (140,11 points) après avoir perdu en séance jusqu'à 216 points. Les tensions sur les taux d'intérêt à long terme sont à l'origine de la chute des actions. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans, qui constitue la référence obligataire outre-Atlantique, est remonté à 7,08 %, son plus haut niveau depuis six mois. Ce taux s'établissait à 6,50 % il y a quatre semaines à peine.

La sérénité affichée par les investisseurs après le resserrement monétaire décidé par la Réserve fédérale (Fed) aura été de courte durée. Les statistiques économiques publiées mercredi et jeudi attestent de la vigueur persistante de l'activité aux Etats-Unis leur font craindre de nouvelles hausses du taux des fonds fédéraux. Les ventes de logements ont bondi de 9 % en février outre-Atlantique, tandis que les analystes prévoyaient une hausse modérée de 1 %. L'indice de confiance des consommateurs de l'université du Michigan a, pour sa part, progressé au mois de mars, pour s'établir à 100 points (après

99,7 points en février). Enfin, le département du commerce a fait état d'une progression de 1,5 % des commandes de biens durables en février, alors que les experts anticipaient une stagnation.

LE KRACH DE 1994

Dans ce contexte, le léger resserrement de la politique monétaire pourrait se révéler insuffisant pour empêcher la surchauffe économique et l'apparition de tensions inflationnistes.

Lyle Gramley, ancien gouverneur de la Fed et aujourd'hui économiste à la Mortgage Bankers Association, a estimé, jeudi, que la banque centrale américaine aura besoin de placer ses taux à des niveaux « considérablement plus élevés ». Le spectre de l'année 1994, au cours de laquelle la Fed avait relevé à six reprises ses taux directeurs, provoquant un krach des marchés obligataires dans le monde, réapparaît.

D'autres analystes se montrent plus optimistes. Ils espèrent précisément que la remontée des taux d'intérêt à long terme, de nature à freiner les transactions sur le marché de l'immobilier et à ralentir spontanément le rythme de la croissance aux Etats-Unis, permettra à la Réserve fédérale de ne pas resserrer davantage sa politique monétaire.

Pierre-Antoine Delhommais

Louis Schweitzer n'exclut plus de repousser la fermeture de Vilvorde

LE PDG de Renault, Louis Schweitzer, a déclaré dans un entretien accordé au quotidien *Le Libre Belge* paru jeudi 27 mars que, « vu les décalages de production (grève de l'usine de Vilvorde depuis l'annonce de sa fermeture le 27 février), on peut effectivement imaginer une rallonge de quelques semaines ou de quelques mois ». Le PDG de Renault n'avait pourtant cessé de répéter, jusque-là, que le site de Vilvorde cesserait toute activité le 31 juillet et que sa fermeture était irrévocable.

Un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire de Renault s'est réuni jeudi à Paris pour examiner le plan social français, qui doit supprimer 2 764 postes en 1997. Les organisations syndicales ont montré leurs divergences. Ainsi la CFDT et la CGT n'ont fait passer que d'une voix (10 contre 9) leur demande de droit d'alerte à la suite de l'annonce faite mardi par la direction aux syndicats de filialiser le réseau commercial (9 000 employés).

DÉPÊCHES

■ **EX-AIR INTER** : les pilotes de la compagnie aérienne ont appelé à la grève pour lundi 31 mars et mardi 1^{er} avril. Ils veulent manifester contre les modalités de la prise en location gérance d'Air Inter Europe par Air France à compter du 1^{er} avril. Chez TAT, l'ensemble des personnels a appelé à la grève à partir de jeudi 27 mars à minuit pour 24 heures. La prise en location gérance de TAT par Air Liberté doit aussi intervenir le 1^{er} avril.

■ **BANQUE RIVAUD** : l'établissement financier a annoncé, vendredi 28 mars, une perte de 917 millions de francs pour l'exercice 1996, à la suite d'importantes provisions pour couvrir des risques clients, dont Air Liberté. La banque, qui avait déjà réalisé une augmentation de capital de 600 millions de francs, va en lancer une nouvelle, de 100 millions. Edouard de Ribes cède la présidence du conseil de surveillance de la banque à Vincent Bolloré.

■ **ALCATEL BELL** : la filiale belge d'Alcatel Alsthom, dnnt les ventes ont reculé de 20 % et qui a accusé une perte d'exploitation de plus de 500 millions de francs belges, a annoncé, jeudi 27 mars, la suppression de 514 emplois sur 5 500. Elle fermera, fin septembre, son usine de Colfontaine (189 personnes), dont l'activité (centraux téléphoniques privés) sera transférée en France.

PLÉNITUDE

Sicav Ind. Poste : 06 36 68 90 10

Sicav
actions
françaises

DIVIDENDE EXERCICE 1996 : le conseil d'administration de la Sicav PLÉNITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1996 et a proposé de fixer à 3,80 francs le dividende net versé par action.

Décomposition du dividende net, en francs :
• Obligations françaises non indexées 1,01
• Actions françaises 2,59
• Total 3,60

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 9 avril 1997 et mis en paiement le 11 avril 1997 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1997).

CRÉDIT D'IMPÔT : selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt unitaire sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 28.02.1997 : 191,55 francs.

Gestion : SOGEPSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

حکومت الرشید

ESPACE Après avoir, vingt-cinq ans durant, écouté les signaux émis par la sonde spatiale Pioneer-10, les responsables de la NASA ont décidé de fermer le « central téléphonique »

qui leur permettait de dialoguer avec elle. ● **PREMIER VEHICULE** automatique à avoir survolé Jupiter, la sonde Pioneer-10 a été à l'origine de grandes découvertes sur la nature

réelle de la planète, dont elle a pris, en décembre 1973, des images saisissantes, complétées un an plus tard par celles de sa jumelle Pioneer-11. ● **FORMIDABLEMENT** accélérée par

la gravité de la planète géante, Pioneer-10 a pu échapper à l'attraction du système solaire et dépasser, le 13 juin 1983, l'orbite de Pluton pour se diriger vers la constellation du

Taureau. ● **DANS** trente mille ans, ce vaisseau, dont la durée de vie ne devait pas dépasser quelques années, rencontrera sa première étoile, une naine rouge baptisée Ross 248.

En route vers les étoiles, Pioneer-10 perd contact avec la Terre

Vingt-cinq ans après son lancement, la sonde américaine émet toujours. Elle est aujourd'hui à 10 milliards de kilomètres, presque aux confins du système solaire. Mais la NASA vient de renoncer à l'écouter

TROP CHER, pas assez performant. Autant dire que la NASA n'a plus les moyens d'entretenir un central téléphonique qui lui coûtait quelque 550 000 dollars par an (environ 3,13 millions de francs) mais lui permettait de passer des appels très longue distance à un vieil ami peu bavard. Elle a donc décidé de couper les poots et d'abandonner à son sort, lundi 31 mars, après vingt-cinq ans de loyaux services, la sonde Pioneer-10, premier engin spatial à avoir échappé à l'attraction du Soleil.

Ses restes pourraient arpenter les solitudes de la Voie lactée lorsque, dans cinq milliards d'années, notre Soleil se transformerait en une géante rouge, détruisant toute vie sur Terre

Aujourd'hui, presque mourante, Pioneer-10 est en route pour la constellation du Taureau et croise à une vitesse de quelque 45 000 kilomètres à l'heure, à environ 10 milliards de kilomètres de chez nous. Si tout va bien, s'il survit aux

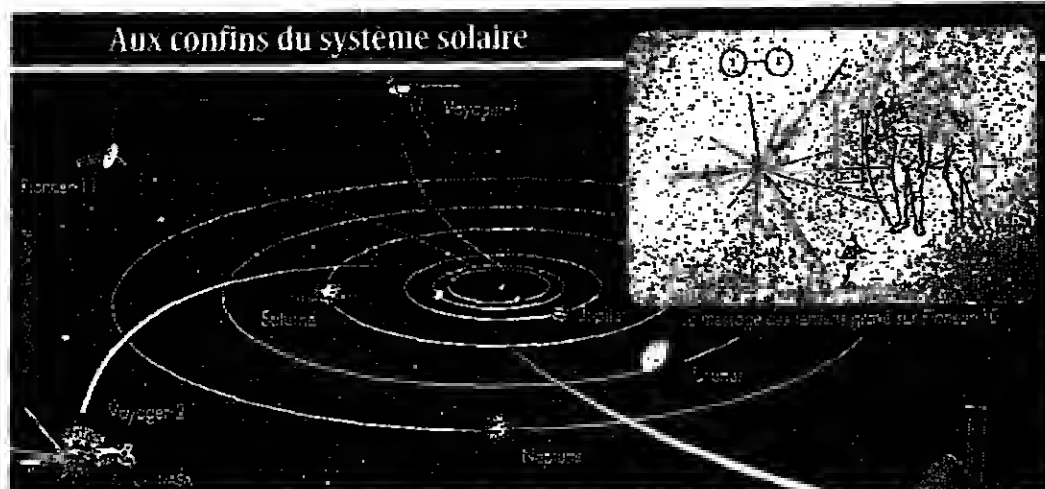
dangers du grand vide interstellaire et aux minuscules débris qui ne manquent pas de s'y trouver, le pionnier américain, avec ses 270 kilos de ferraille, de boîtiers et d'antenne, devrait rencontrer sa première étoile dans 30 000 ans. Une oaine rougeoyante de la constellation du Taureau connue sous le nom de Ross 248.

Mais l'odyssée de cet Ulysse têtue ne s'arrêtera peut-être pas là. Au cours du prochain million d'années, le fragile vaisseau devrait croiser la route d'une dizaine d'étoiles distantes, dont les plus proches sont situées à neuf années-lumière (90 000 milliards de kilomètres) de la Terre.

Les chercheurs du Ames Research Center de Mountain View, jamais à court d'imagination, ont calculé que ses restes continueraient probablement d'arpenter les solitudes glacées de la Voie lactée lorsque, dans cinq milliards d'années, notre Soleil, dans un dernier sursaut, se transformerait en une géante rouge dont les feux détruiraient toute vie sur Terre.

Ce droit à l'éternité a quelque chose de glaçant, mais aussi de rassurant pour les mortels que nous sommes et dont quelques-uns se demandent s'ils passeront ou non à la postérité. Ce qu'ils ne peuvent faire, la NASA l'a fait pour eux en envoyant, hors du système solaire, quatre sondes spatiales : deux Pioneer et deux Voyager.

L'aventure a commencé le 2 mars 1972. Paris vivait à l'heure du *Demier tango*, et l'Amérique à celle des négociations entre Nixon et Brejnev sur la limitation des armes nucléaires (SALT-1). La NASA tentait de faire oublier la fin des



Quatre sondes sont en route vers les étoiles. Les Pioneer-10 et -11, lancées en mars 1972, ont été les premières à franchir l'orbite de Pluton. La NASA va interrompre ses liaisons avec Pioneer-10 le 31 mars. Les deux Voyager, lancées en novembre 1977, sont toujours en contact avec la Terre.

missions lunaires Apollo en lançant vers Jupiter Pioneer-10, censée - dans le meilleur des cas - survivre cinq ans au plus. Par précaution, l'agence américaine avait prévu de lancer sa sœur jumelle, Pioneer-11, ce qu'elle fit le 5 avril 1973.

L'aventure était risquée. Avant d'atteindre Jupiter, la sonde américaine devait affronter les ceintures de Van Allen, deux zones, découvertes en 1958 par le satellite Explorer, dans lesquelles les particules de haute énergie en provenance du cosmos sont piégées par le champ magnétique terrestre. Cette épreuve accomplie, Pioneer devait en réussir une autre, encore plus dangereuse : traverser la ceinture des asté-

roïdes, une sorte d'anneau de débris très véloces, dont la taille va de celle d'une minuscule particule à celle d'un bloc gros comme plusieurs départements.

Après avoir doublé l'orbite de Mars, Pioneer-10 triomphait sans dommages de cette ceinture large de 280 millions de kilomètres et épaisse de 80 millions de kilomètres. La route vers Jupiter était ouverte et la planète géante survolée pour la première fois à la vitesse de 132 000 km/h, le 3 décembre 1973. La rencontre fut brutale. Plusieurs des onze instruments de la sonde - qui ont détecté pendant la phase d'approche de cet ogre la présence d'un champ magnétique deux mille fois plus intense que celui de la Terre - sont

saturés. Le calculateur de bord jongle alors avec les données fausses que lui fournissent ses capteurs, et une des caméras est dans l'impossibilité de prendre des photos d'une des lunes de Jupiter où sera, plus tard, mise en évidence la présence d'un volcanisme actif. Malgré ces défaillances, la mission est un succès. Durant son passage à basse altitude (130 000 km), Pioneer amasse les images les plus spectaculaires : bandes de ouages alternativement sombres et brillantes, tourbillons, stratification de l'atmosphère.

Parallèlement, ses différents senseurs confirment que la planète génère deux à trois fois plus d'énergie qu'elle n'en reçoit du Soleil, et que c'est essentiellement

une boule d'hydrogène, une sous-étoile qui, parce qu'elle n'est pas assez massive, n'a pu s'allumer. La route est désormais balisée pour sa sœur jumelle, Pioneer-11, qui, en décembre 1974, offre au monde étonné de formidables clichés des régions polaires de la planète et de sa lune Callisto et, surtout, de la grande tache rouge, sorte de gigantesque cyclone, dans laquelle la Terre tout entière pourrait baigner sans difficultés.

A cette époque, Pioneer-10 a, depuis longtemps, quitté la banlieue jovienne, et profité du formidable « effet de fronde » que procure la gravité de la planète géante. Sous cet effet, la sonde américaine s'est élançée vers les étoiles à la recherche des limites de l'héliosphère, zone au-delà de laquelle l'action du Soleil ne se ferait plus sentir. Le 13 juin 1983, elle a dépassé l'orbite de Pluton, franchi les limites du système solaire et plongé dans l'inconnu.

Aujourd'hui, alors qu'elle a parcouru 10 milliards de kilomètres, la fin de l'héliosphère n'a toujours pas été découverte. Et ce n'est pas Pioneer-11, pratiquement muette, en route vers la constellation de l'Aigle, qui apportera la réponse. Pourtant, Pioneer-10 dispose encore de substantielles réserves d'énergie - quatre générateurs radio-isotopiques brûlant du plutonium - capables d'alimenter cinq des onze instruments encore en service. Mais pour les scientifiques le jeu n'en vaut pas la chandelle. L'administration a donc tranché. Lundi 31 mars, la NASA sera aux abonnés absents pour Pioneer.

Jean-François Augereau

Quatre vers l'infini

Pioneer-10 n'est pas seule dans son périple vers l'infini. Trois autres sondes, américaines elles aussi, l'accompagnent. Sa jumelle, Pioneer-11, partie treize mois plus tard, se dirige vers la constellation de l'Aigle. Elle a malheureusement cessé d'émettre depuis novembre 1995. Voyager-1, lancée le 5 septembre 1977, vogue dans la direction opposée à Pioneer-10, à quelque 9,3 milliards de kilomètres de la Terre. Sa sœur Voyager-2, partie quinze jours plus tôt, cingle elle aussi vers les étoiles, sur une trajectoire différente, à 7,8 milliards de kilomètres.

La NASA a annoncé en mai 1993 que les deux sondes Voyager avaient pu détecter les émissions radio provoquées par la rencontre entre le milieu interstellaire et les particules chargées émises par le Soleil. Mais, pour l'instant, aucun des quatre engins n'est sorti de l'énorme nuage - baptisé héliosphère - que forment ces particules et dont la limite - l'héliopause - marque la frontière du système solaire.

IMAGINEZ la scène, 30 000 ans dans le futur. La Terre est très loin, presque oubliée. Le décor austère. Juste le vide et là-bas, au fond, quelques étoiles qui scintillent. L'une d'entre elles, Ross 248, une naine rougeoyante, brûle de ses derniers feux à trois années-lumière de là (30 000 milliards de kilomètres). On sait de puce à l'échelle de la Voie lactée.

Imaginez l'existence, dans cette contrée quasi déserte, d'un cortège de planètes analogues à notre système solaire, en orbite autour de ce soleil finissant. Et, parmi elles, une sorte de deuxième Terre dont les habitants parcourraient l'espace en tous sens à bord de leurs vaisseaux spatiaux.

Imaginez un de ces équipages, sorti de *Star Trek*, découvrant sur ses écrans-radaars un drôle d'objet croisant à plusieurs dizaines de milliers de kilomètres à l'heure. Bout d'astéroïde ? Débris

Une bouteille à l'espace

de vaisseau ? Non, l'objet a une forme régulière. Une vaste coupe - une antenne - de trois mètres de diamètre, flanquée de plusieurs bras gracieux raccordés à une série de boîtiers au métal terni et piqueté par les impacts de poussière. Origine artificielle, à n'en pas douter : 270 kilos de métal travaillé.

A bord, pas de vie ou plus de vie, les senseurs sont formels. Juste un peu de radioactivité provenant, selon les ingénieurs, d'un archaïque système de production d'énergie fonctionnant au plutonium. A voir son état, cette petite sonde spatiale a dû être construite plusieurs milliers d'années auparavant. Où ? Par qui ? C'est tout le mystère.

Ces improbables découvreurs de Pioneer-10 remarquent une drôle de plaque métallique, feuille d'aluminium de 22,5 x 15 cm, couverte d'or, moins ternie que le reste de l'engin, gravée de dessins. Sur la droite, deux êtres difformes, mais tous les deux avec des points communs. L'un d'eux lève un membre. Derrière eux, un dessin sommaire : le profil de la sonde. Sans doute les deux êtres sont-ils des représentants de ceux qui ont fabriqué cet engin. Jusque-là, le message de cette « bouteille à l'espace » est facile à décrypter.

STATUAIRE GRECQUE. Enfin presque. Car il y a fort à douter que nos archéologues d'un autre monde saisissent tout le message de cette main « levée dans un geste universel de bonne volonté » et la beauté de ce couple nu représenté « selon les canons de la statuaire grecque ».

Inspirateur, avec sa femme, de ce dessin énigmatique, l'astronome Carl Sagan, récemment disparu, a expliqué la genèse de ces nus. « Nous avons essayé, a-t-il raconté, cité par la revue *Ciel et espace*, de représenter un homme et une femme panacheux. La femme avait dans son apparence certains traits asiatiques. L'homme, un nez large, des

lèvres épaisses et une coupe de cheveux afro. Chez les deux, il y avait aussi des traits caucasiens ».

Mais des observateurs tenaces ont vu la femme « blonde, détruisant ainsi la possibilité d'un héritage génétique asiatique ». Quant à la coupe afro, elle fut transformée en une coupe « méditerranéenne, cheveux ondulés... » Difficile à interpréter si vous êtes un archéologue de Ross 248 !

MESSAGE PEU ÉVIDENT

Le reste du message n'est pas plus évident, à l'exception, dans la partie basse, d'un dessin très dépouillé de la sonde spatiale dont on comprend qu'elle est partie de la troisième planète d'un système en orbite autour d'une étoile.

La paire d'habitants, qui couronne ce rébus, à l'exception, dans la partie basse, d'un dessin très dépouillé de la sonde spatiale dont on comprend qu'elle est partie de la troisième planète d'un système en orbite autour d'une étoile. La paire d'habitants, qui couronne ce rébus, et la gerbe de quatorze lignes droites finement gravées, qui occupent la partie gauche de la plaque, sont inaccessibles au profane, fût-il d'origine humaine. Qui d'entre nous verrait dans ce défi d'hétérophobie la « transition hyperfine de l'hydrogène neutre » ? Qui d'autre associerait ces étranges droites à la position du Soleil par rapport à celle de quatorze étoiles à neutrons (pulsars) et à celle du centre de notre galaxie ? Même si les divisions qui les rythment sont censées être un indice supplémentaire des émissions radio que produisent avec une précision quasi ferroviaire ces radio-phases de l'espace.

Que dire enfin de ces quelques traits sur la droite du message dont chacun aura saisi tout le sens caché : l'équivalence entre le système binaire (base deux) - dont les informaticiens sont friands - et le système décimal que nous utilisons chaque jour. « Des nus et une carte parlent de la Terre aux autres mondes », avait titré le *Daily News*. Les éventuels Champollion de Ross 248 ou d'ailleurs risquent d'avoir des difficultés à les entendre.

J.-F. A.

Le deuxième vol d'Ariane-5 est reporté au mois de septembre

LE DEUXIÈME vol de la fusée européenne Ariane-5, dont le premier exemplaire avait explosé le 4 juin 1996, une quarantaine de secondes seulement après le décollage, vient d'être à nouveau reporté. Selon les responsables du groupe projet commun au Centre national d'études spatiales et à Aérospatiale, ce deuxième tir ne pourrait avoir lieu avant la mi-septembre, alors qu'il y a quelques semaines certains espéraient encore qu'il interviendrait le 8 juillet.

Ce nouveau retard inquiète, car il est le dernier d'une longue série. A la fin de l'été dernier, sur la foi des informations fournies par l'Agence spatiale européenne (ESA) et par le Centre national d'études spatiales (CNES), le Monde titrait : « Ariane-5 ne volera pas avant le printemps 1997 ». La roue du temps a glissé inexorablement de la mi-avril pour s'arrêter, aujourd'hui, sur la mi-septembre, avec, si cette date de lancement est tenue, le tir du troisième exemplaire de la fusée Ariane-5 cinq mois plus tard.

Les ministères des finances européens ne voient pas d'un très bon œil ces glissements de calendrier qui amènent toujours à mettre la main au portefeuille. Mais, à en croire les responsables du programme Ariane-5, le budget réservé pour cette remise à niveau du lanceur devrait suffire : il est passé de 288 millions d'euros (1 860 millions de francs) en septembre 1996 à 313 millions d'euros (2 020 millions de francs) trois mois plus tard. La somme couvre le nouveau retard et le prix d'achat du troisième lanceur.

« Nous n'avons plus désormais droit ni à l'erreur ni aux vacances », souligne Jacques Durand, chef du programme Ariane-5 à l'ESA. Peu importe s'il faut attendre un peu plus de temps. Ingénieurs et techniciens doivent résoudre les problèmes du système électrique et du logiciel qui ont conduit le lanceur à sa perte en juin 1996 et pour lequel quatorze recommandations portant sur quarante actions ont été faites

par la commission d'enquête. Ils doivent aussi se pencher sur d'autres points pour lesquels les différentes commissions d'experts - dont beaucoup n'appartiennent pas au milieu spatial - ont demandé des contrôles accrus.

Aux Mureaux, sur les installations d'Aérospatiale qui permettent de simuler un tir d'un point de vue électrique et logiciel, ont été intégrés un nombre croissant d'éléments réels du lanceur. Des efforts ont été réclamés pour que soient contrôlés - et éventuellement améliorés - la robustesse d'Ariane-5, ses réactions en conditions de vol dégradées, son aérodynamisme.

Les ingénieurs doivent cerner plus précisément les effets des vibrations de ses deux énormes fusées d'appoint (boosters). Tous les gros lanceurs équipés de ces puissantes fusées à poudre connaissent au cours de leur combustion des oscillations de pression décrites par les équipages de la navette américaine comme ressemblant aux chocs d'un marteau piqueur.

« Rien de catastrophique, rien de dramatique n'a été mis en évidence », assure Jacques Durand. Nous n'avons pas découvert de phénomènes nouveaux. Mais nous voulons un sans-faute, et, pour cela, il nous faut de la marge. » Un propos que le PDG d'Aérospatiale, Charles Bigot, « ancien des lanceurs », comprend, mais qui ne peut lui suffire pour satisfaire la demande des propriétaires de satellites de télécommunications et de télévision.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que cette entreprise chargée de commercialiser les lanceurs européens ait assuré ses arrières en lançant à plusieurs reprises de nouvelles commandes d'Ariane-4, lanceur éprouvé. La dernière, portant sur un lot de dix exemplaires, a eu lieu en janvier. Elle devrait permettre à Aérospatiale de couvrir ses besoins - une trentaine de lanceurs - jusqu'en l'an 2000.

J.-F. A.

Quel Grand-Toulouse pour les années 2000 ? le débat MPS

Vendredi 4 Avril 1997 de 19h30 à 20h00

Centre des Congrès Diagora - Labège

LES PARTENAIRES DU DEBAT

Adecco AEROSPATIALE Aérospatiale

Information : Midi Presse Service (MPS S.A.)
Tél. 05 61 53 30 30 - Fax. 05 61 53 71 49

MPS est une lettre hebdomadaire de pré-information économique - à spécimen sur demande

المكتبة العامة

Un arbitre international suisse accusé de corruption

En octobre 1996, il aurait proposé au Grasshopper Zurich un arrangement avant une rencontre face à Auxerre

UN NOUVEAU PERSONNAGE vient de faire son apparition dans le milieu parfois tourmenté du football de haut niveau : l'ex-arbitre suisse. Jusqu'à présent, les diverses tentatives de corruption mises au jour étaient le fait de dirigeants, parfois de joueurs. Mais l'annonce, jeudi 27 mars, par la commission de contrôle et de discipline de l'UEFA (Union européenne de football), réunie à Nyon (Suisse), a de quoi surprendre les témoins blasés des turpitudes footballistiques.

Après quatre mois et demi d'enquête, cette commission a suspendu à vie le Suisse Kurt Röthlisberger, quarante-cinq ans, ancien arbitre international ayant dirigé 1 075 rencontres avant d'abandonner le sifflet après l'Euro 96, en Angleterre.

Les faits reprochés remontent au 18 octobre 1996. Ce jour-là, Kurt Röthlisberger se rend au siège du Grasshopper Zurich, champion de Suisse en titre, qui doit accueillir l'AJ Auxerre le 30 octobre à l'occasion d'un match de la Ligue des champions. Au cours d'une discussion avec Erich Vogel, manager général du club zurichois, l'ancien arbitre aurait, selon un porte-parole de l'UEFA, « demandé d'un interlocuteur s'il serait intéressé de voir l'arbitre de la rencontre Grasshopper-Auxerre éviter de prendre des décisions contraires au Grasshopper ». Cela aurait bien évidemment impliqué une compensation financière. La somme de 100 000 francs suisses a été mentionnée.

M. Röthlisberger a déclaré qu'il était un ami de l'arbitre (le Belorusse Vadim Zhuk), et que cela pouvait s'arranger facilement.

Cette proposition, Erich Vogel et le président du club, Romano Spadaro, contacté par l'UEFA, l'ont jugée délicate du football européen a mis en place depuis le scandale du match Valenciennes-OM, en mai 1993, une cellule d'enquête chargée de poursuivre les investigations en matière de tentative de corruption.

Quatre mois et demi plus tard, ces enquêteurs, aussi efficaces que discrets, ont réuni les preuves mettant en cause Kurt Röthlisberger. Accusé d'avoir tenté de truquer un match, il est suspendu à vie. L'UEFA a précisé qu'il a la possibilité de faire appel de cette décision jusqu'au 2 avril et que l'enquête concernant l'arbitre Vadim

Zhuk, suspendu de ses fonctions, n'est toujours pas close.

Interrogé jeudi 27 mars par la télévision suisse romande, Kurt Röthlisberger a donné sa version : « J'ai eu effectivement avec le manager du club zurichois une discussion portant sur tout et rien. Nous avons parlé de l'évolution du football et aussi d'affaires qui avaient soit le football et les arbitres. Je lui ai demandé si son club avait été touché par des affaires de ce genre... Dans cette même conversation sur la corruption, j'ai, d'un moment, demandé comment il réagirait si, lors du prochain match de la Ligue des champions contre Auxerre, quelqu'un venait lui proposer un marché pour que l'arbitre favorise son équipe. Il m'a répondu qu'en aucun cas le Grasshopper n'accepterait pareille magouille. Peut-être a-t-il cru que, par ma question, je lui proposais ce marché, et il en a fait part à l'UEFA. Mais, sincèrement, j'ai l'impression qu'il s'est tiré au canon sur des idées... »

Le match Grasshopper-Auxerre avait vu la victoire (3-1) de l'équipe suisse face au champion de France. Aucun témoin ne semble avoir assisté à un arbitrage tendancieux. « Il avait sifflé un penalty contre nous, mais l'arbitrage de ce match ne m'avait pas fait bondir de rage », se souvient Guy Roux.

Personnage controversé, Kurt Röthlisberger, ancien président de l'Union des arbitres suisses, avait déjà été au cœur de deux polémiques au cours de sa carrière. Le 2 juillet 1994 à Chicago, lors du huitième de finale de la Coupe du monde entre l'Allemagne et la Belgique, il avait refusé un penalty évident aux Belges. Les Allemands s'étaient imposés 3-2, et si la réclamation officielle de la Fédération belge n'avait rien donné, la colère du président de la FIFA, Joao Havelange, avait débouché sur le renvoi prématuré de l'arbitre suisse dans son canton d'Argovie.

En novembre 1995, M. Röthlisberger avait été suspendu trois mois par la FIFA et par l'Association suisse de football pour avoir mis en avant son appartenance au corps arbitral alors qu'il menait campagne pour être élu parlementaire. Après vingt-sept années d'arbitrage, Kurt Röthlisberger, qui avait notamment dirigé la finale remportée par l'Olympique de Marseille contre le Milan AC, le 26 mai 1993, vient de recevoir un carton rouge. A l'UEFA, on précise que les enquêteurs poursuivent d'autres dossiers de tentatives avérées ou non de corruption.

Alain Constant

Jacques Villeneuve reproche à la formule 1 des excès en matière de sécurité

A la veille du GP du Brésil, le jeune pilote canadien affirme encore son originalité

Le Grand Prix du Brésil, deuxième épreuve de la saison 1997 de formule 1, doit avoir lieu dimanche 30 mars sur le circuit de Sao Paulo. Après la victoire inattendue de l'Écossais David Coulthard sur sa McLaren-Mercedes à Melbourne, le 9 mars, le Canadien Jacques Villeneuve (sur Williams-Renault) cherchera à reprendre l'initiative dans un championnat qu'il aime houleux depuis son entrée en scène en 1996.

Grand favori du championnat du monde de formule 1 et du Grand Prix du Brésil, qui a lieu dimanche 30 mars à Sao Paulo, Jacques Villeneuve est l'un des plus jeunes pilotes, mais aussi l'un des plus brillants. Ceci explique sans doute l'apparent plaisir avec lequel le vice-champion du monde a endossé le rôle de provocateur de la formule 1. Au terme de sa première année de course, il avait déjà dénoncé « les excès devenus si importants que l'on ne prend plus aucun risque » et le tracé des circuits, redessiné « de façon aberrante » (Le Monde daté 15-16 septembre).

Ao lendemain du Grand Prix d'Australie, conclu sans qu'aucun dépassement en course ne vienne animer la marche des pilotes de tête, le Québécois est revenu à la charge. « Personne ne veut voir quelqu'un mourir ou être sérieusement blessé, mais, vous savez, assister à un bon crash en course apporte beaucoup de piment », a-t-il déclaré sur la BBC. Deux mois plus tôt, lors de la présentation de la nouvelle Williams-Renault, Jacques Villeneuve avait déjà critiqué les excès sécuritaires consécutifs à l'accident mortel du champion brésilien Ayrton Senna, en mai 1994 : « Le sport automobile est suffisamment sûr comme cela et j'aimerais qu'il devienne un peu plus excitant. » Les organisateurs de grands prix ont de tout temps cherché à conjuguer les intérêts du spectacle et la sécurité des pilotes. Ils ont toujours tenté d'encadrer les avancées technologiques des ingénieurs. Mais depuis le week-end tragique du 1^{er} mai 1994 à Imola, où Ayrton Senna a trouvé la mort au volant de leurs monoplaces, les arguments sécuritaires ont pris le dessus.

Beaucoup trop au goût de Jacques Villeneuve, mais aussi de Bernie Ecclestone, principal artisan de la réussite médiatique du « grand cirque » de la formule 1, ne peut naturellement pas suivre Jacques Villeneuve dans ses embarras sur les crashes et les excitations qu'ils procurent : « On ne peut pas dire qu'il faudrait davantage d'accidents pour assurer le spectacle. »

Après l'accident mortel d'Imola, le premier en course depuis 1982, les pilotes s'étaient réunis à Monaco pour tenter de défendre une position commune sur les problèmes de sécurité : ils avaient notamment réclamé la suppression des systèmes d'assistance électronique au pilotage et la réduction des appuis aérodynamiques. La FIA avait donné une

audience, un représentant de la FIA, Charles Whiting, a déclaré au tribunal que sa fédération n'avait pas homologué les modifications apportées à la Williams, tout en ajoutant qu'elle l'aurait été si l'écrite en avait fait la demande.

Devant cette offensive juridique, le monde de la F1 fait le dos rond et s'efforce d'éviter tout excès de publicité aux travaux des experts et des magistrats. Pour leur défense, les responsables du sport automobile avancent des arguments apparemment placés sous le signe du bon sens : personne, disent-ils, ne songerait à poursuivre le PDG d'un groupe automobile après un accident de la route. Ils s'emploient à minimiser la portée des débats : « Quand vous allez au maximum de vos possibilités, vous faites des erreurs. Le fait de poursuivre quelqu'un en justice dans ces circonstances ne me paraît pas normal », assure le président de la FIA, Max Mosley. Les autorités de la F1 ont aussi envisagé l'annulation des épreuves italiennes si le procès d'Imola ne tournait pas à leur avantage.

D'autres ont à leur tour déconseillé le procès d'Imola : d'anciens pilotes, parfois durement marqués par les séquelles d'un accident, tels Niki Lauda - « une initiative stupide » - et Clay Regazzoni - « pourquoi ne pas inculper la Fédération ? » - ainsi que des compétiteurs, comme le champion du monde 1996 Damon Hill, coéquipier de Senna en 1994 - « Il m'imprime que personne chez Williams ne soit jugé responsable de la mort d'Ayrton Senna » - et le double champion du monde 1994 et 1995 Michael Schumacher - « nous sommes tous conscients des risques que nous affrontons sur la piste ».

E. C.

tion exagérée après les accidents d'Imola, a-t-il affirmé au Monde. Il fallait faire quelque chose, nous nous sommes précipités. Nous avons par exemple fait construire une chicane stupide à Barcelone, puis nous avons pris d'autres mesures qui n'étaient pas nécessaires. Il nous faut désormais changer d'optique, trouver d'autres moyens de ralentir les voitures quand elles sortent de la route. »

Bernie Ecclestone, principal artisan de la réussite médiatique du « grand cirque » de la formule 1, ne peut naturellement pas suivre Jacques Villeneuve dans ses embarras sur les crashes et les excitations qu'ils procurent : « On ne peut pas dire qu'il faudrait davantage d'accidents pour assurer le spectacle. »

Après l'accident mortel d'Imola, le premier en course depuis 1982, les pilotes s'étaient réunis à Monaco pour tenter de défendre une position commune sur les problèmes de sécurité : ils avaient notamment réclamé la suppression des systèmes d'assistance électronique au pilotage et la réduction des appuis aérodynamiques. La FIA avait donné une

suite favorable à ces requêtes. En 1994, elle avait notamment imposé l'installation d'un patin sous les voitures, afin de garantir une hauteur de caisse minimale et de réduire l'effet de sol. L'année suivante, elle avait exigé une réduction de 50 % des appuis aérodynamiques et une réduction de la cylindrée des moteurs, de 3,5 à 3 litres.

De leur côté, les gérants des circuits automobiles ont été sommés de réduire au minimum les risques d'accidents. La courbe fatale de Tamborello, à Imola, a été supprimée, deux virages ont été rectifiés à Monza, des chicanes ont été introduites au Canada, au Portugal... Plus récemment, la courbe de Copse, à Silverstone, en Angleterre, a été modifiée afin de la rendre à la fois plus rapide et plus sûre. Enfin, le célèbre « S » de la Piscine, à Monaco, a également été aménagé pour offrir une meilleure visibilité à sa sortie.

Damon Hill est, pour le moment, le seul pilote à élever la voix pour défendre les options sécuritaires des organisateurs de grands prix. Selon le champion du monde en titre, « Jacques Villeneuve joue avec le feu » et ce fait que servent les intérêts commerciaux du patron de la FOC, toujours soucieux de négocier au mieux la vente des droits télé des grands prix.

Le débat promet pourtant de rebondir : de nouvelles mesures de sécurité devraient entrer en vigueur la saison prochaine. « Dans le but de contrôler les performances des voitures », les pneus secs devront être sculptés : « afin de réduire les vitesses en virage », la largeur maximale des voitures sera raccourcie de 20 centimètres ; enfin, les systèmes de freinage devront être sensiblement modifiés, mais c'est « dans le but d'allonger la distance de freinage et d'améliorer les possibilités de dépassement », Jacques Villeneuve pourra de nouveau se frotter à ses adversaires dans les virages.

Eric Collier

■ L'écurie Lola de F1 se retire de la saison 1997, a indiqué son porte-parole, mercredi 26 mars, avant les premiers essais du Grand Prix du Brésil. Après la non-qualification des deux Lola de Ricardo Rosset et de Vincenzo Sospiri au GP de Melbourne, le 9 mars, et les tests peu concluants réalisés depuis à Silverstone, MasterCard a décidé de rompre son contrat de financement avec Lola.

Le procès d'Imola irrite le milieu de la compétition

IMOLA

de notre envoyé spécial
Le « procès Senna » cache-t-il une « affaire Williams » ? Depuis le 20 février, la justice italienne se penche sur les circonstances de l'accident d'Ayrton Senna, mort au volant d'une Williams-Renault le 1^{er} mai 1994 sur le circuit d'Imola (Le Monde du 21 février). Six personnes de la formule 1 - trois membres de l'écurie Williams, deux responsables du circuit d'Imola et un délégué de la Fédération internationale automobile (FIA) - sont cités à comparaître. Au terme d'une longue enquête, un juge de Bologne s'interroge pour la qualité des travaux effectués par les techniciens de Williams sur la colonne de direction de la monoplace d'Ayrton Senna. Cette pièce, modifiée pour améliorer le confort du pilote, a-t-elle cassé et provoqué la sortie de route d'Ayrton Senna ou a-t-elle cédé sous l'impact du choc contre le mur qui borde la courbe de Tamborello ? Aux yeux des magistrats de Bologne, le doute existe et exige la tenue d'un procès, organisé dans le décor désuet de la salle des fêtes communale d'Imola. 18 mars, au cours de la septième

Vaincre l'indifférence envers la Coupe du monde de 1998

LA COUPE DU MONDE de football aura lieu en France du 10 juin au 12 juillet 1998. Les Français ont-ils conscience de l'ampleur de cet événement ? Pas suffisamment, ont estimé en chœur les participants à un dîner-débat organisé, mercredi 26 mars, par Le Monde et par le Comité français d'organisation (CFO) de ce 16^e Mondial. On s'interroge sur le coût de l'opération, sur la qualité de l'équipe nationale ou sur les aléas de la construction du Grand Stade à Saint-Denis, en oubliant l'essentiel : dans tous les pays, on aura les yeux tournés vers la France, pendant ces cinq semaines, et pas seulement vers ses stades.

C'est pour remédier à cette indifférence relative de l'opinion que Le Monde et le CFO ont décidé de tenir une série de rendez-vous destinés à faire mieux connaître les différents aspects de cette rencontre. « Nous voulons sensibiliser notre lectorat à cette aventure », a déclaré Jean-Marie Colombani, directeur du Monde.

Luca Cordero di Montezemolo, président du constructeur automobile Ferrari, qui fut l'architecte de l'organisation du Mondial italien en 1990, a dit sa surprise de ne constater, en France, aucun signe avant-coureur de l'événement. Rien n'indique, par exemple dans les aéroports, que la France se prépare à accueillir ce grand rassemblement.

L'expérience italienne a pourtant montré que les retombées étaient considérables pour l'industrie et pour le tourisme. Les visiteurs étrangers ont découvert des régions jusque-là peu connues ; l'entreprise qui a fourni au centre de presse les équipements de gymnastique et de maintien en forme a bénéficié d'un essor extraordinaire ; sans parler du bel canto, qui, grâce au talent de Pavarotti, a atteint dans le monde entier un vaste public qui ne s'était jusque-là jamais intéressé à l'opéra.

« Il y a un retard à l'allumage en France par rapport à cette Coupe du monde », a renchéri Guy Drut, ministre de la jeunesse et des sports. Il se trouve des hauts fonctionnaires qui ne découvrent qu'aujourd'hui que le Mondial se tiendra l'an pro-

chain en France. Cela est dû, selon le ministre, au manque de considération persistant en France à l'égard du sport et à l'absence d'une tradition culturelle sportive. L'Etat ne peut tout faire, a estimé Guy Drut, qui a invité les sportifs de toutes les disciplines à se mobiliser. « L'événement médiatique de la fin du siècle a lieu en France, et il faut que la France entière en profite, et pas seulement les amateurs de football », a affirmé le ministre.

Des grandes sociétés internationales, comme Coca-Cola, Fuji ou Philips, paraissent depuis longtemps les Coupes du monde de football, parce qu'elles y trouvent leur intérêt. Les entreprises françaises n'ont pas encore fait le même raisonnement, a regretté Fernand Sastre, coprésident du CFO.

« QUELQUE CHOSE À PROUVER »

Michel Platini, l'autre coprésident, suggère une explication pour ces réticences. Des pays comme l'Argentine, l'Espagne ou l'Italie avaient « quelque chose à prouver ». Ils se devaient de démontrer qu'ils étaient capables d'organiser un événement aussi considérable. La France souffre peut-être dans ce domaine d'un excès de confiance en soi... Il y a 200 millions de personnes à travers le monde qui pratiquent le football, a rappelé Sepp Blatter, secrétaire général de la FIFA, et 1,2 milliard qui s'y intéressent d'une façon ou d'une autre. Cela en fait un sport universel, et le ballon rond peut apparaître comme un symbole du globe terrestre. Le football est, d'autre part, « télévisuel », car il se prête très bien à l'œil de la caméra.

Comme la tragédie classique, un match de football se joue à la règle de l'unité de temps et d'espace, a affirmé le comédien Francis Huster, amateur de ce sport, « le maximum d'émotions en l'espace de deux heures ». Il reste encore un peu plus d'un an pour convaincre les Français de l'importance de ce qui se prépare.

Dominique Dhombres

Vendée Globe : Patrick de Radigues repart sans nouvelles de l'organisation

PATRICK DE RADIGUES, dernier participant du Vendée Globe, la course en solitaire autour du monde, a repris la mer vendredi 28 mars. Le navigateur belge était arrêté depuis deux mois à Port-Chalmers (Nouvelle-Zélande) pour réparer des avaries (Le Monde du 25 mars). Bien que repartant hors course, Patrick de Radigues s'interrogeait jeudi de n'avoir aucune nouvelle des organisateurs de la course : « Je sais que je suis disqualifié, mais je dois quand même rentrer. J'ai surtout besoin de savoir si mes ballises servent encore à quelque chose, c'est-à-dire si je peux compter sur une surveillance. » Son frère, résidant à Monaco, n'a pas réussi non plus à rentrer en contact avec Philippe Jeantot, l'organisateur du Vendée Globe. Patrick de Radigues doit encore parcourir 5 500 milles (plus de 10 000 km), avec la traversée du Pacifique jusqu'au Cap Horn, avant de rentrer aux Sables-d'Olonne où les derniers concurrents en course sont arrivés dimanche 23 mars. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ FOOTBALL. Un incident technique ayant empêché la parution du tableau des résultats de division 1 dans Le Monde du 28 mars, voici les résultats de la 31^e journée de championnat de France : Bordeaux-Nantes 0-1 ; Lille-Montpellier 0-4 ; Nice-Monaco 0-2 ; Auxerre-PSG 2-1 ; Strasbourg-Caen 2-0 ; Bastia-Cannes 1-0 ; Metz-Lyon 0-1 ; Le Havre-Guingamp 0-1 ; Marseille-Nancy 4-1 ; Rennes-Lens 2-2. A sept journées de la fin, l'AS Monaco compte désormais dix points d'avance sur le Paris-SC, douze sur Strasbourg, et treize sur Nantes et Bastia.

■ Guy Roux s'en est violemment pris à un véhicule technique de Radio-France, peu avant le match Auxerre-PSG, mercredi 26 mars. Dominant des coups de pied dans la voiture puis brisant l'antenne fixée sur le toit, l'entraîneur de l'AJ Auxerre s'est dit furieux d'un éditorial diffusé deux jours auparavant sur France-Inter, revenant sur les déclarations de Guy Roux après le match Auxerre-Borussia Dortmund à propos du choix d'un arbitre autrichien (Le Monde du 21 mars).

■ BASKET-BALL : Villeneuve a été battu par Efes Pilsen Istanbul en match aller des quarts de finale de l'Euroleague. Les joueurs de l'Asvel ont été dominés (87-71) par les Turcs à Istanbul, devant plus de 10 000 spectateurs. Le match retour doit être joué mardi 1^{er} avril à Villeneuve, et le match d'appui éventuel le 3 avril à Istanbul. - (AFP.)

En bref

Histoire de stocks à Quai des Marques

Le chausseur Manfield avait décidé de terminer son célèbre modèle Derby en le réalisant en toile pour la saison été 96.

Mais ce Derby en toile noire n'a pas eu le succès attendu, les clientes recherchant plutôt un article en cuir ou en nubuck pour ce type de chausseurs.

Le stock restant de Derby pour femme signe Manfield arrive aujourd'hui à Quai des Marques, sur l'île Saint-Denis, pour y être vendu 295 F la paire au lieu de 650 F.

Informations
01 48 09 04 05
ou le web :
http://www.freemem.com/
quaisdesmarques

محلمان الأول

Les Français découvrent l'attrait des voyages lointains

Au Salon mondial du tourisme de Paris, qui révèle les destinations à la mode et annonce les tendances de l'été, les visiteurs se sont montrés plus exigeants sur la qualité des programmes présentés par les professionnels

Selon les responsables du 22^e Salon mondial du tourisme de Paris, « on n'avait pas vu ça depuis longtemps, il a fallu rajouter des caisses pour vendre les billets ». A 15 heures, dimanche 23 mars, tous les accès

étaient bloqués. Une véritable émeute ! Lundi 24 mars au soir, on comptabilisait 91 592 entrées en cinq jours. Ce rendez-vous de 610 exposants, offices du tourisme, tour-opérateurs, hôteliers, transporteurs et

agences, annonce les tendances de l'été. Conclusion des professionnels : les Français, d'ordinaire casaniers, commencent à rechercher le déplacement. La Sofres a étudié pour la direction du tourisme le

comportement touristique des Français, sur un panel de 10 000 personnes. Il en ressort que Paris et les villes de plus de 100 000 habitants représentent plus de la moitié des départs. 68,4 % des Français partent en va-

cances et 10,2 % de leurs séjours se font à l'étranger, alors que chez leurs voisins européens, allemands, belges ou néerlandais les taux de départs à l'étranger oscillent entre 50 % et 60 %.

LE VISITEUR du Salon du tourisme ne s'est pas contenté d'entendre sonner les tambours africains, d'observer les potiers marocains, d'admirer les danseuses laotienues et cambodgiennes. Il a interrogé les Malgaches et les Chinois présents en force. Questionnés les Libyens, trônant entre tente bédouine et dunes sahariennes.

Il s'est étonné de s'entendre répondre, sous un grand portrait de Khémeï : « On obtient sans difficulté un visa pour l'Iran, on circule librement à travers le pays, et on se réserve facilement hôtels et avions. » Les Italiens disent vouloir renouer avec les touristes français qui boudent l'antique Perse, à l'inverse des Anglais et des Allemands.

« Il faudrait, commente Sybille Debitour, que les Françaises rechignent moins à s'habiller d'un rupon, grand manteau qui tombe aux chevilles, et d'un foulard porté bas sur le front pour cacher jusqu'au moindre cheveu. » La directrice d'Assinter, spécialiste des itinéraires culturels, a pourtant enregistré une progression de 15 % des inscriptions pour des circuits en Iran, Irak et Libye (environ 1 100 F par jour en

pension complète de Paris, avec visas, guides historiques et archéologiques, tél. : 01-45-44-45-87).

Enfin, le visiteur a fait son marché au rayon du rêve. Il a vu des ours blancs se rouler dans la neige, des milliers d'oiseaux sous le soleil de minuit, et il a planté sa tente en Tanzanie pour observer la migration des gnous.

De l'avis général, les candidats au voyage ont retrouvé le goût des périples au long cours. Les deux réseaux d'agences, Havas et Sélectour, ont reçu nombre de réservations sur les États-Unis, le Canada, le Mexique, Cuba, la Thaïlande, l'Indonésie, mais aussi la Jordanie, la Syrie, l'Afrique australe. Le Français, d'ordinaire casanier à l'inverse de ses voisins européens, allemands, belges ou néerlandais (dont les taux de départs à l'étranger oscillent entre 50 % et 60 %), commence à rechercher le déplacement.

Réalisée pour l'occasion par la Direction du tourisme et l'Institut de sondages Sofres (sur un panel de 10 000 personnes), l'étude sur le comportement touristique des Français montre que les séjours à l'étranger ont progressé de 23 % en trois ans. En 1996, presque un Fran-

çais sur quatre s'est déplacé hors de l'Hexagone, pour raisons professionnelles ou personnelles, Paris et les villes de plus de 100 000 habitants représentant plus de la moitié des départs. Même si seulement 68,4 % des Français partent en vacances et si 10,2 % des séjours se font à l'étranger.

Les séjours à l'étranger ont progressé de 23 % en trois ans. En 1996, presque un Français sur quatre s'est déplacé hors de l'Hexagone

L'Europe se maintient en tête des destinations (77 % des départs, 12 millions de séjours), notamment en week-ends. L'Amérique (États-Unis, Canada, mais aussi Amérique latine), avec 9 % du marché et 1,4 million de séjours, a progressé au point de rejoindre l'Afrique, l'attrait pour l'Afrique du Nord s'érodant.

L'Asie-Pacifique (5 % du marché, 722 000 séjours) a connu la plus forte augmentation de ces dernières années, malgré l'éloignement et le coût encore élevé des voyages, no-

talement à l'heure des grands départs, lorsque les tarifs aériens gonflent.

Il semblerait que la course aux promotions ne soit pas prioritaire. Le globe-trotter se décide tôt et est exigeant. « Les réservations de forfaits pour l'été sont en progression de 32 % » chez Havas Voyages

Jacques Maillot, le client négocie, s'informe. Il connaît les tarifs de la concurrence et veut obtenir le meilleur rapport qualité-prix.

« Les clients sont plus avertis, plus réfléchis et moins papivores, insiste Georges Colson, FDC de Fram, ils s'assurent de la qualité des produits et nous interrogent sur les compagnies aériennes, le type de vol, l'accueil dans le pays, le confort des hôtels... ».

Ainsi, la brochure Bons week-ends dans les capitales d'Europe du tour-opérateur toulousain propose des forfaits « avion-hôtel » au départ de 27 villes, sur vols réguliers, avec un descriptif précis des établissements et de leur situation (3 jours de 1 100 F à 3 000 F en hôtels 2 ou 3 étoiles, avec possibilité de nuits supplémentaires).

Juste publiés au Salon, « Les 10 prix aussi bas » pour un tour du monde de l'été donnent un état des lieux. Construits avec les voyagistes (notamment Asia, Africatours, Americatours-Asietours, Fram, Jet Tours, Pacha Tours, Vacances fabuleuses, Vacances Air Transat, etc.), ces programmes sont commercialisés par les 423 agences Sélectour. Ainsi la croisière Louxor-Assouan, en Haute-Egypte, affichée à 2 990 F,

en juin et en septembre (3 500 F en août), implique l'inconvénient d'un vol charter aux horaires impossibles, mais assure l'agrément d'un bateau confortable possédant des cabines extérieures.

Philippe Demomby, président du réseau Sélectour, explique ces tarifs bas : « Les unités sont trop nombreuses sur le Nil, il faut les remplir. De même les cabines de charters commercialisées à 50 % de leur prix. »

Au Brésil, le séjour combiné à Rio et Bahia, en hôtels 3 et 4 étoiles, se vend pour 8 nuits sur place à partir de 7 490 F (9 100 F au cœur de l'été). Jean-Luc Vernier, patron du Groupe Set et Americatours-El Condor qui signe ces circuits, garantit la qualité des établissements sélectionnés.

Reste que nul n'est contraint de suivre les visites programmées. On peut saisir l'occasion, et une fois sur place vagabonder à son rythme. Le voyageur attentif construit un voyage en connaissance de cause, ajustant le budget en fonction de ses propres exigences. Pour le rush des vacances d'été, les mieux servis sont ceux qui se décident à temps.

Florence Evy

Le tourisme « naturaliste » est à la mode

PARTIR à pied sur la trace d'un buffe, se mettre à l'affût, le soir tombé, pour guetter le léopard, dormir sous la tente en pleine brousse, écouter les cris et les grognements dans la nuit noire...

Observer les animaux dans leur milieu naturel : tel est le propos des voyages dits « naturalistes ». Les artisans de cet écotourisme sont des professionnels passionnés, souvent spécialistes, amateurs de la grande faune d'Afrique, ou ornithologues, qui utilisent leur connaissance du terrain pour bâtir des voyages en petits groupes, voire à la carte, où la lenteur est règle d'or.

Avec 70 destinations polaires à l'affiche de sa brochure 1997, Grand Nord-Grand Large (tél. : 01-40-46-03-14), créé en 1982 par Jean-Luc Albouy, est leader des régions arctiques et antarctiques.

Parmi les clous de l'été, le circuit « Rondo à pied et cabotage » en terre de Baffin permet de vivre au milieu des ours polaires qui rôdent sur la côte (en août, 21 400 F, 4 à 8 personnes). En compagnie de guides inuits (parfois une famille entière), on cabote le long du rivage, les eaux sont peuplées de baleines

franches et de phoques. On observe aussi les baleines, au Québec, avec Richard Sears, responsable de la station de recherche des îles Mingan, installée sur la côte nord du Saint-Laurent (8 000 F au départ de Montréal, 4 500 F pour les étudiants). Les scientifiques accueillent les touristes pour financer leurs travaux.

HÉBERGEMENT COMFORTABLE. L'Afrique constitue l'autre domaine privilégié des circuits et expéditions « naturalistes ». Si chaque voyageur présente une spécificité, les conditions d'hébergement se ressemblent : campement de tentes individuelles avec sanitaires privés, service dans la tradition britannique, dîners aux chandelles, porcelaine blanche, argenterie, mobilier en acajou et moustiquaires pour les plus raffinés. Et toujours un véhicule tout terrain de faible capacité.

Grandeur Nature (tél. : 01-45-51-48-80) annonce des safaris à la carte au Kenya autour du Sweet Water Camp, en 4x4 et à pied ; au Botswana à moto ou à cheval ; en Afrique du Sud, dans une réserve privée du parc Kruger où l'on s'initie, comme les rangers, à

la traque des animaux ou à l'observation des étoiles (environ 15 000 F, enfants acceptés dès 9-10 ans).

Objectif Nature (tél. : 01-42-78-43-23) propose de partir avec un photographe animalier. Les petits groupes circulent en autonomie autour d'un camp de base démonté chaque trois jours. Un matériel photographique de haut niveau est prêté aux participants. Les familles avec enfants sont les bienvenues.

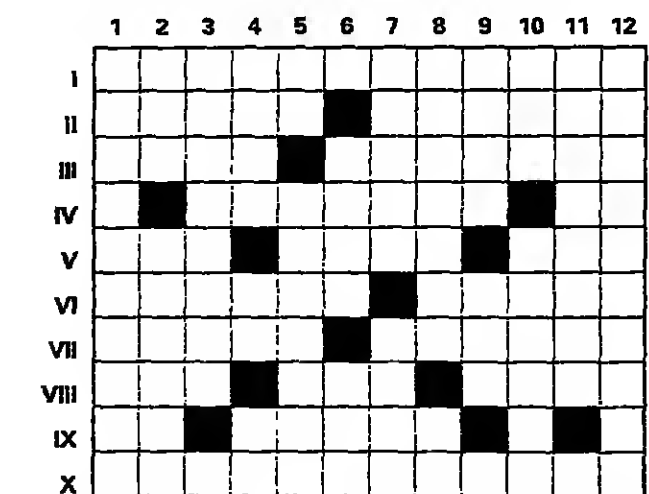
Point fort : la migration des gnous en Tanzanie (août-septembre, environ 14 000 F, 10 jours). Club Faune (tél. : 01-42-85-31-32) gère de vastes territoires, loués aux gouvernements locaux, notamment au Bénin, en Tanzanie et en Afrique du Sud. Les safaris se déroulent à pied et en véhicules totalement découverts. D'autres programmes s'adressent aux ornithologues amateurs chez Cap Nature (tél. : 01-40-46-05-14) et Vie Sauvage (tél. : 01-44-51-08-00), ou particulier au Pérou pour admirer les aras, ces grands perroquets aux couleurs d'arc-en-ciel.

FL. E.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97059

3615 LEMONDE, Lopez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Aimeraient poser des lapins à tout le monde. - II. Port nippon. Pense que les bornes sont dépassées. - III. Ligne de démarcation. S'agit quand on le met au courant. - IV. Échange son travail contre des espèces. Le strontium. - V. Sa dépêche a mis l'Europe à feu et à sang. Saisons migratoires. Un point à l'envers. - VI. Fait la rainette. La valeur des choses. - VII. Sont passés sur le volet. Remis en état. - VIII. Homme de cour bien en robe. La rogne de nos grands-pères. Il faut être naïf

pour penser qu'il va nous aider. - IX. Les habitudes. Machin à laver la vaisselle. - X. Remettrais de l'ordre dans les affaires.

VERTICALEMENT

I. Doit faire attention à tout ce que vous lirez. - 2. L'Amérique en VO. Pas facile à égayer. - 3. Groupe organisé qui cherche à se fixer. - 4. Nous nous sommes installés dans ses meubles. Sur les roses. Article espagnol. - 5. Interjection. Mit au propre. - 6. Ile d'Océanie. Font partie des plaisirs. - 7. Le plus long en France.

Cries comme une bête. - 8. Ne fait pas que du vent quand il jone. Se baigne dans l'Atlantique. - 9. Suprême mais le plus souvent auxiliaire. Le départ de tous nos mots. - 10. Vieille bête. Prit tout son temps. - 11. Cartes sur table. - 12. Arriveront toujours bons derniers.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97058

HORIZONTALEMENT. I. Appassioato. - II. Crapaud. Unité. - III. Crisier. T96. - IV. Rut. St. Moisl. - V. Évites. Uval. - VI. Dear. Ees. Oil. - VII. Lob. Réal. - VIII. Té. Calmai. Ut. - IX. IVG. Inondent. - X. Ferblanterie.

VERTICALEMENT. I. Accréditif. - 2. Preuve. Eve. - 3. Partial. GR. - 4. Apl. Troc. - 5. Sasse. Bail. - 6. Suite. Lna. - 7. Ide. Sermon. - 8. Rm. Séant. - 9. Nu. Ou. Aide. - 10. Antivol. Er. - 11. Tissal. Uni. - 12. Oreillette.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration.

ISSN 0249-2037

Imprimerie du Monde, 12, rue M. Guesbroux, 94052 Ivry cedex.

Produceur-directeur général : Dominique Alday. Directeur général : Orléan Monnet.

133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris cedex 08.

Tél : 01 44 43 76 00. Fax : 01 44 43 77 30.

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Les « formes dynamiques » de Bernard Moninot

LA POSTE mettra en vente générale, mardi 1^{er} avril, un timbre à 6,70 F de la série artistique consacrée à Bernard Moninot, artiste né en 1949 au Fay (Saône-et-Loire).

Ce timbre représente « une suspension de formes dynamiques qui s'éloignent les unes des autres ». La Poste précise dans sa publication Philinfo que cette création originale pour le timbre s'inspire d'une série de dessins « pour lesquels Bernard Moninot s'est référé à un lieu idéal précis, situé au voisinage



de la nébuleuse de la Tête de cheval ».

Le timbre, au format horizontal 48 x 36,85 mm, dessiné par Bernard Moninot, mis en page

par Charles Bridoux, est imprimé en héliogravure en feuilles de treute.

P. J.

★ Vente anticipée à Paris, les samedi 29 et dimanche 30 mars, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert dans le hall d'entrée de la Galerie nationale du Jeu de paume (1, place de la Concorde, Paris VIII^e). Bernard Moninot y sera présent le 30 mars en matinée pour une séance de dédicaces du timbre.

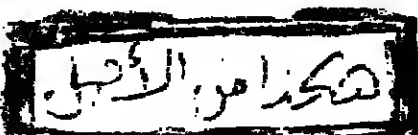
EN FILIGRANE

■ DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. La Poste a mis en vente quatre nouvelles séries de cinq « prêt-à-poster » illustrés réservés aux départements d'outre-mer. Chaque série comprend cinq

enveloppes préimprimées avec cartes-correspondance assorties, qui reprennent (sans valeur faciale) des timbres émis il y a quelques années. Guadeloupe : *Île du Gosier*, de Pierre Béquet (1970) ; Guyane : *Espace et Guyane*, de Claude Andréotto (1995) ; Martinique : *Anthurium*, de Pierrette Lambert (1973) ; Réunion : *Réunion*, de Marie-Anne Douyère (1977). Chaque série est en vente dans le département concerné au prix de 30 F et par correspondance auprès du Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15. Ces enveloppes sont à

validité permanente pour le monde entier.

■ CONCENTRATION. Une alliance a été conclue entre la société Théodore Champion - principal diffuseur français des timbres du monde entier - et la compagnie danoise Nordfrim, leader sur les marchés scandinaves. La prise de participation majoritaire de Nordfrim conduira Jean Varga à concentrer ses activités sur la rédaction du catalogue Yvert et Tellier et les relations avec les administrations postales. Erling Dangeard, patron de Nordfrim, assurera la fonction de PDG.



Petour du soleil par l'ouest

AVEC LA HAUSSE du champ de pressions, des conditions anticycloniques sont revenues sur l'ensemble du pays et, malgré quelques passages nuageux, c'est le soleil qui dominera cette journée de samedi. Néanmoins, avec un vent de secteur nord dominant, les températures resteront assez fraîches.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Malgré quelques nuages en Normandie, le soleil sera au rendez-vous. Les températures seront stationnaires, entre 10 et 13 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur Nord-Picardie et les Ardennes les nuages seront nombreux toute la journée ; plus au sud on verra de belles périodes ensoleillées. Les températures s'échelonneront de 9 à 13 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Bourgogne, le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies ; sur les autres régions le soleil aura du

mal à percer et quelques averses se produiront. Les températures, parfois proches de zéro le matin, ne dépasseront pas 12 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Malgré quelques passages nuageux la journée sera bien ensoleillée. Les températures seront conformes aux normales saisonnières avec 15 ou 16 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages alterneront avec de belles éclaircies ; toutefois la couverture nuageuse sera plus importante sur les Alpes du nord. On aura parfois des gélées au petit matin ; l'après-midi les températures varieront de 9 à 14 degrés du nord au sud.

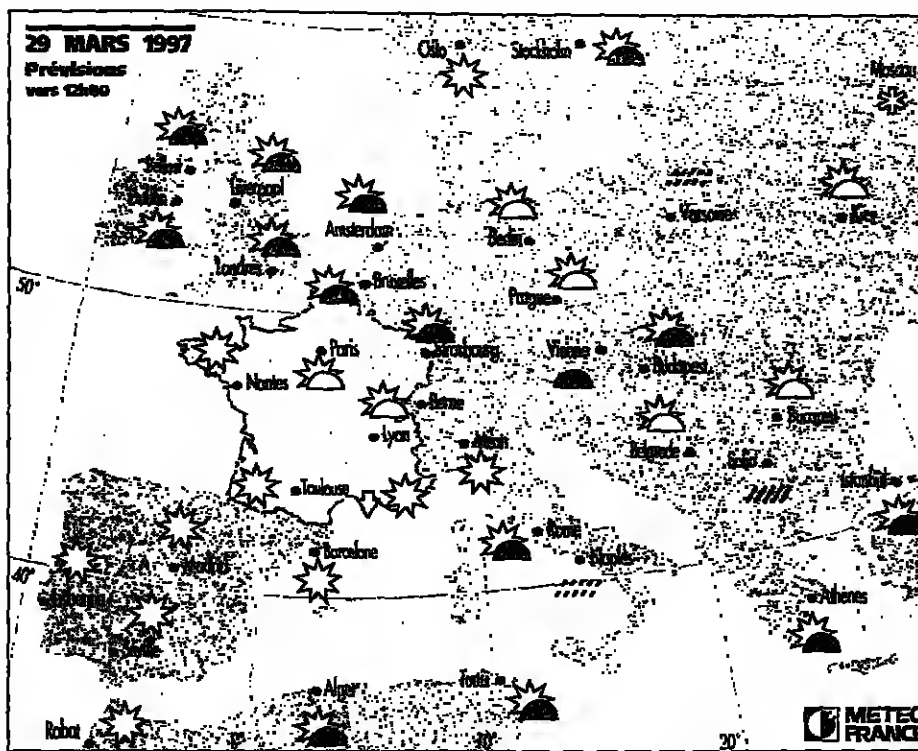
Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur ces régions la journée sera bien ensoleillée, mais le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 90 km/h en rafales. Les températures maximales seront comprises entre 15 et 18 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; N : neige.

AIACCO	5/16	5	NANTES
BIARRITZ	5/15	5	NICE
BORDEAUX	3/13	5	PARIS
BOURGES	0/11	5	PAU
BREST	4/9	5	PERPIGNAN
CAEN	3/9	5	RENNES
CHERBOURG	3/9	5	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	0/10	5	STRASSBOURG
COCUN	1/10	5	TOULOUSE
GRENOBLE	2/12	5	TOURS
LILLE	4/9	N	FRANCE métropolitaine
LIMOGES	1/9	5	CAYENNE
LYON	1/11	5	FORT-DE-FL.
MARSEILLE	5/14	5	NORMEA

FRANCE métropolitaine	NANCY	28/3	N
ALPES	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N
ARMOIS	51/5	28/3	N



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** La SNCF mettra en circulation plus de 2 500 trains au départ et à l'arrivée de Paris entre le vendredi 28 mars et le mardi 1^{er} avril. Près de 620 000 voyageurs sont attendus dans les gares parisiennes vendredi et samedi. Pour ces deux journées, la SNCF a prévu un quart de trains supplémentaires. Un service spécial grands départs sera mis en place dans plus de 50 gares. Des employés vêtus d'un gilet rouge porteront aide et assistance aux voyageurs.

■ **ALLEMAGNE.** D'après le tribunal de Francfort, les compagnies aériennes ne sont pas tenues par la loi allemande d'offrir à leurs clients des places non-fumeurs. A l'occasion d'un procès récent, les juges allemands ont statué que, compte tenu des conditions de transport en vigueur dans le monde, les passagers sont contraints d'accepter les places qui leur sont proposées. (AFP.)

ENFANTS

Les cours d'école désigneront le successeur à succès des Pogs

COMME CHAQUE ANNÉE au printemps, les nouveaux jeux de rue partent à la conquête des cours de récréation. Cette fois, les écoliers ne savent plus où donner de la tête. Les fabricants, qui tentent désespérément de résister au succès des pogs, au début des années 90, et des Pogs, en 1995, se sont surpassés.

La société lyonnaise D'Arpège a été la plus prompte à lancer les Glix dès la fin février en France (avant la Suisse, la Grande-Bretagne et l'Espagne). Héritiers des Taps (dix millions de pochettes de ces rivaux des Pogs furent vendues), ces rondelles métalliques de six centimètres de diamètre représentent des animaux ou des personnages inspirés de films d'horreur. Un joueur empile les Glix (10 francs la pochette de trois) et l'autre frappe le tas avec une main en plastique (10 francs) pour le retourner le plus grand nombre. Promoteur des Grados - petits personnages répugnants qui, en 1989, importèrent en France la mode du « trash » infantile - puis des Pogs, Avimage lance les Glix. De taille identique aux Glix, les Schlak (8 francs la pochette) se dispersent à l'aide d'un « splash » (5 francs). Seule différence : on les récupère avec une tère aimantée vendue 20 francs. Pour les 10-14 ans, Avimage a inventé les Deus, séries de cartes d'assez belle facture (10 francs la pochette) représentant des per-

sonnages imaginaires inspirés de différentes mythologies. Pour les plus petits, T2M importe des Etats-Unis les dunks, petits rectangles à coller (et à décoller) sur les cartables ou les chaussures qui assurent la promotion des derniers films à gros budget (*Space Jam*, *Les 101 Dalmatiens*).

Cette année, la tension est montée d'un cran. En 1996, rien n'a vraiment marché. Les Jojo's, sorte d'osselets lancés par TF1, et leurs rivaux les Barjots (D'Arpège) se sont chamaillés en justice et ont fait un flop. « Les Pogs ont tout décliné. A tort, chacun a cru pouvoir continuer sur cette lancée, mais il faudra attendre plusieurs années avant de retrouver un tel phénomène », soupire un responsable de la société D'Arpège, qui distribue en ce moment « plusieurs centaines de milliers de Glix gratuitement à la sortie des écoles de vingt-cinq villes ». « Pour être rentable, ajoute-t-il, il faut dépasser le cap des 10 millions d'exemplaires. Et, sans tarder, se renouveler pour la saison suivante. »

Tout le monde doit vendre massivement et très vite ces habiles dont la durée de vie excède pas six mois. Pour un résultat qui ne sera pas connu avant la rentrée de septembre, l'expérience montre en effet que, pour devenir une réussite commerciale, un produit doit survivre à la coupe des grandes vacances.

Jean-Michel Normand

RELIGION

Offices de la semaine sainte à Paris

NOUS PUBLIONS les horaires des offices de la fin de la semaine sainte et du jour de Pâques dans un certain nombre de lieux de culte parisiens. L'ensemble des informations sur ces offices est disponible au Centre d'information et de documentation religieuses (01-46-33-01-01), 8, rue Massilou (Paris, 4^e arrondissement), et sur 3615 Gabriel, le serveur Minitel des Eglises de France.

■ **Notre-Dame de Paris** (4^e arrondissement). Vendredi 28 mars : célébration de la Passion à 18 h 30. Samedi 29 : vigile pascalle présidée par le cardinal Lustiger à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 8 heures, 8 h 45, 10 heures, 11 h 30 et 18 h 30. Lundi 31 : offices à 8 heures, 9 heures, 12 heures et 18 h 30.

■ **Sacré-Cœur de Montmartre** (18^e). Vendredi 28 : chemin de croix présidé par le cardinal Lustiger à 12 h 30 ; célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 9 h 30, 11 heures, 12 h 30, 18 heures et 22 h 15. Lundi 31 : offices à 11 heures et 16 heures.

■ **Saint-Eustache** (1^{er}). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 22 heures. Dimanche 30 : offices à 9 h 30, 11 heures et 18 heures.

■ **Saint-Germain-l'Auxerrois** (1^{er}). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 :

vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 8 h 30, 10 heures et 11 h 15. Lundi 31 : offices à 8 h 30, 12 heures et 18 h 30.

■ **Notre-Dame-des-Victoires** (2^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 18 h 30. Samedi 29 : vigile pascalle à 22 heures. Dimanche 30 : offices à 11 heures et 18 h 30. Lundi 31 : offices à 12 h 15 et 18 heures.

■ **Saint-Denis-du-Sacrament** (3^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 h 30. Dimanche 30 : offices à 9 h 30 et 11 heures.

■ **Saint-François-Xavier** (7^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 9 heures, 10 h 15, 11 h 30 et 18 h 30.

■ **Saint-Pierre-du-Gros-Cail** (7^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 20 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 8 h 30, 9 h 45, 11 h 15, 12 h 30 et 19 heures. Lundi 31 : offices à 8 heures, 9 heures et 10 heures.

■ **Sainte-Clothilde** (7^e). Vendredi 28 : office de la Croix à 19 h 30. Samedi 29 : vigile à 21 heures. Dimanche 30 : office à 11 heures. Lundi 31 : office à 11 heures.

■ **La Madeleine** (8^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 9 heures, 10 heures, 11 heures, 12 h 30 et 18 heures. Lundi 31 : offices à 11 heures et 18 h 15.

■ **Saint-Augustin** (8^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 h 30. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 11 h 15 et 18 h 30. Lundi 31 : office à 11 heures.

■ **La Sainte-Trinité** (9^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 12 h 10 et 20 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 9 h 30, 10 h 30, 11 h 30 et 19 heures. Lundi 31 : offices à 10 heures, 12 h 10 et 18 h 30.

■ **Saint-Louis-d'Antin** (9^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 18 h 30. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 9 h 30, 10 h 30, 12 heures, 18 h 30 et 21 heures. Lundi 31 : offices à 10 heures et 11 heures.

■ **Notre-Dame-de-la-Gare** (13^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 20 h 30. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 9 h 30 et 11 heures. Lundi 31 : office à 9 h 30.

■ **Saint-Hippolyte** (13^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 h 30. Dimanche 30 : offices à 10 h 30 et 18 h 30. Lundi 31 : office à 12 h 15.

■ **Saint-Michel-des-Batils** (17^e). Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 heures. Samedi 29 : vigile pascalle à 21 heures. Dimanche 30 : offices à 8 h 30, 10 h 30 et 15 heures.

■ **Eglise du Luxembourg** (6^e). Vendredi 28 : culte avec Sainte Cène à 21 heures. Dimanche 30 : culte avec Sainte Cène à 10 h 30.

■ **Eglise du Sacré-Spirite** (8^e). Vendredi 28 : culte avec Sainte Cène à 18 h 30. Dimanche 30 : culte avec Sainte Cène à 10 h 30.

■ **Culte luthérien**. Vendredi 28 : 19 heures. Samedi 29 : vigile à 21 heures. Dimanche 30 : office à 10 h 30.

■ **Culte anglican**. Vendredi 28 : célébration de la Passion à 19 h 30. Samedi 29 : vigile pascalle à 22 heures. Dimanche 30 : offices à 8 h 30, 10 h 30 et 15 heures.

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 27 mars. Elles nous sont communiquées par l'Association des sports d'hiver qui diffuse aussi ces renseignements sur répondre au 09-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne, ou le 3615 Cours, et sur Internet : <http://www.skifrance.fr>

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINE-ISÈRE
L'Alpe d'Huez : 95-250 ; L'Alpe du Grand-Serre : n. c. ; Auris-en-Oisans : 10-250 ; Autrans : n. c. ; Chamrousse : 40-60 ; Le Collet-d'Allevard : 00-50 ; Les Deux-Alpes : 40-300 ; Lans-en-Vercors : 00-30 ; Méaudre : n. c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n. c. ; Sept-Laux : 10-60 ; Villard-de-Lans : 00-50.

HAUTE-SAUVIE
Avoriaz : 50-140 ; Les Carroz-d'Araches : 00-220 ; Chamonix : 15-265 ; Châtel : 10-140 ; Le Châssas : 00-220 ; Comblanchien : 15-145 ; Les Contamines-

Montjoie : 05-180 ; Faine : 53-220 ; Les Gets : 00-100 ; Le Grand-Bornand : 00-160 ; Les Houches : 00-90 ; Megève : 00-150 ; Morillon : n. c. ; Morzine-Avoriaz : 00-150 ; Pra-les-Lacs : 25-95 ; Saint-Gervais : 35-90 ; Samoëns : 00-230 ; Thollon-les-Mémeas : 35-65.

SAVOIE
Les Aillons : 00-80 ; Les Arcs : 78-278 ; Arêches-Beaufort : 00-145 ; Aussois : 20-70 ; Bonneval-sur-Arc : 65-

220 ; Bessans : 50-60 ; Le Corbier : 50-100 ; Courchevel : 01-200 ; La Tania : n. c. ; Crest-Voland-Cobonne : n. c. ; Flumet : 20-110 ; Les Karellis : 35-120 ; Les Menuires : 40-150 ; Saint-Martin-Belleville : 20-150 ; Méribel : n. c. ; La Norma : 10-180 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 00-125 ; La Plagne : 120-270 ; La Rosière : 1850-75-210 ; Saint-François-Longchamp : 20-180 ; Les Saixes : 90-160 ; Tignes : 128-200 ; La Toussuire : 40-60 ; Val-Cenis : 30-140 ; Val-

Fréjus : 10-190 ; Val d'Isère : 90-210 ; Valloire : 20-110 ; Valmeinier : 10-110 ; Valmorel : 35-165 ; Val-Thorens : 80-210.

ALPES DU SUD
Auron : 30-130 ; Beuil-Les-Launes : n. c. ; Isola 2000 : 85-190 ; Montgenèvre : 70-160 ; Orcières-Merlette : 25-240 ; Les Ores : 50-180 ; Pra-Loup : 35-175 ; Puy-Saint-Vincent : 30-240 ; Risoul : 1850-30-160 ; Le Saizieu-Super-Sauze : 00-160 ; Serre-Chevalier : 30-190 ; Superdévoluy : 25-260 ; Valberg : 30-30 ; Val d'Alos/Le Seignus : 50-140 ; Val d'Alos/La Foux : 50-250 ; Vars : 30-165.

PRENNES
Ax-les-Thermes : n. c. ; Cauterets-Lys : 25-85 ; Font-Romeu : 20-50 ; Gourette : 00-110 ; Luchon-Superbagères : n. c. ; Luz-Ardiden : n. c. ; La Mongie : 03-85 ; Peyragudes : 00-100 ; Plan-Engaly : 25-150 ; Saint-Lary-Soulan : 05-40.

JURA
Métabief : n. c. ; Mijoux-Lélex-La Faucille : 00-20 ; Les Rousses : 00-20.

Samedi 29 mars à 13 h 30

TÉMOINS
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Claude GOASGUEN
conseiller de Paris (UDF)
sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (France 3)
et
Pascale SAUVAGE (Le Monde)

Le Monde

كنا من الأهل

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 29 MARS 1997

ARTS Le Musée des beaux-arts de Nantes présente jusqu'au 17 mai une nouvelle œuvre-installation du plasticien Sarkis. Au commencement le son de la lumière à l'arrivée est

une œuvre monumentale - quatorze mètres de haut, quatre portes et, sur le pourtour, dix-huit tableaux choisis par l'artiste dans les collections du musée - qui a pour ambi-

tion d'élever celui qui la regarde vers la lumière. ● **LUMIÈRE** et ombre sont les deux pôles du travail de cet artiste naturalisé français, né en 1938 à Istanbul, où il a grandi

entre les mosquées de l'architecte ottoman Sinan et les coupôles de Sainte-Sophie et étudié l'architecture. En 1964, il a émigré en France et s'est installé à Paris, où il vit et

travaille. ● **SON ŒUVRE**, de réputation internationale, est tout entière dévolue au dialogue de l'homme avec son histoire et sa mémoire, mobile, vivante, toujours repensée.

Sarkis, l'artiste qui explore le monde de la lumière

Dans le patio du Musée des beaux-arts de Nantes, le plasticien français d'origine turque a installé une cage de 14 mètres de haut qu'il faut approcher pour apercevoir, à travers quatre portes, une entreprise fascinante de mise en scène d'ombre et de blancheur

AU COMMENCEMENT LE SON DE LA LUMIÈRE À L'ARRIVÉE. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures ; nocturnes le vendredi, jusqu'à 21 heures. Dimanche, de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et jours fériés. Jusqu'au 17 mai.

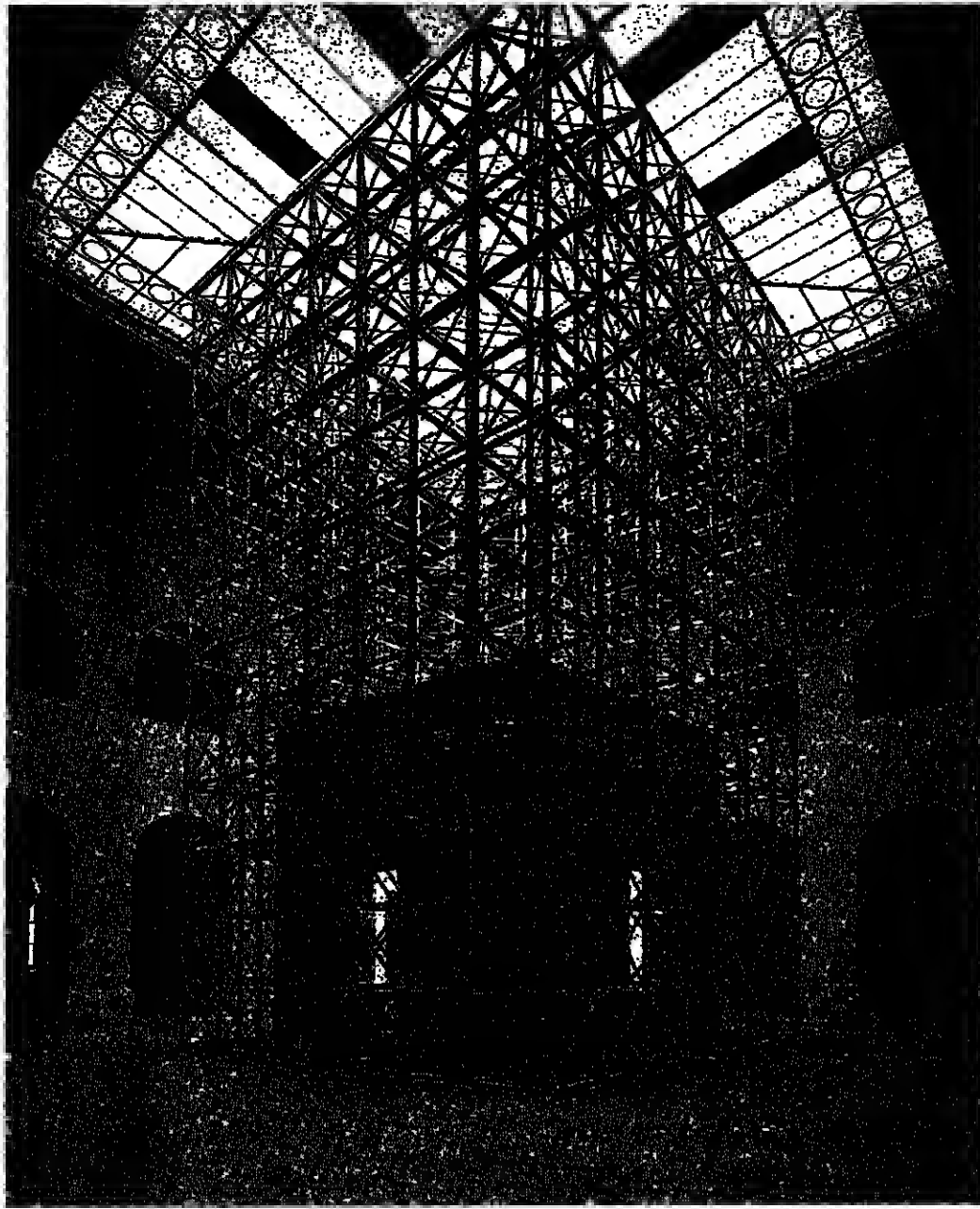
NANTES

de notre envoyée spéciale
En 1992, Henri-Claude Cousseau, alors directeur du Musée des beaux-arts de Nantes, demandait à Sarkis d'intervenir dans le grand patio couvert au centre du bâtiment. D'autres artistes contemporains l'avaient fait, d'autres le feront : Paolini, Penone, Toni Grand, Jean-Pierre Bertrand, Claude Rault, Per Kirkeby ou, plus récemment, Paul-Armand Gette... Sarkis, pour qui il s'agissait d'opérer dans « le cœur de l'architecture, là où la lumière rentre dans le corps du musée », échafaudait alors une construction qui « conduirait la lumière vers nous, et nous élèverait vers elle ».

Le projet lui est venu à Istanbul, sa ville natale, où cet artiste, désormais naturalisé français, avait à portée de vue et sous la main les mosquées du célèbre architecte ottoman Sinan, et, en amont, Sainte-Sophie : de vastes espaces fondés sur une distribution équilibrée et sereine de la lumière, qui n'écrase pas comme dans la plupart des cathédrales.

Henri-Claude Cousseau quittant le musée, le projet de Sarkis ne s'est pas concrétisé tout de suite, mais il a été à l'origine de plusieurs mises en scène de son œuvre, au palais Lichtenstein à Vienne et au musée de Bonn, pour la rétrospective qui lui était consacrée, notamment. Finalement, le nouveau directeur du musée, Jean Aubert, l'a repris. Il vient à point en ces temps de confusion entre les nécessaires relectures de l'art du XX^e et le rejet pur et simple de la modernité, alors que le débat très franco-parisien autour de l'art contemporain se poursuit dans l'ignorance, l'oubli ou le mépris d'expériences artistiques stimulantes pour le regard et l'esprit.

L'œuvre que Sarkis développe depuis les années 60 est de celles-là. Elle passe pour difficile et suppose qu'on s'y arrête un peu plus de temps que celui d'un zapping, le temps de se familiariser avec ce



travail qui cherche tant à « dire avec des choses simples la complexité du monde ».

FLUIDE, MOBILE ET SONORE

L'installation de Nantes est justement simple et complexe à la fois. C'est une cage en croisillons de bois qui n'a rien d'une prouesse technique, rien d'émphatique, rien d'agressif bieu qu'elle s'élève à 14 mètres au centre du patio pour entreprendre la lumière à sa

source : la verrière qui dissimule un éclairage d'appoint pouvant se substituer à la lumière du jour. Où l'affaire se complique, c'est que la construction joue différemment de cette matière première en soi fluide, mobile et sonore. A claire-

voie dans la partie haute, en partie muré dans la partie basse, le dispositif tient de l'instrument à corde et du moulin (à farine, à café ou à prières). Il cotaille, retaille, découpe, retient, fait caisse de résonance, distille la lumière. Celle-

ci, après sa répercussion dans l'espace du musée, est prise dans une chambre blanche où, ceinturée et saturée, elle traverse un plateau de plâtre blanc percé de trous, pour finir en voie lactée, mêlée à la poudre du plâtre qui, venue du plateau, transforme la mosaïque romaine incluse dans le sol du patio en un tapis moelleux.

C'est à ce dessous de plateau, à cette coulisse d'ombre et de lumière brouillées qui demande au visiteur de se pencher un peu, que l'installation de Sarkis doit son potentiel métaphorique. C'est par là, dans cet étage bas qui met au jour une réserve d'ombre, une richesse en partie exploitée, qu'elle débord de ses aspects rétinien, de son dessin, de son apparence formelle, construite, voire constructiviste, qu'elle devient projection dans l'espace d'un espace intérieur, ouvert.

A l'image de l'artiste Sarkis dont l'œuvre est construction mentale, travail de l'esprit, mise en relation de l'homme et son histoire avec l'histoire des lieux où il intervient, eo passeur de lumière, passeur d'idées. Son échafaudage de Nantes, suspendu dans l'espace de l'architecture dont il retrace et commente la lumière, finit sur le tapis de l'histoire, et inversement. La lumière l'habite, mais aussi le contenu même du musée : les œuvres qu'il abrite.

UN HUMANISTE, AU FOND

Sarkis a décroché dix-huit tableaux choisis, pour les placer dans les parages de son échafaudage, sur le pourtour du patio. Dans les salles, il les a remplacés par une modeste aquarelle signalant le nom de l'auteur et celui de l'œuvre empruntée : des primitifs, Pérugin, Vitale, Gentileschi, Vermet, Kandinsky, Richter... tous retenus par rapport à l'idée de lumière et d'élévation qu'ils recèlent, et qu'on ne remarque pas forcément en parcourant les collections. Sarkis aime raviver la mémoire, la réchauffer. La sienne propre, la mémoire collective aussi.

Sarkis appartient à une génération qui a contesté vivement l'histoire de l'art et l'Art avec un grand A. Il n'y a pas de vanité dans

sa démarche d'appropriation du musée. Il s'agit moins pour lui de s'inscrire dans l'histoire de l'art que de faire fructifier le passé, en intégrant dans son travail des témoignages d'autres cultures, d'autres sociétés, d'autres langages, d'autres images produites par d'autres modes d'expression : la musique, le théâtre ou le cinéma. Il y a chez lui le désir d'une œuvre multiple dont l'accomplissement et la qualité ne sont pas d'ordre esthétique, mais liés à la qualité des valeurs et des rapports humains mis en scène, à son ouverture aux autres, à ce qu'il peut y faire passer de son expérience. C'est un humaniste au fond, dont l'œuvre n'a qu'un seul et même objectif : être au monde, co-naître avec les autres.

Sa grande pièce pour Nantes travaille à la récréation d'un espace de paix et de réflexion autour d'une culture vivante, avec pour compagnon la lumière et sa musique grave. Elle invite d'abord à écouter la lumière ; elle conduit aussi une réflexion sur l'institution muséale. Ses niveaux de lecture sont multiples. A chacun d'y trouver son bien. Sarkis ne s'y montre pas directif. C'est devenu un homme d'échanges et d'ouverture, qui, à l'heure de la maturité, vit sa relation au monde avec plus de sérénité. Sa gestion de la lumière en témoigne, qui l'occupe plus que jamais, sous toutes ses formes, du néon à la tache d'aquarelle, de l'image de la bougie et des spots de couleur, à l'usage de la lumière du jour.

Il n'en a pas toujours été ainsi, il n'en est pas toujours ainsi : la part de l'ombre, ce foeds d'angoisse qui habite l'artiste, peut toujours resurgir. Le Musée des beaux-arts de Nantes, qui conserve une grande suite d'aquarelles et une série de petites peintures à l'huile de Sarkis, peut en témoigner. La grande pièce du FRAC Pays de la Loire aussi. Ce rassemblement permet de faire un bon bout de chemin en compagnie de l'artiste, qui n'arrête pas de grandir et de s'enrichir d'un lieu à l'autre, d'un pays à l'autre.

Geneviève Breerette

Souvenirs d'une œuvre au noir

NANTES

de notre envoyée spéciale
Le musée des beaux-arts de Nantes conserve deux ensembles importants d'œuvres de Sarkis : 103 aquarelles, pour la plupart réalisées entre 1985 et 1988, et 42 Heures du loup (1985), petites

bulles sur fond noir, qui sont présentées dans les salles d'art graphique, au sous-sol. Là où il faut pour approcher des travaux réalisés dans l'intimité de la nuit, et que l'artiste a longtemps hésité à montrer. Les unes et les autres recèlent une quantité d'images de chaleur et de froid, d'écoutes attentives et de pensées cachées, entretenues entre eau et oodes lumineuses, recyclables à volonté. Ici on voit une barque, la une ombre humaine, la un visage incertain, ou bieu des lettres de l'alphabet Sarkis, le K et le Z de Kiegschatz, le « trésor de guerre » que l'artiste a commencé à constituer au temps où il naviguait face à lui-même, bagarant contre lui et la société.

C'était sa part d'ombre qu'il enfouissait dans les formes éclatées que prenait son travail. Un travail au noir, clandestin, qui s'est fortifié en instaurant le dialogue du « je » avec quelques interlocuteurs privilégiés.

SOUS LE SIGNE DE L'ANGOISSE

On pense à Beuys, aux artistes de l'art pauvre. Il faudrait y ajouter une pléiade de cinéastes comme Tarkovski ou Parajanov - Sarkis est un grand cinéphile -, et de musiciens - Sarkis est mélomane - qui ont conforté l'artiste dans son re-

fus du formalisme et l'ont aidé à mettre en scène les images mouvantes de son voyage intérieur, ses angoisses, ses brûlures, sa mémoire. Du vécu. Une aventure personnelle d'artiste qui a commencé sous le signe de l'angoisse, à Istanbul, lorsque l'adolescent Sarkis découvrait, en 1955, une reproduction du Cri de Munch. Il vaincra pourtant ses peurs, se lançant dans des études d'architecture d'intérieur à l'Académie des beaux-arts d'Istanbul. Il présentera très vite des expositions de ses gouaches obscures et hantées, figures à peine visibles, cette part de l'œuvre dont il a presque tout brûlé avant d'émigrer à Paris avec sa femme Isil, eo septembre 1964. Il connaissait un peu le français, la langue des missionnaires...

Sarkis a longtemps navigué dans un monde d'images secrètes, enlées. Au moins jusqu'en 1976, date à laquelle il en a fini avec ce qu'il a appelé son « black-out », eo commençant à projeter des lumières colorées dans sa chambre noire. Là, il ne cessait de dérouler des tapis de bûme et de disperser des caisses noires, vides, d'images non révélées. Elles étaient significatives de son mal-être, dans l'enfance d'une œuvre qui se voulait territoire ouvert, élargi, emichi au fil d'expositions, de voyages, sans forme fixes, mais partant d'une base fixe de matériel visuel et sonore, de mots, d'images, de signes, d'objets qui lui tenaient à cœur.

Depuis la fin des années 70, il s'est mis à l'écoute de la lumière. L'eau et les couleurs de l'aquarelle

- un médium auquel il donne du sens -, l'y ont aidé. Elles lui ont donné le moyen de clarifier son fonds d'images personnelles, de l'activer sans pour autant le livrer sous forme de récit autobiographique.

Sarkis est trop pudique pour se coucher. Chez lui, l'eau noie ce que la lumière fait émerger : des signes d'identité, et de son « trésor de guerre » riche de souvenirs, d'images, d'objets venus de partout qu'il engrange à Paris, rue Vergniaud, où il habite depuis 1971. Son lieu de mémoire, de vie, de travail.

CHAMBRES DE MÉMOIRE

Son œuvre ne peut se faire que dans cette imbrication de l'art et de la vie, sans frontières. Les images qu'il conçoit sont ses chambres de mémoire : Ma mémoire est ma patrie, tel est le titre d'une pièce de 1985, faite de bribes d'objets, de fragments de construction éparpillés au sol. En attente de signification.

Chez lui, il entretient ses archives, les classe : des images, des cadres, des objets de culture et de culte, de civilisations différentes d'Asie, d'Afrique ou du Moyen-Orient, qu'il s'approprie, retouche parfois, pour les relier à lui. Il y a là des ikons, des madones, des témoignages de dévotion, des objets d'art populaire rangés dans de précieuses vitrines, en réserve. Qu'il met en scène ou qu'il a mis en scène.

G. B.

D'Istanbul à Paris

● 1938-1964. Sarkis est né à Istanbul le 26 septembre 1938, dans une famille d'origine arménienne. Son père est boucher. A seize ou dix-sept ans, il est fasciné par une reproduction du Cri de Munch et, en 1955, il décide de devenir peintre. Tout en poursuivant des études d'architecture intérieure à l'Académie des beaux-arts, il expose des gouaches obscures et hantées de figures à peine visibles, qu'il a presque toutes brûlées avant d'émigrer avec sa femme Isil.

● Depuis 1964. A Paris, Sarkis pratique le collage et des peintures à base d'images d'actualités sur la Chine, l'Union soviétique, la Turquie, la Grèce... Ces œuvres lui valent en 1967 le prix de peinture de la Biennale de Paris. Son début de succès commercial l'inquiète. Panne. En 1968, il commence à réaliser des installations avec des objets, des boîtes, des cornières de métal, des rouleaux de goudrons. En 1969, il est invité à l'exposition Quand les attitudes deviennent formes organisée par Harald Szeemann. Il expose à l'ARC, à la galerie Sonnabend, où il gagne sa vie comme assistant, en Allemagne... Dans les années 80, il enseigne à l'École des arts décoratifs de Strasbourg et, au début des années 90, à l'Institut des hautes études en arts plastiques, à Paris (fermée en 1995). Sa dernière grande exposition a eu lieu à Bonn eo 1995.

MAIRIE DE PARIS

GUSTAVE PARKING
AU CASINO DE PARIS

12 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 1^{er} AU 13 AVRIL
LOCATION : 01 49 95 99 99
974

هكذا من الضمير

Dans les combles du Théâtre de Bretagne, quatorze jeunes comédiens jouent la jungle des villes

Matthias Langhoff dirige un spectacle inspiré par Bertolt Brecht

Le metteur en scène Matthias Langhoff a été invité à diriger un atelier à l'école de comédiens du Théâtre national de Bretagne. Son travail a

porté sur *Dans la jungle des villes* et des poèmes de Bertolt Brecht. Contrairement à l'habitude, qui veut que les ateliers ne débouchent pas sur

une présentation au public, *Play Brecht, play villes* est devenu un spectacle impressionnant, qui se donne dans les combles du théâtre.

« **PLAY BRECHT, PLAY VILLES** ». Mise en scène : Matthias Langhoff. Avec quatorze élèves de la promotion 1994-1997 de l'école de comédiens du Théâtre national de Bretagne. **THÉÂTRE NATIONAL DE BRETAGNE**, 1, rue Saint-Hélène, 35000 Rennes. Tél. : 02-99-31-55-33. Vendredi 4, samedi 5, dimanche 6, vendredi 11 et samedi 12 avril, à 20 h 30. 40 F. Durée : 3 h 30. Jusqu'au 12 avril.

RENNES

de notre envoyée spéciale

Au départ, *Play Brecht, play villes* ne devait pas être présenté au public. C'est un atelier comme il s'en pratique régulièrement à l'école de comédiens du Théâtre national de Bretagne, où les élèves reçoivent un enseignement pendant trois ans, avec l'appui de nombreux intervenants, dont Matthias Langhoff. Le metteur en scène, qui a déjà dirigé un atelier en juin 1994, est revenu à Rennes en décembre 1996, pour huit semaines. Comment travailler ? Sur quels textes ? Matthias Langhoff a répondu en suivant sa voie naturelle : partir du plateau, s'emparer du réel. Il a donc demandé aux élèves de plonger dans la fabrication, en jouant, évidemment, mais aussi en participant aux décors, costumes, maquillages. Et il leur a proposé une pièce qui résonne de

la fureur du monde d'aujourd'hui : *Dans la jungle des villes*, de Bertolt Brecht.

Dans son entreprise, Matthias Langhoff a collaboré avec la comédienne Evelyn Didi et Antoine Rigot, un ancien de la villedromesko formé à l'école du cirque. Mais c'est lui qui a dirigé l'essentiel du travail, dont le résultat a convaincu François Le Pilouier - directeur du TNB - de présenter au public *Play Brecht, play villes*. Ainsi, chaque soir, quarante-trois spectateurs sont invités à grimper dans les combles et le théâtre, où ils embarquent pour trois heures de spectacle en forme de déambulation.

Selon les moments, ils se retrouvent assis dans une salle ironiquement appelée Le Paradis, debout autour d'un ring masqué de plastiques, installés dans un couloir maquillé en cantine, accoudés à un bar, ou encore installés sur des bancs de bois face à une mauvaise forêt de sapins malades - le lac Michigan de la pièce.

La jauge limitée est imposée par le propos : se cogner à la vie dans les villes ; la recevoir de plein fouet, comme un coup. Il est conseillé de bien respirer avant d'entrer au théâtre : la brutalité du béton, le plafond bas sur les têtes, la parodie de l'air suscitent assez vite un sentiment d'enfermement que Matthias Langhoff

pousse aux limites de la claustrophobie. S'il déploie l'action en plusieurs endroits, c'est pour mieux la « ramasser » à chaque fois, en établissant une proximité parfois outrancière entre acteurs et spectateurs - au point que ces derniers se sentent pris dans la machine du spectacle, comme s'ils étaient eux-mêmes des éléments de la forge qu'il fait marcher à toute puissance.

Il est conseillé de bien respirer avant d'entrer

Cette forge, c'est la ville, vue par Brecht. Peut-être le meilleur de ce qu'il a écrit dans son œuvre.

Souvenez-vous : « *Moi, Bertolt Brecht, je viens de Fort-Moïse. Ma mère m'a porté dans les villes quand j'étais dans son ventre. Et le froid des forêts en moi restera jusqu'à ma mort* ». Ce poème dit tout de ce que fut le choc du jeune Brecht découvrant Berlin dans les années 20. Une métropole parcourue d'une foule immense, pressée, souvent broyée par la simple difficulté à survivre dans la ville. Le Berlin qui marqua Brecht, d'une manière presque hallucinatoire, n'est pas celui de la mythologie de *Cabaret*, mais celui d'Alfred Dö-

blin, avec les visages de paysans devenus ouvriers, les prostituées et les odeurs de saucisses - une vie au raz du trottoir. Dans la jungle des villes parle de cette ville, à qui se mêle le fantasme de l'Amérique des buildings et des gangsters. Aujourd'hui, c'est probablement du côté de Moscou qu'il faut regarder pour avoir une idée de ce que Bertolt Brecht a voulu montrer.

Tout cela éclate dans *Play Brecht, play villes*. La mise en scène de Matthias Langhoff dégage - comme on déblaye - une violence martiale de désespoir. Elle joue sur la personnalité des quatorze comédiens, dont on sent que chacun a en toute latitude pour s'exprimer à travers le choix du personnage qu'il interprète.

Rythmée par des poèmes de Brecht et par les facéties habituelles de Matthias Langhoff (dont la vente de pop-corn au public), la représentation souffre parfois de longueurs. Mais, pour l'essentiel, elle atteint son but : « *Regardez la vie dans le blanc de l'œil* ». N'oubliez pas qu'on assiste au naufrage d'une famille dans le Chicago coriace de 1912 (dont traite *Dans la jungle des villes*), mais, en plus, on ressent une compassion jamais charitable, donc toujours juste, pour quatorze comédiens qui incarnent la violence du monde.

Brigitte Salino

Les soixante-dix ans de Mstislav Rostropovitch au Théâtre des Champs-Élysées

Têtes couronnées et solistes de renom étaient de la fête

POUR PÉNÉTRER dans le Théâtre des Champs-Élysées, il faut moutonner patte blanche à la police, puis aux agents de sécurité. On ne compte plus les grands de ce monde attendus pour la célébration des soixante-dix ans du violoncelliste, chef d'orchestre et pianiste - suisse, désormais -, Mstislav Rostropovitch, Slava pour la foule de ses intimes : Bernadette Chirac, le prince Rainier de Monaco et la princesse Caroline, la reine Sophie d'Espagne, le prince de Galles, la reine du Danemark, celle des Pays-Bas, les présidents des Républiques du Portugal et d'Azerbaïdjan, le président du conseil italien et une bonne dizaine d'altesses royales de pays devenus, pour certains, républicains. Ils sont tous venus.

Sur la scène du théâtre, on ne compte plus les interprètes qui ont décidé de s'associer à la fête. Seiji Ozawa, Krzysztof Penderecki, Semyon Bychkov, Lord Yehudi Menuhin et Marcel Landowski se succèdent à la tête des orchestres symphoniques de Londres, de Paris et de l'Orchestre national de France. Les pièces spécialement composées pour le violoncelliste seront données - Slava's *Rainfore*, de Dutilleul, *Ouverture pour Slava*, de Bernstein, *Praise We Great Men*, de Britten.

Les solistes vedettes sont là aussi, aux côtés d'Elena Rostropovitch et des petits-enfants du maître... Ce n'est pas seulement un violoncelliste que l'on fête ce soir, c'est Rostropovitch, symbole d'une époque à la recherche des consciences qu'elle pourrait admirer. Il manque toutefois Imelda Marcos, pour qui Rostropovitch joua aux Philippines et à New York. Après avoir plus ou moins volontairement servi l'Union soviétique, après avoir été déchu de sa nationalité, Rostropovitch est devenu le musicien favori des grands de ce monde. Mais Rostropovitch les domine et laissera un nom à la postérité.

Quel est le vrai Rostropovitch ? Les musiciens le savent. Ils sont babas devant le talent exceptionnel de cet homme parti de si bas dans l'échelle sociale que l'on peut comprendre son goût pour ce genre de fête à laquelle d'autres vont à reculons... mais dont tous sortent franchement enchantés - si l'on omet l'agacement provoqué par Jacques Chancel brillant dans un micro et écorchant quasiment systématiquement noms et prénoms des artistes étrangers qu'il présente. Enchantés et, parfois, émus. La longue silhouette de Van Cliburn apparaît sur la scène. Lui ne résista pas sans dommage au rôle que les États-Unis lui firent tenir après sa victoire au Concours Tchaïkovski de Moscou à la fin des années 50. Accueilli comme un hé-

ros, il défila dans New York sous une pluie de confettis. Il avait dix-huit ans... Il est là ce soir, toujours aussi beau, de cette beauté qui chavirait le cœur des femmes moscovites. Il parle avec la présence d'un grand acteur, joue eo pointillé *Widmung*, de Schumann, qui se referme sur une citation de l'*Aw Mario*. S'en va, laissant derrière lui l'indéfinissable nostalgie d'un grand artiste trop faible pour lutter.

On rit aussi, et de bon cœur, lorsque Peter Ustinov imite un vieux professeur allemand qui interprète une cantate composée par Bach à deux ans. Il fait toutes les voix, tous les instruments et la salle se goodole, gorges déployées. Que n'eo profite-t-elle pas pour tousser ? Ce public-là a le don de se rader la gorge au moment précis où il ne le faudrait pas. Quand Nathalie Dessay chante pianissimo, par exemple. Quelle voix, quel art... de faire oublier que les soprano coloratures françaises d'autrefois avaient des petites voix acides. Dessay, elle, a le talent de vous faire oublier ce que Debussy a dit de la musique d'Ambroise Thomas - dont elle chante l'air d'Opheïlie tiré de *Hamlet* : « *Il y a la bonne musique et celle d'Ambroise Thomas* ».

L'ABSENCE DE LA TÉLÉVISION

Il y a aussi des moments inattendus de grâce - quand Lucero Tena joue des castagnettes ; d'autres où l'on prend peur : la pianiste Hélène Mercier-Amault, pétrifiée par le trac dans le *Triple Concerto* de Beethoven, ne peut soutenir les assauts du violoncelle de Natalia Gutman, ancienne élève de Rostropovitch dont on peut dire qu'elle a égalé son maître. Il y a bien d'autres moments encore que les auditeurs de France-Musique ont entendus en direct, mais que les téléscripteurs ne verront pas. Aucune télévision n'a filmé ce concert exceptionnel - France-Télévision au-dessous de tout, une fois encore.

Le concert débutait et s'achevait par des musiques composées spécialement par Henri Dutilleul et Rodion Shchedrin. Mieux vaut, quand on est musicien, être ami du premier que du second. Au balcon, quatre cents élèves des conservatoires de Paris ont été invités par la société LVMH. Le public les applaudit. Elton John s'installe au piano pour chanter *Happy Birthday to you*. Rostropovitch pleure comme un bébé. Lui qui sait la manière de prendre tout le monde dans ses bras, de bécoter tout bipède croisé sur son chemin, a l'air vraiment ému et bafoille des compliments auxquels on ne peut que croire. Ce soir-là, nous sommes tous « merveilleux ».

Alain Lompech

Ahmed Snoussi, militant marocain du droit au rire

L'écrivain Tahar Ben Jelloun brosse pour Le Monde le portrait d'Ahmed Snoussi, humoriste interdit de représentation au Maroc.

La police n'a pas le sens de l'humour, particulièrement celui du Maroc, qui n'a rien à craindre de quelques jeux de mots et flèches bien ciblées proférées par un *bliz*, grillon des champs. Réputée pour l'efficacité de son maitrien de l'ordre, elle pourrait s'offrir le luxe de laisser un humoriste se produire sur la scène des principales villes du royaume. Apparemment, l'humour corrompt et grince d'Ahmed Snoussi la dérange. Du coup, la presse internationale, du *New York Times* à *El País* en passant par *The Economist*, *Le Monde* et *De Volkskrant*, s'intéresse à cet agitateur des mots.

Il y a quelques années, Ahmed Snoussi, qui se faisait appeler Bziz, formait un duo avec un autre comique. Cela donnait Bziz et Baz. Les deux compères passaient gentiment à la télévision. Avec le temps, Bziz s'est radicalisé et s'est séparé de Baz. Depuis, télévision et scène lui sont refusées. Il n'est pas interdit officiellement, mais quand il veut faire un spectacle, il ne trouve pas de salle. La préfecture ne répond pas à ses demandes d'autorisation. Quant à la télé, personne n'ose l'inviter. Et pourtant, il ferait des scores d'audience inespérés tant il est populaire. Ahmed Snoussi revendique une vieille tradition de l'humour chez les Maghrébins. On peut le situer entre Raymond Devos et Guy

Bedos. Il travaille sur les mots et commente l'actualité sociale et politique en démontant le système dominant et la langue de bois. Il s'attaque à l'administration, à la corruption, au mépris des politiques pour le peuple, au chômage des jeunes, au désarroi des victimes de l'injustice, dénonce la malhonnêteté de l'étranger sur certains secteurs de l'économie et revendique la marocanité de Ceuta et Melilla, deux villes occupées par l'Espagne.

« ON A TOUT PRIVATISÉ, MÊME L'AIR »

Il utilise les subtilités de l'arabe dialectal ainsi que la multiplicité des sens des mots de l'arabe classique. Il dit d'un intellectuel qui met sa plume au service de Saddam Hussein : « C'est un écrivain qui gogne sa vie à la sueur de son front ». En arabe, *sueur* se dit *araq*. Cela donne : « Il gogne sa vie à l'araq de son front ». Il appelle les écrivains portés sur la boisson « *des hommes de litre* ». Il dit que dans ce pays « *il y a plus de cirque que de chaussures* ». Il raconte comment des diplomates sans travail ont pris le large à la nage ; rencontraient un requin qui s'apprêtait à les dévorer, ils lui racontèrent leurs malheurs ; il eut pitié d'eux, se mit à pleurer et les transporta sur son dos jusqu'à l'étranger. Un homme rêve qu'il dort.

Un policier surgit dans son deuxième sommeil et le somme d'arrêter de rêver. Depuis, l'homme a peur et ne dort plus. Un autre est poursuivi par son ombre armée d'un gourdin.

Durant la sécheresse, on arrose les terrains de golf avec de l'eau minérale. « On a tout privatisé, dit-il, même l'air ». Ainsi, chaque citoyen se promène avec un compteur dans la poche. Celui qui ne « paye pas l'air qu'il consomme se voit privé non seulement d'eau et d'électricité, mais aussi d'air. Un de ses sketches les plus célèbres a pour sujet l'ONA, la première société industrielle du pays : MarocONA (notre Maroc) ; phosphateONA (notre phosphate), etc. Il conjugue ainsi tout le pays au rythme de cet ONA omniprésente...

La cible favorite de son humour est le ministère de l'Intérieur, qui, dit-il, « a réussi à marocaniser l'ordinateur lui fabriquant des scores électoraux aux environs des 99 % ». Militant pour les droits de l'homme, tous les droits y compris celui de rire, il dit, tant qu'il n'est pas libre de se produire dans son propre pays, que « son one-man-show est un one-man-tide ». A défaut d'être sur une scène marocaine, il est le 29 mars au Bataclan. Quant aux dizaines de milliers de Marocains qui l'aiment, ils ont tous ses cassettes et connaissent par cœur ses sketches.

Tahar Ben Jelloun

* Bziz, de et par Ahmed Snoussi. Bataclan, 30, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. Tél. : 01-47-00-30-32. Le 29 mars. De 110 F à 143 F.

Méli-mélo de vélos

A un train d'enfer, trois actes écrits par trois pédaleurs

ÉLOGE DU CYCLE, trois pièces en un acte d'Alain Pierremont, Gilles Costaz et Joël Jouanneau, mises en scène par Anne-Marie Lazarini, René Loyon, Gilles Bruilinn. Avec Muriel Amat, François Clavier, Stéphane Comby, Christian Drillaud, Chantal Mutez. **THÉÂTRE ARTISTIC ATHÉVAINS**, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris 11^e. M^o Voltaire. Tél. : 01-43-56-38-32. Mardi, vendredi, samedi, à 20 h 30. Mercredi, jeudi, à 19 heures. Samedi, dimanche, à 16 heures. Jusqu'au 20 avril.

Le vélo est un grand ami. Il ne fait pas de bruit, il ne pollue pas. Il est léger, n'encombre pas. Plat comme une sole, il se faufile dans les sentiers de montagne, même chargé : ce sont des fourmilères de vélos qui ont encerclé Dien-Bieu-Phu. En route libre sur sa bicyclette, l'homme se sent presque un oiseau. Et quand les pneus crevaient pour un rieu, jadis, démonte-pneus, chambre à air, rus-

times, évalaient chaque cycliste au grade d'ouvrier-spécialiste, dès l'enfance : le vélo suscitait l'éducation civique. Les vélodromes ont des sols faits de planches, les scènes de théâtre sont appelées « les planches », donc tous les acteurs sont vélocipédistes, c'est le syllogisme imparable.

DRAGUEURS ET HERBORISTES

Il y a des injustices : du temps du concours du Conservatoire, Daniel Mesguich s'est vu refuser son premier prix de comédie parce qu'il interprétait un chirurgien de Molière pédalant sur un tricycle de livreur de triperie, alors qu'Anne-Marie Lazarini s'est vu attribuer un théâtre tout neuf, à Paris, parce que sur le vieux Peugeot à pneus ballons que lui a légué son père elle couvre Cavallo-Aubagne en 52 minutes 20 secondes.

Revol d'ascenseur : Anne-Marie Lazarini présente, à l'Artistic-Athévains, *Éloge du cycle*, trois actes sur le vélo écrits par trois

pédaleurs. Alain Pierremont, très rabat-joie, moque que les oies blanches se doivent pas enfourcher les cadres des dragueurs du troisième âge déguisés en coureurs cyclistes sur des vélos dernier cri. Gilles Costaz, très revanchard, raconte comment un gars d'chez-nous, modeste, pique le maillot jaune à un champion macaroni. Et Joël Jouanneau, militant écolo, transforme son vélocipède en outill d'herboristerie : toute la flore méditerranéenne s'écotille, au passage, dans les rayons.

Deux décorateurs fous de vélo, François Cabanac et Nathalie Holt, ont construit, sur la scène, pour tout arranger, deux côtes à 45 degrés infranchissables, même eo danseuse. Ce qui n'assombrit pas l'humour de l'acteur François Clavier, qui, à l'avant des trois pièces, énumère, d'un train d'enfer, le peloton.

Du bel art drama, bygnique ! A vos « tout terrain » !

Michel Courtrot



ETUDIANTS
TROUVEZ VOTRE STAGE
3615 LEMONDE

مکان الکل

ROCK

AEROSMITH

Nine Lives

Le douzième album studio des hard-rockers du New Hampshire était attendu après la bonne surprise qu'avait constituée *Get A Grip*, en 1993 : regoiffés à bloc, les quadragénaires défilent alors leurs élèves, les Guns and Roses, avec des pièces de rock'n'roll brut et des ballades délicieusement surannées. Une coupable indulgence pour les mûlements (jaggeriens) du chanteur Steven Tyler et les riffs (richardiens) du guitariste Joe Perry iociterait à dire du bien de *Nine Lives*. Las !, ce décalage de *Get A Grip*, très produit mais peu inspiré, n'offre pour principale nouveauté que sa pochette : la vache du précédent album a été remplacée par un chat. Il faut patienter plus d'une demi-beure avant de vibrer grâce au bien-nommé *Crash*. Anparavant, Tyler aura tenté de briser la banalité des compositions et le ronronnement du groupe par une assomante suréchéance vocale. Pis, en cédant à un prétendu retour du mantra, le très démagogique *Taste of India* torque vers les jeunes Britanniques de Kula Shaker - eux-mêmes pilliers de séductions *seventies* - qui officieront en première partie de la tournée. C'est précisément sur scène, grâce à son énergie sudatoir, qu'Aerosmith pourra recouvrer cette vie qu'il vient de gâcher par paresse. **B. L.**

* 1 CD Sony 485020 5.

SWELL

Too Many Days

Without Thinking

Avec constance, Swell avait décliné, en trois albums, toutes les ouanices du gris. Une guitare acoustique aux cordes ternies, une voix neutre, des points électriques étouffés par une basse moelleuse se nourrissent de neurasthénie, jusqu'à évoquer un genre de Velvet Underground monochrome. Etrangement, cette humeur maussade, ce manque d'éclat revendiqué distillaient un charme aussi pénétrant que les brumes de leur San Francisco natal. Sans changer la matière de leur son, les musiciens Moote Vallier, Sean Kirkpatrick et David Freed ont légèrement dynamisé la structure des chansons de ce quatrième album. La mélancolie se resserre en refrains plus vifs. Des tentatives ocre et sépia colorent leurs déceptions. Sans jamais céder à une rage tapageuse, Swell fortifie son vague à l'âme de mélodies immédiates. Et l'on cède avec plaisir à cette morne euphorie. **S. D.**

* 1 CD Beggars Banquet 88QCD 187. Distribué par Labels/Virgin.

(96197)
avril au Cargo

En caravane
Elizabeth von Arnim
adaptation libre
Agathe Némond
mise en scène Laurent Pelly
AU VENDREDI 22 (ralente 41)

Ballet de l'Opéra
National de Lyon
Love Defined / Bill Jones
Stamping Ground / Bill Kyrill
Second Detail
William Forsythe
JEUDI 2 ET VENDREDI 4

Brabus / Variations
sur un thème de Haydn
Rhapsodie pour contralto
Chœurs d'homme et orchestre
Verdi / Quatre pièces sacrées
Orchestre National de Lyon
Chœurs de Lyon / Bernard Tétu
direction Alain Lombard
MARDI 8 À 20H30

No to descriptive post d'un film.
La Robe escargot / Berille
OU MARDI 9 AU VENDREDI 22 20H
ENTRÉE LIBRE

Ex - pressions
Les M.J.C. de l'Isère
Informations tous les 15 04 76 26 67 67
VENDREDI 28 ET SAMEDI 29

réervations 04 76 26 61 51

LE CARGO

Les inventeurs givrés du trip hop scandinave

Après ceux de Björk, les disques de Jim Tenor et de Jay-Jay Johanson soulèvent l'enthousiasme

BLONDS, forcément blonds, ces deux Vikings gringalets se ressemblent d'abord physiquement. A en juger par leur mine pâle, ces jeunes gens préfèrent depuis longtemps le nightclubbing et les nuits blanches en studio aux joies de la vie au grand air. L'un - Jim Tenor - est finlandais, l'autre - Jay-Jay Johanson - est suédois. A l'écoute de leur album respectif, *Intervention* et *Whiskey*, on jurerait que se dessine près du cercle polaire une fratrie de musiciens autant obsédés par la nouvelle technologie que par le postmodernisme. Comme s'ils avaient décidé d'écouter de leur album respectif, *Intervention* et *Whiskey*, on jurerait que se dessine près du cercle polaire une fratrie de musiciens autant obsédés par la nouvelle technologie que par le postmodernisme. Comme s'ils avaient décidé

Jim Tenor est avant tout un alchimiste. Clavier alimé de l'underground d'Helsinki, il joue d'abord des sons comme d'une matière, et des époques comme d'étoffes qu'il rapicé à sa guise. Le chant, rarement utilisé, n'a aucun rôle narratif. La voix n'est qu'une couleur parmi d'autres dans ses drôles de tableaux. Si les cins d'œil sont multiples, *Intervention* sait transcender le jeu trop malin des références. A force d'être triturées, compressées et détournées, les citations forment un ensemble unique. Jim Tenor

flirte constamment avec les musiques noires. Le costume de chic jazzy se frotte à la sueur funk de Sly Stone et George Clinton. Entre bricolage dérisoire et ambition formelle, le clavier très libre et les machines du Finlandais entraînent ce petit monde dans des danses inédites. Sur *Sugar daddy*, les rythmes du glitter rock croisent une boucle techno et les incantations obsessionnelles d'un Alan Vega nordique. *Can't Stay With you Baby* ou *Wiping out* invitent Prince à une cocktail-party en station orbitale. Une version de *Caravan* dessoude le thème de Duke Ellington à coups d'ordinateur et de percussions de synthèse. Il y a quelque chose d'Esquivel, l'arrangeur futuriste de l'éasy-listening, dans cette façon enjouée de détraquer les musiques d'ambiance.

MACHINERIE FIN DE SIÈCLE

Si les expériences de Jim Tenor intriguent et réjouissent, le cœur cédera aux assauts de Jay-Jay Johanson. Crooner vivant à fond ses rêves de séduction et de romances noires, Jaje (a-t-il changé de prénom en l'honneur de Jay Jay Johnson, tromboniste virtuose du be-bop ?) a choisi de jouer des contrastes entre ses obsessions noir et blanc et une machinerie fin de siècle. Formée au blue jazz et aux torch songs (ces refrains exagérément romantiques), sa voix papillonne entre la profondeur existentielle d'un Scott Walker et les roucoules d'un latin

lover légèrement imbibé. Dernière, séquenceurs, boîte à rythme et scratches engourdis par le froid givrent un paysage désolé. Comme si Sinatra était remixé par Portishead, comme si Chet Baker s'initiait au trip hop, les échos nostalgiques de cette voix d'un autre âge accentuent leur mélancolie au contact d'une modernité glacée.

Des fantômes amoureux, des restes de mélodrames et de films noirs hantent des chansons aux mélodies pénétrantes. Les magnifiques *It Hurts me so*, *I Fantasize on you*, *I'm Older now* (bâti autour d'un sample de Michael Nyman tiré de la musique de *Drowning by Numbers*, le film de Peter Greenaway) exposent leurs flûtes sous un ciel d'orage. Avec *Tell me like it is*, Jay-Jay fait chanter Elvis d'outre-tombe. A l'instar de Neil Hannon, le démiurge de *Divine Comedy*, ce blanc-bec scandinave est conscient de la vanité de ses desirs de grandeur. Il sait jouer avec humour de l'autodérision (*So Tell the Girls That I am Back in Town*) et assume ses malades. Ce casque d'or ténébreux, jamais dupe de ses prétentions, n'en est que plus attachant.

Stéphane Davet

* Jim Tenor, *Intervention* : 1 CD Warp CD48. Distribué par PIAS.
* Jay-Jay Johanson, *Whiskey* : 1 CD Common 74321 455632. Distribué par BMG.

CLASSIQUE

CAMILLE SAINT-SAËNS

Sonates pour violon et piano n° 1 et 2
- Triptyque pour violon et piano op. 136 - Berceuse op. 38 - Elégies op. 143 et 160.
Gérard Poulet (violin),
Noël Lee (piano).

On a dit tant de mal de Saint-Saëns (qui lui-même était une sacrée bouillotte) que l'on aurait pu voir sa musique disparaître des salles de concert. Académique, froid, pompier, sans imagination, Saint-Saëns ? Aseptisé-il les idées, pasteurisé-il les harmonies, comme le lui reprochait le pianiste Alfred Cortot ?

Dans sa musique, pour piano seul, parfois sans aucun doute ; mais l'on redécouvre chaque année de belles pièces impeccables, animées par un esprit élevé qui ne craint pas parfois de s'écouter. Une musique à l'image de l'homme Saint-Saëns, partagé entre son souci de respectabilité, son goût pour les honneurs et une homosexualité qui le contrainait à fuir Paris quand un de ses amants de rencontre tentait de le faire chanter.

Les pièces réunies ici forment la totalité de ce que le compositeur a laissé pour violon et piano. Avec sa sonorité si fine, son vibrato si varié, sa justesse d'intonation parfaite (de lui Saint-Saëns n'aurait pu dire : « Tous les violonistes jouent faux, mais certains exagèrent. »), Gérard Poulet est l'homme de la situation. Son interprétation engagée, virtuosisme, enjouée, parfois grave, est une bénédiction. Noël Lee, au piano, ne joue pas les utilités : pianiste accompli, Saint-Saëns lui donne de quoi s'occuper et le compositeur américain trouve toujours le ton juste, à mi-chemin entre romantisme ravageur et l'humour de celui qui sait qu'il joue une splendide musique sans prétendre à autre chose qu'à divertir et à auditeurs ignorer la suite du relief. On ne saurait trop conseiller aux jeunes mélomanes de se détacher de ce coffret. L'écouter, ils apprendront ce qui sépare un interprète d'un aligneur de notes. Ils ne croiront pas ceux qui affirment que les grands interprètes d'hier ne pourraient plus faire carrière aujourd'hui. **Al. La.**

* 1 CD Anion ARN 68362.

WOLFGANG AMADEUS MOZART

Concertos pour violon et orchestre n° 3 et 4
Orchestre philharmonique de Liège et de la communauté française, Pierre Bartholomé (direction).

Avec leur vibrato aérien, leur archet si léger, leur sonorité si fine, les violonistes de l'ancienne école franco-belge étaient les champions de l'interprétation mozartienne. Régis Pasquier leur rend hommage dans cette interprétation idéale, si juste stylistiquement. L'orchestre est étonnant de sveltesse, de rapidité de réaction, et sa capacité à chanter à l'unisson du soliste signe les grandes interprétations. L'exemple baroque, il est vrai si vivace en Belgique, a incontestablement porté ses fruits et l'on rêve d'un orchestre français jouant si bien Mozart. **Al. La.**

* 1 CD Valois-Audiovis 4778.

LES INTROUVABLES DE WALTER LEGGE

Lieder, grandes voix, œuvres instrumentales et orchestrales
Par Herbert Janssen, Elisabeth Schumann, Kirsten Flagstad, Elisabeth Höngen, Hans Hotter, Tiana Lemnitz, Hilde Knecht, John McCormack, Nancy Evans, Isobel Baillie, Kathleen Ferrier, Pierre Bernac, Maria Cebotari, Ljuba Welitsch, Ludwig Weber, Elisabeth Schwarzkopf, Renata Scotti, Anna Moffo, Albert Schweitzer, Benno Moiseiwitsch, Josef Hassid, Harriet Cohen, Arthur Grumiaux, Gerald Moore, Arthur Schnabel, Solomon, Walter Gieseking, Felix Weingartner, Egon Petri, William Walton, Constant Lambert, Rafael Kubelick, Willy Boskowsky, Issay Dobrowen, Sergiu Celibidache.

Autodidacte, du moins la légende le prétend, Walter Legge inventa en quelque sorte le disque ou tant que support d'une interprétation... aboutie. Son oreille était infatigable, son idée de la musique assez déterminante pour que les plus grands artistes, et plus encore ceux qui se réalisèrent grâce à lui (notamment sa seconde épouse, Elisabeth Schwarzkopf), lui fassent entière confiance ou se soumettent à ses diktats. Quelques-uns des disques qui domoient un siècle de musique enregistrée l'ont été sous sa férule : *Le Chevalier à la rose* de Strauss, par Karajan, comme les Lieder d'Hugo Wolf par Elisabeth Schwarzkopf, les sonates de Beethoven par Arthur Schnabel, les enregistrements de Dinu Lipatti...

Mais, cette fois-ci, EMI a sorti de ses tiroirs de quoi publier quatre disques de chefs-d'œuvre de l'interprétation, dont certains sont des raretés absolues. Près de quatre heures d'histoire, d'émotionnellement devant la qualité extraordinaire du son capté il y a parfois plus de soixante ans (les preneurs de son savaient où mettre le micro, qui est plus important que tout le reste), devant l'acuité d'interprétations qui n'ont pas pris une ride (enfin presque : Pierre Bernac chante vraiment trop la bouche en passage d'œuf, comme disait Jean Cocteau et Albert Schweitzer joue la *Toccata* et *fugue en ré mineur* de Johann-Sébastien Bach sans guère de relief). On ne saurait trop conseiller aux jeunes mélomanes de se détacher de ce coffret. L'écouter, ils apprendront ce qui sépare un interprète d'un aligneur de notes. Ils ne croiront pas ceux qui affirment que les grands interprètes d'hier ne pourraient plus faire carrière aujourd'hui. **Al. La.**

* 1 coffret de 4 CD EMI 5 69743-2.

FRANCESCO PROVENZALE

Dialogo per la Pasiona
Cappella della Pietà di Turchini,
Antonio Florio (direction).

Deuxième rendez-vous avec les Trésors de Naples édités par Antonio Florio et la Cappella della Pietà di Turchini et deuxième délectable sans-faute. Autour de Francesco Provenza (1624-1704) et de celui qui fut peut-être son maître, Giovanni Salvatore (c. 1610-1688), une plongée dans la théâtralité expressive, d'un dolorisme véhément mais d'une après tonique puisqu'elle préserve la vie de la tradition orale face au vertige de l'écriture savante. Le *Dialogo* à cinq voix de Provenza, mini-oratorio programmé pour la semaine sainte, est intelligemment mis en regard du *Stabat Mater* de Salvatore, dont le talent injustement négligé transparaît aussi dans le *ricercare* à deux ou les pièces pour clavier qui complètent l'évocation. Dernière surprise en forme de révélation, la Sonate pour trois violons et orgue du Romain Giovanni Carlo Calò venu à Naples, à la suite d'Alessandro Scarlatti, où il fonnara de nombreux élèves. De son œuvre, perdue, reste cette pièce récemment restaurée et restituée ici avec une compréhension idéale. La grandeur de Naples semble avoir trouvé en Florio un inextinguible champion. **Ph.-J. C.**

* 1 CD Opus 111 OPS 30-194.

NOUS, LES HEROS
Jean-Luc Lagarde
mise en scène Olivier Py
2 au 5 avril
La Ferme du Buisson
01 64 62 77 77

LES INTROUVABLES DE PIERRE FOURNIER

Concertos pour violoncelle de Haydn et Schumann - Variations rococo de Tchaikowski - Intégrale des sonates pour piano et violoncelle de Beethoven - Sonate pour arpeggione de Schubert - Introduction et polonaise brillante de Chopin - Transcriptions d'œuvres de Brahms, Faure, Stravinsky, Rubinstein, Mendelssohn, Rimski-Korsakov, Saint-Saëns, Grignani, Debussy, etc.
Orchestre Philharmonia, Orchestre de l'association des Concerts Lamoureux, Rafael Kubelick, Sir Malcolm Sargent et Eugene Bigot (direction), Aram Schnabel, Jean Hubeau, Gerald Moore, Ernst Lush (piano).

Enregistrés entre 1937 et 1957, ces interprétations du violoncelliste Pierre Fournier n'avaient pas été rééditées depuis le remplacement du microsilicon par le disque compact. Certaines sont si peu connues que leur retour s'apparente en fait à une nouveauté. Les soixante-dix ans de l'œuvre de Fournier (lire page 29) sont l'occasion de publications au titre un peu tartarines : « Le violoncelle du siècle », peut-on lire, ici ou là. Violoncelliste sans aucun doute, mais violoncelliste rien n'est moins certain. D'ailleurs le Russe lui-même n'a jamais caché son admiration pour nombre de ses confrères dont Pierre Fournier. Le Français jouait avec un mélange assez unique de détermination et d'élégance. La détermination d'aller au bout de ses phrases, de faire chanter le violoncelle sans en écarter les cordes. L'élégance de ne jamais brusquer la musique pour lui faire dire autre chose que ce que le texte dit naturellement. Fournier était toujours à l'écoute de ses partenaires, jamais soliste dans le mauvais sens du terme. Ce n'est pas dans ces disques qu'on le verra se livrer à un numéro d'égoïsme. **Al. La.**

* 1 coffret de 4 CD EMI 5 69708-2.

JAZZ

PAOLO FRESU

Wanderlust

Ancien élève de Bruno Tommaso, l'un des meneurs de l'Italien instable Orchestra, le trompettiste Paolo Fresu a été remarqué en France au sein du quartet de rêve du batteur Aldo Romano avec le contre-bassiste Furio Di Castri et le pianiste Franco D'Andrea, attirant un peu plus vers tout ce qui vient d'Italie - hier Enrico Rava, aujourd'hui une jeune garde emmenée par le saxophoniste Stephano Di Battista ou le trompettiste Flavio Boltpa. Paolo Fresu, dont la sonorité douce ne cache rien de ce qu'elle doit à Miles Davis, enregistre un album quasiment entier de ballades, dans une esthétique proche de celle développée par les quintets de son inspirateur au cours des années 50 et 60.

Mais là où tant de musiciens se cantonnent à une copie surdouée, Paolo Fresu fait passer à l'ailleurs - cette envie d'errance - une indéfinissable poésie, petite musique du clair-obscur qui se différencie par des détails simples. Compositions pensées pour le son du quintet, présence de la musique dans l'espace (notamment grâce à la rythmique Attilio Zanchi, superbe contre-bassiste, Errore Flovaranti, batterie), souci d'identifier avec le plus de clarté possible les thèmes. Ce jazz chante sa nature mélodique de manière exemplaire puisque vraie. **S. D.**

* 1 CD RCA Victor 74321 464 352. Distribué par BMG.

cité de la musique

Comment organiser vos vacances et celles de vos enfants ?

guide des stages de musiques et de danses

près de 3000 stages, master-classes, adresses et idées pratiques

30F - 300 pages - en vente en librairie et à la cité de la musique

cité de la musique - Parc de la Villette
221, avenue Jean Jaurès 75019 Paris
Tél. 01 44 84 44 84 ou 3615 citemusique
ou www.cite-musique.fr

SOIRÉE A PARIS

DIZZY GILLESPIE

Pleyel Jazz Concert 1948 (1)
Pleyel Jazz Concert 1953 (2)

Dizzy Gillespie et son grand orchestre arrivent en France en février 1948 ; le be-bop n'est connu que d'un petit nombre qui, en dépit de l'occupation et du flou de l'après-guerre, ont pu maintenir le contact avec New York, où la révolution bop est déjà de l'histoire. L'oiseau Charlie Parker et Dizzy, avec Monk, en sont les héros. Charles Delaunay, fils de Sonia et Robert, organise ce concert ; il y a eu en 1947 la bataille avec Hugues « le-bop-cen » n'est pas du jazz » Panassé. Pleyel est bon. Les thèmes passent du très chaud aux rythmes afro-cubains aux tempos lents, tout aussi intenses. La compétition, le dépassement, la vélocité du soliste qui sont des composantes du bop peuvent enfin être vécus sur le vif. Il faut se remettre dans le frisson de ce jazz-là - cela en est, sacrément même. En 1953, Dizzy Gillespie revient à Pleyel, en quintet. On a déjà enterré le be-bop vingt fois, le jazz est cool ou franchement hard-bop, les définitions titillent toujours, les connaissances ; Gillespie, lui, puise largement dans le répertoire de sa révolution. Dans le pu-blic, ça crie, ça pleure, le jazz fait le pire sans que sa musique y perde. Oak Shoo Bee Doo Bee ! **S. D.**

* (1) 1 CD BMG-Vogue 74321 409 412.

* (2) 1 CD BMG-Vogue 74321 409 392.

MUSIQUE DU MONDE

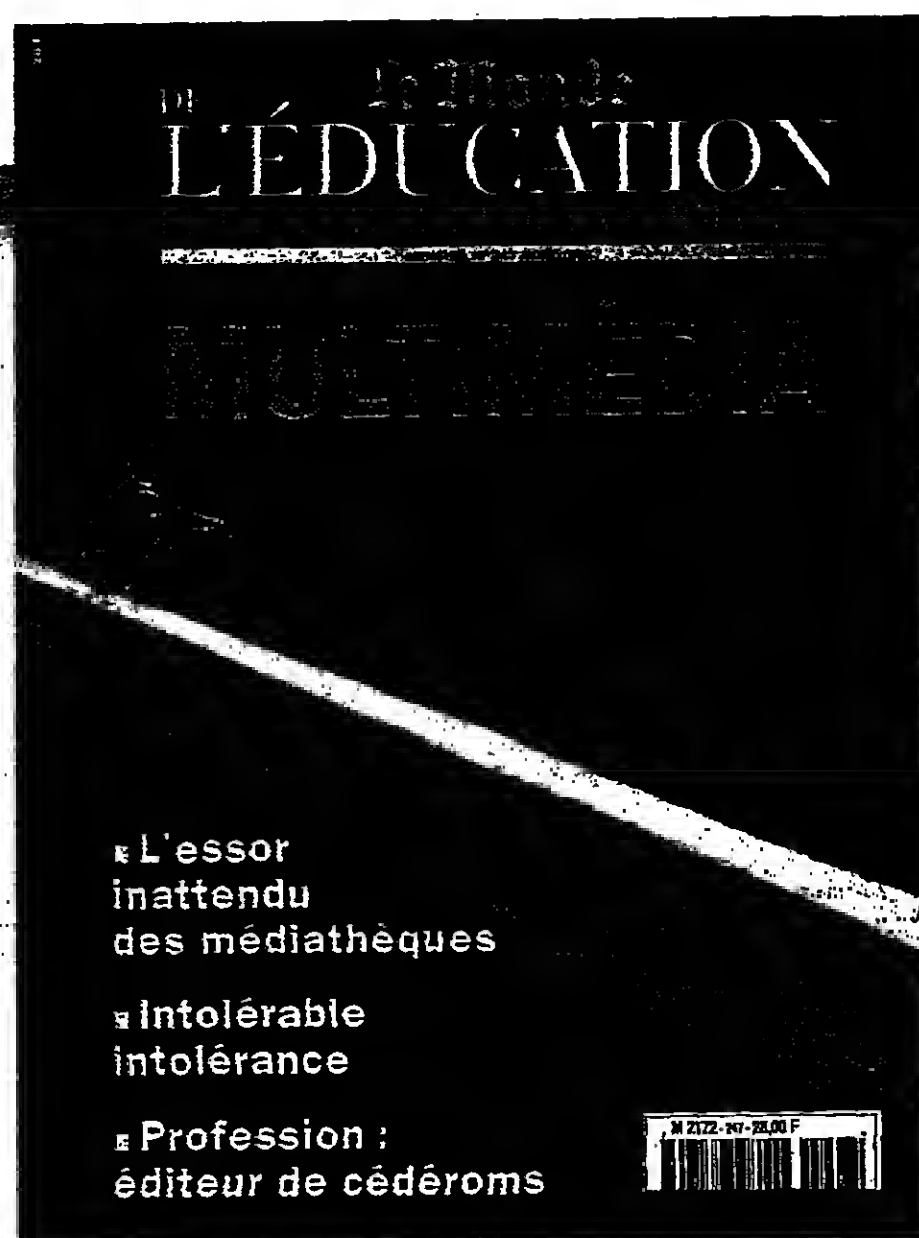
À LYON

Après plusieurs numéros consacrés aux musiques rurales, le Centre des musiques traditionnelles Rhône-Alpes (Cmtra) continue la publication de son *Atlas sonore*, avec un volume centré sur les artistes de la diaspora maghrébine basés dans les villes de sa région. Obscurs et inconnus pour le public français, ces musiciens et chanteurs sont les vedettes des cafés et des mariages communautaires qu'ils fréquentent à longueur d'année. Professionnels ou semi-professionnels, ils tendent l'oreille vers leurs racines tout en restant perméables aux influences de leur environnement actuel. Un contexte urbain occidental dans lequel ils côtoient les musiciens maghrébins d'autres pays que le leur. D'où certaines interférences et donc innovations dans la manière d'appréhender les répertoires populaires de leur terre d'adoption. Catalogue électricité attestant d'une créativité foisonnante parmi les artistes maghrébins de la région Rhône-Alpes, cette compilation permet d'identifier quelques interprètes qu'on aimerait entendre davantage, tels le chanteur berbère Mustafa Aïssi, le joueur d'oud tunisien Khaled Ben Yahia ou sa compatriote la chanteuse Salwa Amri, accompagnée par l'orchestre Nahawand. **P. La.**

* 1 CD Cmtra, *l'Atlas sonore* n° 11. Distribué par Cmtra, 12, rue Gambetta, 69190 Saint-Fons (tél. : 04-78-70-81-75).

3615 LEMONDI

QU'EN EST-IL DE LA SUPÉRIORITÉ NUMÉRIQUE ?



UNE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

arte

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le mercredi 23 avril à 17 h 30 à la Fnac-Forum des Halles sur le thème : « Auteur et multimédia »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT RE-DÉCOUVERTE !

Bulletin à retourner à : *Le Monde de l'éducation*, Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 30 avril 1997 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures

1 AN, 11 NUMÉROS
210 F
au lieu de 308 F
**SOIT 32 %
DE RÉDUCTION**

☐ **OUI**, je souhaite bénéficier
de votre offre exceptionnelle d'abonnement
au *Monde de l'éducation* pour 1 an (11 numéros)
au prix de 210 F au lieu de 308 F*,
soit une économie de 98 F * (hors 1er numéro).

☐ je joins mon règlement de 210 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
☐ je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Signature obligatoire :

701ME003

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

مكتبة الدكتور

AUDIOVISUEL L'assemblée générale extraordinaire, vendredi 28 mars, devait entériner l'arrivée, au sein du groupe Havas, présidé par Pierre Dauterive, de son nouvel action-

naire de référence, la Compagnie générale des eaux (CGE) de Jean-Marie Messier. ● L'ÉCHEC de la reprise de la Société française de production (SFP) par les deux partenaires, sanc-

tionné par le vote des personnels la veille de l'assemblée, devrait peser sur le climat. En outre, certains actionnaires minoritaires pourraient faire part de leur mécontentement.

● LE FINANCIER BELGE Albert Frère, présent au capital de la CLT et d'Havas, fait plus que jamais figure d'actionnaire incontournable. Il devrait arbitrer la réorganisation du tour de

table du cinquième groupe mondial de communication. La CGE quant à elle cède certains actifs. Ses réseaux câblés devraient tomber dans l'escarcelle de Time Warner.

La Compagnie générale des eaux officialise son contrôle sur Havas

L'échec du plan de rachat de la Société française de production des deux partenaires, ainsi que le mécontentement des actionnaires minoritaires pouvaient troubler l'assemblée générale extraordinaire d'Havas du vendredi 28 mars

ALORS QUE l'assemblée générale extraordinaire d'Havas devait entériner, vendredi 28 mars, la montée en puissance à hauteur de 30 % de la Compagnie générale des eaux dans son capital, cette alliance capitaliste a déjà été ternie, jeudi 27 mars, par les difficultés rencontrées à la Société française de production (SFP).

Ce véritable « test » de la coopération entre Havas et la Générale des eaux, concrétisé par une proposition commune de reprise de la SFP émanant de deux de leurs filiales - TFI-Télé Images et la Générale d'Images (CGI) -, s'est soldé par un échec. Consulté le 27 mars sur « l'acceptation de l'intégralité de la clause sociale » proposée par ce plan, le personnel de la SFP s'est d'abord mobilisé (avec plus de 91 % de participation). Il s'est ensuite opposé, à une large majorité (plus des deux tiers) à ce projet : sur 1 002 inscrits et 889 suffrages exprimés, 621 salariés étaient opposés à cette proposition qui prévoyait la négociation des modalités de sortie

de la convention collective, tandis que 268 y étaient favorables. La majorité requise s'élevait à 502 suffrages.

Dès le dépôt de leur proposition de reprise, le 22 octobre 1996, les deux partenaires avaient subordonné la validité de leur offre « à une adhésion du personnel », considérée comme une condition suspensive de toute reprise de la SFP. Cette offre n'étant valable que jusqu'au lundi 31 mars, il y a donc de fortes chances pour qu'elle soit retirée.

La CGT, majoritaire au sein de l'entreprise, avait seule appelé à voter contre ce plan. Pour le Syndicat national de la radio télévision (SNRT), « malgré la pression qu'a fait peser TFI-CGI sur le personnel de la SFP en faisant croire qu'hors de leur plan aucune autre issue n'était possible, les résultats de leur consultation, organisée avec le concours de la direction, sont éloquentes ». Pour l'Union départementale du Val-de-Marne de la fédération CGT du spectacle, « TFI-CGI doit en tirer les

conséquences, le gouvernement et l'autre repreneur aussi [l'offre LBO de Fabrice Giger est toujours officiellement en lice] ».

Selon des observateurs, l'offre de reprise de la SFP par Havas et la Générale des eaux s'apparentait à un gag vis-à-vis du gouvernement, destiné à faire passer plus en douceur la nouvelle tutelle du groupe présidé par Jean-Marie Messier sur Havas, cinquième groupe mondial de communication.

Le personnel de la SFP s'est opposé, à une large majorité, au projet de reprise

En faisant du personnel de la SFP et de son refus de l'offre la mieux-disante socialement - qui se traduisait pourtant par 475 départs, dont 325 FNE et 150 reclassements - l'unique responsable de l'échec, les deux alliés se dédouaient avec belligérence. Pourtant, d'autres experts regrettent qu'Havas ne puisse pas développer son pôle production, dans des conditions financières intéressantes, en bénéficiant d'une remise à niveau de la SFP avec l'octroi par l'Etat d'une dotation de 1,2 milliard.

Et tout cas, la SFP se retrouve dans une impasse : Bruxelles refuse que le gouvernement français mette encore sous perfusion cette entreprise publique en proie à des difficultés financières. A moins d'un hypothétique retour en grâce de

l'offre de LBO, précédent allié malheureux de la Générale des eaux, la perspective d'une liquidation de la SFP ne semble plus taboue.

En plus de ce veto apporté au plan de reprise de la SFP, l'assemblée générale extraordinaire d'Havas risquait d'être quelque peu mouvementée par certains actionnaires minoritaires, qui ne cachent pas leur mécontentement. Les commissaires aux apports (chargés d'évaluer l'aspect financier de la « montée » de la Générale des eaux dans Havas) sont parvenus à une valorisation des titres Havas supérieure à celle indiquée par la direction des deux groupes, lors de l'annonce de cette opération le 6 février (Le Monde du 8 février).

La réorganisation capitaliste d'Havas ne semble pas pour autant terminée. Après sa privatisation, France Télécom devrait, en toute logique, céder sa participation de 3,5 %. Autre inconnue, la position d'Audiofina, maison mère de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), et plus préci-

sément du financier belge Albert Frère.

Financièrement impliqué dans cette opération, l'homme fort du groupe luxembourgeois ne répond pas obligatoirement à des critères classiques du capitalisme. Actionnaire à la fois de deux bouquets satellitaires rivaux (TPS qui appartient notamment à la CLT ainsi que Canal Satellite), Albert Frère peut se cantonner à un rôle, assez confortable, d'arbitre « incontournable », à même de profiter du succès des deux bouquets concurrents... « Une façon de gérer une schizophrénie », concède un proche du dossier.

Mais une étude de la société de Bourse Exane envisage d'autres schémas dont un retrait d'Havas du capital de la CLT, assorti d'une cession de sa régie publicitaire IP à la CLT. Et une hypothèse opposée pourrait être aussi envisagée : forte de son importante trésorerie, Electrafina - société d'Albert Frère à laquelle participe la CGE - achèterait à Havas sa participation de 40 %

dans le holding CLMM, avant de fusionner Havas et Audiofina.

Ce schéma permettrait au financier belge Albert Frère « de devenir avec la Générale des eaux l'un des actionnaires-clés du groupe Havas », qui retrouverait son rôle d'actionnaire de référence de la CLT. Une manière de dire aussi à quel point il est difficile de pronostiquer avec certitude l'évolution du capital d'Havas dans les mois à venir.

Devenue son principal actionnaire, la CGE de Jean-Marie Messier devrait quant à elle procéder rapidement à la cession de certaines participations : ses 10 % dans Canal Satellite, qui semblent intéresser Pathé, et sa filiale câble - la Compagnie générale de vidéo-communications -, qui pourrait passer dans le giron de l'américain Time Warner (Le Monde du 28 mars). Une solution qui ferait la part belle aux Américains, quitte à heurter les partisans d'une Europe audiovisuelle forte.

Nicole Vuissier

Les modalités de l'accord

L'assemblée générale extraordinaire d'Havas devait entériner, vendredi 28 mars, la montée en puissance de la Compagnie générale des eaux à hauteur de 30 % dans le capital d'Havas. En contrepartie, le groupe de Jean-Marie Messier apporte au groupe présidé par Pierre Dauterive sa participation dans Canal Plus, ainsi que 100 % de la Générale d'Images, société qui regroupe des chaînes thématiques, une société de production et distribution cinématographique - Bac Films - et la société de prestation Phoenix Studios.

A l'issue de cette opération, Havas devient l'actionnaire de référence de Canal Plus avec 34 %. La chaîne cryptée devait quant à elle donner son feu vert à sa fusion avec le groupe de télévision à péage sud-africain NetHold, au cours d'une assemblée générale mixte, prévue aussi pour le vendredi 28 mars.

Le rapport d'instruction de la Cour des comptes met en cause la gestion de Jean-Pierre Elkabbach

LE RAPPORT d'instruction de la Cour des comptes sur la gestion de France Télévision entre 1993 et 1996, alors que Jean-Pierre Elkabbach en était le PDG, et dont certains extraits viennent d'être publiés dans la presse (Le Monde du 27 mars) critique ses « dérives commerciales ». Dans ce document de cent cinquante pages, les magistrats soulignent notamment les conditions dans lesquelles ont été conclus les contrats des animateurs-producteurs de France 2 et les avantages auxquels ils leur donnaient droit. « La plupart des sociétés d'animateurs-producteurs n'ont vu le jour que grâce à l'argent public dont elles ont bénéficié et n'ont fonctionné

que la trésorerie des diverses sociétés de production travaillant pour France 2 était plus que « florissante » en 1995 : 62,3 millions de francs pour la société de Jacques Martin ; 51,5 millions pour celle de Jean-Luc Delarue ; 50,1 millions pour celle de Michel Drucker ; 21,8 millions pour celle d'Arthur (Case Production). En 1995 toujours, la Cour note que les résultats redistribués aux animateurs ou à leur famille s'élevaient entre 8,4 millions de francs (pour Mireille Dumas) et 48,2 millions (pour Jean-Luc Delarue).

Outre ces rémunérations, les magistrats mettent en exergue le coût

émission « N'oubliez pas votre brosse à dents » sans passer par France Espace, la régie publicitaire de France Télévision, la Cour des comptes pose des questions sur le mode de gouvernement de la chaîne et le rôle de Patrick Clément. Elle s'interroge sur « une équipe informelle de conseillers », « parmi lesquels on explique mal la présence d'un directeur de l'information, Jean-Luc Mono, pour négocier des contrats concernant tout sauf l'information ».

« AVANTAGE INDU »

Patrick Clément, à l'époque bras droit de Jean-Pierre Elkabbach, est lui, mis en cause notamment à propos du rôle d'un expert-comptable extérieur. Il s'agit des prestations du cabinet de conseil S & W, dirigé par Rodolphe Anlaoua, avec lequel Patrick Clément « était en relation d'affaires depuis de nombreuses années ». Les honoraires de ce cabinet sont qualifiés d'« avantage indu » et la Cour des comptes note que « les loyers de S & W ont été utilisés gratuitement comme siège de campagne pendant trois mois à l'automne 1993, par l'équipe qui préparait la désignation de M. Elkabbach par le CSA ».

A toutes ces mises en cause, les anciens dirigeants de France 2 répondent qu'il s'agit d'un pré-rapport réalisé à l'occasion d'une procédure contradictoire.

De son côté, la Cour des comptes s'est élevée, jeudi 27 mars, contre la publication dans la presse d'extraits des « constatations » et des « rapports provisoires » qu'elle a adressés aux dirigeants des organismes contrôlés. La Cour des comptes « condamne énergiquement ces procédés » et indique que ces rapports sont « des documents d'instruction dont il appartient aux destinataires de préserver la confidentialité ». La Cour précise que « le pré-rapport concernant France Télévision n'a pas été débattu. Il n'engage pas la Cour des comptes. Tirer des conclusions de ces extraits est tout à fait prématuré et donc injustifié ».

Y.-M. L.

Les réponses de l'ancien président de France Télévision

Dans un entretien au *Parisien* du 28 mars, Jean-Pierre Elkabbach s'explique sur certains points du pré-rapport de la Cour des comptes. A propos des rémunérations accordées aux animateurs, il se défend en indiquant que « c'est le marché qui dicte les prix », et précise : « Je constate d'ailleurs que, dans la grille actuelle, la part des animateurs est toujours sensiblement la même. Nous étions à 600 millions de francs annuels, aujourd'hui France 2 dépense 530 millions. »

Au passage, l'ancien PDG de France Télévision égratigne Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture et de la communication, « avec lequel il regrette de ne pas avoir suffisamment discuté. Toute susceptibilité personnelle mise à part, j'aimerais, en privé, sans témoin, ou en public, comme il souhaite, lui expliquer la vérité sur les problèmes de la télévision ».

que par la commande publique », note la Cour.

Les avances financières consenties à certaines sociétés de production font l'objet d'un chapitre particulier : ainsi Réservoir Prod, la société de Jean-Luc Delarue, aurait bénéficié en 1994 d'une avance en deux fois de plus de 40 millions de francs. Or, fait remarquer la Cour des comptes, « la trésorerie de France 2 ayant été généralement négative, cela signifie que la chaîne a dû emprunter pour réaliser elle-même ces avances », ce qui inquiéterait que le coût pour France 2 de l'avance faite à Jean-Luc Delarue a été de 2,4 millions de francs et de 2,8 millions pour la société de production de Michel Drucker. Les magistrats relèvent en outre

réel des émissions, qui ne correspondent pas au prix facturé à France Télévision. Selon un expert, Philippe Baraduc, la réalisation d'une émission de « Ça se discute » (Jean-Luc Delarue) est de 691 000 francs (alors qu'elle était facturée 1,2 million), celui d'une émission de « Déjà Dimanche » (Jean-Luc Delarue) est de 773 500 francs (pour une facture présentée de 1,5 million) tandis que la Société française de production (SFP) évaluée à 220 000 francs une émission de « Bas les masques » alors que France 2 la payait 795 000 francs à Mireille Dumas, etc.

Tout en soulignant certaines autres dérives, comme le fait que Nagui négociait directement avec des annonceurs les cadeaux de son

Métropolis
chaque samedi,
22.30

Numéro spécial
Samedi 29 mars à 22.30

Avec la participation exceptionnelle de
Salman Rushdie
Président du Parlement International des Écrivains

Écrivains persécutés, langues et cultures menacées de disparition...

A travers deux débats ponctuels de reportages sur les nouvelles terres d'accueil des écrivains en exil, les principales personnalités du Parlement International des Écrivains évoquent leur action et développent l'idée d'un engagement nouveau des écrivains face à la montée des intolérances.

Métropolis
Chaque samedi à 22.30.
Un magazine culturel éclectique qui explore toutes les facettes de la culture à travers l'Europe et le monde entier.

3615 ARTE (1 291 000)
<http://www.artetv.com>

arte

مكتبة الفن

Note à Usbek

par Alain Rollat

COMMENT SE PORTE, cher Montesquieu, votre ami Usbek ? Recommandez-lui de ne pas rater le documentaire sur « Les États désunis de Jérusalem », que La Cinquième diffuse, samedi 29 mars, dans le cadre de sa « Journée de la tolérance ». Il y trouvera de quoi illustrer celles de ses lettres persanes dans lesquelles il déplorait les méfaits des guerres de religion. Souvenez-vous de ses réflexions prémonitrices de 1715 : « Qu'on y prenne bien garde : ce n'est point la multiplicité des religions qui a produit ces guerres, c'est l'esprit d'intolérance qui animait celle qui se croyait la dominante ; c'est cet esprit de prosélytisme que les Juifs ont pris des Égyptiens et qui, d'eux, est passé comme une maladie épidémique et populaire aux Mahométans et aux Chrétiens. »

Ce brave Usbek ne croyait pas si bien dire. Jérusalem est elle-même devenue l'exemple le plus affligeant de cette dégénérescence de la raison qui voit les rivalités confessionnelles mettre « le feu et la discorde partout » : tout le monde y parle de paix, mais chacun prétend imposer sa loi aux autres, et la nouvelle guerre a déjà commencé. J'ai relevé pour lui les édifiants propos tenus par ses habitants devant les caméras.

Un Israélien : « Les musulmans n'ont qu'un but : c'est de rendre toute la ville musulmane ; alors je ne peux pas être leur ami. » Sa femme : « Les Arabes se moquent de nous, ce n'est pas la paix. Nous, les adultes, nous cachons la vérité à nos enfants. Nous ne leur montrons

qu'une façade ; nous leur préparons une vie de mensonges. » Leur fils ne conçoit pas d'avoir des amis musulmans : « Ils sont trop bêtes ! » Même rejet chez les Palestiniens : « Avec les Juifs, la cohabitation est impossible, dit un père de famille musulman. Il y a trop de contradictions entre nous. » On ne peut pas vivre avec les Israéliens parce qu'ils veulent tout pour eux, dit son fils. Il va y avoir une nouvelle guerre à Jérusalem et, cette fois, nous nous battons avec des fusils. » Quant aux derniers chrétiens de la ville, ils se méfient tout autant des Juifs, « qui veulent une paix parfaite, alors que même une paix parfaite ne garantit pas la paix », que des mahométans, lesquels « ne supportent ni critiques ni opposants ».

Il va falloir, cher Montesquieu, réinventer la laïcité. Le mal est si profond que, dans nos propres cités, les républicains ne savent plus comment combattre cet esprit d'intolérance qui anime aujourd'hui certaines sectes civiles. Peut-être conviendrait-il de leur rappeler que la tolérance fait partie, comme la liberté, l'égalité, la fraternité, des valeurs fondamentales de la démocratie ; qu'elle est donc indissociable de la vertu d'humanité propre au citoyen qui voit en tout étranger un frère ; par conséquent, qu'aucun parti totalitaire ne peut se réclamer de la tolérance dès lors qu'il prétend imposer une hégémonie qui en dénie la pratique. C'est dans cet esprit que je transmettrai votre affectueux souvenir, cher Montesquieu, ce samedi, à nos amis de Strasbourg.

Dizzy Gillespie, la vie façon be-bop

Canal Plus diffuse l'ultime document écrit et réalisé par Philippe Koechlin.

Un remarquable portrait du seigneur de la trompette coudée, ou le génie de la musique porté par le rire



DIZZY'S FAN CLUB

EN EXERGUE, filée sur les décors de La Nouvelle-Orléans, une lettre hommage (qui aurait sans doute été plus appropriée en conclusion), de Doug Headline à Philippe Koechlin, mort en décembre 1996, et dont ce portrait de Dizzy Gillespie aura été l'ultime déclaration d'amour aux splendeurs désespérées et joyeuses du jazz - avec, notamment, des portraits consacrés à Louis Armstrong, John Coltrane, et Billie Holiday.

Vitez Dizzy ! est signé d'une même élégance que le sublime *Lady Day* rediffusé sur Arte le 8 mars. Judicieux pointages biographiques, documents d'archives exceptionnels et finesse du montage, pour une évocation complexe de l'humour majeur qui a présidé au destin de John Birks Gillespie (1917-1993), très tôt baptisé « Dizzy » - « le dingue ». L'essentiel est dit du fabuleux swing à la trompette « coudée » (l'instrument avait été déformé par accident lors d'une pause quelque peu agitée), alter ego du saxophoniste Charlie Parker, démiurge du be-bop ; érudit, joueur d'échecs, fin gourmet ; passeur inventif des rythmes afro-cubains et brésiliens, clown magistral des scènes du monde entier.

PROFIL IDÉAL

Sous ses puissantes démonstrations d'énergie joviale, Dizzy ne rait jamais l'objectif. Au moment de son incorporation, lors de la deuxième guerre mondiale, il la joue net : « Depuis que je suis dans ce pays, les Blancs n'ont pas arrêté

de m'emmerder, et maintenant ils veulent que j'aie le battre pour eux. J'aurais bien pu tromper de cible... » Réformé pour troubles mentaux. A l'heure où s'appliquait la rumeur du « US go home ! », l'Amérique « Big Brother » recherchait des ambassadeurs « consommables » sur la planète entière. Profil idéal que celui de Dizzy le Black déjanté et son grand orchestre, maître d'œuvre d'une musique qui adoucit les mœurs, refait le monde. Mandaté par le département d'État en 1956, et fort de la duplicité politique, Dizzy filera la partition du bonheur, flambant en dix endiable avec Quincy Jones, d'Afrique en Asie, de Da-

mas à Dakar. Alain Gerber rappelle la réponse savoureuse qu'il fera à qui s'étonnera fêlement de cette « collaboration » avec le département d'État : « Je me rends partout... pour faire des excuses au nom du gouvernement américain. » Et lorsqu'il se porte candidat à l'élection présidentielle, en 1964 (il le fera à nouveau en 1972), le « vote Dizzy » décline sur un mode burlesque recouvre quelques vraies batailles pour les droits civiques de l'époque, lutte sous d'autres approches plus que jamais à l'ordre du jour.

Au programme : transformer la Maison Blanche en Maison du blues ; nommer Duke Ellington

ministre d'État - « il est capable d'embobiner n'importe qui ! », ou encore Louis Armstrong à l'agriculture - « il connaît bien les champs de coton... ». Beau clin d'œil des sphères galactiques à Dizzy le rêveur qui voyait très bien un Noir en cosmonaute pionnier du sol lunaire, et s'imaginait volontiers dans le rôle : ce sera Armstrong - mais l'autre, le Blanc, Neil - qui lui volera la vedette, un certain 21 juillet 1969.

Rien de moins anodin encore, lorsqu'il enregistre, en 1963, la musique de *The Cool World*, le film d'un avant-gardiste méconnu et génial, Shirley Clark. Cinéma-vérité des premières heures, soutenu par la densité et l'éclat coupant d'acteurs amateurs ; plongée radicale, efficace, rythme soutenu, au cœur d'un Harlem broyé dans une noria misère-violence. « Un homme tranquille, couché Philippe Koechlin, qui n'a jamais cherché la combinaison gagnante. » Et qu'il a décroché, pour l'éternité, lui qui assurait tranquillement : « Je ne fais pas de compromis quand je joue. Je joue, j'espère que le public aime. S'il n'aime pas, désolé. »

Valérie Cadet

★ Voter Dizzy !, Canal +, samedi 29 mars à 22 heures, rediff. mardi 1^{er} avril à 14 h 45 ; « Recollections » : Dizzy Gillespie & Willie Dixon en concert, Muzik, jeudi 7 à 18 heures, rediff. dimanche 13 à 1 h 05, vendredi 25 à 1 h 40.

(Lire aussi page 30.)

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.45	20.55	20.50	20.45	20.45	20.35	France-Culture
DRÔLE DE PLANÈTE Divertissement présenté par Danièle Lumbroso, Viktor Lazo et Lynda Lacoste. La 148 ^e la plus folle du monde. Invités : Alain Chabat, Thierry Lhermitte (140 min). Sur le même concept que Y a pire ailleurs sur France 3.	MAÎTRE DA COSTA En direct de la capitale. Série de Bob Swain, avec Roger Hanin, Dany Vermeir-Stock (100 min). Julien Da Costa enquête sur la disparition de sa fille.	THALASSA Magazine présenté par Georges Perraud. La pêche de Bonifacio (60 min). L'archipel des Lovazzi, au milieu du détroit de Bonifacio, vit dans la hantise d'une possible marée noire.	CORPUS CHRISTI Documentaire de Gérard Mordillat, Jérôme Prieur. (45/15) (15 min). Selon les évangiles synoptiques (Marc, Matthieu et Luc) ; Jésus serait mort le jour de la Pâque juive. Selon Jean, il serait mort la veille. Deux chroniques qui posent un problème historique considérable.	KIDNAPPING Téléfilm de David Greene. Série de Stuart Gillard (55 min). Un homme d'affaires se croit reconnu, dans le métro, une fille disparue depuis quinze jours.	UN PRINTEMPS DE CHIEN Téléfilm d'Alain Tasma, avec Stéphane Audran, Jean-Pierre Cossé (90 min). 22.05 Babykiss. Série. Dépendance.	20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Cassel. 20.30 Le Bataillon. Le présent. 21.32 Black and Blue. Série. 22.00 Nuits américaines. Séries américaines de France 3.
23.05	22.40	21.50	21.40	22.30	23.00	France-Musique
SANS AUCUN DOUTE Magazine présenté par Julien Courbet. Thème : La jalousie. Invités : Eli Zylberstein, avec Marie Izuel et maître Didier Berge (110 min). Comment ce sentiment peut pousser à la débauche et parfois à des extrêmes dramatiques telles que le crime. 0.55 Attachez vos ceintures. Série. Affaire de cœur. 1.00 et 2.45, 3.45 TF1 nuit, 1.55 et 2.55, 3.55, 4.55, 5.10 Histoire, nouvelles. Documentaire (rediff.). 4.50 Musique. Concert (20 min).	BOUILLON DE CULTURE Magazine de la presse et la prière. Invités : Jacques Lacarrière, Mathieu Ricard, Jean-François Sili, le Père Pascal Iles, Didier Drouin (70 min). 23.50 Journal. Bourse, Météo. 0.05 Plateau Ciné-Club. 0.10 Drama de la jalousie. Film d'Ettore Scola, avec Marcello Mastroianni (1970, v.o., 105 min). 0.09.01 2.25 Enquête spéciale. Magazine (rediff.). 3.00 Loubard des pages. Documentaire. 5.10 à quel rétroviseur les jeunes filles ? (20 min).	FAUT PAS RÉVER Magazine. Invité : Yann Kersalé. Cuts-Unis : le château de Citzen Kane ; France : compagnons du tour de France ; Chine : grands fleuves et perles merveilleuses (65 min). 4.57.10 22.55 Journal, Météo. 23.20 Comment ça va ? Prostate, un combat d'hommes (55 min). 34.98.48 0.15 Libre court. Dado de Roberto Garzelli (30 min). 31.894 0.45 Vivre avec... (rediff.). 1.08 La Grande Aventure de James Onda. Feuilleton. Changement comme le vent. 1.55 Musique graffiti. Magazine. Concours des jeunes danseurs 1996 (extraits) (20 min).	LE LENI Téléfilm de Leo Hirsner, avec Hannes Thanneiser, Johanna Thanneiser (1993, 80 min). En 1937, un couple de paysans bavarois prend en nourrice une petite fille et découvre qu'elle est d'origine juive lorsque sa mère naturelle réapparaît. Prix du public et Prix du meilleur réalisateur au Festival de Santa Barbara. 23.00 Moodance. Film de Degmar Hirtz, avec Rüdiger Conroy (1995, v.o., 90 min). 62.916 0.30 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique (rediff.). 0.40 Au-dessous du volcan. Film de John Huston, avec Albert Finney (1984, v.o., rediff.). 4.45 E M 6 23.30 Contacts. Court métrage (rediff.). 15 min.	POLTERGEIST Téléfilm de Michael Ray Rhodes, avec Stephanie Zimbalist (100 min). Une psychologue de la police se voit confier les vieux dossiers du service. 1.05 Best of groove. 2.05 Fréquence. IAM (rediff.). 2.45 Femme dessinée. Documentaire. 3.00 Jazz à (rediff.). 4.45 E M 6 (rediff.). 5.10 Culture pub (rediff.). 5.35 Fan de Club. 23 min.	FRANKENSTEIN Film de Kenneth Branagh, avec Robert De Niro, Kenneth Branagh (1994, 116 min). 1.00 Duel à Rio Bravo. Film de Tullio Demicheli (1964, 90 min). 28.10.23 2.30 Le Syndicat du crime 2. Film de John Woo (1987, 105 min). 61.08.29 4.10 C'est pas de bulles. Documentaire (rediff.). 55 min. 7.98.184 5.05 La Révélation. Film de Michael Ritchie (1994, 100 min). 83.19.42	19.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de l'église Saint-Thomas de Leipzig et diffusé simultanément sur les radios de Berlin, Francfort et Stuttgart, par le Chœur de Saint-Thomas de Leipzig et l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, de Georg Christoph Biller ; Passion selon saint Jean (extraits BWV 245), de Bach, Ruth Holton, soprano, Axel Köhler, alto, John Marc Ainsley, ténor. 22.30 Musique phare. 23.07 Miroir du siècle. Œuvres de De Séverac. 0.00 Jazz-club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

ABONNEZ-VOUS
et économisez jusqu'à 294 F
soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F*
au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au public : 1890 F pour 1 an, 2 184 F pour 2 ans.

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

1 AN 2 086 F 2 960 F

6 mois 1 123 F 1 560 F

3 mois 572 F 790 F

Pour tout autre renseignement contactez : le service à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphones au 01-47-17-32-90 de 9 h à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lesclapier 93046 Clichy-sous-Bois Cedex

TV 5

20.00 Médecins de nuit.

21.00 807 week-end.

21.55 Météo des cinq continents.

22.00 Journal (France 2).

22.35 Les Indes. Invités : Jullio Iglesias, Manuella, Emmanuelle Harris.

23.00 Ça cartonne.

Planète

19.50 Toxicos sous ordonnance.

20.35 Bâtiments anti-cho.

21.25 Araignées géantes d'Amazonie.

22.15 Botero quatre saisons.

23.15 Derrière les murs du palais. (24).

23.35 Wellfare, l'aide sociale.

Animaux

20.30 Témoin oculaire.

21.00 Monde sauvage.

21.30 La Vie des zoos.

22.00 Oiseaux des glaces.

23.00 Tout pour le touron.

0.00 Monde sauvage.

0.30 Flipper le dauphin.

1.00 Falou (40 min).

Paris Première

19.55 Point bourse.

20.00 et 0.30 La Semaine 20 h Paris Première.

21.00 Ici Londres. Magazine.

21.55 La Semaine du J.T.S.

22.25 Le Trouvère.

Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi, enregistré à l'Opéra de Sydney (145 min). 54247044

France Supervision

20.30 Captain Café.

Invités : Maurice, Jean-Claude Vanier, Au Prix Bonheur, Ojofor.

21.25 Concert à l'abbatiale Saint-Ferréol d'Essômes (90 min). 67.82.002

22.55 Transantartica.

De Laurent Chevalier.

23.50 La Dernière Science.

Ciné Cinéfil

20.30 Brève rencontre. Film de David Lean (1945, N., v.o., 85 min). 49.02.428

21.55 La Vérité presque nue (The Naked Truth - Your Past is Showing). Film de Jean Boyer (1957, N., v.o., 90 min). 62.98.374

23.25 Tous les chemins mènent à Rome. Film de Jean Boyer (1949, N., 90 min). 78.95.954

Ciné Cinémas

21.00 Terrain miné. Film de Steven Seagal (1993, 100 min). 38.24.1732

22.40 Air America. Film de Roger Spottiswoode (1990, v.o., 110 min). 58.44.3409

0.30 La Nuit du loup-garou. Film de Terence Fisher (1961, 90 min). 39.81.349

Série Club

20.45 Au-delà du réel.

21.35 et 1.30 La Floradine.

22.30 Le Choix de... George Sherman. Sa vie tripartite.

23.00 Elery Queen : A plume et à sang.

23.45 Chapoulin meurt et botte de cuir.

Je vous tuerai à midi !

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Le mal du pays.

21.20 Elvis Good Rockin' Tonight.

21.45 Absolutely Fabulous : Mode d'emploi.

22.15 Chronique du front.

22.20 Dream On.

22.45 Seldfield. L'avocat.

Disney Channel

19.00 Petite fleur.

19.30 et 23.30 Dinosaures.

20.10 Juste pour rire.

21.00 Ne vous fiez pas à l'imagination.

22.30 Sport Académie.

23.00 La Rédac.

0.00 Opération Mozart.

0.30 Zorro (30 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.

20.55 Nos meilleures années.

Question de confiance.

Aucune promesse.

22.30 Murphy Brown.

23.00 Coups de griffes.

Jean-Charles De Castelbajac.

0.00 L'Ange bleu (80 min).

Eurosport

19.00 Tennis. En direct.

Tournoi messieurs de Key Stacyne (EU).

19.00 Sports de force.

22.00 Patinage de vitesse.

0.00 Olympic Magazine.

1.30 Tennis. En direct.

Tournoi messieurs de Key Stacyne (EU).

21.00 The Great Jazz Meeting.

Concert (55 min). 82.98.3

21.35 Mark Isham au festival de Montréal 96.

Concert (65 min). 58.20.84

23.00 Best of Brazil à Montreux 2.

Voyage

20.00 et 23.30 Suivez le guide.

22.00 Au-delà des frontières.

Le Bretagne.

22.30 L'Heure de partir (35 min).

Muzzik

21.00 The Great Jazz Meeting.

Concert (55 min). 82.98.3

21.35 Mark Isham au festival de Montréal 96.

Concert (65 min). 58.20.84

23.00 Best of Brazil à Montreux 2.

Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today, 20.30 et 22.00, 2.00 World News, 21.00 Larry King Live, 22.30 tonight, 23.30 World Sport, 2.00 The Movie.

Euronews

Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.15, 10.45, 11.15, 11.45, 12.15, 12.45, 13.15, 13.45, 14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 0.15, 0.45, 1.15, 1.45, 2.15, 2.45, 3.15, 3.45, 4.15, 4.45, 5.15, 5.45, 6.15, 6.45, 7.15, 7.45, 8.15, 8.45, 9.15, 9.45, 10.

le façon be-bop



Les « transits » fatals de Saint-Casimir

Après le suicide collectif de cinq membres de l'Ordre du Temple solaire dans ce village québécois, la presse canadienne déplore l'inaction des pouvoirs publics

INCOMPRÉHENSION et sentiment d'impulsion ressortent des commentaires de la presse québécoise sur le drame qui a entraîné la mort de cinq personnes liées à l'Ordre du Temple solaire dans le petit village de Saint-Casimir, le 22 mars. Une éditorialiste du *Soleil* plante un décor bucolique autour de cette « petite maison dans la prairie (...) petite en rose et découpée de bleu », avant de s'écrier : « Comment cette maison accueillante a-t-elle pu servir à ce rendez-vous sordide avec la mort ? Ont-ils fouillé le ciel, la nuit, pour chercher des réponses à leur détresse ? (...) Car on ne part pas vers Sirius. On meurt. On brûle. On s'asphyxie. »

Au fil des articles, les commentateurs déplorent également l'inaction des pouvoirs publics, puisque l'écroulement découle d'un scénario apocalyptique défini de longue date. « Alors, pourquoi l'État n'est-il pas intervenu pour empêcher ce

massacre ? La police, les organismes de protection de la jeunesse ou tout autre mécanisme de protection des citoyens ont-ils failli à la tâche ? », s'interroge *Le Devoir*. « Les morts s'additionnent (...) et les gouvernements ne lèvent pas le petit doigt », renchérit *Le Soleil*, qui rappelle d'ailleurs la disparition récente du seul organisme qui observait les sectes au Québec : « Le gouvernement Bourassa a même coupé les vivres à Info-Secte au début des années 90 pour museler l'organisme dont les dénonciations dérangeaient, y compris au conseil des ministres. » Plusieurs éditorialistes s'accrochent sur la nécessité de mieux prévenir le public contre le danger de s'engager dans des mouvements religieux fanatiques : « Ce n'est pas, avec des lois ni même une plus grande vigilance policière qu'on limitera les dégâts attribuables aux sectes, remarque *La Presse*. C'est uniquement par une meilleure infor-



mation sur les différences, faciles à faire, entre les sectes et les religions et sur les dangers des croyances qui impliquent une obéissance aveugle et sans réserve à un gourou. » Mais le combat est rude car les sectes savent très bien manier les législations veillant à protéger la liberté de croyance, analyse *Le Devoir*, qui écrit : « L'hyperindividualisme et l'idéologie du laissez-faire grignent la capacité de l'État à fuier les bornes entre les libertés individuelles et col-

lectives. » *Le Globe and Mail* trace un parallèle entre l'apparition des sectes et certains éléments incontournables de la culture environnante, en soulignant que l'apologie du transit vers Sirius ressemble presque à un épisode de la série télévisée *Star Trek* : « Ces sectes en plein essor à l'aube du troisième millénaire recrutent des fidèles dans une culture saturée par les mouvements spirituels new age, la science-fiction et un intérêt omniprésent pour l'astrologie. » Mais le meilleur traitement préventif contre les sectes consiste peut-être à reconnaître d'anciens adeptes, comme cet ex-membre de l'OTS qui a confié à *La Presse* ses difficultés à vivre normalement : « Appelez cela comme vous voulez : endoctrinement, déconstruction et confusion mentale, lavage de cerveau, le résultat est le même... »

Pascal Guéricolas

EN VUE

■ **Kiki Foendi Moutsatos**, l'ancienne secrétaire d'Aristote Onassis, revient, dans un livre à paraître prochainement, sur la transaction que l'armateur négocia, en 1968, à Athènes, avec Ted Kennedy, pour pouvoir épouser Jackie, la veuve du président assassiné à Dallas. Au moment du consentement, Onassis devait verser des millions de dollars « comptant et sans contrepartie » ; la cérémonie devait avoir lieu dans le plus grand secret, pour que la nouvelle épouse ne perde pas ses droits à la rente du mari défunt et ses avantages d'ancienne First Lady. Enfin, une clause, très léonine, stipulait que Jackie déciderait seule de la fréquence des rapports conjugaux. C'est alors, rapporte l'ancienne secrétaire, qu'un vieil ami d'Aristote aurait dit : « Elle l'aura coûté plus cher qu'un pétrolier. »

■ **Yasaburo Hachitani** et son épouse Hisako viennent de se retrouver, après cinquante et un ans de séparation, dans la ville de Kōdaka, dans l'ouest du Japon. « Je suis désolé de l'avoir fait attendre si longtemps », a dit le mari, âgé de soixante-dix-huit ans. « Je suis heureux de te voir encore en vie », lui a répondu Hisako, quatre-vingts ans. Entre-temps, Yasaburo, intéressé pour espionnage dans un centre de détention soviétique en 1946, libéré en 1953, mais privé de passeport, avait vécu avec une femme russe, dans la région de l'Amour.

■ Depuis janvier, les incidents à bord de la station Mir n'ont cessé de se multiplier. Des générateurs d'oxygène sont d'abord tombés en panne, forçant les cosmonautes

— deux Russes et un Américain — à utiliser des cartouches chimiques, dont le stock devrait bientôt s'épuiser. Un incendie s'est déclaré en février. Début mars, le vaisseau de ravitaillement Progress M-33 n'a pu s'amarrer à la station. Aussi, Vassili Tsibliev et Alexandre Lazoukine se sont-ils déclarés, jeudi 27 mars, « trop occupés » pour « participer », comme le leur demandaient les techniciens, à la grève contre les arriérés de salaire, qui avait lieu, au sol, en Russie.

■ Un policier municipal de Toulon, soupçonné d'avoir dérobé une mallette dans une voiture de la brigade anti-criminalité (garée devant une boîte de nuit), a été jugé, mercredi 26 mars, dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, et remis en liberté, en attendant un complément d'information. Le policier nie les faits et parle de « machination ». La mallette contenait des menottes et des câbles.

■ Dans l'ouest de l'Indonésie, trente éléphants sauvages ont monté, pendant deux jours, une garde étroite autour de deux de leurs pris dans un piège, empêchant les gardes-chasse d'approcher. On les comprend. Une fois capturés, les pachydermes sont envoyés dans des camps « pour devenir, explique Abdul Latief, du bureau provincial de protection des ressources naturelles, des partenaires du développement économique du pays ». On leur apprend, là-bas, à porter des troncs d'arbre dans les forêts et des chapeaux pointus dans les cirques.

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER
Dominique Bramberger
■ Evidemment, toutes les sectes ne représentent pas le même niveau de danger immédiat. Celles qui sont établies depuis plus longtemps ne risquent pas de mener au suicide collectif. Mais, dans ce cas, le risque est différent. Ces organisations ont eu comme un appât de pouvoir considérable. Les enquêteurs officiels qui suivent leurs activités ont acquis

la preuve de connexions entre elles dans le domaine politico-économique, une partie de ces contacts se démantant sur Internet. A terme, c'est donc de moins que l'autorité des États qui pourrait être menacée. (...)

EUROPE 1
Alain Duhamel
■ Le Front national s'est fixé deux objectifs majeurs pour son congrès de Strasbourg. (...) Jean-Marie Le Pen voulait, c'est son premier dessein, obtenir comme toujours le plus grand rétroscène

ment possible. Il s'agissait de s'installer au centre de la scène médiatique. Il y est trop bien parvenu. (...) L'autre objectif consistait à convaincre les Français que le Front national incarne désormais la « grande alternance ». (...) Le Front national fut jadis un parti de petits-bourgeois en colère. C'est aujourd'hui la formation des victimes de la crise. (...) Les thèses de Jean-Marie Le Pen ont peu de chances de convaincre au-delà de cette France traumatisée. Encore faut-il que ses adversaires trouvent eux aussi les mots et sur-

tout les actes pour les arracher à son emprise.

RTL
Richard Artz
■ Est-ce qu'ils se rendent compte, ces internes, qu'ils sont en plein décalage ? Le plan Juppé de ré- forme de la Sécurité sociale a été présenté il y a un an et demi. Et eux, les internes, ils s'imaginent qu'ils vont tout remettre à zéro. Ils ne voient pas, ces manifestants au folklore sympathique en blouse blanche, dans quel rapport de forces ils se trouvent.

SAMEDI 29 MARS

TF 1

16.50 Football. En direct. Coupe de France 1/4 de finale. Bordeaux - Montpellier.
17.45 Météo.
19.00 Beverly Hills. Feuilleton.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal. L'Image du sport « Fun ».
20.05 Sport 1, Météo.

20.45

VOUS NE RÊVEZ PAS !
Divertissement présenté par Nagul et son génie. Jour et nuit le retour du printemps...
409436

23.05

HOLLYWOOD NIGHT
Une trop belle nuit. 16.00 O de Dennis Hopper, avec Jodie Foster, Dennis Hopper (95 min).
A Los Angeles, une artiste à succès est le témoin d'un meurtre perpétré par un culte de la mafia.
0.40 Formule F1.
Magazine présenté par Catherine Pic. Grand Prix du Brésil (40 min).
1.30 et 1.55, 4.00 TF 1. 1.30 Les Rendez-vous de l'après-midi. Magazine. 2.05 Passage à l'heure d'été. 3.05 et 4.10, 4.35 Nouveaux animaux. Documentaire (rediff.). 4.40 Musique. Concert (15 min).

TV 5

20.00 Chloé.
21.30 Télécinéma.
21.55 Météo.
22.00 Les cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bonnam et drôle.
Invités : Gérard Hernandez, Michel Galabru, Annie Pajot, Laurent Gaffie, Chéri Chery, Michel Muller, La Bande Originale, Albert Méday, Otto Wesley, Kim Sauer (France 2 du 8/9/97).

Planète

20.35 Shimshal.
21.30 Une brève histoire d'intérêt.
21.50 15 jours sur Planète.
22.15 Toxicos.
23.00 Bâtiments anti-choc.
23.50 Araignées géantes d'Amazonie.

Animaux

21.00 Monde sauvage. Maître renard.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 Mortelle Australie.
23.00 Rona, une vie de phoque gris.
23.30 Wild Wild World. Le glouton.
0.00 Monde sauvage. Un long nez.
0.30 Flipper le dauphin.

France 2

17.40 La Fête à la maison. Série.
18.10 Urgences.
19.00 TSK que non.
Invité : Pascal Légitimus.
19.50 et 20.40 Tirage du Loto.
20.00 Journal.
A cheval 1, Météo.

20.50

LES BEAUX JOUEURS
Divertissement présenté par Jean-Claude Brilly et Christophe Decavanne. Invités : Martin Lamotte, Gérard Darmon, José Garcia, Jacques Villeret, Jacques Weber, Patrick Bréaud (335 min).
93649455

23.05

BOXE
En direct. Championnat d'Europe des poids légers : Carlos Fernandez (France) - Oscar Cano (Espagne) (75 min).
728813
0.20 Journal.
Bourse, Météo.
0.30 La Troisième Nuit du Caméthon.
Emission présentée par Claude Sérillon, Olivier Minne et Rachid Arhad. Invité : Thierry Lhermitte (90 min).
La nuit du Caméthon est l'occasion de donner le tout dernier chiffre des dons effectués.

Paris Première

20.00 Top Flop.
20.30 Danse sportive.
23.30 Nova.
0.25 Ici Londres.
1.20 La Semaine du J.T.S (60 min).

France

Supervision
20.30 Concert en l'église Saint-Etienne du Mont (85 min).
39002148
21.55 Capitain Café.
Invité : Maurane. Au Pit. Bonheur. Dîner.
22.55 Sortie de nuit.
0.05 Elliot Murphy.
Concert (80 min).
73978837

Ciné Cinéfil

20.35 Actualités Pathé n° 2.
21.25 Le Club.
22.45 Une nuit de cinéma fantastique.
23.00 Le Météore de la nuit III.
Film de Jack Arnold (1953, N., v.a., 85 min).
6063610
0.25 The Hollywood Chronicles. Les magiciens des effets spéciaux.
1.05 La Fête (Cat People) III.
Film de Jacques Tourneur (1942, N., v.a., 75 min).
59183363

France 3

18.50 Un bvre, un jour.
Série.
New York armée 30, de Samuel Fuller.
18.55 Le 19-20.
Documentaire de l'information.
19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
Jeu.
20.35 Tout le sport. Magazine.

20.50

L'HISTOIRE DU SAMEDI
Chaque samedi, Téléfilm de Denis Granier-Deferre, avec Zabou (95 min).
965558
Un couple à la fièvre meurtrière s'offre. Chacun se sentant offensé, n'accrodera son pardon que lorsque l'autre l'implorera...

22.25

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
L'affaire Spaggiari.
Documentaire de Serge Le Péron et Laurent Hakim (60 min).
9548417
23.25 Music Planet : Leningrad Cowboys et Apocalypica. Documentaire de Marcus Behrens (60 min).
5030875
Concert donné en août 1996 depuis un ponton fluvial amarré dans l'embouchure de la Weser à Bremerhaven en Allemagne.
0.25 Quand les Allemands dorment.
Téléfilm de Frank Beyer, avec Benjamin Kautz, Robin Timmer (75 min).
7045404
1.40 Cycle Robbie Coltrane. Série (rediff.). 2.00 Passage à l'heure d'été 3.05 Cartoon Factory (rediff., 30 min).

Ciné Cinémas

20.30 Le Pays du soleil levant.
Téléfilm de Laurent Heynemann (1988, 85 min).
49971598
21.53 Ciné Cinémas.
Invité : André Zaluski.
23.00 L'Animal III.
Film de Claude Zidi (1977, 100 min).
94382894

Série Club

20.45 La Caverne de la rose d'or.
La caverne de la rose d'or III.
22.20 Code Quantum.
Eure et ne pas être.
23.10 Les Aventures du jeune Indiana Jones.
Barcelone, mai 1917.
0.00 Mission impossible. Le successeur.
0.45 La Famille Addams.
La vente de charité.

Canal Jimmy

21.00 VRS.
Le premier d'otages.
21.45 5pin City.
The Great Pretender.
22.15 Chronique californienne.
22.20 Nonante.
23.20 Le Fugitif.
La vie d'un pas un rêve.
0.10 Motor Trend.
0.30 Seinfeld.
L'avocat.

La Cinquième

17.35 Société : état des lieux. 18.20 Débat.
Peut-on tout tolérer ? Avec Franck-Olivier Giesbert.
Arte
19.00 Cycle Robbie Coltrane. Série. Documentaire.
19.30 Histoire parallèle. Magazine. Semaine du 29 mars 1997.
20.15 Le Dessous des cartes.
L'année polaire : l'Antarctique.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

■ **CORPUS CHRISTI**
Documentaire de Gérard Mordillat, Jérôme Prieur (1953).
Christos (53 min).
La conception biblique du Messie était-elle autant politique que religieuse ? La référence à un Messie libérateur qui doit venir sembler précisément se développer au moment de l'invasion de la Palestine puis de l'occupation romaine. Jésus ne serait-il pas devenu « Christos », Christ, qui éprouve sa mort ?

21.40

L'AVOCAT
La vie.
Série de Werner Maser, avec Manfred Krug, Michael Kausch (45 min).
639368
22.25 Metropolis. Magazine. Carrefour des écrivains en 2 débats avec Salman Rushdie (60 min).
4688662
23.25 Music Planet : Leningrad Cowboys et Apocalypica. Documentaire de Marcus Behrens (60 min).
5030875
Concert donné en août 1996 depuis un ponton fluvial amarré dans l'embouchure de la Weser à Bremerhaven en Allemagne.
0.25 Quand les Allemands dorment.
Téléfilm de Frank Beyer, avec Benjamin Kautz, Robin Timmer (75 min).
7045404
1.40 Cycle Robbie Coltrane. Série (rediff.). 2.00 Passage à l'heure d'été 3.05 Cartoon Factory (rediff., 30 min).

Disney Channel

19.00 Petite fleur. Petite fleur et ses pétales.
19.30 Dinosaures.
20.10 Planète Disney.
21.00 Des couacs en vac.
21.30 Animalment votre.
22.00 Le Radeau du pharaon.
23.00 Simbad.
23.25 Petite fleur.
Quelques fois que commande.
0.00 SOS Pollards.
0.30 Sports (30 min).

Téva

20.20 Téva mode.
20.30 Téva débat.
Invité : Alphonse Boudard et Jacques Borel.
20.55 Cadillac Blues.
0.00 Dakar, les hommes préfèrent les rondes.
0.50 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

16.00 Cyclisme. En direct. Circuit international de la route. 1^{re} étape : Riga-Les Milins - Rakastens (188 km).
140 min.
354523
17.00 Cyclisme.
18.00 et 22.30 Football.
20.00 Basket-ball. En direct. 11^e All Star Game, à Worcester (120 min).
965588
22.00 In Extrem^o Gliss.
0.30 Trial (90 min).

M 6

18.00 Amicalement votre.
Série. Des secrets plein la tête.
19.00 Turbo. Magazine.
19.40 Warning. Magazine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Hot forme. Magazine.
20.35 Plus vite que la musique. Magazine.

20.45

AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE
Série (165 min).
L'homme aux yeux violets, avec Michael Sarrazin.
Une journaliste surprend une conversation téléphonique annonçant la disparition d'un célèbre écrivain.
Le refuge O, avec James Wilder. Un cataclysme a transformé la Floride en glacier. Au-delà du voile O, avec Michael O'Keefe. Un homme, persuadé d'avoir été enlevé par des extra-terrestres, tente de se suicider...
23.30 Meurtre sur pellicule.
Téléfilm de Jan Blazberg, avec Rutger Hauer, Natasha Richardson (105 min).
9037542
1.15 La Nuit des clips (95 min).

21.40

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
I Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Voyage

19.30 et 1.00 Itinéraire d'un gourmet.
20.00 Destination golf.
20.30 et 23.30 L'Heure de partir.
21.00 Suivez le guide.
22.55 Mémoire de palaces.
23.00 L'horizon.
La Bretagne.
23.25 La Chronique de Jacques Lanzmann.
0.00 Rough Guide, indonésien (60 min).

Muzzik

19.30 SOS Présence.
Tania Heldreich, pianiste.
19.50 Tchikovsky.
Concert (70 min).
20.78252
21.00 Gérard Mortier, un arts d'opéra.
21.55 Milla.
Opéra en deux actes de Rimski-Korsakov, enregistré au Théâtre du Bolchoï, Moscou, en 1992 (140 min).
5342184
0.15 Ornnette Coleman.
Concert (165 min).
9073301
1.20 D'Eljah Moshinsky (55 min).

Canal +

► En clair jusqu'à 20.33 17.00 Intermezzo.
17.05 Les Superstars.
19.00 Turbo. Magazine.
19.40 Warning. Magazine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Hot forme. Magazine.
20.35 Plus vite que la musique. Magazine.

20.45

ED MCBAIN, L'INCONNU DU PARC
Téléfilm de Bruce Paltrow, avec Randy Quaid, Alex McArthur (85 min).
791252
22.00 Voter Dizzy ! Musique.
(55 min).
72417
► Lire page 34
22.55 Flash d'information.

20.45

FIÈVRE À COLUMBUS UNIVERSITY
Film de John Singleton (1994, 124 min).
8707271
Trois nouveaux étudiants, dont un Noir boursier, arrivent à Columbus University où les Blancs et les Afro-Américains se côtoient sans communiquer.
1.05 Basket. En direct. Demi-finales du championnat universitaire américain NCAA (105 min).
212488
2.55 Passage à l'heure d'été.
3.55 Boxe. En direct. Réunion de Las Vegas (191 min).

Radio

France-Culture
20.45 Fiction. L'Avion pour Caracas, d'Albert Medina.
22.35 Fiction. Femmes du rock : mais qu'est-ce qu'elles valent ?
0.05 Fiction. Tand dans la nuit. La Petite Sirène, de H.C. Andersen, 0.55 Chroniques du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Opéra.
Enregistré le 21 mars, salle Pleyel, à Paris, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski : Pierrot, de Schubert, Soie Isokawa (Emma), Hans Peter Blochwitz (Ferrand), Peter Lusa (Le roi Karlo).
23.07 Le Bel Aujourd'hui.
Festival Les Airs fugitifs.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
Alta Tzigane. Zingarese, Hob. D. 528. de Haydn : Andante e Rondo unoposto, op. 35, de von Weber ; Le Baron Tzigane, ouverture, de J. Strauss fils ; Mélodie hongroise, op. 817, de Schubert, Schiff, piano ; Rhapsodie hongroise n° 9, de Liszt ; Chansons tziganes, op. 35, de Dvorak ; Les Danes de Galante, de Kodaly ; Concerto pour violon n° 2, de Bartok.
22.30 D. A. C. p. Archives schubertiennes. Chœurs de Schubert.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les films sur les chaînes européennes

TSR
23.40 Le Fantôme du paradis. Film de Brian De Palma (1974, 90 min). Avec Paul Williams. Fantastique.

Demain, dans le supplément
TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA
● Tendances du polar télévisé.
● Daniel Mermet, une voix engagée sur France-Inter.
● Les chefs d'Etat montent sur Internet.

Le film de la semaine
Le Cœur fantôme de Philippe Garrel

Signification des symboles :
► Signifié dans « Le Monde »
Télévision-Radio-Multimédia «
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



هكذا من الأكل

Ménages

par Pierre Georges

ILS, ELLES font, dans le jargon de métier, des « ménages ». Des beaux, des bons, des rentables ménages. Des ménages à 150 000 francs. A chaque serpiller selon ses mérites et sa réputation ! Le petit ménage genre animation du congrès des chirurgiens-dentistes du Tarn ou des notaires du Finistère. Ou le grand ménage façon promotion, en simili-press, du dernier-né des anti-inflammatoires des laboratoires K. Le ménage nécessaire type « foire aux affaires » de la grande surface du coin. Le ménage flamboyant, manière congrès des professionnels du bâtiment.

Ils, elles, prêtent leur nom, leur image, leur réputation aux débats, promotions, congrès, opérations publicitaires. Et même, cela s'est vu, aux diuers en ville. Ah ! avoir X ou Y à sa table, voilà qui rehausse nettement le prestige de l'hôte et la qualité du menu !

C'est cela, un « ménage ». Service compris. Et le métier de presse à ses façons de le dire. Si l'on veut y être aimable, on parle de « piges alimentaires ». Si l'on veut être sarcastique, on invoque le « supplément d'âme ». Et si l'on est réaliste, on évoque la « posse ».

Mais, quel qu'en soit le nom, cette pratique-là est bien devenue un fléau. Le plus ordinaire, le plus vulgaire, le plus trivial des fléaux. Celui qui amène le professionnel de presse à se commettre, à vendre son image pour du fric, sa réputation pour un (gros) plat de lentilles et sa déontologie pour un chèque.

L'argent, l'argent du « ménage », s'il n'a pas d'odeur, a du nez. Il va au plus commun, comme l'eau à la rivière. Il obéit aux lois hiérarchiques de l'image. Image

de luxe, tarifs de luxe ! La confrérie du ménage a ainsi, comme la prostitution, ses quartiers, et même ses quartiers de noblesse, Madame Claude ou Monsieur Mobilier !

Certes, le « ménage » n'est pas que le fait de journalistes, d'ailleurs pas seulement de télévision. La pratique en est courante aussi chez les « amateurs ». Mais laissons ceux-ci à leur pratiques et à leur « toujours plus ». Pauvres, ils sont tellement dans le besoin ! Les affaires récentes de France-Télévision, le rapport provisoire de la Cour des comptes sur les revenus, salaires, contrats, de quelques gros calibres, l'ont amplement démontré à un pays abasourdi !

Ne padons, ici, que presse, que des gens titulaires de la carte de presse et ayant pour métier présumé de faire de l'information plutôt que de la promotion. Ce métier-là obéit à des principes, à une déontologie, à une morale. La charte des journalistes interdit notamment à ceux-ci de faire, dans le cadre de leur métier, la promotion d'un produit.

Alors, peut-on être journaliste à la ville et promoteur aux champs, faire de l'information d'un côté et de l'argent de l'autre ? La presse, l'image de la presse, crèvent de ces pratiques-là. Et ce n'est pas parce qu'elle sont communes qu'elles deviennent moins vulgaires. Ou plus excusables. Si l'on enrage, à voir ainsi un métier se corrompre, ce n'est pas dans un souci de vengeance, encore moins dans une aigreur vaguement jalouse. Mais simplement parce qu'à faire des « ménages » on s'interdit, ou devrait s'interdire, de parler de ceux des autres. Quelle différence entre un ménage et, imaginons, un rapport de complaisance commandé à l'épouse d'un maire fort connu ?

Le chômage a baissé de 0,2 % en février mais le marché du travail reste atone

La situation des moins de 25 ans s'améliore légèrement

LE NOMBRE de chômeurs a légèrement reculé en février (-7 500, soit -0,2 %), pour s'établir à 3 092 300 personnes (en données corrigées des variations saisonnières), selon les statistiques publiées, vendredi 28 mars, par le ministère du travail. Malgré cette timide amélioration, la tendance reste mal orientée, comme le montrent deux autres indicateurs fournis par le gouvernement. Si l'on retient le mode de calcul intégrant ceux qui ont travaillé plus de soixante-dix heures dans le mois, abandonné en août 1995 comme « baromètre officiel », le chômage a progressé de 0,2 % pour atteindre 3 454 400 personnes (en données CVS), dont un million ne touchent aucune indemnité des Assédic ou de l'Etat.

Le nombre de sans-emploi, calculé selon la définition très stricte du Bureau international du travail (BIT), a, quant à lui, augmenté de 0,3 % le mois dernier (et de 6,1 % en un an), le taux de chômage passant de 12,7 % à 12,8 % de la population active. Cet écart entre les données BIT et les chiffres ANPE, qui a tendance à se creuser depuis quelques années, s'explique par le fait que les deux organismes ne retiennent pas les mêmes définitions du chômage, analysant récemment les experts de CERC-Association (Connaissance de l'emploi, des revenus et des coûts), en demandant plus de clarté et d'exhaustivité dans la mesure du chômage et de son fameux « halo » (précarité, sous-emploi etc.).

Le nombre des chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE a augmenté de 0,7 %, ce chômage de longue durée frappant 1 100 600 personnes (35 % des inscrits à l'AN-

PE). A l'intérieur de cette catégorie, ceux qui ont entre un et deux ans d'inscription à l'ANPE sont les plus touchés (+1,5 %), tandis que ceux qui y sont depuis plus de deux ans voient leur nombre baisser de 0,3 %. En revanche, le chômage des jeunes recule légèrement : -0,9 % pour les hommes de moins de 25 ans et -0,7 % pour les jeunes femmes. Mais 593 000 d'entre eux restent toujours dans les fichiers des agences pour l'emploi.

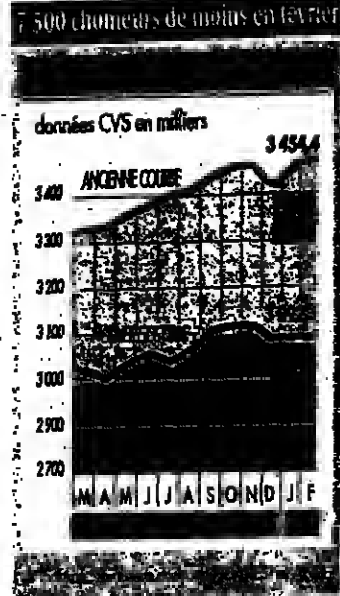
RECUL DES STAGES

Le marché du travail est, semble-t-il, un peu mieux orienté, si l'on croit le chiffre des reprises d'emploi sur le mois. Les sorties de l'ANPE ont progressé de 2,7 % en février, notamment en raison des reprises d'emploi (+4,6 %), alors que les entrées en stage, elles, baissaient de 14,9 %. Dans le même temps, le nombre d'inscriptions dans les

agences a reculé de 0,8 %, en raison d'un recul des entrées pour licenciement économique ou fin de mission d'intérim. Déjà en recul en janvier, le nombre d'offres d'emplois de l'ANPE baisse encore (-2,6 %), tout en restant positif sur un an (+6,4 % en données brutes). L'offre d'emplois durables (plus de six mois) reste plus que médiocre (-8,9 % sur un an), l'emploi précaire (de un à six mois) ou occasionnel (moins d'un mois) constituant le gros des offres de l'agence.

L'économie a retrouvé une certaine vigueur - elle devrait créer environ 30 000 emplois (en solde net) au premier semestre 1997, selon les dernières prévisions de l'Insee (Le Monde du 26 mars) -, mais le marché du travail n'est pas au diapason du regain de croissance qui devrait caractériser l'année 1997.

Jean-Michel Bezat



M. Jospin tente de vaincre le scepticisme des jeunes

DUNKERQUE

de notre envoyé spécial

Le dialogue a été bref mais vif. « Ces 2 700 francs que vous allez lui proposer, a lancé Ali avec une rage contenue, le jeune des banlieues, il s'en fait outant en une journée. » Calmement, Lionel Jospin a d'abord expliqué, un brin professoral, que les emplois que le Parti socialiste propose aux jeunes chômeurs seraient rémunérés au SMIC. Puis il a choisi un registre plus « moral ». « Il y a un certain nombre de règles sociales qu'il faut respecter, pour les PDG, les artistes du show-biz, les hommes politiques et les jeunes des quartiers, a-t-il assuré. Il faut refuser cette fatalité. »

Dans le quartier Malo de Dunkerque, jeudi 27 mars, le premier secrétaire du PS a débattu, pendant deux heures, avec trente-six jeunes d'origines socioprofessionnelles diverses, sur ses propositions sur l'emploi. Pour un coût de 85 000 francs, la Sores avait constitué ce « panel » de jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans - un tiers de gauche, un tiers de droite, un tiers « sans sympathie politique déclarée » - en « oubliant » seulement de les avertir de la présence de la presse. Ce premier malaise dissipé, non sans mal, les jeunes ont exposé leurs difficultés et esquissé leurs désirs, sur la formation, l'expatriation, la création d'entreprise, à partir d'une vision sombre de l'avenir.

Intervenant sans notes, avec pédagogie, M. Jospin n'a pas vaincu le scepticisme de l'auditoire. Certains jugeaient avoir servi de « faire-valoir » au PS ou se disaient déçus. D'autres par-

laient de « bonne initiative » ou se félicitaient de ce dialogue « omnicat ». Sous le regard attentif de deux anciens ministres du travail - Martine Aubry et Michel Delebarre, maître de Dunkerque -, et d'un ancien ministre de l'emploi, Jean Le Garrec, M. Jospin a défendu pied à pied sa proposition d'offrir 700 000 emplois à de jeunes chômeurs en deux ans, en insistant sur le caractère « réel » de ces emplois de longue durée susceptibles de donner aux jeunes l'« expérience » que les entreprises leur réclament.

Sans polémiquer, à un ou deux coups de patte près, avec Jacques Chirac, dont il adaptait la formule de « rencontrer avec les Français », M. Jospin a indiqué que le volet public de son plan jeunes coûterait 35 milliards de francs à l'Etat, pris sur une partie des exonérations existantes. « Ce volontarisme affiché de l'Etat, a-t-il plaidé, aura forcément un effet d'entraînement sur les entreprises privées. »

« UN PEU DE LYRISME, LIONEL »

Le soir, lors d'un dîner-débat à Lille, M. Jospin s'est frotté aux militants du Nord et du Pas-de-Calais. « Nous ne gagnerons pas cette bataille des élections législatives obscures », a-t-il averti en rappelant que, sans effet préventif, la gauche n'avait gagné ni en 1967, ni en 1973, ni en 1978. Soulignant que « la force du Front national fait peser un aléa sur le deuxième tour », il a fustigé la droite « dont le bilan est mauvais et les propositions nulles », en invitant ses amis à ne pas se déterminer « en fonction de la sinuséïdale ».

Léger repli à la Bourse de Tokyo

SEULE PLACE internationale à fonctionner normalement le vendredi saint, la Bourse de Tokyo a terminé en léger repli. L'indice Nikkei a terminé sur un recul de 0,11 %, à 18 189,72 points, soit une baisse de 20,70 points. Sur le marché des changes, le dollar évoluait dans une marge étroite face au yen dans une séance calme en raison de la fermeture des principaux marchés étrangers. Le billet vert s'échangeait à 123,62 yens.

La veille, Wall Street avait terminé en très net recul. L'indice Dow Jones avait fini en baisse de 140,11 points (-2,04 %), à 6 740,59 points, en raison d'une nette remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire (lire également page 23).

En Europe, la Bourse de Londres a gagné 0,27 %, à 4 312,9 points. A Francfort, les valeurs allemandes ont terminé sur un gain de 0,32 %, à 3 429,05 points.

Le 31 mars, lundi de Pâques, les marchés de Paris, Francfort, Londres, Hongkong, Amsterdam, Zurich et Bruxelles seront fermés.

Thèse du Monde daté vendredi 28 mars 1997 : 502 596 exemplaires

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés
La valeur des SICAVL'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

Ça vous dirait, un galop en forêt, là maintenant ?



0800 800 303

Pour changer d'air en moins de 2 heures.

Pour vos week-ends et séjours, à pied, à cheval, à vélo ou en bateau, à la mer ou à la campagne, un seul numéro vert. Le 0800 800 303.

Demandez le catalogue.

L'appel est gratuit, et le catalogue aussi !

Les Pays de la Loire vous emmènent très loin, et pourtant c'est tout près !



هكنا من الدول

La mine de La Mure ferme définitivement

GRENOBLE

de notre correspondant régional « Il n'y aura ni fête entre nous ni confrontation avec notre direction », souligne Guy Maugiron, cinquante ans, qui s'est rendu pour la dernière fois au fond de la mine de La Mure (Isère), vendredi 28 mars. Inlassable défenseur de ce site dont la fermeture, décidée en 1968, fut, à maintes reprises, reportée jusqu'à ce jour fatal, ce militant CGT a décidé de quitter en silence le carreau. Comme ses camarades. Ces dernières années, lui et les autres mineurs n'avaient pourtant pas ménagé coups de gueule et coups de force contre la mort programmée de cette mine d'anthracite qui employait plus de trois mille personnes en 1950.

Pour les cent vingt-cinq mineurs encore en activité, le combat est donc fini. D'ailleurs, ils négocient avec les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) le reclassement d'une soixantaine d'entre eux à Gardanne (Bouches-du-Rhône) et dans d'autres « mines d'accueil », et le maintien sur place des plus âgés.

Cette région de moyenne montagne se préparait à la fermeture. Mille trois cents emplois ont ainsi été créés au cours des vingt dernières années sur le plateau ma-theysin. Ses dix-huit mille habitants ont souvent manifesté pour soutenir les mineurs et s'opposer à la lente désertification. En novembre 1995, six mille personnes étaient descendues dans la rue pour obtenir la réouverture de la mine, le maintien de l'activité minière et le désenclavement routier. Leur appel au secours ne fut pas entendu. Depuis six mois, les habitants du plateau doivent accoucher à Grenoble, l'accès à cette région reste toujours aussi difficile, et, vendredi, les mineurs ont extraits les derniers blocs d'anthracite.

Claude Franchillon